Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_1

Approbation du compte rendu de la séance du Conseil municipal en date du 4 février 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_1

Administration générale

Compte rendu de la séance précédente (4 février 2025)

Objet : Approbation du compte rendu de la séance du Conseil municipal en date du 4 février 2025

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 4 février 2025 qui a été dressé des interventions des conseillers municipaux à l'occasion de cette séance sur la base de la retransmission sténotypique qui en a été faite ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1e : le compte rendu de la séance précédente en date du 4 février 2025, tel que joint en annexe à la présente délibération sous forme d'une retranscription sténotypique, est approuvé.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Bagneux

- :- :- :- :-

CONSEIL MUNICIPAL

- :- :- :- :-

- 4 FEVRIER 2025 -

Corinne Imbertie
Sténotypiste de Conférences
18, route de Gif
91 190 Villiers-le-Bâcle
06 09 06 67 01
corinne.imbertie@gmail.com

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

SOMMAIRE

ADMINISTRATION GENERALE 4

1 - COMPTE RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE (17 DECEMBRE 2024) 4

Approbation du compte rendu de la séance du Conseil municipal en date du mardi 17 décembre 2024 4

PERSONNEL 4

2 - ÉGALITE FEMMES - HOMMES 4

Approbation du rapport annuel 2025 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 4

FINANCES 7

3 - BUDGET PRIMITIF 2025 (BUDGET PRINCIPAL) 7

Approbation du projet primitif principal de la Commune au titre de l'exercice 2025 7

4 - BUDGET PRIMITIF AFFERENT A L'EXERCICE 2025 (BUDGET ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES) 21

Approbation du budget primitif annexe du service extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2025 21

5 - FISCALITE DIRECTE LOCALE POUR L'ANNEE 2025 21

Fixation des taux des impôts directs locaux au titre de l'exercice 2025 21

ADMINISTRATION GENERALE 21

6 - CONTROLE DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES RELATIF AUX COMPTES ET A LA GESTION DE LA COMMUNE DE BAGNEUX POUR LES EXERCICES 2016 ET SUIVANTS - SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA CRC 21

Rapport de suivi des recommandations formulées par la Chambre Régionale des Comptes un an après la communication du rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Bagneux pour les exercices 2016 et suivants 21

AMENAGEMENT URBAIN 24

7 - COMPTE RENDU D'ACTIVITE MARCHES D'APPROVISIONNEMENT 24

Information du Conseil Municipal sur le rapport d'activité pour l'année 2023 de la société Les Fils de Madame Geraud, délégation du service public de la gestion des marchés communaux d'approvisionnement 24

ESPACE PUBLIC ET MOBILITES 26

8 - ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE ET SUR LES PARKINGS EN OUVRAGE 26

Actualisation de la tarification du stationnement payant sur voirie et sur les parkings en ouvrage 26

9 - AVENANT A LA CONVENTION CONCERNANT LE REAMENAGEMENT DE L'AVENUE DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

STALINGRAD 26

Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier entre le Département des Hauts-de-Seine et la commune de Bagneux concernant le réaménagement de l'avenue de Stalingrad entre l'avenue Marx Dormoy (RD 62) et la rue du colonel Fabien 26

CITOYENNETE ET VIE DES QUARTIERS 27

10 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS HORS CONVENTION D'OBJECTIFS 27

Attribution des subventions municipales aux diverses associations locales, hors convention d'objectifs, au titre de l'exercice 2025 27

11- SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (ADIB) 29

Attribution d'une subvention à l'Association de développement intercommunal des Blagis (ADIB) au titre de l'exercice 2025 et approbation de la convention d'objectifs entre la Commune et l'association 29

12 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (APM) 29

Attribution d'une subvention à l'Association Perspectives et Médiation (APM) au titre de l'exercice 2025 29

13 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (BAGNEUX ENVIRONNEMENT) 29

Attribution d'une subvention à l'association Bagneux Environnement au titre de l'exercice 2025 et approbation de l'avenant à la convention d'objectifs triennale entre la Commune et l'association 29

14 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (CASC) 30

Attribution d'une subvention à l'association Comité d'action sociale et culturelle (CASC) des personnels et des établissements publics communaux de Bagneux au titre de l'exercice 2025 et approbation de l'avenant à la convention d'objectifs triennale entre la Commune et l'association 30

15 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (CIDFF) 30

Attribution d'une subvention à l'association Centre d'information aux droits des femmes et des familles (CIDFF) au titre de l'exercice 2025 et approbation de l'avenant à la convention d'objectifs triennale entre la Commune et l'association 30

16 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (COMB) 30

Attribution d'une subvention à l'association Club olympique multisports de Bagneux (COMB) au titre de l'exercice 2025 30

17 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (FJT) 31

Attribution d'une subvention à l'association du Foyer des jeunes travailleurs (FJT) au titre de l'exercice 2025 31

18 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (OBS) 31

Attribution d'une subvention à l'association Office balnéolais du sport (OBS) au titre de l'exercice 2025 et approbation de l'avenant à la convention d'objectifs triennale entre la Commune et l'association 31

19 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (PPCM) 31

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Attribution d'une subvention à l'association Le Plus petit cirque du monde (PPCM) au titre de l'exercice 2025 et approbation de l'avenant à la convention d'objectifs pluriannuelle entre la Commune et l'association 31

20 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (REGIE DE QUARTIER) 31

Attribution d'une subvention à l'association Régie de quartier au titre de l'exercice 2025 31

21 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS (DOULEURS SANS FRONTIERES) 32

Attribution d'une subvention à l'association Douleurs sans Frontières (DSF) au titre de l'exercice 2025 et approbation de la convention d'objectifs entre la Commune et l'association 32

22 - MISE A DISPOSITION ESPACE LEO FERRE / COMB 33

Mise à disposition gratuite exceptionnelle de l'espace Léo Ferré afin de soutenir la section Rugby du COMB montée en Fédérale 3 33

JUMELAGE 34

23 - APPROBATION DU MANDAT SPECIAL DONNE A M. FARID HOUSNI POUR SE RENDRE A JERUSALEM DU 2 AU 5 FEVRIER 2025 34

Approbation du mandat spécial donné à M. Farid HOUSNI pour se rendre à Jérusalem du 2 au 5 février 2025 34

24 - ACCUEIL DE DEUX JEUNES PALESTINIEN.NE.S A BAGNEUX EN FEVRIER 2025 ET APPROBATION DES DEPENSES AFFERENTES 35

Approbation de l'accueil de deux jeunes Palestinien.ne.s à Bagneux en février 2025 dans le cadre du programme Jer'Est 2 du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine et approbation des dépenses afférentes 35

HABITAT 37

25 - CONVENTION 2024-2026 ENTRE LA COMMUNE DE BAGNEUX ET IMMOBILIERE 3 F DANS LE CADRE DE LA REFORME DE LA GESTION EN FLUX 37

Approbation de la convention 2024-2026 entre la commune de Bagneux et IMMOBILIÈRE 3F définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire commune de Bagneux sur le territoire de Bagneux 37

26 - CONVENTION 2024-2026 ENTRE LA COMMUNE DE BAGNEUX ET CDC HABITAT SOCIAL DANS LE CADRE DE LA REFORME DE LA GESTION EN FLUX 37

Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 entre la commune de Bagneux et CDC HABITAT SOCIAL définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire commune de Bagneux sur le territoire de Bagneux 37

RESTAURATION 38

27 - ENTENTE INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE MALAKOFF RELATIVE A L'EXPLOITATION DE LA CUISINE CENTRALE 38

Approbation des comptes rendus des réunions de l'entente en date du 3 octobre 2024 et du 11 décembre 2024 38

28 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE L'ADEME POUR LE PASSAGE AUX

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

BACS INOX 39

Approbation de la convention d'attribution de subvention de l'ADEME pour le passage aux bacs inox 39

ÉDUCATION 39

29 - APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTS-DE-SEINE ET LA COMMUNE DE BAGNEUX INTITULEE CONVENTION D'HABILITATION INFORMATIQUE CONCERNANT LA MISE EN LIGNE SUR LE SITE « MONENFANT.FR » DE DONNEES RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS ET SERVICES (EAJE, ALSH) 39

30 - CONVENTION POUR LES FRAIS DE SCOLARITE A REGLER AVEC LA VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX 40

Approbation de la convention de remboursements intercommunaux des dépenses de fonctionnement des écoles publiques 40

CULTURE 40

31 - SUBVENTION DU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA RESTAURATION D'UNE OEUVRE D'ART 40

Approbation d'une convention de financement passée avec le Conseil départemental des Hauts-de-Seine pour la restauration du tableau de Marcel Lebrun intitulé "La Porte d'Orléans en hiver" 40

32 - PORTAIL NATIONAL DES ARCHIVES 41

Approbation de la convention de partenariat avec le ministère de la Culture relative à la participation au portail national des archives 41

MARCHES PUBLICS ET CONCESSION DE SERVICE PUBLIC 41

33 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION D'UNE FOURRIERE AUTOMOBILE 41

Approbation de la délégation de service public pour la gestion d'une fourrière Automobile 41

34 - PASSATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT PASSE SOUS FORME D'ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX 43

Approbation de l'accord-cadre relatif aux travaux d'entretien et de grosses réparations dans les bâtiments communaux. 43

35 - PASSATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT PASSE SOUS FORME D'ACCORD-CADRE RELATIF A L'ABATTAGE, DESSOUCHAGE, ELAGAGE D'ARBRES, ENTRETIEN FORESTIER ET DEFRICHAGE PAR L'ECOPATURAGE SUR DIVERS SITES DE LA VILLE 44

Approbation de l'accord-cadre relatif à l'abattage, dessouchage, élagage d'arbres, entretien forestier et défrichage par l'écopâturage sur divers sites de la ville 44

36 - ACHATS DE DENREES ALIMENTAIRES 44

Approbation du marché de fourniture de denrées alimentaires pour la confection des repas de la restauration collective du groupement de commande 44

37 - AVENANT N° 1 DU LOT N° 1 INTITULE DOMMAGES AUX BIENS DU MARCHE RELATIF AUX PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA COMMUNE DE BAGNEUX PASSE AVEC LA SOCIETE SMACL ASSURANCE 45

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Approbation de l'avenant n° 1 du lot n° 1 intitulé Dommages aux biens du marché relatif aux prestations de services d'assurance pour la commune de Bagneux passé avec la Société SMACL assurance 45

PERSONNEL 46

38 - ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES 46

Approbation du mandat donné au CIG petite couronne pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires 46

39 - ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERE D'URGENCE EN FAVEUR DES AGENTS EN DIFFICULTES SOCIALES 46

Approbation de la création d'une régie financière en vue de l'attribution d'aides financières d'urgence en faveur des agents en difficultés sociales 46

40 - REGIME DES ASTREINTES 47

Approbation du règlement intérieur des astreintes 47

41 - MISE EN OEUVRE DU NOUVEAU REGIME INDEMNITAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE 48

Approbation du régime indemnitaire filière Police Municipale : mise en œuvre de l'Indemnité Spéciale de Fonctions et d'Engagement (I.S.F.E) 48

42 - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS 48

Mise à jour du tableau des emplois et des effectifs de la commune de Bagneux 48

43 - APPROBATION DE LA PROPOSITION DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE POUR SCINDER LE GROUPE SCOLAIRE NIKI DE SAINT-PHALLE EN UNE ECOLE MATERNELLE ET UNE ECOLE ELEMENTAIRE 49

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Bagneux

CONSEIL MUNICIPAL
- MARDI 4 FEVRIER 2025 -

(La séance est ouverte à 20 h 07 sous la présidence de Mme Amiable.)

Mme le MAIRE. - Bonsoir à toutes et à tous. Je vous propose de commencer notre Conseil municipal.

Je passe la parole à notre secrétaire de séance, Yasmine Boudjenah, pour l'appel.

Mme BOUDJENAH. - Merci, Madame le Maire.

Bonsoir à toutes et à tous.

Mme Boudjenah procède à l'appel…

AMIABLE Marie-Hélène, présente

BOUDJENAH Yasmine, présente

HOUSNI Farid, absent, a donné pouvoir à Corinne Pujol

MOUTAOUKIL Aïcha, présente

BARBEROUSSE Olivier, présent

TRIVIDIC Chloé, présente

CHASSAT Lionel, présent

PUJOL Corinne, présente

TUDER Bruno, absent, a donné pouvoir à Aïcha Moutaoukil

CILLIÈRES Hélène, présente

KANDEL Laurent, présent

BIDAULT Ingrid, présente

HADDAD Mouloud, présent

QUILGARS Jean-Pierre, absent, a donné pouvoir à Laurent Kandel

BENSOUSSAN Paul, présent

REYNAUD Michel, présent

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

FAUVEL Élisabeth, présente

GUILLEMIN Nicolas, absent, a donné pouvoir à Ingrid Bidault

B. CANAL Blodine, absente

MEKER Pascale, présente

SALAUN Laurence, absente, a donné pouvoir à Élisabeth Fauvel

LACRAMPE Rémy, présent

CHAMI-OUADDANE Nezha, absente, a donné pouvoir à Mouloud Haddad

DURU Patrick, présent

NDJEHOYA James, présent

FOURNIER Rafaëlla, présente

DIMBAGA Sidi, présent à compter de 20 h 47

DOUVILLE Fanny, présente

TEDJANI Mehdi, absent, a donné pouvoir à Yasmine Boudjenah

GABIACHE Claire, présente

ABDOU Hakim, présent

BALSECA Agnès, présente

BIZERAY Léa, présente

HENNOUCHE Nasséra, présente

PINARD Jean-Louis, absent, a donné pouvoir à Pascale Méker

GORENDS Justine, absente

ZAMBETTI Gilbert, absent

ROUSSEAU Jean-Luc, présent

MARTIN Patrice, absent, a donné pouvoir à Jean-Luc Rousseau

KADOUCI Fatima, présente

ZANI Saïd, absent

OUÉDRAOGO Serges Kader Dieudonné, absent, a donné pouvoir à Fatima Kadouci

CHIRINIAN Joëlle, absente

Le quorum est atteint, Madame le Maire.

Mme le MAIRE. - Chers collègues, je souhaiterais partager avec vous quelques points avant de commencer l'ordre du jour du Conseil municipal.

Mme Alezard, ma Directrice de Cabinet, vous a adressé un message sur le drame survenu à l'établissement scolaire Saint-Gabriel, vous n'en avez peut-être pas encore pris connaissance.

Un jeune préparant un BTS a poignardé, pendant l'heure de récréation, un autre jeune qui se

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

trouve en classe de première dans le même établissement. L'auteur et un éventuel complice, puisqu'un autre jeune l'aurait protégé pour qu'il puisse prendre la fuite, ont été interpellés. Ils sont, en ce moment même, entendus par les services de police.

Le jeune de 17 ans, grièvement blessé, est en train d'être opéré dans un hôpital parisien.

Il s'agit d'une situation extrêmement préoccupante.

Nous suivons avec attention ce qui se passe. Je suis en contact avec le Maire de la ville de Bourg-la-Reine, Patrick Donath, dont la victime est issue. Nous nous tenons au courant de la situation de santé de ce jeune dont nous espérons que la vie pourra être sauvée.

Je voulais vous en informer.

Des articles de presse sont déjà parus, notamment dans Le Parisien. D'autres médias évoqueront probablement cette situation.

Comme nous l'avons fait avec Mme Alezard dès que ce drame s'est produit, nous vous donnerons des informations sur la situation de ce jeune dès que nous en aurons. J'espère qu'elles seront positives.

Mme Boudjenah et moi-même sommes en lien avec Mme la cheffe d'établissement de Saint-Gabriel, Mme Randon. Une cellule psychologique a été mise en place au sein de l'établissement pour assister les jeunes bien sûr, les enfants, les élèves mais aussi les équipes enseignantes, éducatives de cet établissement scolaire.

Je voulais vous dire ce que je sais à l'heure où je vous parle.

Autre sujet, nous sommes extrêmement sollicités en ce moment par les parents d'élèves et les enseignants au sujet des enseignants absents non remplacés. Dans les écoles de la commune, le non-remplacement des enseignants absents est beaucoup trop fréquent, ce qui pèse sur le quotidien des équipes, des enfants et de leur famille.

Les enfants sont ainsi regroupés avec d'autres élèves pendant des durées anormalement longues. Cela perturbe grandement leur scolarité, leurs conditions d'apprentissage. Cette situation n'est pas acceptable.

Je crois que l'éducation doit redevenir une priorité. Le service public d'éducation nationale doit être soutenu et doté de moyens suffisants, y compris pour offrir l'attractivité nécessaire en vue de recruter pour nos établissements scolaires.

J'ai interpellé la Direction académique du département à ce sujet pour soutenir les demandes légitimes des équipes pédagogiques et des parents d'élèves pour exiger le remplacement des enseignants absents. C'est particulièrement important dans nos quartiers populaires.

À l'appel des associations de parents, des syndicats d'enseignants, une pétition a été lancée et une journée de mobilisation est organisée dans les écoles, vendredi qui vient, pour exprimer cette exigence.

La municipalité soutient cette mobilisation qui vise à assurer, à tous nos enfants, des conditions de réussite. Nous serons en soutien pour exprimer le besoin de continuité des enseignements dans notre ville comme dans le pays.

Dans la continuité de ces questions scolaires, je souhaiterais recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour ajouter une délibération visant à approuver la proposition des services de

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

l'Éducation nationale pour scinder le groupe scolaire Niki de Saint-Phalle en une école maternelle et une école élémentaire.

Aujourd'hui, ce groupe scolaire n'a qu'une Direction d'école. Nous avions porté, aux côtés des équipes enseignantes, le besoin, maintenant que cette école a pris son rythme (le nombre de classes y est important) et que nous avons eu son classement en REP, d'avoir un dédoublement de classes afin qu'il y ait deux directions pour cet établissement scolaire. Nous avons obtenu l'accord favorable de la Direction académique.

Je vous propose d'ajouter une délibération, évidemment exceptionnelle, pour recueillir l'avis favorable du Conseil municipal sous réserve que le Conseil d'école émette un avis favorable. Ce point est également inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil d'école qui est fixé à la semaine prochaine.

Nos deux délibérations sont nécessaires pour que cela puisse être validé par les services académiques.

Nous n'avons pas pu vous envoyer cette délibération dans les cinq jours francs avant la tenue du Conseil municipal, mais je pense que tout le monde sera d'accord pour que nous ayons deux directions d'école.

Nous l'ajouterons en dernier point. Nous allons vous la distribuer.

Je considère que tout le monde est d'accord ?

(Approbation à l'unanimité.)

Je vous remercie.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1 - COMPTE RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE (17 DECEMBRE 2024)

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU MARDI 17 DECEMBRE 2024

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des remarques sur ce compte rendu ?...

(Aucune.)

➲ ***VOTE : LE PROCES-VERBAL EST ADOPTE A L'UNANIMITE***

PERSONNEL

2 - ÉGALITE FEMMES - HOMMES

APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2025 SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Mme GABIACHE. - Bonjour à toutes et à tous.

Je vous présente aujourd'hui le rapport annuel 2025 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, un exercice essentiel à la fois réglementaire et politique.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport permet d'évaluer les actions menées par notre commune en matière d'égalité et d'orienter nos politiques

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

futures vers une société plus juste et inclusive.

La première partie du rapport repose sur des indicateurs clés extraits du Rapport Social Unique 2023. Ces données permettent d'évaluer la place des femmes et des hommes au sein de notre administration, en termes de représentation, de rémunération et d'évolution professionnelle.

En 2024, nous avons adopté un Plan d'Actions pour l'Égalité Professionnelle. Aujourd'hui, nous dressons le bilan de sa première année de mise en œuvre. Les avancées sont notables, notamment en matière de formation et de sensibilisation du personnel municipal, mais des efforts restent à fournir pour atteindre nos objectifs effectifs.

La deuxième partie du rapport a mis en lumière les actions entreprises par notre commune pour promouvoir l'égalité femmes-hommes au sein de la population. Nous avons mis en place plusieurs initiatives, telles que :

- le soutien aux associations engagées dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles,
- des actions de sensibilisation dès le plus jeune âge, notamment dans les écoles et les centres sociaux,
- la promotion de l'égalité dans l'espace public et dans les activités sportives et culturelles.

Ces politiques traduisent une volonté de faire de l'égalité, non seulement un principe, mais une réalité vécue au quotidien par les Balnéolais et les Balnéolaises.

Nous devons poursuivre et intensifier ces efforts et cela passe par :

- un suivi renforcé des indicateurs pour mieux identifier les leviers d'action,
- l'intégration systématique de la dimension « égalité » dans toutes les politiques publiques.

En conclusion, ce rapport 2025 n'est pas une simple obligation légale. Il constitue un outil de pilotage et un engagement concret de notre municipalité en faveur de l'égalité.

Je vous invite donc à en prendre acte et à poursuivre ensemble cette dynamique essentielle pour notre territoire.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Monsieur Rousseau, je vous en prie.

M. ROUSSEAU. - Merci Madame la Maire.

Merci pour ce rapport très complet et les actions engagées ou qui vont être engagées en 2025. Cela dit, deux observations qui interpellent en parcourant ce rapport : il y a beaucoup d'hommes en catégorie C, 81 %. J'ai pu noter des différences importantes en termes de rémunérations entre les hommes et les femmes. Je me suis arrêté sur le médicosocial. Je m'interroge. Prend-on en compte ces aspects ?

Merci.

Mme CILLIÈRES. - S'agissant de ce pourcentage de 80 %, je ne l'avais pas en tête car, dans les catégories C, il y a beaucoup d'agentes et on a plus d'agentes dans notre collectivité. Il y a peut-être une erreur dans les documents. Nous allons vérifier.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

En ce qui concerne les rémunérations notamment de la filière que vous évoquez, la filière qui accueille notamment le personnel médical, le médecin de notre centre de santé, je crois qu'il y a plus de médecins hommes que de médecins femmes à ce jour. Il y a des écarts de rémunération.

Les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés de notre collectivité sont liés essentiellement aux temps partiels pris par les femmes qui assurent souvent seules les missions personnelles, la charge mentale. Ce sont les seules, je crois que les chiffres le disent, à occuper des temps partiels dans notre collectivité. La manière de les accompagner fait partie des questions qui sont devant nous, de notre plan de travail et de lutte pour l'égalité au sein de la collectivité. Nous y sommes très attentifs et attentives. Cela fait partie de nos axes de travail.

J'espère avoir répondu à votre question.

M. ROUSSEAU. - Merci.

Mme le MAIRE. - Monsieur Rousseau, nous vérifierons ce chiffre mentionné à la page 4 du rapport, je pense qu'il y a des erreurs.

Mme CILLIÈRES. - 60 % du personnel féminin sont en catégorie C tandis qu'ils sont 80 % dans le personnel masculin. Notre tableau n'est peut-être pas très simple à lire. Nous le notons.

Mme le MAIRE. - Tout à fait.

Madame Moutaoukil, nous vous écoutons.

Mme MOUTAOUKIL. - Merci infiniment pour ce rapport extrêmement détaillé qui donne à voir les actions que nous avons menées sur l'année qui vient de s'écouler et celles que nous envisageons de poursuivre. C'est toujours une avancée. En tout cas pour moi, cela vaut valeur de progrès de voir à quel point nous attachons, même si c'est une obligation légale, de l'importance à cette question car, malgré la remarque de M. Rousseau, nous sommes encore très loin de l'égalité hommes-femmes : aujourd'hui encore, Monsieur Rousseau vous le savez, à travail égal, c'est 25 % de salaire en moins pour les femmes.

Je pense que le chemin est encore long pour une égalité réelle.

Je voudrais saluer le travail réalisé par les services et notre élue qui porte cette délégation avec détermination et grand enthousiasme.

Merci beaucoup.

Mme le MAIRE. – Merci.

Y a-t-il d'autres interventions ?

Mme FOURNIER. - Je tiens à saluer le travail de diagnostic et d'évaluation qui est fait. Il reste encore beaucoup d'actions à mettre en œuvre, même si, en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, nous sommes mieux qu'au niveau national. Il est tout de même à noter un écart de salaire. Il est à noter que les temps partiels sont effectués par les femmes et non par les hommes. Les femmes sont des travailleuses pauvres, beaucoup plus que les hommes. Les femmes n'accèdent pas - ce n'est pas le cas à la mairie - à des postes à responsabilité, elles sont pénalisées notamment du fait de la possibilité de prendre un congé maternité. Les femmes assument les charges professionnelles et la vie personnelle, la conciliation n'est pas simple.

Les femmes sont pénalisées par la réforme des retraites.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Beaucoup d'efforts restent à faire.

L'administration de la ville a vraiment mis en place des accompagnements pour renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes notamment en matière de recrutements, avec des biais, à des postes qui pourraient aussi être occupés par des femmes, en matière de mixité dans les filières, on le voit sur la filière technique, en matière de promotions et d'avancements notamment les avancements de grades. Nous voulons une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle et lutter contre les actes de violence, de harcèlement et d'agissements sexistes.

Ce rapport met également en avant ce que fait la ville et notamment l'implication des services municipaux dans les politiques publiques. C'est porté par plusieurs services, aussi bien les CSC, la Direction de l'habitat, les services de la jeunesse, de la petite enfance, pôle TEDD (transition écologique et développement durable), ce sont des politiques transversales, la santé avec le centre municipal de santé et jusqu'à la place des femmes dans l'espace public.

Nous pouvons féliciter ces actions.

Je terminerai par une note dans un contexte de crise multiple que nous connaissons, je citerai Simone de Beauvoir qui indiquait : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant ».

Merci.

Mme le MAIRE. - Merci.

Mme GABIACHE. - Je voulais faire un petit aparté pour signaler que cette citation de Simone de Beauvoir sera notre ordre du jour pour le mois de mars. Un programme sera articulé autour de cette phrase car nous sommes tout à fait raccord au sein de la majorité municipale sur le fait de dire que les droits, à la prochaine crise, seront les premiers retirés aux femmes.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres interventions ?...

(Aucune.)

Je considère que le Conseil municipal a pris acte de ce rapport à l'unanimité.

Je vous remercie.

FINANCES

3 - BUDGET PRIMITIF 2025 (BUDGET PRINCIPAL)

APPROBATION DU PROJET PRIMITIF PRINCIPAL DE LA COMMUNE AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

M. HADDAD. - Madame la Maire, chers collègues, c'est toujours avec beaucoup de plaisir qu'au nom des élus de la majorité municipale je présente ce Budget Primitif, Budget Primitif 2025 qui est aussi le dernier en année pleine du mandat.

Vous avez tous eu un beau et volumineux dossier. « Beau » parce qu'il est très bien fait, très lisible je crois, et parfaitement documenté avec des tableaux, des camemberts et un lexique, volumineux parce qu'il y a plus de 300 pages de lecture en comptant les rapports et les différentes annexes.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Cette qualité des documents à laquelle nous sommes maintenant habitués s'accompagne évidemment de mes remerciements à notre Directeur des finances, Rémy Fernandez, à Annabelle Menet, notre DGA du pôle ressources et à Cécile Alliaud, notre Directrice générale des services.

Un peu comme nous l'avions fait lors du Débat d'Orientation Budgétaire en décembre dernier, pour la deuxième année de suite, nous vous proposons ce soir une présentation visuelle de notre Budget Primitif 2025.

L'idée plébiscitée, si j'en crois vos retours chers collègues, est de rendre plus fluide la présentation et de l'appuyer par des illustrations qui rendent plus aisées des explications de texte.

En préambule, il nous paraissait nécessaire de rappeler que ce budget est aussi construit dans un contexte national et international pour le moins préoccupant.

Sur le contexte international, je ne m'étendrai pas, mais quand même une pensée pour toutes les victimes civiles des différents conflits dans le monde. Je pense en particulier ce soir à la situation effroyable en République démocratique du Congo : des millions de morts dans le pays le plus riche d'Afrique dans l'indifférence du monde, mais sous l'œil bienveillant des multinationales prédatrices.

Rappelons tout de même notre soulagement d'un cessez-le-feu que nous espérons durable et définitif dans la Bande de Gaza après quinze mois d'une guerre qui laisse une situation politique humaine et humanitaire catastrophique : plus de 50 000 morts dont environ 15 000 enfants sur une population d'à peine 2 millions d'habitants.

Cessez-le-feu, libération progressive des otages : l'espoir est là, même s'il reste précaire.

Notre collègue Farid Housni est actuellement à Jérusalem Est dans le cadre de notre coopération décentralisée. La situation reste tendue notamment en raison des provocations incessantes de l'armée Israélienne dans cette partie occupée de la ville mais aussi, vous avez sûrement suivi l'actualité, en Cisjordanie.

Situation tout aussi préoccupante en Ukraine qui entre dans sa quatrième année de conflit. Là aussi, les chiffres sont effrayants : 80 000 morts, 400 000 blessés, un pays ravagé, des conséquences dramatiques sur l'économie mondiale notamment dans le domaine agricole et alimentaire.

La situation internationale a ainsi des effets néfastes sur notre économie, tous les secteurs sont touchés par l'austérité sauf le secteur militaire.

Les dépenses militaires mondiales ont connu en 2023, derniers chiffres disponibles, leur plus forte augmentation en une décennie, atteignant 2 400 000 000 000 de Dollars, le chiffre est vertigineux en raison des conflits en cours.

En France, les exportations d'armement français se sont établies à plus de 18 Md€, faisant de 2024 la deuxième meilleure année de l'histoire de cette industrie.

Pendant que Dassault ou Safran se frottent les mains, des pans entiers de l'économie, de l'investissement public et des services publics, éducation - Mme la Maire en parlait en préambule - et santé en tête pâtissent d'une austérité d'État qui ne veut pas dire son nom.

Ainsi, toutes tendances politiques confondues, l'AMF a récemment exprimé ses vives inquiétudes face aux prélèvements et aux contraintes budgétaires supplémentaires imposées aux communes et aux intercommunalités.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Sous couvert d'économies, ces mesures aggravent en réalité le déficit de l'État avec une suppression de ressources locales dont la compensation coûte déjà 50 Md€ par an au budget de l'État.

En pleine crise économique, nous dit l'AMF, l'État choisit de thésauriser un Md€ à son profit au détriment notamment des marchés publics locaux avec le fameux fonds de réserve.

Il y a même un risque de voir Bagneux être ponctionnée d'une somme pouvant aller - scénario du pire - jusqu'à 1,80 M€ pour alimenter ce fameux fonds de réserve.

L'association des maires souligne également le gel du montant de reversement de la TVA aux régions et aux départements à son niveau de 2024, ce qui fera perdre 1,2 Md€ de ressources locales. Or, les collectives financent plus de 70 % de l'investissement public avec seulement 9 % de la dette publique.

Les conséquences de tout cela, c'est que l'article 49.3 a de nouveau été dégainé hier pour un passage en force du PLF. Quand on ne nomme pas un Premier Ministre issu de la coalition ayant remporté les élections, l'austérité économique se conjugue aussi avec le déni démocratique, d'autant plus que cette coalition avait fait des propositions pour augmenter significativement les recettes de l'État notamment en taxant les super profits.

Lorsque les revenus des ultra-riches ont plus que doublé en 20 ans, l'argent existe dans d'autres pays, ailleurs que dans les poches des communes.

Ainsi et au vu du contexte, notre Budget Primitif 2025 comporte cette particularité d'avoir été élaboré alors que le budget de l'État n'avait pas encore été voté en raison de la situation politique née de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République.

À Bagneux, des priorités restent tout de même constantes : un budget communal marqué par une certaine prudence qui découle directement de cette incertitude nationale que je viens d'évoquer mais le travail collectif de l'ensemble de la majorité nous a permis de garder nos ambitions du début de mandat autour de quatre axes prioritaires : la solidarité, la transition écologique, le cadre de vie et la réussite éducative.

- *Une ville solidaire, cela passe notamment - liste non exhaustive - par :*

- une subvention au CCAS en augmentation de 20 %, de 2,30 M€ contre 1,90 M€ en 2024,

- notre offre d'un kit de fournitures solaires pour nos élèves d'élémentaire, inauguré en 2024. Ce dispositif est reconduit pour un peu plus de 100 000 € en 2025,

- l'ouverture de notre centre médical de garde avec une amplitude horaire plus importante au vu du succès et des attentes des habitants,

- ou encore le maintien des subventions aux associations, acteurs locaux du lien social. Notre collègue Lionel Chassat les détaillera dans les délibérations suivantes.

- *Une ville qui prend à bras-le-corps la question de la transition écologique, cela passe notamment - liste non exhaustive - par :*

- une septième cour d'école végétalisée. En 2025, ce sera l'école Henri Wallon B qui connaîtra les joies d'une cour oasis,

- des travaux de rénovation thermique à l'école Joliot Curie dans le cadre du décret tertiaire,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

- ou encore la poursuite des études et de la concertation surtout autour de la rénovation du parc Robespierre.

♦ *Une ville soucieuse de son cadre de vie, cela passe notamment - liste non exhaustive - par :*

- des commerces variés et de qualité. Sur cette question, il y a un travail serré avec Vallée Sud Développement, notamment avec la préemption de locaux commerciaux en centre-ville au niveau des métros place Lucie Aubrac,

- des actions pour améliorer la propreté que ce soit en matière de prévention : faire de la pédagogie des campagnes de sensibilisation aux habitants,

- de la sanction face à certaines incivilités notamment par la mise en place de caméras mobiles à certains endroits problématiques qui peuvent, ici, aider à identifier les contrevenants.

Enfin, une ville qui place au cœur de ses politiques publiques la réussite de ses enfants, c'est une ville qui œuvre pour une action déterminée contre l'évitement scolaire, la reconstruction du collège Joliot-Curie avec la livraison, cette année, du collège provisoire ou encore l'avancée du projet du lycée d'enseignement général ou la poursuite de nos classes découvertes, liste non exhaustive.

L'équilibre de notre budget :

Nous avons construit ce budget 2025 dans un contexte contraint et incertain, nous l'avons dit, qui nous oblige aussi à faire des choix tout en respectant les engagements de 2020.

C'est ainsi que nous parvenons à dégager un budget en hausse par rapport à l'an dernier : 130 M€ contre un peu plus de 120 M€ en 2024.

Ces 130 M€ de budget total sont répartis comme suit : 98,60 M€ en fonctionnement et 31,40 M€ en investissement.

Un budget qui traduit notre dynamique : une ville en plein développement mais aussi une ville qui tient à garder un haut niveau de service public. Ce haut degré de service public se concrétise une nouvelle fois par l'affirmation et le renouvellement de nos priorités que je viens de décliner dans la diapositive précédente.

Les recettes de fonctionnement :

Le budget de la section fonctionnement s'élève à 98 M€, en hausse de plus de 5 M€ par rapport au budget 2024.

Comment avons-nous pensé leur financement ?

La section fonctionnement est financée par la fiscalité qui représente 70 % de nos recettes réelles. Elle reste notre levier principal même si nous ne l'avons pas actionnée depuis 2022, comme nous nous y étions engagés.

Rappelons que le produit fiscal est composé essentiellement des impôts locaux pour 49,40 M€, de l'attribution de compensations versées par la Métropole du Grand Paris (14,30 M€) et de différents fonds de péréquation dont le FSRIF, le Fonds de Solidarité des communes de la région Île-de-France, pour 3,90 M€.

Nous avons ensuite, en termes de recettes, les différentes dotations de l'État et autres subventions

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

pour 19,20 M€. Parmi les dotations, nous avons :

- une DGF d'un montant de 11,80 M€, même niveau qu'en 2024 et donc, en réalité, en baisse, compte tenu de l'inflation,

- une DSU de 6,60 M€,

- et une dotation forfaitaire de 5,20 M€.

À cela s'ajoutent d'autres dotations de montants plus modestes qui cumulent un montant autour de 300 000 € dont le FCTVA à 150 000 €, en hausse mais après avoir connu une forte baisse en 2024, mais aussi des compensations de mesures fiscales d'une hauteur de 1,30 M€.

Les subventions, d'un montant de 5,70 M€, sont en légère hausse par rapport à 2024, subventions qui proviennent à près de 90 % de la CAF et de l'État au regard de l'augmentation des enfants inscrits dans nos centres de loisirs mais aussi aux campagnes de vaccination (BCG, papillomavirus) menées par notre CMS.

Enfin et preuve d'un bon dynamisme de notre offre municipale, nous avons toujours en recettes 9,50 M€ de produits de service. Ils sont constitués pour la moitié de 4,80 M€ par la participation des usagers à nos activités, essentiellement les offres périscolaires et la restauration, mais aussi de 1,40 M€ de FPS et de remboursements divers à hauteur de près de 2,40 M€. Ces remboursements concernent essentiellement la restauration dans le cadre de notre entente avec Malakoff et les remboursements des personnels départementaux actifs dans nos crèches.

La liste n'est pas exhaustive. Vous avez le détail de ce type de recettes pages 15 et 16 du rapport de présentation auxquelles j'ajouterai tout de même les 477 000 € de ce que nous appelons les produits de gestion issus des diverses locations de salle et de la redevance du marché Léo Ferré payée par notre concessionnaire Les Fils de Madame Géraud.

Les dépenses de fonctionnement :

Un tableau général donne à voir les quelque 88 M€ hors autofinancement consacrés à la section de fonctionnement. Sans surprise, les charges du personnel en prennent la plus grande part : 56 %, soit 49 M€. C'est la marque d'une commune qui met au cœur de son action les services publics.

Ces charges de personnel sont en augmentation de 7 %, soit 3 M€ notamment en raison de l'augmentation de nos charges en tant qu'employeur, plus particulièrement de notre cotisation à la CNRACL (+ 457 000 €), de nos cotisations toujours en tant qu'employeur, à France Travail pour nos contractuels (+ 331 000 €), mais aussi en raison d'autres hausses plus mécaniques comme la revalorisation des carrières des fonctionnaires ou la hausse du Smic depuis novembre 2024.

Nos dépenses de fonctionnement par politique publique :

Nous allons entrer plus dans le détail.

La photographie affichée permet de constater une nouvelle fois, cela devient une évidence maintenant, que nous mettons d'importants moyens sur les services directement liés aux services de la population comme l'éducation, le périscolaire, la restauration, la jeunesse, le sport ou encore la petite enfance.

Cela donne l'occasion, d'ailleurs ici, au nom de l'ensemble des collègues, de remercier nos agents quelle que soit leur fonction ou leur ancienneté dans la ville sans qui les services publics communaux ne pourraient pas fonctionner.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

La section investissement

Côtés recettes

Nous avons 31 M€ de recettes nécessaires aux dépenses dans cette section qui reposent, pour près de la moitié, sur nos recettes propres, autofinancement de 34 % auquel s'ajoutent les cessions à 6 % et le FCTVA et les taxes d'aménagement à 5 %.

Encore une fois - et j'insiste sur cela - notre capacité d'emprunt et notre capacité à mobiliser un autofinancement élevé démontrent la bonne maîtrise de notre budget et la bonne santé de nos finances.

Le visuel suivant est, selon moi, remarquable car il montre de manière évidente notre priorité municipale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Mon commentaire peut même paraître superflu. Je le fais tout de même.

Un tiers du budget d'investissement est en effet consacré à la transition écologique et au cadre de vie et près de la moitié (47 % si l'on additionne l'éducation, la jeunesse, la petite enfance, la culture et le sport) est consacrée à nos politiques éducatives et à l'épanouissement de toutes nos habitantes et habitants.

Les 24 M€ hors emprunts de dépenses en investissement sont donc des gages donnés au bien-être de notre jeunesse, de nos anciens, de nos tout-petits et à la préservation de notre planète.

Quelques zooms sur des réalisations illustrant nos politiques publiques prioritaires.

Dans le domaine de la santé, nous consacrons 1,20 M€ en travaux pour l'extension de notre CMS. Vous avez peut-être vu des échafaudages posés sur la façade.

Dans le domaine de la solidarité et de la culture, nous investissons 4,70 M€ pour la réalisation de notre équipement polyvalent dans le nord de la ville et 650 000 € pour la rénovation du Clos des sources qui accueillera la très attendue maison du patrimoine.

Sur la transition écologique, plus de 3 M€ seront consacrés cette année à la rénovation énergétique de nos bâtiments communaux dont 2,50 M€ dans le cadre du décret tertiaire et 1,80 M€ dévolu aux espaces verts, essentiellement dans les plantations d'arbres et l'aménagement de parcs.

Sur la réussite éducative, la végétalisation de la cour de l'école Henri Wallon B fait l'objet d'un effort de 190 000 € et l'achat de la coque à laquelle s'ajoutent des études pour la future école des Mathurins révèle un montant d'un peu plus de 2 M€.

Un focus sur l'état de la dette et plus précisément sur la manière dont elle est structurée : nous avons eu un premier chiffre important qui est un en-cours de 50 M€. Nous avons moins 6 M€ par rapport à 2024. Le camembert nous donne un aperçu sur la nature de notre dette composée à parts presque égales d'emprunts à taux variable et fixe. Notez que nous n'avons plus d'emprunts dits structurés, les fameux emprunts toxiques.

Enfin, un indicateur que vous connaissez bien maintenant, c'est notre capacité de désendettement qui est de 5 ans, loin du seuil d'alerte de dix ans. Cet indicateur montre notre maîtrise de la dette et, par truchement, la bonne santé de nos finances comme l'avait d'ailleurs souligné le récent rapport de la CRC.

Pour une raison exhaustive de partenariat avec les organismes prêteurs, je me permets de vous renvoyer au tableau de la page 2 de l'annexe état de la dette.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Enfin, un petit récapitulatif qui montre un budget 2025 ambitieux, volontariste, antimorosité ambiante et anti-austérité gouvernementale. Cela traduit une maîtrise du budget de fonctionnement, un haut niveau d'investissement, tout cela au service des Balnéolaises et des Balnéolais qui méritent, bien sûr, des services publics de qualité.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci à Mouloud Haddad pour son enthousiasme dans ce Débat d'Orientation Budgétaire, dans une situation qui l'est moins, c'est vrai.

Je passe la parole aux collègues qui la souhaitent.

Monsieur Rousseau, nous vous écoutons.

M. ROUSSEAU. - Merci Madame la Maire.

Merci pour la présentation qui vient de nous être faite. Après une année 2024 placée sous le signe de l'inflation, notamment sur les prix de l'énergie, 2025 s'annonce marquée par de fortes incertitudes.

L'instabilité politique et l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale rendent les mesures du projet de loi de finances imprévisibles, compliquant les projections budgétaires des collectivités et donc en théorie de notre ville.

Dans ce contexte budgétaire, nous ne comprenons toujours pas pourquoi vous avez souhaité valider ce budget aussi tôt dans l'année. Nous y voyons peut-être un peu plus clair depuis hier !

Ce budget 2025 constitue le dernier exercice budgétaire complet du mandat et doit permettre de finaliser les actions et projets initiés depuis plusieurs années et laisser une marge de manœuvre réelle pour mener le projet des futurs élus municipaux avec une santé financière préservée. Il n'en est rien.

Alors que la France peine à maîtriser son endettement et impose des priorités budgétaires axées sur la réduction des déficits, Bagneux affiche un budget en hausse en 2025. Est-ce que Bagneux joue la politique de l'autruche ou est-ce de l'inconscience ? Quand on voit le comportement et l'insouciance de vos représentants parlementaires à l'Assemblée nationale, nous pouvons nous poser réellement cette question.

(Arrivée de Sidi Dimbaga à 20 h 47.)

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025 réclame une contribution des collectivités par la création d'un « Fonds de réserve » qui fera une ponction sur les recettes des collectivités, à hauteur de peut-être 2,5 Md€.

Parallèlement, les budgets des départements et des régions devraient baisser en 2025. Quid de l'impact sur notre ville ? Cela a été évoqué tout à l'heure.

Comment la municipalité pourra-t-elle jongler avec des ressources financières en baisse, notamment en raison des réductions de subventions de Vallée Sud Grand Paris, du département ou de la région, tout en maintenant les services essentiels aux Balnéolais ? À ce jour, l'incertitude demeure.

Ce Budget Primitif s'inscrit dans la continuité du Débat d'Orientation Budgétaire présenté en décembre 2024, avec toutes les incertitudes que nous avions déjà relevées. Et pour cause : le niveau des dépenses réelles de fonctionnement par habitant ne cesse d'augmenter, affichant une

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

hausse préoccupante de 10 % par rapport au BP 2024 et de 40 % en comparaison avec une ville de même strate.

Concernant les dépenses d'investissement, nous ne pouvons que constater que certains secteurs essentiels restent les parents pauvres de ce budget. Cela a été présenté tout à l'heure sur le camembert : le handicap (1 % du budget d'investissement), le sport (3 %), la santé (5 %). Le camembert est très explicite.

Ces choix budgétaires interrogent, alors même que ces domaines sont cruciaux pour le bien-être et la cohésion sociale de notre ville.

À la lecture de ce Budget Primitif, on pourrait croire à une situation idéale :

- un budget de fonctionnement en hausse de 6 %,
- un budget d'investissement en progression de 12 %,
- des dotations et subventions de l'État stables ou en croissance,
- une livraison de nouveaux logements en 2025,
- un produit fiscal en augmentation de 10 %,
- un autofinancement dépassant les 10 M€.

Autant d'éléments qui donnent l'illusion d'une année prospère et sans difficulté. Pourtant, cette vision optimiste ne reflète pas pleinement la réalité économique.

À un an des prochaines élections municipales, il semble évident que la municipalité cherche à séduire l'ensemble des électeurs balnéolais, bien au-delà de son socle historique dans les classes populaires. Mais à quel prix ? Le manque d'anticipation face aux incertitudes économiques et aux baisses de dotations pourrait fragiliser l'avenir financier de la commune.

Néanmoins, nous souhaitons terminer sur une note positive. Nous saluons la maîtrise de la dette, dont le remboursement s'étale sur 5 ans, et nous tenons à remercier le service financier pour sa gestion rigoureuse et son souci de limiter les risques. Un véritable travail de fond mérite d'être reconnu.

En conclusion, nous ne pouvons cautionner ce Budget Primitif qui, malgré certains efforts pour assainir les comptes, ne prend pas suffisamment en compte les réalités financières nationales et les défis économiques, écologiques et sociétaux de demain.

Merci beaucoup Madame le Maire.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Monsieur Kandel, à vous.

M. KANDEL. - Merci.

Madame la Maire, mes chers collègues, le vote de notre budget intervient, comme l'a dit Mouloud Haddad, dans un moment assez particulier.

Le Premier Ministre vient d'engager sa responsabilité pour faire passer un des plus durs budgets d'austérité de notre histoire. Il va bien au-delà des coupes budgétaires proposées par Michel Barnier qui atteignaient déjà 23,5 Md€ et que nous avons heureusement fait tomber mais en y ajoutant 6,4 Md€ d'économies supplémentaires qui portent le tout à plus de 30 Md€.

Quelques exemples de ce que les Français vont subir : - 2,6 Md€ pour l'écologie, -1,5 Md€ pour l'enseignement supérieur et la recherche. On brade bien sûr l'avenir avec ces deux thèmes. Mais c'est aussi - 3 Md€ pour le ministère du travail, - 1,5 Md€ pour le logement, - 225 M€ pour

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

l'éducation nationale et aussi - 2,2 Md€ pour les collectivités territoriales. Nous attendons plus de détail sur les conséquences pour notre ville et ses habitants.

Les mêmes recettes encore et toujours : moins de services publics, moins pour ceux qui gagnent le moins, pour les plus précaires et toujours plus pour les profits, pour les actionnaires.

Je vous rappelle que la France est championne d'Europe des dividendes reversés aux actionnaires avec plus de 98 Md€ en 2024, un record, preuve que d'autres choix sont possibles.

Comme le disait Lucie Castets que nous avons accueillie dans cette salle, après le A de Attal, le B de Barnier et de Bayrou, il est urgent de passer au C de Castets et, enfin, de respecter le vote des Français.

À Bagneux, avec ce budget comme pour les précédents, nous faisons le choix de protéger nos citoyens notamment les plus fragiles en faisant des choix d'avenir en privilégiant l'écologique, l'éducation de nos enfants, bref un choix de résistance.

Avec le creusement des inégalités sociales et les déficits sociaux auxquels notre ville est confrontée, il est primordial que notre budget mette l'accent sur le maintien et le développement de nos services publics.

L'éducation, la santé et l'accompagnement social restent des priorités pour notre commune.

Je souligne à ce titre l'effort fait par la commune pour offrir à tous les enfants d'école élémentaire un kit de fournitures scolaires à la rentrée et un livre pour tous les enfants de maternelle, l'ouverture d'un centre médical de garde qui sera renforcé en 2025 est une action saluée par bon nombre de Balnéolaises et Balnéolais.

Ce budget 2025 reflète également l'urgence climatique. La rénovation des bâtiments publics, la végétalisation des cours d'école, l'attention portée à nos espaces verts sont au cœur de nos actions et de notre budget.

Notre commune est engagée pour la bifurcation écologique même si, comme nos collègues écologistes, nous souhaitons faire encore plus dans l'avenir.

Contrairement à ce que veut faire le Gouvernement, nous investissons dans l'écologie car c'est un investissement pour notre avenir commun.

Avec ce budget, nous n'oublions pas le cadre de vie, avec nos actions sur la propreté, sur le commerce et les priorités budgétaires que nous y mettons.

Notre budget 2025 reste un budget de résistance, de solidarité et de justice. Nous continuerons à défendre ces valeurs avec nos partenaires de la majorité pour une politique ambitieuse sociale et écologique.

C'est pourquoi le groupe France Insoumise votera ce budget 2025.

Merci.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres interventions ? Madame Cillières, nous vous écoutons.

Mme CILLIÈRES. - Merci.

Madame la Maire, chers collègues, une intervention au nom du Groupe Communistes et citoyens

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

(es).

Nous sommes amenés ce soir, cela a été dit, à nous prononcer sur le projet de budget de notre commune pour 2025, en pleine crise politique au Parlement, au lendemain du recours au 49.3 par le Premier Ministre, sur le PLF 2025 et à la veille du vote d'une motion de censure.

À nouveau, Emmanuel Macron et son Gouvernement décident de passer en force pour imposer un budget austéritaire à tout point de vue : 32 Md€ de coupes drastiques sont ainsi prévues dans les dépenses publiques, une terrible cure d'austérité imposée, cela a été dit, au budget de l'écologie, de la culture, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur, de l'aide médicale d'état, du ministère du travail et des collectivités.

En privant ainsi les services publics de ressources vitales, en asphyxiant des pans entiers de politiques publiques, le Gouvernement met en péril l'économie de notre pays et la vie quotidienne de millions de nos concitoyens.

Le coup de rabot libéral va aussi durement toucher les fonctionnaires. Vous me permettrez d'en parler comme élue au personnel de Bagneux : gel du point d'indice à nouveau en 2025 alors que le pouvoir d'achat des agents publics souffre durement de l'inflation, abaissement à 90 % de l'indemnisation en cas d'arrêt maladie pour engendrer 900 M€ d'économie sur le dos des agents publics, enfin, suppression de la GIPA, cette prime qui est un filet de sécurité contre l'inflation, déjà suspendue en 2024.

Pour les collectivités qui ne sont aucunement responsables de la dette publique de ce pays, ce sont 2,2 Md€ de coupes qui sont prévues avec, en plus, la baisse du fonds vert, ce sont autant de moyens en moins pour les investissements utiles réalisés par les collectivités qui continuent d'être le premier investisseur public en France.

Comme nous le sommes toujours à Bagneux, nous sommes rassemblés et mobilisés aux côtés des Balnéolaises et des Balnéolais, aux côtés des agents municipaux pour qu'un autre cap soit pris dans ce pays.

Solidarité et partage des richesses sont les clés d'une politique nationale qui ne doit plus tourner le dos aux besoins et aux aspirations populaires.

Laurent Kandel le disait, il y a quinze jours, on apprenait dans la presse que le CAC 40 a de nouveau explosé les records en matière de dividendes en 2024 : 100 Md€ versés, c'est 60 % d'augmentation par rapport à 2019, avant même la crise de la Covid.

L'argent existe et il est urgent de taxer les super profits et de lancer une lutte tous azimuts contre l'évasion fiscale.

Déterminés à toujours défendre les intérêts des Balnéolaises et des Balnéolais, nous portons comme toujours de hautes ambitions pour notre ville et nos services publics.

Face à ce contexte national difficile, nous poursuivons nos actions autour des quatre grandes priorités de ce mandat qui ont été présentées par Mouloud Haddad : solidarité, transition écologique, cadre de vie et réussite éducative.

Ce budget est le dernier en année pleine de ce mandat. En 2025, conformément aux engagements pris devant la population, de nombreuses réalisations vont voir le jour ou continuer à se déployer.

Bagneux prend toute sa part dans la nécessaire transition environnementale avec la rénovation des équipements publics prévue par le décret tertiaire, la rénovation de Joliot-Curie, la poursuite des

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

cours oasis, leur déploiement dans nos écoles et le passage aux bacs inox dans nos services de restauration scolaire.

Pour le sport et la culture, à l'exact inverse de la décision indigne du Gouvernement de rogner le budget du Pass culture, nous investissons pour la rénovation de la pelouse du stade René Rousseau, bientôt livré et l'ouverture de la Maison du patrimoine dans moins d'un an, tandis que les travaux sont en cours dans notre futur équipement polyvalent tout neuf qui accueillera le CSC Prévert et les studios de la chaufferie.

Pour la santé des Balnéolaises et des Balnéolais, le chantier de rénovation et d'extension du centre municipal de santé se poursuit après l'ouverture, en 2024, de la maison médicale de garde, un nouveau service public plébiscité par tous les habitants dont l'offre a d'ailleurs été étendue en janvier.

Au quotidien, les agents communaux accueillent et accompagnent, font vivre le service public au service des habitants dans les valeurs fortes qui irriguent toutes nos politiques publiques.

C'est dans cet esprit de responsabilité face aux incertitudes nationales tout autant que d'ambitions fortes pour notre ville que le Groupe Communistes et Citoyens soutient ce Budget Primitif 2025.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci beaucoup.

Y a-t-il d'autres interventions ? Madame Moutaoukil, nous vous écoutons.

Mme MOUTAOUKIL. - Je vais dire quelques mots, Madame la Maire, même si je pense qu'avec les interventions de mes collègues, tout a été dit.

En cohérence avec notre débat sur le rapport d'orientation budgétaire, le Groupe socialistes et citoyens est tout à fait en accord avec ce qui vient d'être dit, notamment sur les quatre grandes orientations de notre Budget Primitif 2025 :

- la solidarité pour toutes et tous avec des mesures dons nous avons rappelé combien elles étaient importantes (la distribution des kits de fournitures scolaires à tous les élèves à la rentrée, remise d'un livre aux élèves de maternelle, l'ouverture du centre médical de garde au CMS et notamment les samedis jusqu'à 20 heures, la création d'une mutuelle communale à des tarifs adaptés),

- pour ce qui est de la transition écologique, mes collègues et notre collègue Mouloud Haddad ont rappelé les quelques mesures que nous souhaitons mettre en œuvre ou poursuivre. Comme elles sont nombreuses, je ne les rappellerai pas ici, je signalerai toutefois qu'un certain nombre de nos habitants - et ils ont raison - attendent leur retour, sur le parc Robespierre, une fois que la ligne 15 sera inaugurée en 2026. C'est une des choses que nous allons mener à bien. Il y a aussi l'extension du réseau de géothermie à plus de foyers et d'autres communes, nous l'avons rappelé aussi lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

- en matière de cadre de vie, la nature en ville va se poursuivre. Nous allons continuer la collecte des encombrants par VSGP, la collecte des biodéchets dans les résidences collectives. Le travail sur le commerce est très important, mon collègue M. Kandel l'a rappelé. Nous avons aussi une attente forte sur les neuf cellules commerciales au pied du métro qui devront être portées par des porteurs qui, j'espère, auront des projets intéressants pour répondre aux besoins des Balnéolaises et Balnéolais,

- la réussite éducative avec, là aussi, un certain nombre de projets extrêmement importants (par

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

exemple, la poursuite de l'allocation étudiante, mais également un certain nombre de projets, je peux en parler en tant que déléguée à la jeunesse) en matière de citoyenneté, également des projets culturels avec une augmentation pour ce budget de 6 % par rapport au Budget Primitif 2024.

Comme notre collègue Mouloud Haddad qui a bien voulu nous présenter ce budget, je pense que nous avons, là, un budget ambitieux maîtrisé avec des investissements en hausse et des services publics qui demeurent de qualité.

J'entends M. Rousseau nous dire que nous ne faisons pas assez et en même temps que nous faisons trop. Je n'ai pas bien compris quelle était la solution. En tout cas, nous faisons avec ce que nous avons et je pense que nous faisons du mieux que nous pouvons, sachant que, vous l'avez vous-même reconnu, nous sommes une ville dont la gestion est saine.

À ce titre, je voudrais moi aussi remercier les services, le Directeur des finances, mais la Direction générale et l'ensemble des agents qui œuvrent à nos côtés pour cette gestion saine de nos finances dans une ville où le nombre d'habitants augmente puisque le dernier recensement, celui de 2024, indique que nous sommes 43 874 habitants, une ville qui se transforme avec ses deux métros. Il était important d'être en mesure d'offrir un certain nombre de services. Je crois que, encore aujourd'hui, nous sommes au rendez-vous avec, en plus, cette décision politique extrêmement importante de ne pas augmenter la fiscalité locale - personne ne l'a souligné, alors que c'est très important - un en-cours de dette qui se situe au milieu des villes de notre strate et notre niveau de dette par habitant qui reste tout à fait raisonnable quand nous nous comparons à des villes de même strate.

Je voudrais juste saluer aussi la qualité des documents - un peu comme toujours, j'ai envie de dire - qui nous ont été distribués pour appréhender ce qui est proposé.

Encore une fois, cela reste cohérent par rapport au Débat d'Orientation Budgétaire que nous avons eu ici même en décembre dernier.

Par conséquent, mon groupe soutiendra aussi ce Budget Primitif 2025.

Merci beaucoup.

Mme le MAIRE. - Mouloud Haddad, je vous en prie.

M. HADDAD. - Madame la Maire. Je remercie les collègues qui se sont exprimés qui soutiennent ce que nous présentons ce soir en termes de budget.

Pour répondre tout de même à notre collègue M. Rousseau, je découvre ce soir que M. Rousseau est devenu macroniste en même temps Balnéolais. Il dit que nous sommes peu ambitieux mais il dit aussi que nous dépensons beaucoup. Il dit que les finances sont en danger mais il salue la maîtrise de la dette. Il dit que nous ne faisons pas de prospective mais il se demande pourquoi nous votons un budget si tôt dans l'année.

Macronisme balnéolais porté par Jean-Luc Rousseau, c'est une information, ce soir.

Je répondrai à notre collègue de l'opposition que voter tôt un BP permet d'abord et surtout à nos services de démarrer leurs projets notamment leurs projets d'investissement sans attendre et vous avez pu constater, dans les documents que nous vous avons présentés ce soir, qu'il y en a beaucoup.

D'ailleurs, prévoyants et prudents, si nous avions voté le budget en mars ou en avril, nous aurions sensiblement voté le même budget puisque nous avons justement fait un peu de prospective. Nos

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

services, et je les en remercie encore ce soir, ont vu assez juste dans la submersion de mauvais coups portés par le Gouvernement Bayrou.

Merci.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres interventions ?...

(Aucune.)

Je vais dire un mot rapide après toutes les interventions qui ont eu lieu ce soir.

Je remercie les collègues de la majorité municipale de leur soutien. Je vais expliquer ce qui nous a guidés dans l'élaboration de ce budget.

La première chose, j'aime beaucoup le dire, est que nous avons comme enjeu à Bagneux, une ville populaire comme la nôtre, que le développement de la ville profite à toutes et à tous, qu'il ne soit pas un prétexte pour chasser les habitants des quartiers populaires de notre commune. C'est le grand défi que nous essayons de relever, que nous mettons en œuvre au quotidien.

La deuxième chose est le maintien du cap de la réponse aux besoins des habitants. Dans la réponse aux besoins des habitants, vous avez probablement noté que nous avons mis en place des actions que nous n'avions pas forcément prévu de faire en début de mandat, du moins qui n'étaient pas affichées dans nos engagements municipaux mais que nous avons décidé de mener car elles répondaient aux besoins de l'immense majorité des habitants, c'est le cas sur deux domaines différents.

Je veux à nouveau mettre l'accent sur la mise en place du centre médical de garde qui est une initiative assez exceptionnelle. Elle se retrouve dans peu d'endroits en Région parisienne, même dans notre pays de manière générale. Compte tenu de l'affluence, cela correspond vraiment à un besoin extrêmement précieux des habitants. Pouvoir trouver le moyen de se soigner sans être obligé d'engorger les urgences et l'hôpital public qui est déjà très en difficulté concerne tous les habitants quelle que soit l'épaisseur de leur porte-monnaie.

Le kit de fournitures scolaires pour tous les enfants de notre ville va permettre d'alléger le porte-monnaie des familles dans une période qui, on le sait, est compliquée pour la très grande majorité des habitants.

Nous tenons par ailleurs à maintenir :

- les engagements que nous avons pris en 2020 devant les habitants qui sont de continuer d'être une ville solidaire. Je pense que l'action que met en place la ville au quotidien le montre,

- bien sûr notre engagement à l'égard de la transition écologique de renforcer ce pilier, car l'avenir de la planète et la manière de vivre demain dans nos villes qui sont des villes denses sont un enjeu extrêmement important,

- en matière de réussite éducative car nous savons combien, notamment dans les villes populaires comme les nôtres, il est nécessaire d'accompagner les jeunes et les enfants dans des parcours de réussite. La puissance publique a un rôle à jouer au niveau national mais un rôle particulier à jouer dans une ville comme la nôtre,

Ne vous inquiétez pas, nous ne sommes pas des optimistes béats. Nous travaillons, nous connaissons le contexte dans lequel se trouve notre pays, je n'y reviendrai pas.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

En revanche, je ne propose pas aux Balnéolais la cure d'austérité que propose le Gouvernement parce que nous avons géré les deniers publics, je ne vais pas dire mieux que l'État mais tout de même. Tous les ans, les communes sont obligées de voter les budgets à l'équilibre. Cette année, nous vous proposons encore de voter un budget à l'équilibre.

Nous travaillons - cela fait l'objet de beaucoup de discussions - à dégager de l'autofinancement suffisamment important pour que nous n'ayons pas besoin d'emprunter pour tous nos investissements.

Je crois que nous avons bien fait - vous l'avez d'ailleurs souligné Monsieur Rousseau - d'avoir cette stratégie financière car c'est ce qui nous laisse aussi la possibilité d'absorber un peu les coups durs comme il y en a en ce moment. Cela dit, il ne faudrait pas qu'ils durent trop longtemps. Nous ne lisons pas dans le marc de café, nous ne savons pas bien ce qui se passera prochainement. En tous les cas, c'est ce qui a guidé notre stratégie financière qui, aujourd'hui, je pense, est payante et nous permet de continuer à investir, de continuer à mettre en place les politiques publiques.

Sans entrer dans les détails, on demande cependant beaucoup aux services municipaux de travailler tous les ans - cela ne se voit pas trop quand on parle des grandes masses - sur des réductions, des économies budgétaires, etc. Ce n'est jamais très simple car tout a beaucoup augmenté : l'inflation est galopante dans tous les secteurs dont la vie municipale a besoin pour fonctionner.

Nous avons maintenu les budgets mais quand il y a eu des hausses d'inflation qui allaient entre 5 et 30 % selon les secteurs, souvent, nos services ont été contraints d'absorber cette inflation et donc de faire tout de même au global un peu moins.

En tous les cas, nous ne partageons pas, plusieurs collègues l'ont dit, les orientations prises aujourd'hui qui sont de proposer des budgets ultras austéritaires pour la grande majorité du peuple français et, en même temps, de laisser tranquilles celles et ceux qui profitent de la crise ou des crises j'ai envie de dire car ils ont profité de la crise de la Covid puis de la crise en Ukraine et continuent de s'enrichir de manière honteuse alors que la majorité des Françaises et des Français se serre la ceinture pour boucler leur fin de mois.

Nous allons essayer de maintenir ce cap. En tous les cas, nous nous y attelons. Nous avons pour cela une équipe municipale en osmose sur ces questions et sur notre volonté d'avancer sur ces trois grandes priorités.

Je remercie à mon tour Mouloud Haddad et l'ensemble des collègues car c'est un travail collectif de tous les élus de l'équipe municipale, mais aussi notre Directeur des finances et notre Directrice générale adjointe, qui va nous quitter quelques mois car elle va être bientôt à nouveau maman, de nous avoir amenés jusqu'à ce budget dans de bonnes conditions. Je remercie également l'ensemble de l'équipe de la Direction générale sous la conduite de Cécile Alliaud mais aussi l'ensemble des services, des Directeurs de service et des cadres de service qui travaillent pour élaborer le budget. Ce sont toujours des moments très importants surtout que, là, nous sommes dans une période très particulière. C'est la première fois que le budget de la Nation n'était pas voté : il fallait élaborer un budget avec beaucoup d'incertitudes, ce qui n'est jamais très simple.

Je vous propose de passer au vote.

Avant, une précision, cette année, du fait d'une nouvelle disposition, nous ne sommes plus obligés de voter article par article. Tant mieux, nous allons économiser un peu de votre temps. Nous avons

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

juste à voter la balance qui se trouve dans la délibération en fonctionnement et en investissement.

En fonctionnement, les dépenses et les recettes totales s'élèvent respectivement à 98 650 000 € et, en investissement, à 31 372 000 €, soit un budget total de 130 022 000 €.

Pour les collègues qui étaient au territoire, vous vous rappelez que c'est passé ainsi au Conseil de territoire.

➲ ***VOTE : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX ET LE GROUPE RENOUVEAU POUR LA REPUBLIQUE VOTANT CONTRE***

Je vous remercie.

4 - BUDGET PRIMITIF AFFERENT A L'EXERCICE 2025 (BUDGET ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES)

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

Mme le MAIRE. - Mouloud Haddad, nous vous écoutons.

M. HADDAD. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, il n'y a rien de particulier à dire sur ce Budget Primitif annexe du service extérieur des pompes funèbres, il est conforme au débat d'orientation budgétaire de décembre, il s'équilibre en dépenses et en recettes en fonctionnement pour 0,00 € et en investissement à hauteur de 12 000 €.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

5 - FISCALITE DIRECTE LOCALE POUR L'ANNEE 2025

FIXATION DES TAUX DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

Mme le MAIRE. - Nous vous proposons de ne pas les augmenter. Cela permet de souligner que nous ne les avons augmentés qu'une fois en dix ans. J'entends dire souvent que nous les augmentons tous les ans, non, nous les avons augmentés une fois en 2002.

Il est toujours important de le rappeler. Mme Moutaoukil l'avait souligné.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX ET LE GROUPE RENOUVEAU POUR LA REPUBLIQUE VOTANT CONTRE***

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

6 - CONTROLE DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES RELATIF AUX COMPTES ET A LA GESTION DE LA COMMUNE DE BAGNEUX POUR LES EXERCICES 2016 ET SUIVANTS - SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA CRC

RAPPORT DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES UN AN APRES LA COMMUNICATION DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES RELATIF AU CONTROLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DE LA COMMUNE DE BAGNEUX POUR

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

LES EXERCICES 2016 ET SUIVANTS

Mme le MAIRE. - Cette communication se fait un an après, conformément à la loi.

Le 30 janvier 2024, lors de la séance de notre Conseil municipal, je vous rendais compte du rapport établi par la Chambre Régionale des Comptes suite au contrôle effectué dans la commune.

Les conclusions de la CRC étaient globalement satisfaisantes soulignant notamment le sérieux de notre gestion et de notre gestion budgétaire, nous venons d'en parler.

Plusieurs recommandations nous ont été formulées sur lesquelles je m'étais engagée à revenir vers vous, un an après, pour vous faire état de leur prise en compte.

Il s'agissait de cinq recommandations de régularité et de trois recommandations de performance.

Cet état des lieux a d'ailleurs fait l'objet de l'envoi d'un rapport détaillé à la CRC qui vous est joint au dossier du Conseil municipal.

Parmi ces recommandations de régularité, trois sont suivies, une est en cours et une dernière est à venir.

Voici les dispositions que nous avons prises pour chacun d'entre elles :

- Nous avions une remarque sur le respect du délai global de paiement de nos fournisseurs de 30 jours maximum. La CRC jugeait notre délai excessif et notre chaîne comptable peu efficace. Nous avons donc pris une série de mesures détaillées dans le rapport pour y remédier. Nous sommes ainsi passés de 76 jours à 35,61 jours. Nous allons poursuivre nos efforts pour repasser sous la barre des 30 jours comme nous le demande la loi,

- nous étions aussi invités à produire des rapports d'orientation budgétaire plus conformes à la réglementation. Vous avez pu constater que, dès le Conseil municipal du 30 janvier 2024, nous avions déjà en partie corrigé ces aspects. Le ROB 2025, qui vous a été présenté, s'est encore enrichi d'une prospective financière pour les cinq prochaines années,

- nous avions la demande d'établir un rapport complet sur l'égalité femmes-hommes dans la commune. Pour rappel, nous ne faisions qu'un rapport qui concernait la collectivité locale, c'est-à-dire les personnels féminins et masculins de la ville. Nous avons donc produit aussi des données sur l'action de la commune au sein de notre administration en termes de politique publique sur notre territoire,

- la constitution de réserves conforme à la réglementation : elles font désormais l'objet d'évolutions annuelles pour s'adapter aux risques encourus par la commune,

- la recommandation relative à l'établissement d'un inventaire physique qui reste à mettre en œuvre, c'est la seule que nous n'avons pas encore mise en œuvre.

Pour les recommandations de performance, nous avons avancé sur les trois points qui ont été pointés :

- la présentation de la stratégie financière pluriannuelle intégrée dans le ROB, c'est bien ce que nous avons fait en 2024 pour qu'en 2025, vous disposiez de tous les éléments nécessaires concernant notre trajectoire. Cette stratégie révèle une gestion financière saine, ce qui nous a permis d'anticiper le remboursement d'un emprunt dont nous avons déjà parlé au Conseil municipal,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

♦ la réduction de l'absentéisme compressible : c'est un axe majeur de notre politique en matière de Ressources Humaines aussi bien en termes de méthode que d'objectifs. Les actions lancées en 2022 commencent à porter leurs fruits, elles prennent du temps puisqu'il s'agit de gérer des situations de santé souvent complexes et longues,

♦ enfin, la réduction significative de la part des achats hors marchés en section de fonctionnement : des actions ont été mises en place en ce sens pour revoir les procédures et se doter d'outils facilitant cette démarche. Cela s'est notamment traduit par des formations de nos agents, par un renforcement du contrôle interne et par une mutualisation des achats dans le cadre d'un groupement de commandes avec Vallée Sud Grand Paris. Nous l'avions évoqué également ici lors d'une délibération. Les résultats se font déjà sentir de manière sensible.

Sur les huit recommandations, quatre sont donc effectives, trois en cours et une est à réaliser.

Je vous invite à prendre acte de la communication de ce rapport puisqu'il s'agit que le Conseil municipal délibère pour dire que ce rapport lui a été présenté et donc transmis à la CRC.

Y a-t-il des remarques ?

Monsieur Rousseau, je vous en prie.

M. ROUSSEAU. - Merci, Madame la Maire, pour cette prise de parole et ce rapport de suivi des observations de la Chambre Régionale des Comptes d'Île-de-France et bravo pour toutes les actions entreprises, afin de répondre aux cinq recommandations de régularité et aux trois recommandations de performance que vous avez évoquées.

Toutefois, quelques remarques :

Concernant l'établissement d'un inventaire physique conformément aux instructions budgétaires, je n'ai pas compris que l'on en parlait beaucoup. Cela a-t-il été fait ?

Il y a un deuxième point que vous venez d'évoquer, l'absentéisme. Nous avions principalement des données de 2023 par rapport à 2022. A-t-on bien le suivi par rapport à l'année 2024 dans la même logique ?

Dernier point, concernant les achats hors marché, avez-vous prévu un plan d'actions pour une gestion plus rigoureuse ou une meilleure anticipation du renouvellement des marchés ?

Merci.

Mme le MAIRE. - Pour ce qui est de l'inventaire physique, je pense avoir été claire, c'est la seule recommandation qui reste à mettre en œuvre, vous l'avez compris. D'ailleurs, vous l'avez souligné, cela a représenté beaucoup de travail en un an sur une série de secteurs.

Je n'entrerai pas dans le détail de l'absentéisme que la CRC appelle compressible car c'est extrêmement compliqué. Les agents absents ont des certificats médicaux. Ce n'est pas moi qui leur signe, je le précise. Ces agents sont absents parce que le médecin a décidé les mettre en arrêt maladie de courte ou de longue durée.

Ce sur quoi nous avons avancé de manière notable en 2023 - je pense que ce sera aussi le cas en 2024, nous sommes en train de consolider 2024 - est notamment les absences de longue durée, c'est-à-dire les agents absents depuis très longtemps voire depuis plusieurs années qui sont toujours dans les effectifs de la ville qui pèsent dans ce que l'on appelle l'absentéisme important pour nous.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Nous sommes très mobilisés sur cette question. Nous essayons de faire des entretiens de reprise après les congés maladie quand ils excèdent un certain nombre de jours : nous demandons aux cadres de faire ces entretiens pour déceler s'il y a d'autres problèmes que simplement la maladie : du mal-être, des choses de ce type. Nous sommes engagés sur cette question. Cela reste un sujet pour nous et d'ailleurs pour toutes les entreprises de manière générale. En tous les cas, nous y travaillons de manière attentive.

Nous faisons « la chasse aux achats hors marché » sous pilotage de la Directrice générale des services qui est extrêmement attentive à cette question. Elle ne laisse quasiment plus rien passer quitte à se faire quelques ennemis de temps en temps mais ce n'est pas grave, elle est là pour cela.

Il y a maintenant une gestion extrêmement rigoureuse de ces questions.

Cela ne portait pas forcément sur d'énormes sommes.

Quand des marchés correspondent à ce qu'ont besoin nos services, il faut passer par des marchés publics même pour les petites sommes. Cela peut être très contraignant pour des services tels que le service jeunesse, les centres socioculturels, le service éducation pour l'été qui ont parfois besoin d'acheter des bricoles, mais nous sommes très vigilants. Il faut respecter ce cadre. C'est comme cela et pas autrement.

Nous avons mis en place une politique très rigoureuse.

Il s'agit de prendre acte de ce rapport.

Il est pris acte de ce rapport à l'unanimité.

AMÉNAGEMENT URBAIN

7 - COMPTE RENDU D'ACTIVITE MARCHES D'APPROVISIONNEMENT

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE RAPPORT D'ACTIVITE POUR L'ANNEE 2023 DE LA SOCIETE LES FILS DE MADAME GERAUD, DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE LA GESTION DES MARCHES COMMUNAUX D'APPROVISIONNEMENT

Mme le MAIRE. - Monsieur Kandel, nous vous écoutons.

M. KANDEL. - Merci, Madame la Maire.

Il s'agit d'une information au Conseil municipal. Effectivement, l'exploitation des marchés communaux d'approvisionnements a été confiée, au terme d'un contrat de délégation de service public (DSP) par la commune à l'entreprise Les fils de Madame Géraud, par une délibération du Conseil en date du 8 décembre 2009, à la suite d'un appel public à concurrence.

Conformément à l'article 32 du contrat d'exploitation et en application du Code général des collectivités territoriales, le délégataire adresse chaque année à la commune son rapport d'activité dans un compte rendu annuel à la collectivité.

Pour 2023, le rapport final porte sur les éléments d'exploitation, le suivi technique, les ressources affectées par le délégataire, les comptes de l'exercice afférent à la délégation et le bilan d'activité en matière d'animation.

Il est à noter que les éléments financiers transmis par le délégataire, cette année comme d'ailleurs les années précédentes, ne comportent pas d'explications détaillées des charges et des recettes afférentes au service rendu.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

De même, le rapport fait état de manière très succincte de l'actualisation tarifaire prononcée par le Conseil municipal, le 12 décembre 2022, validant l'actualisation des tarifs pour les deux marchés de 12 % qui a été mise en œuvre au 1er janvier 2023.

Il n'est pas fait mention de l'avenant n° 7 au contrat de DSP actant la prise en charge par la ville à hauteur de 50 % du préjudice subi par le délégataire pendant la période Covid, soit la somme de plus de 57 000 €.

Enfin, de nombreux documents et pièces comptables obligatoires ne figurent pas dans le présent rapport.

Cette situation ne permet pas à la collectivité d'exercer un contrôle satisfaisant sur la bonne exécution du service public délégué.

Une demande de pièces complémentaires a été adressée à la Société Les Fils de Madame Géraud par lettre du 27 novembre 2024. Je crois qu'elle a été réitérée depuis, mais ces courriers sont restés sans réponse à ce jour.

Nous avons décidé - c'est une information que je donne au Conseil municipal - de mandater un expert-comptable pour vérifier les comptes. Il ira le faire directement chez Les Fils de Madame Géraud pour obtenir des éléments plus tangibles pour le contrôle de cette délégation de service public.

Aujourd'hui, nous devions vous présenter ce rapport pour information.

Ce rapport fait état d'un déficit de la DSP, déficit qui court depuis quelques années. Il est dû en partie à la Covid et à la non-réactualisation des tarifs. Le délégataire nous dit qu'avec la réactualisation des tarifs, nous devrions arriver à un équilibre d'ici peu, mais nous avons délégué un expert-comptable pour vérifier toutes ces allégations.

Quant aux faits marquants sur les marchés, je vous laisse en prendre connaissance.

Merci, Madame la Maire.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Rousseau, je vous en prie.

M. ROUSSEAU. - Merci Madame la Maire.

À la lecture de ce rapport d'activité, nous sommes toujours inquiets par le manque de transparence et de professionnalisme de la Société Les Fils de Madame Géraud et le déficit qui s'accumule d'année en année.

C'est avec attention que j'entends ce qui vient d'être proposé, à savoir faire appel à un expert-comptable pour obtenir les informations.

La hausse des prix des emplacements a ou aura nécessairement un impact direct sur les prix des produits. Nous pourrons sûrement le voir sur le Marché Village. Cela aura aussi forcément un impact sur les finances et peut-être sur la commune.

J'entends les mesures de prévention avec ce rapport de l'expert-comptable.

Merci.

Mme le MAIRE. - Merci.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Y a-t-il d'autres remarques ou interventions ?...

Il s'agit de prendre acte de la présentation de ce rapport.

Il est pris acte à l'unanimité de la présentation de ce rapport.

Je vous remercie.

ESPACE PUBLIC ET MOBILITÉS

8 - ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE ET SUR LES PARKINGS EN OUVRAGE

ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE ET SUR LES PARKINGS EN OUVRAGE

Mme le MAIRE. - Mon collègue Bruno Tuder étant en congé, je vous présente cette délibération sur laquelle il a travaillé avec les services.

Il s'agit d'ajustements dont voici les principaux éléments :

Le prix du stationnement en surface évolue. La nouvelle grille tarifaire a corrigé les erreurs de tarifs de la zone rouge sur les deux premières heures.

Des précisions ont été apportées sur les modalités d'utilisation pour bénéficier du temps de gratuité notamment du stationnement en surface.

Vous vous rappelez que, pour les parkings en souterrain, la tarification était restée la même depuis 2017. Nous avons simplifié en instaurant un tarif résident et un tarif non-résident, ce qui est plus clair.

Concernant les stationnements en surface, à notre demande, en discussion avec Effia, le délégataire, nous avons obtenu un abaissement de l'abonnement annuel pour les résidents. Cet abonnement passe de 200 à 180 €, soit l'équivalent d'un abonnement de 12 à 9 mois.

La modification des tarifs deux-roues motorisées indiquée à 45 € passe à 25 €.

Des précisions ont été apportées sur les tarifs abonnement vélo : 2,50 € par mois et 25 € par an.

Ce sont plutôt de bonnes nouvelles pour les habitants. Le coût sera moins élevé que ce qui était proposé au départ.

Je vous propose de passer au vote. Je suppose que tout le monde est d'accord puisque c'est en faveur des Balnéolaises et des Balnéolais.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

9 - AVENANT A LA CONVENTION CONCERNANT LE REAMENAGEMENT DE L'AVENUE DE STALINGRAD

APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE ET LA COMMUNE DE BAGNEUX CONCERNANT LE REAMENAGEMENT DE L'AVENUE DE STALINGRAD ENTRE L'AVENUE MARX DORMOY (RD 62) ET LA RUE DU COLONEL FABIEN

Mme le MAIRE. - Par cette information, nous vous indiquons que l'objet de la convention

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

proposée ce soir est de régir les conditions de transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de la ville au département, ainsi que les conditions de financement de cette opération.

Plus généralement, les travaux au carrefour Barbara et aux abords de Montrouge et de Bagneux ont commencé.

Les objectifs de cet aménagement qui devrait se terminer fin 2025 sont de :

- sécuriser les carrefours et ses intersections,

- d'améliorer le confort des cheminements piéton,

- de créer une piste cyclable bidirectionnelle,

- de réaménager l'avenue de Stalingrad,

- de végétaliser le carrefour.

Ce sont des travaux importants que réalise le département.

Je vous rappelle qu'à l'angle de Max-Dormoy/Ravera, nous aurons, ce qu'a appelé le département, une canopée urbaine. Un passage arboré prendra donc ainsi place sur 1 300 m^2 environ. Il comprendra à terme 40 nouveaux arbres de plusieurs essences qui seront plantés à cet endroit. Nous aurons une mini-forêt urbaine à cet endroit, en entrée de ville. Sur le trottoir côté pavillonnaire, à la demande des riverains, le département va reprendre les platanes existants qui sont en mauvais état. Le trottoir est complètement défoncé. Il va replanter l'intégralité des sujets.

Deux ont déjà été enlevés car ils avaient complètement soulevé le portail d'un pavillon.

La plantation des arbres est prévue dans le courant de l'hiver prochain.

En tous les cas, les travaux ont enfin commencé sur cet axe.

Nous votons notre délégation de maîtrise d'ouvrage au département et la convention.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

CITOYENNETÉ ET VIE DES QUARTIERS

10 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS HORS CONVENTION D'OBJECTIFS

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES AUX DIVERSES ASSOCIATIONS LOCALES, HORS CONVENTION D'OBJECTIFS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

Mme le MAIRE. - Nous en avons toute une série. Devons-nous faire une présentation globale ou une à une ?

M. CHASSAT. - Nous devons les présenter une à une.

Cette année encore, la municipalité a décidé de maintenir inchangée son enveloppe budgétaire globale de subventions aux associations. C'est loin d'être le cas dans toutes les communes, j'allais dire dans tous les collectivités. C'est même plutôt original dans le contexte politique actuel.

Les réductions budgétaires annoncées par l'État vont en effet toucher de plein fouet le monde associatif. Leurs représentants sont d'ailleurs déjà vent debout.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Après le recul de l'âge de la retraite qui met à mal le bénévolat, le Gouvernement a signé la fin des services civiques et a fait des coupes claires dans nombre de missions qui relèvent encore des associations.

Bagneux donne donc un signal fort, compte tenu des incertitudes qui pèsent sur le budget communal avec le retard pris dans l'adoption du budget de l'État suite à la dissolution de l'Assemblée nationale.

Par cette décision, nous entendons préserver la vitalité du tissu associatif balnéolais et les valeurs qu'il porte, qui sont un atout pour notre territoire : initiatives sportives et culturelles, actions pour favoriser l'accès au droit et à l'insertion notamment, soutien aux plus précaires.

En 2025, ce sont ainsi 89 associations œuvrant dans les domaines du sport, de la culture, du social, du handicap, de la santé, du développement durable et de la solidarité qui bénéficient d'une aide financière communale.

Concernant les propositions de subventions à attribuer aux 79 associations retenues hors conventions d'objectifs, le montant total est de 63 325 €.

Le nombre de demandes de subventions est stable par rapport à l'an dernier (92 dossiers déposés contre 94 en 2024), de même que le montant global des demandes n'augmente que de 1 %.

Il est à noter que 16 associations ont déposé un dossier cette année alors qu'elles n'en avaient pas déposé l'an dernier, dont trois associations nouvellement créées. En parallèle, 14 associations subventionnées en 2024 n'ont pas renouvelé leur demande cette année.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer les subventions aux diverses associations locales balnéolaises tel que détaillé dans le tableau en annexe pour les montants qui y sont indiqués.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des remarques ? Monsieur Rousseau, nous vous écoutons.

M. ROUSSEAU. - Étant donné que nous avons le tableau, nous avons effectivement la répartition. Sur ce point, nous nous abstiendrons pour la raison suivante : en tant qu'élus de l'opposition, nous ne sommes jamais impliqués pour attribuer ou consultés sur les attributions à ces différentes associations. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous abstenions sur ce point.

Évidemment, les associations ont toutes un intérêt. Pourquoi la Compagnie SourouS ne bénéficie d'aucune subvention ? Peut-être tient-on compte des résultats sportifs pour attribuer des subventions, je pense au futsal notamment.

Comme nous ne sommes pas impliqués, nous ne savons pas. Aussi, nous nous abstiendrons.

M. CHASSAT. - La subvention pour la Compagnie SourouS dépend du CDT qui n'a pas été encore voté. Actuellement, nous sommes dans une période de renouvellement, cela concerne l'exercice 2025-2027.

Mme le MAIRE. - Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX***

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

S'ABSTENANT

11- SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (ADIB)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT INTERCOMMUNAL DES BLAGIS (ADIB) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Concernant l'ADIB, l'Association de Développement Intercommunale des Blagis, il vous est proposé de voter l'attribution d'une subvention exercice 2025 de 16 299 € et la convention d'objectifs entre la commune et l'association.

Mme le MAIRE. - La somme proposée va essentiellement servir à gérer la Maison de la justice et du droit.

Nous aurons peut-être à revenir avec une autre délibération car l'ADIB sera sûrement le support du nouveau QPV des Blagis et de la Cité éducative des Blagis.

La personne qui occupera le poste que financera l'État pour ce dispositif sera peut-être recrutée par l'ADIB. Il faut que l'ADIB commence par bouger ses statuts.

Nous avons des élus qui siègent à l'ADIB. Je vous les cite : moi-même, Sidi Dimbaga, Farid Housni, Jean-Louis Pinard et Patrice Martin. Aucun de nous ne prend pas part au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

12 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (APM)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION PERSPECTIVES ET MEDIATION (APM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

M. CHASSAT. - Il vous est proposé l'attribution d'une subvention d'un montant de 6 500 € à l'Association Perspectives et Médiation (APM).

Mme le MAIRE. - Tous les élus peuvent voter.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

13 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (BAGNEUX ENVIRONNEMENT)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION BAGNEUX ENVIRONNEMENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS TRIENNALE ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Il s'agit d'attribuer une subvention à l'Association Bagneux Environnement de 45 000 € au titre de l'exercice 2025 et d'approuver l'avenant à la convention d'objectifs triennale entre la commune et ladite association.

Mme le MAIRE. - Merci.

Plusieurs élus ne peuvent pas voter : Agnès Balseca, Fanny Douville, Pascale Meker, Lionel Chassat et Paul Bensoussan.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

14 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (CASC)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION COMITE D'ACTION SOCIALE ET CULTURELLE (CASC) DES PERSONNELS ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX DE BAGNEUX AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS TRIENNALE ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Concernant le CASC, nous vous proposons l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 129 000 € pour l'exercice 2025, ainsi que d'approuver l'avenant annexé à la présente délibération à passer avec l'association.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des remarques ?...

(Aucune.)

Tous les élus peuvent voter.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

15 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (CIDFF)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION CENTRE D'INFORMATION AUX DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES (CIDFF) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS TRIENNALE ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Pour le CIDFF, le Centre d'Information au Droit des Femmes et des Familles, il vous est proposé d'approuver l'avenant à la convention d'objectifs triennale entre la commune et l'association et d'attribuer une subvention à hauteur de 13 100 €.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des remarques ?...

(Aucune.)

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

16 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (COMB)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION CLUB OLYMPIQUE MULTISPORTS DE BAGNEUX (COMB) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

M. CHASSAT. - Concernant le COMB, il s'agit d'attribuer une subvention à l'association COMB (Club Olympique Multisports de Bagneux) d'un montant de 389 600 €.

Mme le MAIRE. - Tout le monde peut voter.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

17 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (FJT)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION DU FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS (FJT) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

M. CHASSAT. - Pour le Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT), il vous est proposé l'attribution d'une subvention de 4 000 € pour l'exercice 2025.

Mme le MAIRE. - Ne prennent pas part au vote Aïcha Moutaoukil et Mehdi Tedjani.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

18 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (OBS)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION OFFICE BALNEOLAIS DU SPORT (OBS) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS TRIENNALE ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Concernant l'OBS, l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 88 900 € à l'Office Balnéolais du sport.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des remarques ?...

(Aucune.)

Ne prennent pas part au vote moi-même, Mouloud Haddad et Laurence Salaün.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

19 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (PPCM)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE (PPCM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Il vous est proposé l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 238 000 € à l'association le Plus Petit Cirque du Monde au titre de l'exercice 2025.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des remarques ?...

(Aucune.)

Élisabeth Fauvel ne peut pas voter car elle est membre du Conseil d'administration.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

20 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUS CONVENTION D'OBJECTIFS (REGIE DE QUARTIER)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION REGIE DE QUARTIER AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

M. CHASSAT. - Il vous est proposé l'attribution d'une subvention à l'association Régie de quartier de 24 000 € au titre de l'exercice 2025.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Mme le MAIRE. - Sidi Dimbaga, Corinne Pujol et Jean-Pierre Quilgars ne prennent pas part au vote car ils siègent à la Régie de quartier.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

21 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS (DOULEURS SANS FRONTIERES)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION DOULEURS SANS FRONTIERES (DSF) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 ET APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION

M. CHASSAT. - Chers collègues, avec cette délibération, je vous invite à renouveler notre soutien à Douleur Sans Frontières (DSF), association qui agit depuis plusieurs années à Vanadzor, ville avec laquelle nous sommes jumelés.

Son travail en faveur des populations les plus vulnérables, notamment celles touchées par le conflit du Haut-Karabakh est plus que jamais essentiel.

Depuis 2020, les populations du Haut-Karabakh ont subi des violences, des déplacements forcés et un blocus qui ont profondément bouleversé leur équilibre.

Des milliers de familles déracinées se retrouvent en Arménie dans des conditions difficiles notamment à Vanadzor où DSF intervient.

Sans prise en charge adaptée, ces traumatismes risquent de s'aggraver et d'affecter durablement la reconstruction des individus de la société arménienne.

En 2024, l'association a poursuivi ses actions avec un accent particulier sur la santé mentale et le soutien psychologique des réfugiés.

En 2025, elle entend poursuivre ce travail essentiel avec une action spécifique sur la santé maternelle pour renforcer son action en direction des femmes enceintes et jeunes mères confrontées aux séquelles du traumatisme et de l'exil.

La subvention que nous proposons aujourd'hui, d'un montant de 5 500 €, s'inscrit en la continuité du soutien que nous avons apporté les années précédentes.

Il s'agit de reconduire une convention de partenariat qui a déjà prouvé son utilité.

Je vous invite donc à voter en faveur de cette délibération qui permet à Bagneux de continuer à soutenir un acteur essentiel sur le terrain et à affirmer notre engagement en matière de solidarité internationale aux côtés des populations déplacées du Haut-Karabakh.

Mme le MAIRE. - Merci beaucoup.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

22 - MISE A DISPOSITION ESPACE LEO FERRE / COMB

MISE A DISPOSITION GRATUITE EXCEPTIONNELLE DE L'ESPACE LEO FERRE AFIN DE SOUTENIR LA SECTION RUGBY DU COMB MONTEE EN FEDERALE 3

M. CHASSAT. - Aujourd'hui, nous avons l'occasion de soutenir une section sportive qui fait la fierté de notre ville, le rugby du COMB.

Grâce à son engagement et à son dynamisme, le club a franchi un cap avec l'entrée de ses équipes senior en Fédérale 3 où il excelle depuis le début de la saison.

Vous le savez, cette montée en niveau entraîne des frais supplémentaires notamment pour les déplacements et l'accueil des équipes adverses.

Malgré l'augmentation des cotisations, le soutien des sponsors et une subvention exceptionnelle de 5 000 €, un coup de pouce supplémentaire est nécessaire.

C'est pourquoi nous proposons de mettre exceptionnellement l'espace Léo Ferré à disposition du club à titre gratuit, soit une aide indirecte de 765 €, pour son traditionnel loto du rugby qui se tiendra le 29 mars.

C'est un événement à la fois festif et essentiel pour son financement.

Ce geste permettra d'encourager cette section qui contribue au rayonnement de notre ville et de soutenir ses efforts pour poursuivre son développement remarquable.

Je vous invite donc à voter en faveur de cette délibération.

Mme le MAIRE. - Merci. Nous sommes tous derrière l'équipe de rugby.

M. ROUSSEAU. - Oui, effectivement Madame la Maire, nous sommes derrière cette équipe de rugby.

Le club monte en Fédérale 3, nous n'allons pas nous en plaindre. Bravo aux joueurs, bravo aux entraîneurs.

En revanche, une petite boutade par rapport à ce qui vient d'être dit : croyez-vous que ces 765 € seront suffisants pour amortir les coûts de montée en Fédérale 3 ? C'est une boutade, mais on peut se poser la question.

Merci.

Mme le MAIRE. - Bien sûr que non mais il s'agit d'une aide indirecte.

Je vous rappelle que nous avions voté 5 000 € au mois de décembre ou novembre supplémentaires pour les frais de car.

Nous essayons de les accompagner, nous allons continuer de le faire le mieux possible.

Là, c'est un geste. C'est le COMB qui nous a fait cette demande. Nous nous sommes dit que c'était bien de pouvoir l'honorer. Il fallait le faire en toute transparence, c'est la raison pour laquelle j'ai proposé que cela passe devant le Conseil municipal.

M. BARBEROUSSE. - Un mot pour me joindre aux félicitations du club du rugby auquel j'appartiens. Je ne joue pas. En tant que senior, ce temps béni est fini pour moi. Je tenais à souligner leur parcours extraordinaire puisque, jeunes promus en Fédérale 3, ils sont actuellement champions d'automne premier alors que la deuxième partie de la saison a commencé et la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

perspective de la montée en Fédérale 2 est envisageable. Rien n'est joué, naturellement, mais c'est tout à fait envisageable. Je sais que nous aurons à cœur de les soutenir si l'avenir s'ouvrait de cette manière pour le club de Bagneux.

Mme CILLIÈRES. - Pour moi qui viens du pays du rugby, je m'associe au très bon résultat de notre club qui est aussi le résultat d'efforts extrêmement soutenus de l'équipe, des entraîneurs et des joueurs pour atteindre ce niveau d'excellence et avoir fini l'hiver en tête de leur pool, ce qui était tout aussi extraordinaire que mérité.

Monsieur Rousseau, je vous dirais que pour les aider au-delà de l'aide indirecte de la ville, il faut venir jouer. J'espère que nous aurons le plaisir de vous retrouver au loto et que vous achèterez des cartons qui participeront à financer le club et ses déplacements.

Par ailleurs, au titre de mon mandat de conseillère départementale, je regrette que, jusqu'à présent, nous n'ayons pas été entendus à propos du soutien au sport que j'estime être de haut niveau puisque c'est un championnat national dans lequel est le COMB rugby. Pour l'instant, pour les clubs de rugby en Fédérale 3, il n'y a pas de financement. Le département peut accompagner pour le sport de haut niveau mais pas à ce niveau.

Vous pouvez compter sur moi pour continuer de porter cette exigence pour le rugby comme pour d'autres sports d'ailleurs.

Merci.

Mme le MAIRE. - Ce qui est extraordinaire, c'est que ce sont des joueurs bénévoles. À ce niveau, tout le monde a compris, les joueurs sont rémunérés. Là, l'équipe est personnellement engagée, ce qui ce n'est simple. Quand on atteint ce niveau, c'est compliqué.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

C'est bien pour eux.

JUMELAGE

23 - APPROBATION DU MANDAT SPECIAL DONNE A M. FARID HOUSNI POUR SE RENDRE A JERUSALEM DU 2 AU 5 FEVRIER 2025

APPROBATION DU MANDAT SPECIAL DONNE A M. FARID HOUSNI POUR SE RENDRE A JERUSALEM DU 2 AU 5 FEVRIER 2025

Mme le MAIRE. - Il y est en ce moment. Je vous prie de m'excuser pour vous avoir présenté cette délibération après son départ, mais le Conseil municipal se tenant à cette date, il n'a pas été possible de vous la soumettre plus tôt.

Comme vous le savez, nous avions prévu qu'il puisse partir. Compte tenu de la situation, le séjour a été reporté du réseau de coopération décentralisé pour la Palestine où, depuis 2016, Bagneux est engagé avec 34 autres collectivités dans ce réseau, des villes ou des communautés d'agglomération, je crois.

Ce réseau soutient notamment l'association Al-Bustan qui développe de nombreuses activités culturelles et sportives destinées aux enfants palestiniens du quartier de Silwan au cœur de Jérusalem-Est.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

L'année dernière, plusieurs dizaines de maisons du quartier ont été démolies par les autorités israéliennes, privant des familles entières de leur foyer.

Le 13 novembre, nous avons appris la destruction du centre culturel Al-Bustan, malgré ses liens privilégiés avec la France et l'engagement constant de nos collectivités locales en violation du droit humain et du droit international.

Face à cette situation critique et afin d'exprimer notre solidarité avec nos partenaires palestiniens, le RCDP organise cette semaine la mission des élus visant à renforcer nos échanges avec les acteurs locaux et à mieux appréhender les réalités dramatiques auxquelles ils sont confrontés.

Cette date avait été reportée.

Il s'agit ce soir de voter ce mandat spécial pour déléguer M. Housni qui est à Jérusalem actuellement. Il pourra témoigner à son retour pour alerter sur les besoins du centre culturel et social et mettre en avant notre souhait d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Je vous propose de voter cette délibération si, vous en êtes d'accord.

M. ROUSSEAU. - Madame la Maire, une remarque juste.

Nous sommes évidemment solidaires avec ces peuples touchés par une guerre horrible et si des actions sont entreprises pour favoriser des aides humanitaires, des aides financières, matérielles, nous sommes y favorables, mais vous l'avez cité, la date est en cours. C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons sur ce point.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il d'autres points de vue ?...

(Aucune.)

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX S'ABSTENANT***

Je vous remercie.

24 - ACCUEIL DE DEUX JEUNES PALESTINIEN.NE.S A BAGNEUX EN FEVRIER 2025 ET APPROBATION DES DEPENSES AFFERENTES

APPROBATION DE L'ACCUEIL DE DEUX JEUNES PALESTINIEN.NE.S A BAGNEUX EN FEVRIER 2025 DANS LE CADRE DU PROGRAMME JER'EST 2 DU RESEAU DE COOPERATION DECENTRALISEE POUR LA PALESTINE ET APPROBATION DES DEPENSES AFFERENTES

Mme le MAIRE. - Nous allons accueillir deux jeunes palestiniennes dans le cadre du réseau de coopération décentralisée avec la Palestine.

Nous sommes inscrits dans le premier programme, le programme Jer'Est 1. L'objectif était d'établir un partenariat durable avec le centre social et culturel Al-Bustan.

En tant que collectivité, Bagneux a particulièrement œuvré au développement des arts du cirque et du sport facilitant l'accueil de jeunes Palestiniens en France pour des formations en collaboration avec le PPCM et le COMB pour ce qui est du Taekwondo.

Fort du succès de cette première phase, la ville a poursuivi son engagement en intégrant le volet

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

du programme Jer'Est 2 qui vise à intensifier les échanges et à répondre aux défis grandissants rencontrés par la jeunesse palestinienne.

En juillet 2023, deux jeunes balnéolaises ont participé aux missions à Jérusalem-Est dans le cadre de ces échanges avec d'autres jeunes ambassadeurs des collectivités partenaires.

Dans cette logique de réciprocité, la ville devait accueillir, au mois d'octobre 2024, deux jeunes Palestiniens pour un échange avec Bagneux. Les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre en Israël et la guerre dans la Bande de Gaza ainsi que la suspension des liaisons aériennes entre Tel-Aviv et Paris ont conduit au report de ce voyage.

Aujourd'hui, il est possible d'organiser ce séjour et de les accueillir du 14 au 20 février 2025.

Il est proposé par cette délibération d'approuver l'accueil de ces deux jeunes Palestiniennes qui seront hébergées dans des familles à Bagneux et d'approuver les dépenses à venir liées à l'accueil dans la limite de 1 600 € pour la durée du séjour. C'est notamment pour leur permettre de se nourrir et de participer à des activités, à des sorties, etc.

Yasmine, nous vous écoutons.

Mme BOUDJENAH. - Je voulais dire quelques mots sur cette délibération et la précédente, tout d'abord, pour saluer le cessez-le-feu enfin intervenu en janvier à Gaza, l'arrêt des bombardements, le retour d'une aide humanitaire plus conséquence, les Gazaouïs marchent par milliers pour tenter de regagner leur chez eux, les otages israéliens enfin libérés même si c'est au compte-goutte, mais les défis et les menaces restent immenses, nous le savons, et le bilan humain tragique sur un si petit territoire (50 000 morts dont la moitié serait des femmes et des enfants et plus de 100 000 blessés), les destructions sont terriblement massives sans parler des bombes non explosées ou des mines terrestres.

Les inquiétudes concernent aussi la Cisjordanie où les colons et l'armée israélienne multiplient depuis des mois des interventions en toute illégalité dans ces territoires occupés selon le droit international comme à Jénine provoquant, là aussi, des drames humains insupportables le tout avec la bénédiction du nouveau Président des États-Unis qui rêve même maintenant tout haut d'un déplacement total de la population de Gaza.

Nos amis de Jérusalem-Est subissent également cette pression, Mme la Maire vient de le rappeler, sur leur quotidien avec des démolitions de maisons et jusqu'à la démolition du centre Al-Bustan, ce centre dynamique avec lequel nous sommes fiers d'entretenir une coopération utile pour les soutenir en faveur notamment des enfants de ce quartier densément peuplé, une coopération riche aussi de contacts, c'est ce que nous allons vivre avec les jeunes qui vont arriver, je l'espère, le 14 février. Un courage dont font preuve les bénévoles du centre qui permet de poursuivre dans des conditions forcément difficiles leurs activités malgré tout, même sans lieu dédié, avec une détermination à reconstruire le centre dès que possible dans un autre lieu.

Je cite un extrait du communiqué du ministère des affaires étrangères de notre pays qui reconnaît aussi ce courage fin 2024 en écrivant : « La France condamne la démolition par les autorités israéliennes du centre de l'association Al-Bustan dans le quartier de Silwan à Jérusalem-Est soutenu et financé par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et 21 collectivités locales françaises. Ce centre a fourni à plus d'un millier d'enfants et de jeunes des activités culturelles, sportives ainsi qu'un soutien scolaire et psychologique essentiel. Nous demandons des comptes aux autorités israéliennes sur cette démolition. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

colonisation israélienne qui est illégale au regard du droit international et menace la solution à deux États et le statut de Jérusalem ». Fin de citation.

Souhaitons donc que la France et l'Europe jouent un rôle réellement actif en faveur d'une paix juste et durable que des voix pacifistes osent à nouveau appeler de leurs vœux en encourageant un dialogue sincère comme étape indispensable pour arriver à cette paix basée sur le respect du droit international, la reconnaissance des droits de tous les peuples de la région à vivre en paix et en sécurité dans un État palestinien, le tout qui éloignerait les vents extrêmes qui ne font qu'attiser les haines.

Je crois qu'avec le déplacement de notre collègue Farid Housni, d'une part, et l'accueil à Bagneux de jeunes de Jérusalem-Est - et nous organiserons une soirée à laquelle tous les élus seront conviés - c'est l'occasion d'exprimer notre volonté de paix et notre solidarité à nos amis palestiniens et à tous les pacifistes de cette région du monde.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je vous propose de passer au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

HABITAT

25 - CONVENTION 2024-2026 ENTRE LA COMMUNE DE BAGNEUX ET IMMOBILIERE 3 F DANS LE CADRE DE LA REFORME DE LA GESTION EN FLUX

APPROBATION DE LA CONVENTION 2024-2026 ENTRE LA COMMUNE DE BAGNEUX ET IMMOBILIÈRE 3F DEFINISSANT LES REGLES APPLICABLES AUX RESERVATIONS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX RELEVANT DU CONTINGENT DU RESERVATAIRE COMMUNE DE BAGNEUX SUR LE TERRITOIRE DE BAGNEUX

26 - CONVENTION 2024-2026 ENTRE LA COMMUNE DE BAGNEUX ET CDC HABITAT SOCIAL DANS LE CADRE DE LA REFORME DE LA GESTION EN FLUX

APPROBATION DE LA CONVENTION BILATERALE 2024-2026 ENTRE LA COMMUNE DE BAGNEUX ET CDC HABITAT SOCIAL DEFINISSANT LES REGLES APPLICABLES AUX RESERVATIONS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX RELEVANT DU CONTINGENT DU RESERVATAIRE COMMUNE DE BAGNEUX SUR LE TERRITOIRE DE BAGNEUX

Mme le MAIRE. - Madame Cillières, nous vous écoutons.

Mme CILLIÈRES. - Merci Madame la Maire.

Si vous en êtes d'accord, je vous propose de présenter en même temps les deux conventions de gestion de flux signées entre la commune et Immobilière 3 F, d'une part, et la commune et CDF Habitat, d'autre part.

Chers collègues, ces deux rapports viennent compléter les délibérations prises lors du Conseil municipal de décembre dernier où plusieurs conventions de gestion en flux du logement social avaient été adoptées. Il en manquait quelques-unes, il me semble que je les avais citées. Les voici aujourd'hui présentées pour I3F et CDC Habitat avec lesquels la ville à travailler ces conventions.

Pour rappel, pour le lien avec les bailleurs sur les attributions de logements sociaux, on passe

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

d'une gestion en stock à une gestion en flux suite à des réformes légales et réglementaires.

Les logements transmis à un réservataire comme l'est la ville ne sont ainsi plus identifiés dans un immeuble, mais chaque réservataire se verra désormais orienter un pourcentage du flux de logements sociaux qui viennent à se libérer, selon les dispositions de chaque convention.

C'est sur le modèle de celle que nous avions prise en décembre. Là, c'est pour les deux bailleurs restants.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE SUR LA DELIBERATION N° 25 : ADOPTE A L'UNANIMITE***

➲ ***VOTE SUR LA DELIBERATION N° 26 : ADOPTE A L'UNANIMITE***

RESTAURATION

27 - ENTENTE INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE MALAKOFF RELATIVE A L'EXPLOITATION DE LA CUISINE CENTRALE

APPROBATION DES COMPTES RENDUS DES REUNIONS DE L'ENTENTE EN DATE DU 3 OCTOBRE 2024 ET DU 11 DECEMBRE 2024

Mme BIDAULT. - Bonsoir chers collègues. Vous avez maintenant pris l'habitude de ce rapport qui rend compte de l'activité de notre entente communale avec nos voisins de Malakoff à partir des comptes rendus des réunions que tiennent les élus délégués des deux villes.

Vous avez dû prendre connaissance de ces comptes rendus et nous pourrons répondre à vos questions si vous en avez.

En l'absence de mon collègue, Nicolas Guillemin, je ne vais aborder que quelques-uns des points essentiels de ces échanges.

S'agissant de ce que mangent nos enfants, nous y accordons une grande importance tant d'un point de vue sanitaire qu'écologique.

Cela vaut pour le label Ecocert dont les critères se renforcent.

Pour notre part, nous visons de parvenir à 25 % d'ingrédients issus de l'agriculture biologique et d'améliorer encore le travail contre le gaspillage alimentaire.

Nous progressons sur ces deux volets.

Pour avancer dans la réduction du gaspillage alimentaire, notre candidature à un appel à projet de la Métropole du Grand Paris a été retenue. Elle va nous permettre de conduire un projet en plusieurs étapes dès cette année.

Nos échanges ont beaucoup porté sur ce qui doit nous permettre de passer au zéro plastique avec l'acquisition de bacs en inox. Il nous faut en effet nous conformer à la loi EGALIM sans augmenter la charge de nos agents d'entretien.

Nous nous appuyons sur l'expérience déjà acquise de la ville de Malakoff et bénéficions de subventions importantes. Une période de tests va donc s'opérer dans les prochains mois pour que nous soyons pleinement opérationnels d'ici la fin de cette année.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

La question des marchés va faire l'objet d'un prochain rapport. Nous allons donc y revenir.

Je vous invite donc à approuver les comptes rendus qui vous ont été soumis.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

28 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE L'ADEME POUR LE PASSAGE AUX BACS INOX

APPROBATION DE LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE L'ADEME POUR LE PASSAGE AUX BACS INOX

Mme BIDAULT. - Dans la droite ligne d'une convention présentée lors du dernier Conseil municipal pour bénéficier d'un accompagnement de la Métropole du Grand Paris, la ville a sollicité une subvention auprès de l'ADEME pour le passage aux bacs en inox.

Ce changement important dans nos pratiques vise, je l'ai souligné dans la présentation du précédent rapport, à mettre la commune en conformité avec les ambitions portées par la loi Egalim et par notre souhait de contribuer à une transition écologique tous azimuts.

L'ADEME va donc contribuer aux termes de la convention qui vous est proposée à hauteur de 8 346,24 € à l'aide au réemploi des emballages et des contenants.

Je vous remercie de bien vouloir soutenir cette convention.

Mme le MAIRE. - Merci.

Il s'agit d'une petite subvention, nous l'acceptons néanmoins.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

ÉDUCATION

29 - APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTS-DE-SEINE ET LA COMMUNE DE BAGNEUX INTITULEE CONVENTION D'HABILITATION INFORMATIQUE CONCERNANT LA MISE EN LIGNE SUR LE SITE « MONENFANT.FR » DE DONNEES RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS ET SERVICES (EAJE, ALSH)

Mme BIDAULT. - Pour accompagner et informer les familles tout au long de leur vie de parent, la CNAF a créé un site internet mon enfant.fr.

Le site internet est alimenté par les gestionnaires des structures d'accueil.

La ville de Bagneux devient donc fournisseur de données concernant les modalités de fonctionnement de ces structures.

Cette offre de service nécessite une habilitation informatique pour un listing de certains agents municipaux.

Je vous invite donc à signer la convention d'habilitation informatique.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Mme le MAIRE. - Merci.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

30 - CONVENTION POUR LES FRAIS DE SCOLARITE A REGLER AVEC LA VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX

APPROBATION DE LA CONVENTION DE REMBOURSEMENTS INTERCOMMUNAUX DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES

Mme BOUDJENAH. - Il n'y a pas grand-chose à en dire, nous votons de temps en temps ces conventions de remboursement réciproques pour le fonctionnement des écoles publiques quand des élèves sont accueillis avec acceptation de leur dérogation dans une autre commune.

Il s'agit de l'année scolaire 2023/2024. La ville d'Issy-les-Moulineaux en a accueilli très peu.

Nous devons voter pour pouvoir rembourser cette commune voisine.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

CULTURE

31 - SUBVENTION DU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA RESTAURATION D'UNE ŒUVRE D'ART

APPROBATION D'UNE CONVENTION DE FINANCEMENT PASSEE AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA RESTAURATION DU TABLEAU DE MARCEL LEBRUN INTITULE "LA PORTE D'ORLEANS EN HIVER"

M. BENSOUSSAN. - Madame le Maire, chers collègues, la commune a établi un programme ambitieux de restauration des monuments ou œuvres d'art de son territoire sur plusieurs années.

Ici, il s'agit du grand tableau de la salle Caillat, ancienne mairie, qui se nomme *La Porte d'Orléans en hiver* que je vous encourage à découvrir ou redécouvrir si vous ne l'avez pas encore fait.

Ce tableau a été réalisé en 1904 par Marcel Lebrun qui a vécu de 1867 à 1920.

Après consultation et demande, une subvention a été attribuée à la restauration du tableau qui a retrouvé sa place depuis l'automne.

Cette subvention n'a pu être possible qu'après achèvement des travaux.

Le montant total se situe à 7 197 € TTC et une subvention de 2 426,25 € a été accordée par le CD 92 au titre de la conservation des antiquités et objets d'art.

Il vous est demandé d'approuver la convention jointe dans votre dossier, le reste à charge pour nos finances s'élève donc à 4 852,50 €.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Merci.

32 - PORTAIL NATIONAL DES ARCHIVES

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MINISTERE DE LA CULTURE RELATIVE A LA PARTICIPATION AU PORTAIL NATIONAL DES ARCHIVES

M. BENSOUSSAN. - Il s'agit d'approuver une convention de partenariat avec le ministère de la culture relative à la participation au portail national des archives auquel nous demandons de nous raccorder.

Ce serait un point d'entrée national en complément du mode d'accès traditionnel direct par les sites Internet que nous connaissons tous, notamment accessibles à ceux qui ne connaissent pas la localisation des informations et des documents qu'ils recherchent.

Ce point d'accès national est désormais créé à l'initiative du ministère de la culture. Il se nomme francearchives.gouv.fr.

Il donne accès aux inventaires et aux métadonnées associés aux documents numérisés des services archives.

Pour rappel, la commune s'est dotée d'un site internet qui s'appelle archives.bagneux92.fr que je vous encourage à découvrir si vous ne l'avez pas encore fait.

Enfin, le Service Interministériel des Archives de France, le SIAF, propose aujourd'hui à la commune d'intégrer ce réseau, améliorant ainsi sa visibilité et permettant d'accroître sa notoriété et sa fréquentation sur Internet.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

MARCHÉS PUBLICS ET CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

33 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION D'UNE FOURRIERE AUTOMOBILE

APPROBATION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION D'UNE FOURRIERE AUTOMOBILE

M. REYNAUD. - Madame le Maire, chers collègues, depuis le 29 avril 2019, la commune de Bagneux a confié, dans le cadre d'une concession, la gestion de la fourrière automobile à la Société Dodeca pour une durée de cinq ans. Ces cinq ans sont arrivés à expiration.

Le 19 mars 2024, le Conseil municipal a décidé de continuer à externaliser la gestion de la mise en fourrière des véhicules en confiant la gestion à une entreprise privée au travers d'une concession de service public.

Suite à l'avis d'appel à candidatures, deux sociétés ont déposé leur candidature : Dodeca et une nouvelle société Paris Fast Depan.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 7 novembre dans un premier temps et, après analyse des deux candidatures, les Sociétés Dodeca et Paris Fast Depan ont été admises à déposer leurs offres, notamment en raison de leur capacité technique suffisante et des garanties financières et professionnelles qu'elles ont produites.

La Commission de délégation de service public s'est à nouveau réunie le 19 décembre 2024 pour examiner le rapport d'analyse des offres dressées par les services et s'est prononcée en faveur de l'ouverture de la négociation avec les deux candidats.

Plusieurs critères ont guidé l'avis de la Commission d'appels d'offres et donc des moyens mis en place pour accomplir ou évaluer les compétences des candidats selon la liste suivante :

- la destruction des véhicules,

- le nombre de véhicules pouvant être enlevés par rotation,

- l'articulation entre la gestion de l'agrément d'intervention sur voies rapides et l'intervention dans le cadre de ce marché,

- les précisions sur les modalités du délai d'intervention annoncé de 30 minutes,

- l'adaptation des moyens matériels et humains lors des opérations spécifiques de la ville (délai de prévenance par exemple),

- le système de géolocalisation,

- la préfourrière,

- l'amendement de la convention,

- les montants définitifs de l'indemnisation de ville par véhicule en actualisant le DQE,

- les horaires d'ouverture et de fermeture pour les usagers.

Sur ces critères, c'est la Société Paris Fast Depan qui a été choisie. Elle est basée à Colombes et propose un accueil au public en continu 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et un système de navettes pour les clients ayant des difficultés de déplacement souhaitant se rendre sur le site de la fourrière au départ des locaux de la police municipale.

Le candidat applique à l'usager des coûts maximaux de restitution déterminés dans l'arrêté du 29 février 2024.

Dans les modalités d'enlèvement des véhicules, il propose des prises de photos systématiques et annonce un délai d'intervention de 30 minutes et préconise la prise de rendez-vous pour les véhicules abusifs.

Pourquoi 30 minutes alors qu'ils sont situés à Colombes ? C'est parce qu'ils travaillent avec d'autres banlieues limitrophes comme Malakoff et qu'avec le réseau de géolocalisation, ils peuvent intervenir très vite.

Ils proposent un tarif concurrentiel sur l'indemnisation du fouriériste quand le propriétaire du véhicule est introuvable et insolvable.

Je vous passe les moyens humains, les flottes de véhicules, etc.

Pour ce qui concerne le délai intervention, Paris Fast Depan justifie un délai d'intervention de 30 minutes par le positionnement de ses effectifs. En effet, les véhicules d'intervention sont

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

positionnés sur secteur ou à proximité puisqu'ils travaillent à Malakoff.

Cette mutualisation des moyens et la proximité géographique devraient permettre de tels délais.

Lors des négociations, Paris Fast Depan a précisé ses capacités d'enlèvement des véhicules par rotation et la possibilité d'adapter les moyens matériels pour des événements exceptionnels.

J'ajoute que Paris Fast Depan nous a fait l'impression d'une société extrêmement dynamique qui veut prendre des parts de marché, ce qui pour nous est plutôt garant d'un engagement pérenne.

En conclusion et pour toutes les raisons citées exposées, il est proposé aux membres du Conseil municipal de se prononcer comme suit :

- attribuer cette concession de service à la Société Paris Fast Depan,

- autoriser Mme le Maire ou son représentant à signer la convention avec le concessionnaire ainsi que tout document y afférent.

Mme le MAIRE. - Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

34 - PASSATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT PASSE SOUS FORME D'ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX

APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX.

M. BENSOUSSAN. - Il s'agit d'un accord-cadre très important puisqu'il permet à notre service bâtiment de réaliser les entretiens et les grosses réparations dans nos bâtiments.

C'est un découpage qui a été fait en onze lots, dix lots généraux que je vais rapidement lister pour que tout le monde sache la couverture des corps d'état mis en œuvre à Bagneux : la maçonnerie, la couverture, la menuiserie, la serrurerie, la plomberie, l'électricité, les revêtements de sol, les études géothermiques et la démolition.

J'insiste sur le lot n° 9 qui est tout corps d'état, ce que l'on appelle TCE, qui permet la réalisation de travaux plus complexes avec des compétences multiples. C'est d'ailleurs ce lot qui a le montant prévisionnel le plus élevé (5 M€).

L'accord-cadre est prévu pour une durée de deux ans renouvelable une fois. Le contrat pourrait donc durer quatre ans.

On peut rappeler que l'ensemble des lots couvre tous les corps d'état utiles et indispensables à l'entretien de nos bâtiments communaux.

La qualité technique des offres a prévalu au choix des entreprises retenues.

La CAO du 24 janvier dernier a validé la liste jointe dans votre dossier.

Après votre approbation, que j'espère, le service bâtiment pourra entreprendre les travaux en attente sur les bâtiments communaux.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Nous passons au vote.

➲ *VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE*

Je vous remercie.

35 - PASSATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT PASSE SOUS FORME D'ACCORD-CADRE RELATIF A L'ABATTAGE, DESSOUCHAGE, ELAGAGE D'ARBRES, ENTRETIEN FORESTIER ET DEFRICHAGE PAR L'ECOPATURAGE SUR DIVERS SITES DE LA VILLE

APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE RELATIF A L'ABATTAGE, DESSOUCHAGE, ELAGAGE D'ARBRES, ENTRETIEN FORESTIER ET DEFRICHAGE PAR L'ECOPATURAGE SUR DIVERS SITES DE LA VILLE

M. DURU. - Madame la Maire, chers collègues, nous relançons cet accord-cadre relatif à l'abattage, au dessouchage, à l'élagage des arbres et à l'entretien forestier, au défrichage par écopâturage sur les divers sites de la ville.

Le précédent accord-cadre arrivait à terme, il fallait le relancer pour pouvoir entretenir notre patrimoine sur la ville et en dehors de la ville. C'est la raison pour laquelle, cette année, nous avons fait un accord-cadre découpé en deux lots : un sur l'abattage, le dessouchage, l'élagage, etc. sur le territoire de Bagneux et un pour l'entretien forestier du site de La Trinité-sur-Mer.

Suite à la CAO qui s'est réunie le 16 janvier dernier, c'est une seule entreprise qui a réussi à obtenir les deux lots de ce marché, la SAS Terideal l'Eden vert.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette attribution et d'autoriser Mme le Maire ou son représentant à signer le marché et tous les documents y afférents.

Mme le MAIRE. - Je vous remercie.

Nous passons au vote.

➲ *VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE*

36 - ACHATS DE DENREES ALIMENTAIRES

APPROBATION DU MARCHE DE FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LA CONFECTION DES REPAS DE LA RESTAURATION COLLECTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Mme BIDAULT. - Chers collègues, le rapport que je vous présente répertorie les denrées alimentaires pour lesquelles nous sommes convenus d'un marché à destination de notre restauration scolaire de différents services et du CCAS qui arrive à échéance en avril prochain.

Il s'agit donc d'un marché particulièrement important qui comporte onze lots que je ne vais pas vous détailler, je vous en fais grâce ce soir.

Nous avons retenu en tout neuf fournisseurs différents pour les denrées et les boissons au terme de la commission d'appels d'offres.

Il s'agissait par nous de faire la part belle au bio et aux produits durables.

Il comprend les viandes et les charcuteries, les laitages, les fruits et légumes, l'épicerie et les boissons.

Pour faire le meilleur choix, nous avons sollicité des échantillons en posant des critères qualitatifs à partir d'expériences faites ces dernières années, notamment sur la qualité des contenants, l'état

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

des fruits lors de leur livraison, des aliments dont la portion réduit trop fortement à la cuisson.

Nous avons également veillé à bénéficier de produits pleinement conformes aux prescriptions de la loi Egalim.

Le montant total du marché est compris entre 700 000 € et 4 700 000 €.

Pour chaque fournisseur, un accord-cadre a été signé. L'ensemble fait l'objet d'un marché d'un an renouvelable trois fois.

Je vous invite donc à approuver l'accord-cadre pour chacun des bons de commande.

Merci.

Mme le MAIRE. - Merci beaucoup.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

37 - AVENANT N° 1 DU LOT N° 1 INTITULE DOMMAGES AUX BIENS DU MARCHE RELATIF AUX PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA COMMUNE DE BAGNEUX PASSE AVEC LA SOCIETE SMACL ASSURANCE

APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 DU LOT N° 1 INTITULE DOMMAGES AUX BIENS DU MARCHE RELATIF AUX PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA COMMUNE DE BAGNEUX PASSE AVEC LA SOCIETE SMACL ASSURANCE

M. BENSOUSSAN. - Il s'agit d'un avenant n° 1 au contrat d'assurance dommages aux biens du marché relatif aux prestations de service par la Société SMACL.

Il s'agit de prendre en compte un dépassement sur un événement qui a eu lieu à Bagneux en mai dernier qui est l'exposition Sans les mains. Les œuvres habituellement assurées sont à concurrence de 50 000 € par exposition et, pour cette exposition, le montant est passé à 133 500 €, soit un dépassement de 83 350 € pour l'ensemble.

Ainsi, un surcoût supplémentaire est demandé sur le montant, de 900 €. Cet avenant est prévu d'être modifié au contrat dommages aux biens.

Je vous demande de l'approuver.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Monsieur Rousseau, nous vous écoutons.

M. ROUSSEAU. - Nous soutenons évidemment cet avenant, mais nous comprenons bien que c'est orienté sur les dégradations du patrimoine balnéolais ou des événements comme cela vient d'être cité, mais cela pourrait-il être des dégradations suite à de la malveillance ou autres, pas forcément liées à un événement organisé ? C'est une question que je me suis posée après la Commission que nous avons eue l'autre jour. Cela peut-il être élargi ou est-ce ciblé sur les événements que nous organisons ?

Mme le MAIRE. - La Directrice générale des services, Mme Alliaud, me dit que c'est pour toutes les dégradations, même celles qui seraient liées à de la malveillance, même celles qui seraient provoquées volontairement.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

PERSONNEL

38 - ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

APPROBATION DU MANDAT DONNE AU CIG PETITE COURONNE POUR L'ENGAGEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Mme CILLIÈRES. - Il s'agit de donner ce soir mandat au centre de gestion, le CIG, pour lancer un appel d'offres pour notre contrat groupe d'assurance des risques statutaires. Nous sommes déjà couverts par le contrat-cadre collectif du CIG qui prend fin le 31 décembre 2025. Il n'est pas trop tôt pour relancer cette procédure. Le CIG nous a sollicités pour obtenir notre accord afin d'être intégrés, dans un premier temps, au périmètre de cet appel d'offres et donc de pouvoir y souscrire si nous le décidons.

Aujourd'hui, il s'agit juste d'être intégrés dans le périmètre et pas forcément d'adhérer en fonction de la réponse à cet appel d'offres.

Mme le MAIRE. - Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Merci.

39 - ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERE D'URGENCE EN FAVEUR DES AGENTS EN DIFFICULTES SOCIALES

APPROBATION DE LA CREATION D'UNE REGIE FINANCIERE EN VUE DE L'ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES D'URGENCE EN FAVEUR DES AGENTS EN DIFFICULTES SOCIALES

Mme CILLIÈRES. - Il s'agit d'un moment important, une étape a été franchie dans notre politique RH car, pour les habitants comme pour les agents, la solidarité fait partie intégrante de notre ADN.

Ce soir, nous vous proposons de créer un fonds de secours et d'urgence au profit du personnel communal. Ce fonds serait piloté par notre assistante sociale du personnel présente depuis un peu plus d'un an.

Dans le rapport, vous avez l'ensemble des critères d'éligibilité. Ils sont assez détaillés : il y a des critères de reste à vivre, de montants maximums d'aide d'urgence, de périmètre de la commission d'attribution de ces aides.

Nous nous adossons sur le modèle de ce que fait aujourd'hui le CCAS pour des situations ponctuelles de grave crise et de rupture pour les agents communaux tout statut confondu.

Mme le MAIRE. - Merci.

Monsieur Rousseau, vous voulez dire un mot ?

M. ROUSSEAU. - Évidemment, nous soutenons cette action. Nous sommes d'accord pour aider

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

les agents en difficulté, mais il est important qu'au-delà de cette action - vous avez cité l'assistante sociale, les structures managériales pour accompagner les personnes - nous puissions les informer sur peut-être la gestion des budgets, les accompagnements dont les personnes peuvent avoir besoin, les conseils, etc.

Comme je l'ai mentionné en commission, la somme prévue est minime. Nous serons certainement amenés à la faire évoluer pour aider des personnes en difficulté.

Mme CILLIÈRES. - Je vous remercie de votre soutien.

Il est bien normal que nous créions les conditions pour venir en soutien d'urgence lorsque les situations critiques se présentent.

Aujourd'hui, tous les accompagnements que vous évoquez relèvent vraiment des missions de notre assistante sociale du personnel et pas forcément de la ligne hiérarchique. Nous sommes sur le pro, les missions exercées, il y a déjà beaucoup de choses à faire. C'est le rôle qu'elle mène. Elle est en lien avec le CCAS, avec le service social territorial de Bagneux pour le fonds de solidarité logement par exemple qu'elle peut être amenée à solliciter pour les agents. Elle est en lien avec la MDPH, avec les services de la préfecture pour la labellisation des logements. Elle a tout le périmètre d'action de tout personnel d'assistance sociale chez un employeur. C'est vraiment une personne très à l'écoute, repérée et connue de nos personnels. Nous essayons d'accompagner ses missions en lui donnant quelques moyens d'agir quand il y a vraiment des situations de crise. Aujourd'hui, elle n'avait pas la possibilité de le faire.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je propose de passer au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

40 - REGIME DES ASTREINTES

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES ASTREINTES

Mme CILLIÈRES. - Il s'agit d'un document cadre si je puis dire. La dernière mise à jour remonte à 2015. Il nous permet de brosser l'ensemble des sujets des organisations relatives aux astreintes dans la collectivité et les montants d'indemnisation pour ces astreintes.

Le système mis en place dans notre mairie permet, 24 heures sur 24 et 365 jours par an, de répondre, d'être réactifs, à l'écoute des habitants, des partenaires pour agir sur tout dysfonctionnement ou aide d'urgence qu'il serait nécessaire de débloquer.

À noter que nous avons prévu un niveau d'astreinte technique d'un personnel ou d'une personnelle hors cadre pour les décisions qui pourraient être les plus précises et les plus techniques et complexes à mener. Nous pensons qu'avec ce dispositif, nous serons à même de répondre à toutes les situations possibles.

Il y a aussi tout ce qui concerne les astreintes informatiques.

Tout est brossé. Cela nous permet d'avoir aujourd'hui un document cadre récapitulatif de toutes les astreintes de la collectivité.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Merci.

41 - MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU REGIME INDEMNITAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE

APPROBATION DU REGIME INDEMNITAIRE FILIERE POLICE MUNICIPALE : MISE EN ŒUVRE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTIONS ET D'ENGAGEMENT (I.S.F.E)

Mme CILLIÈRES. - Jusqu'à présent, la police municipale était exclue du dispositif RIFSEEP de par le cadre réglementaire. Depuis l'année dernière, un décret vient modifier en profondeur la modalité de calcul du régime indemnitaire des agents de police municipale. Il s'agit d'un nouveau régime indemnitaire qui comprend une part fixe qui correspond à un pourcentage du traitement brut indiciaire et une part variable mensuelle et annuelle.

Tout cela doit « être mouliné » par nos experts et nos expertes de la RH.

En tout cas, nous avons pu discuter de cette modification importante réglementaire auprès de l'équipe de la police municipale car cette réforme n'est pas simple.

Notre collectivité a pris l'engagement de maintenir, à titre individuel, les montants de rémunération et de prime de régime indemnitaire à l'ensemble de nos agents de police municipale.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des questions ?...

(Aucune.)

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

42 - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE DE BAGNEUX

Mme CILLIÈRES. - Cette délibération porte sur la petite enfance.

Il est question, là, de créations de postes suite à la réintégration de personnels mis à disposition du Conseil départemental dans le cadre de la municipalisation des crèches.

Ces agents n'étant plus mis à disposition par le département, nous devons ouvrir des postes pour procéder à des recrutements.

Il s'agit de trois postes.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Nous passons maintenant à la dernière délibération, celle que je vous ai proposé d'ajouter sur l'école Niki de Saint-Phalle.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

43 - APPROBATION DE LA PROPOSITION DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE POUR SCINDER LE GROUPE SCOLAIRE NIKI DE SAINT-PHALLE EN UNE ECOLE MATERNELLE ET UNE ECOLE ELEMENTAIRE

Mme BOUDJENAH. - Madame la Maire vous a dit ce dont il s'agissait en vous demandant si vous vouliez bien que nous examinions cette délibération.

Pour précision, car vous n'avez pas eu le temps de lire cette délibération, c'est bien 27 classes que l'école comptait à la rentrée 2024 contre 14 à la rentrée 2021. Cela s'explique en très grande partie par l'arrivée de nouveaux habitants mais aussi par le classement d'éducation prioritaire qui a conduit à des dédoublements de postes de la grande section jusqu'au CE1, depuis cette année.

Cette scission, puisque c'est ainsi que l'Éducation nationale parle, en deux écoles, une maternelle et une élémentaire, a bien été proposée par l'Éducation nationale. Ce n'est pas la ville qui fait cette proposition.

Il en est question depuis quelques semaines.

Pourquoi faut-il voter ce soir ? La semaine prochaine, les premières créations de postes pour la rentrée 2025, sur lesquelles les enseignants peuvent se positionner se décident. Si nous ne votons pas ce soir, la scission ne peut pas être effective pour la rentrée qui vient.

Le conseil d'école se prononcera la semaine prochaine.

Nous délibérons pour donner notre approbation mais surtout pour dire que la sectorisation sera la même, délibération qui sera tout de suite mise en œuvre pour la sectorisation.

Pour information, les inscriptions à l'école commencent cette semaine pour la rentrée qui vient.

Mme le MAIRE. - Merci beaucoup.

C'est une bonne nouvelle pour cette école. Cela faisait partie de nos réclamations. Nous sommes satisfaits.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

Madame Bizeray, je vous en prie.

Mme BIZERAY. - Je tiens à saluer l'ajout de cette délibération. Ce sera une réelle plus-value pour l'école Niki de Saint-Phalle qui compte 27 classes dont une UEMA, une unité particulière pour les élèves autistiques de maternelle, qui demande une gestion très importante de la part de la Direction.

C'est formidable que cela puisse être fait ce soir.

Merci.

Mme le MAIRE. - Nous en avons fini avec l'ordre du jour.

Une bonne nouvelle dans un monde difficile, la jeune victime est sortie de la salle d'opération. Cela va aller. Elle est sauvée, me dit-on.

Le prochain Conseil municipal est fixé au 8 avril.

Je vous souhaite une bonne fin de soirée ou une bonne nuit.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_1-DE

(La séance est levée à 22 h 39.)

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_2

Prise d'acte du bilan du Conseil local de la transition écologique (CLTE) à 1 an et demi d'activité

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_2

Transition écologique et développement durable

Transition écologique, Participation citoyenne

Objet : Prise d'acte du bilan du Conseil local de la transition écologique (CLTE) à 1 an et demi d'activité

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21;

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L. 2143-2 concernant la possibilité pour les communes de créer des comités consultatifs ;

Vu la délibération n°DEL_20201215_13 du Conseil municipal du 15 décembre 2020 portant création du Conseil local de la transition écologique de Bagneux comme instance de participation citoyenne municipale ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant l'article 7 de la charte de fonctionnement du CLTE adoptée lors de sa 2e réunion plénière du 1er février 2024, régissant les liens du CLTE avec le Maire et le Conseil municipal, ainsi exprimés : « Le CLTE pourra, sur invitation du maire, présenter au Conseil municipal son bilan d'activité et les résultats de ses travaux » ;

Considérant l'approbation par le CLTE du contenu du bilan ci-annexé ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : prendre acte du bilan du Conseil local de la transition écologique.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr) ;

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée aux membres du Conseil local de la transition écologique et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,



Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Conseil Local de la Transition Écologique
Agissons ensemble

CONSEIL LOCAL DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DE BAGNEUX

Charte de fonctionnement

Adoptée le : 1er Février 2024

1. Fondements juridiques……..2
2. Objet du Conseil local de la transition écologique 2
   a. Qu'entend-on par « transition écologique » ? 2
   b. Objectifs du CLTE 2
3. Liens du CLTE avec le Maire et le Conseil municipal 3
4. Valeurs et principes 3
5. Fonctionnement du CLTE 4
   a. Composition 4
   b. Désignation des conseillers 4
   c. Renouvellement des membres 4
   d. Dissolution 5
   e. Modalités de participation 5
   f. Radiation 5
6. Organisation des réunions plénières et des sous-groupes 5
   a. Fonctionnement des réunions plénières 5
   b. Fonctionnement des réunions en sous-groupe 6
   c. Modalités de prise de décision 6
   d. Convocation, ordre du jour et compte-rendu 7
7. Rôle de l'administration municipale 7
8. Moyens du CLTE 7
   a. Moyens financiers et matériels 7
   b. Formation des membres 7
9. Communication 8
   a. Communication entre les conseillers 8
   b. Communication du CLTE avec les habitants 8
   c. Liens du CLTE avec les autres dispositifs de participation citoyenne de la ville 8
   d. Liens du CLTE avec les CLTE voisins 8
10. Modalités de modification de la charte 8

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

1. Fondements juridiques

Le CLTE de Bagneux est un CLTE consultatif régi par l'article L. 2143-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le CLTE est une instance de participation citoyenne créée par la ville de Bagneux par la délibération DEL_20201215_13 adoptée en Conseil municipal le 15/12/2020.

2. Objet du Conseil local de la transition écologique

a. Qu'entend-on par « transition écologique » ?

L'objet du CLTE est de contribuer au traitement de l'urgence écologique et climatique en mobilisant en son sein une grande représentation d'acteurs et habitants de Bagneux : Balnéolaises et Balnéolais, associations, entreprises, partenaires de la Ville et élus municipaux assistés des services de l'administration. Le CLTE prend acte que de nombreux sujets de transition écologique dépassent les frontières de Bagneux.

Le CLTE entend contribuer à la réflexion et à l'action pour une transition écologique juste, sociale, solidaire et accessible à tous afin de dessiner un nouveau modèle de société viable dans les limites planétaires.
En ce sens, la transition écologique nécessite une approche systémique et peut concerner à la fois des enjeux de nature en ville, de cadre de vie, de santé, d'aménagement urbain et logistique, de gestion des ressources naturelles, d'alimentation, d'économie, de santé, de modes de vie et de vivre-ensemble (liste non exhaustive).
Le CLTE est une instance qui promeut une démarche collective au service de l'intérêt commun.

b. Objectifs du CLTE

Le CLTE a pour objectifs de « favoriser la capacité des Balnéolais.es à se saisir des questions liées à la transition écologique tout en permettant leur montée en compétence, l'essaimage d'idées et de pratiques vertueuses en matière de transition et la possibilité d'être directement impliqué.es dans l'élaboration des politiques publiques municipales gravitant autour de la transition. »
Ainsi, le CLTE est :

1. Une instance apprenante sur la transition écologique, à Bagneux :
    - Ses membres s'enrichissent au contact les uns des autres dans un esprit d'éducation populaire.
    - Il auditionne des experts invités, membres ou non du CLTE.
2. Impliqué dans l'élaboration des politiques publiques municipales :
    - Il conseille et rend des avis au maire sur divers sujets de transition, dans le cadre des politiques municipales de transition écologique.
    - Il participe à des projets ou des chantiers municipaux en cours.
3. L'ambassadeur de la transition écologique à Bagneux :
    - Il rend visible les actions du CLTE auprès des Balnéolais ;
    - Il mobilise et embarque les Balnéolais dans la transition écologique.

Le CLTE s'autodétermine sur les sujets qu'il souhaite traiter et précise lui-même ses objectifs avec l'aide de l'administration pour cadrer la faisabilité et la pertinence des travaux. Il peut également être saisi par la Maire sur un sujet spécifique.
Le CLTE n'est pas une représentation politique ni une instance indépendante, il est adossé à la municipalité, par la présence des élus en son sein et le support de l'administration.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

3. Liens du CLTE avec le Maire et le Conseil municipal

Conformément à l'article L. 2143-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le CLTE peut transmettre au Maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal et être saisi par le Maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité dans le champ de compétences du CLTE.

La saisine du CLTE par le maire passe par une lettre de mission soumise au CLTE et étudiée et acceptée collectivement par l'ensemble des membres du CLTE.
Le CLTE pourra, sur invitation du maire, présenter au Conseil municipal son bilan d'activité et les résultats de ses travaux.

4. Valeurs et principes

Les principes mentionnés ci-dessous permettent au CLTE et à ses participants de s'inscrire dans un référentiel de valeurs communes nécessaires au débat et à l'élaboration de propositions. Chaque membre s'engage à respecter dûment les valeurs et principes de la charte.

- **Ouverture aux autres** : La parole de chaque membre est considérée et prise en compte. En parallèle, chacun fait preuve d'ouverture d'esprit et promeut un dialogue au-delà des appartenances ou identités (politique, économique, culturelle, sociale, genrée, générationnelle, religieuse, etc.)

- **Bienveillance** : Chacun s'engage à ne pas porter volontairement préjudice à soi, aux autres, au CLTE en tant qu'instance, au lieu ni au matériel. Cela passe par une expression calme et une attention portée aux choix des mots employés. Chacun sera écouté de la même façon par les autres membres.

- **Diversité** : chacun fait preuve de bienveillance et de tolérance à l'égard de chacun des membres. De plus, le CLTE recherche l'adhésion de tous à la transition écologique, sociale et solidaire. Pour se faire il cherche à mener des travaux qui promeuvent une écologie juste inclusive, non-punitive et non discriminante. Le CLTE agit avec et pour la population dans sa diversité. Le CLTE est riche de sa diversité.

- **Respect** : Chacun peut exprimer librement son point de vue dans le respect des règles de communication définies dans la charte.

- **Responsabilité** : Le CLTE est collectivement responsable de ses décisions et actes.

- **Efficacité** : Les membres du CLTE se donnent les moyens de parvenir à des réalisations et actions concrètes, dans un cadre clair établi avec la Ville.

- **Confidentialité et discrétion** : La teneur des débats du CLTE est confidentielle tant qu'aucune position commune n'a pas été trouvée. Aucun verbatim individuel ne sera diffusé publiquement sans autorisation de son auteur. Les membres du CLTE s'engagent à respecter la confidentialité des documents de travail qui leur seraient soumis. La ville s'engage à signaler si nécessaire le niveau de confidentialité des documents fournis. Les travaux du CLTE ne sont publiés sur la plateforme participez.bagneux92 qu'une fois finalisés et validés par le CLTE dans son ensemble.

- **Convivialité** : Les membres du CLTE soignent les relations humaines entre eux. Ils sont garants de la bonne humeur et du plaisir collectif pris aux travaux du CLTE.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

- **Partage de la parole** : Le CLTE complet est composé de 60 personnes. Il est donc important de faire circuler la parole de façon la plus fluide possible afin que dans la limite du temps imparti, toutes celles et tous ceux qui le souhaitent puissent s'exprimer.

- **Ecoute active** : Chacun est pleinement présent à ce que les autres expriment. Même si le temps ne permet pas à tous de prendre la parole, chacun peut à tout moment s'exprimer grâce au langage silencieux.

- **Humilité et apprentissage** : Les membres du CLTE s'engagent à se former, apprendre et s'enrichir au contact des autres membres, des invités, des experts, et lors de visites de terrain et autres formations possibles.

5. Fonctionnement du CLTE

Le CLTE est présidé par Madame la maire de Bagneux ou son ou sa représentant(e).

a. Composition

Le CLTE est composé de 60 membres répartis en 4 collèges :

- **un collège de 30 habitant.es permanents** représentatifs des Balnéolais ;
- **un collège de 16 représentants permanents du monde associatif et de la société** civile ;
- **un collège de 8 représentants des partenaires de la Commune**.

Les membres du collège des partenaires sont mobilisés de manière ponctuelle par la ville en fonction des problématiques traitées par le CLTE parmi les collectivités supra-communales, les syndicats mixtes, les bailleurs sociaux, les aménageurs et promoteurs, et d'autres acteurs privés de la ville sur des sujets liés à la transition écologique.

- **un collège d'élus** comprenant 5 élus de la majorité et 1 élu de l'opposition.

b. Désignation des conseillers

Chaque collège est constitué, soit par tirage au sort, soit par désignation :

- **Les habitants** sont tirés au sort dans le respect de la parité de genre, des âges (entre 18 et 29 ans - entre 30 et 59 ans - 60 ans et plus) et des lieux d'habitation (Zone « Nord » - Zone du « Centre-Ville » - Zone « Sud »).
- **Les représentants du monde associatif et de la société civile** sont tirés au sort sur candidatures volontaires. Chaque organisation désigne un membre titulaire du CLTE, assisté d'un membre suppléant qui siègera en cas d'absence du titulaire.
- **Les partenaires de la Commune** sont identifiés et sollicités par la mairie, sans tirage au sort.
- **Les élus** de la majorité et de l'opposition sont désignés par les groupes politiques du Conseil municipal eux-mêmes.

C. Renouvellement des membres

Le remplacement d'un membre du CLTE répond à la procédure suivante :

- **Les habitants** : Une liste d'attente de personnes volontaires est tenue par l'administration. Un tirage au sort est effectué au fur et à mesure des vacances de siège, parmi les volontaires de la liste d'attente en veillant à ce que le remplacement du membre respecte la parité de genre, l'âge et le quartier d'habitation du prédécesseur. S'il n'existe pas de candidat volontaire parmi la catégorie du membre en question (sexe, âge, lieu d'habitation), le tirage au sort est effectué en veillant à respecter en priorité la parité de genre. S'il n'y a pas de volontaire, le siège reste vacant.
- **Les représentants du monde associatif et de la société civile** : un tirage au sort est effectué parmi les volontaires. S'il n'y a pas de volontaire supplémentaire, le siège reste vacant.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

- **Les partenaires de la Commune** : les partenaires de la commune n'étant pas des membres permanents, le renouvellement des partenaires reste la liberté des partenaires eux-mêmes.
- **Les élus** : chaque groupe politique est responsable du renouvellement de son représentant.

Si nécessaire, la ville pourra relancer un appel à candidature pour le collège des habitant.es et celui des représentant.es du monde associatif et de la société civile.

d. Dissolution

Le CLTE est **constitué pour la durée du mandat.**
Le Maire peut procéder à la dissolution unilatérale du CLTE.

e. Modalités de participation

La présence des conseillers aux 3 réunions plénières annuelles est souhaitée. S'ils ne sont pas en capacité d'être présents, ils le font savoir à l'administration afin de faciliter l'organisation des réunions. En cas de difficultés récurrentes pour se rendre disponible, la mairie vérifiera auprès des absents s'ils souhaitent rester au CLTE. En cas de réponse négative, le siège sera réattribué selon les modalités de renouvellement prévues dans la présente charte.

Les travaux du CLTE sont déclinés en sous-groupes de travail dans lesquels les membres peuvent s'investir et contribuer en plus des réunions plénières.

En dehors de leur présence aux réunions, les membres peuvent contribuer aux travaux du CLTE grâce aux documents en ligne mis à leur disposition.

Leur contribution au CLTE peut passer par des recherches documentaires effectuées en amont des réunions pour nourrir les réflexions, des apports de connaissances ou mise à disposition de réseaux et contacts utiles.

Certains membres du CLTE possédant des connaissances et expériences particulières pourront intervenir au sein du CLTE en tant qu'experts.

Le rôle d'ambassadeur des membres du CLTE peut se traduire par aller au contact des habitants et personnes qui travaillent à Bagneux, et diffuser les valeurs du CLTE.

Les représentants associatifs parlent au nom de leur association et non en leur nom propre. Ils et elles veillent à se faire remplacer par leur suppléant en cas d'absence.

f. Radiation

La qualité de membre du CLTE se perd par :

- Une démission formulée par écrit,
- Un déménagement hors du périmètre administratif de la ville concernant les membres du collège « habitants » et membres du collège « responsables associatif et de la société civile ». A ce titre, les conseillers sont tenus d'informer l'administration dans les plus brefs délais de tout déménagement personnel ou associatif en dehors de Bagneux.

6. Organisation des réunions plénières et des sous-groupes

a. Fonctionnement des réunions plénières

Le CLTE se réunit en plénière à un rythme de 3 fois par an.
Ces réunions doivent permettre :

- D'auditionner des intervenants et invités extérieurs ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

- D'auditionner des membres du CLTE en qualité d'experts ;
- De réfléchir ensemble à des sujets dans un esprit et selon des méthodes d'intelligence collective ;
- De faire état de l'avancée des travaux : amender et valider les productions des sous-groupes ;
- De prendre les décisions nécessitant l'avis de l'ensemble du CLTE.

Plusieurs rôles permettent le bon fonctionnement des réunions plénières :

- **Secrétariat** : Ce rôle est chargé de l'organisation matérielle des réunions du CLTE : il prépare l'ordre du jour des séances plénières, prépare les relevés de décisions de la séance et se charge de les transmettre à l'ensemble des membres du CLTE.

- **Animation** : Ce rôle est chargé de la bonne tenue des réunions et de la modération des débats dans le respect de la présente charte.

L'administration est garante de la bonne exécution de ces rôles et les assure par défaut. Mais avec l'accord du CLTE elle pourra déléguer certaines fonctions à des membres du CLTE.

Sont désignés deux relecteurs parmi les membres par réunion plénières pour relire et valider les comptes rendus proposés par la mairie.

b. Fonctionnement des réunions en sous-groupe

Le CLTE se réunit également en sous-groupes entre les réunions plénières afin de faire avancer ses travaux. Les sujets, les modalités de travail et la fréquence des réunions de ces sous-groupes sont définis par les sous-groupes eux-mêmes, dans la limite de leur suivi par l'administration.

c. Modalités de prise de décision

Pour les décisions majeures, le CLTE prend le temps de parvenir à un consensus en réunion plénières. De façon non exhaustive, les décisions majeures soumises aux conseillers sont les suivantes :

- Adoption de la présente charte de fonctionnement ;
- Rapport du CLTE sur un sujet avant soumission au Maire ;
- Priorisation d'un projet sur un autre ;
- Choix d'un membre pour un rôle ou une mission particulière ;
- etc.

Lorsqu'une proposition est soumise à la décision du CLTE, la question n'est pas « Est-ce que tout le monde est pour ? », mais « Est-ce que quelqu'un est contre ? ».
Si une personne est contre, elle formule alors une objection explicitant son opposition. Si elle est hésitante ou dans le doute, on s'attache à l'aider à préciser son objection, afin de pouvoir ensuite la lever.
Les objections peuvent être de 3 types :

- **L'objection sur le sens** : la proposition risque de ne pas servir les objectifs communs, de ne pas être en adéquation avec la raison d'être du CLTE ;
- **L'objection de valeur** : la proposition heurte les valeurs éthiques du membre, il ne peut individuellement pas l'accepter telle quelle ;
- **L'objection de faisabilité** : la proposition dépasse les limites matérielles, temporelles, ou de compétences pour soi ou pour le CLTE.

Le groupe s'attèle alors à proposer des solutions pour amender la proposition jusqu'à ce que les objections soient toutes levées et que tous les membres de CLTE puissent l'accepter.
Le but d'une décision par consentement n'est pas d'atteindre la solution parfaite qui aurait pu être proposée par chacun des membres, mais la solution la meilleure avec laquelle tout le monde pourra vivre et le CLTE fonctionner.
Pour la bonne conduite d'une décision par consentement, il est important que le cadre des valeurs et principes de la présente charte soit clair, accepté et respecté.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

En cas de difficultés à trouver un consensus, le CLTE peut avoir recours à un vote à main levée à la majorité des ⅔ des membres présents.
Les membres du collège habitants absents peuvent donner procuration à un autre membre présent, en le signalant à l'administration. S'ils sont absents, les membres titulaires représentant une organisation (collèges association société civile et collège partenaires) se font remplacés par leur suppléant.

d. Convocation, ordre du jour et compte-rendu

Les dates des réunions plénières sont fixées par la mairie. La date de la prochaine réunion plénière est annoncée au plus tard lors de la réunion précédente.
Chaque membre peut soumettre à la mairie des sujets à l'ordre du jour.
Les comptes rendus des réunions plénières sont envoyés à tous les membres du CLTE et publiés sur la plateforme publique dédiée au CLTE.

7. Rôle de l'administration municipale

L'administration municipale :

- **Organise l'installation du CLTE** : appel à candidatures, tirages au sort, travail avec le maire et les élus ;
- **Assure le secrétariat** des réunions plénières : prépare l'ordre du jour, assure la bonne tenue matérielle des réunions, rédige les relevés de décisions de la séance, les transmet à l'ensemble des membres et alimente le site participez-bagneux92 ;
- **Anime les réunions plénières** : structure la réunion, organise les débats, modère la parole ;
- **Aide au démarrage du CLTE** : accompagne et soutient le CLTE méthodologiquement pour son installation et son fonctionnement ;
- **Apporte un soutien technique et méthodologique**, selon les demandes et les besoins exprimés par le CLTE (ex : méthodes, éléments, informations pour nourrir le conseil) ;
- **Soutien matériel et logistique** : met à disposition du CLTE des lieux de séance et la logistique utile au fonctionnement courant du CLTE ;
- **Mise en lien** : met en lien le CLTE avec les autres services de la mairie, les acteurs du territoire et les experts utiles à ses travaux.

8. Moyens du CLTE

a. Moyens financiers et matériels

Le CLTE fonctionnera avec les moyens courants de la mairie.
Le CLTE pourra être doté d'une enveloppe budgétaire permettant d'inviter des intervenants et de mener des actions concrètes sur le territoire.
Selon les besoins et les possibilités, la mairie mettra ponctuellement des locaux municipaux à disposition du CLTE.
Si nécessaire certaines propositions du CLTE pourront être redirigées vers certains dispositifs de financement de projet existants à Bagneux (ex : budget participatif, appel à projet citoyen).

b. Formation des membres

Selon les besoins, des sessions de formation pourront être réalisées par des experts internes ou externes au CLTE mais également certains services de la ville selon les sujets traités.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

9. Communication

a. Communication entre les conseillers

Le CLTE aura à sa disposition une plateforme de stockage en ligne des documents pour partager des documents et travailler à plusieurs. La mairie se charge de l'administrer.

Les informations communes sont envoyées par courriel à l'ensemble du CLTE par la mairie.

Pour la bonne organisation des sous-groupes, l'administration met à disposition du CLTE les numéros de téléphone et adresses email des membres.

b. Communication du CLTE avec les habitants

Le CLTE, avec l'appui de l'administration, veille à être transparent avec les Balnéolais en rendant accessibles ses productions abouties.

Une rubrique de la plateforme participez.bagneux92 est dédiée au CLTE, sur laquelle sont publiés leurs documents et productions finalisés.

La ville veille à rendre visible les travaux, actions et résultats du CLTE au travers des différents canaux et supports de communication municipaux selon les besoins (ex : Bagneux Info, réseaux sociaux de la ville, panneaux d'affichage municipal, etc.)

L'adresse email tedd@mairie-bagneux.fr est utilisable par les habitants souhaitant contacter le CLTE.

Le CLTE peut être présent sur des événements municipaux ou associatifs pour échanger avec les habitants.

c. Liens du CLTE avec les autres dispositifs de participation citoyenne de la ville

La délibération de création du CLTE prévoit une « discussion du CLTE avec les instances citoyennes et structures municipales ». En effet la Ville de Bagneux est engagée de longue date dans une démarche de participation citoyenne. **Le CLTE vient en complémentarité des instances existantes et dialogue intelligemment avec elles.**
Les membres du CLTE peuvent ainsi solliciter des rencontres avec d'autres instances de participation citoyennes de la ville comme (ex : conseils de quartiers, le CLTE des enfants, etc.).
L'administration municipale se charge de mettre en relation les différentes instances de participation et d'organiser les rencontres, selon les besoins.

d. Liens du CLTE avec les CLTE voisins

Le CLTE souhaite s'inscrire dans un réseau d'autres conseils locaux de la transition écologique et assemblées climat existants localement. Ceci dans un but de partage des bonnes pratiques, mais aussi d'apprentissage des réussites et freins de ces autres instances.

10. Modalités de modification de la charte

Certains passages de la présente charte peuvent être révisés à tout moment sur demande d'un groupe de membres qui se réunit en sous-groupe pour y travailler. La charte révisée est soumise à l'approbation du CLTE en réunion plénière.

***

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Conseil Local de Transition Écologique de Bagneux

Bilan après 18 mois d'activité

Conseil Municipal du 8 Avril 2025

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

1 Création du CLTE

2 Premiers mois

3 Lancement des projets

4 Retours d'expérience : ce qu'ils ont aimé, les difficultés, ce qui peut être amélioré et vision pour l'avenir du CLTE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Création du CLTE

✅ **Création** : 2020 par la délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2020 et officiellement lancé le 18 Novembre 2023.

✅ **Objectif** : contribuer à la réflexion et à l'action pour une transition écologique juste, sociale, solidaire et accessible à tous afin de dessiner un nouveau modèle de société viable dans les limites planétaires.

✅ **Composition** :

- 30 habitants représentants des Balnéolaises et Balnéolais ;
- 16 associations ou représentants de la société civile ;
- 6 élus ;
- 8 partenaires (mobilisés ponctuellement)

Assistés des services de l'administration (support logistique, documentaire et humain).





Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Premiers mois

Cinq plénières ont été organisées depuis le lancement du CLTE afin de **constituer une base solide** qui facilite le lancement des actions proposées par la suite.

Une c**harte de fonctionnement** a ainsi été établie par des membres volontaires afin de définir les valeurs, principes, modes d'organisation et modalités de prise de décision du CLTE.

Sur cette base ont pu se développer **trois groupes de travail thématiques** :
🛠️ **Aménagement durable**
📚 **Education et sensibilisation**
♻️ **Déchets, recyclage et gestion des ressources**

Pour enrichir les échanges entre membres, plusieurs visites et animations ont également été effectuées : écoquartier Victor-Hugo, centrale de géothermie de Bagneux, tiers-lieux La Lisette, le jardin de la porte d'en Bas, fresque des limites planétaires…





Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

40 idées → 3 projets prioritaires en cours

Les groupes thématiques ont permis d'aboutir à plus de 40 idées d'actions, qui ont été consolidées, présentées en plénière, puis soumises au vote afin de faire émerger trois projets mobilisateurs et réalisables sur la période 2024-2025 :

1. Espaces de nature & place de l'eau à Bagneux
2. Sensibilisation et amélioration de la gestion des déchets dans les résidences
3. Événement annuel de la transition écologique

Ces projets reposent sur la mobilisation de membres volontaires, dont deux rapporteurs qui facilitent les échanges entre la Mairie, le groupe impliqué dans le projet et les autres membres du CLTE.

Les rapporteurs de chaque projet sont également tenus d'effectuer un point d'avancement en plénière.

Les autres projets identifiés ne sont pas abandonnés, mais différés pour la période 2025-2026 ou laissés à la main de membres volontaires qui désirent les mener en autonomie.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

CONCRÉTISATION

Projet I : Espaces de nature & place de l'eau à Bagneux

📍 Objectifs

- Cartographier et préserver les espaces naturels 🌱
- Identifier les zones à végétaliser et intégrer l'eau dans l'urbanisme 🌳💧
- Améliorer le cadre de vie pour toutes et tous

🛠️ Actions menées

- Visites terrain & inventaire (parcs, friches, rues…)
- Analyse cartographique des réseaux écologiques
- Propositions pour le PLUi & futurs aménagements

🚀 Prochaines étapes

- Poursuivre la cartographie via les visites de terrain
- Former les membres et habitants qui le souhaitent
- Présenter les recommandations à la Mairie



Proposition : s'inspirer des exemples ci-dessus (Allée Maurice Langlet / Mail René Rousseau) pour les futurs projets immobiliers

Par exemple : désartificialisation du sol là où c'est possible + espaces prioritaires à protéger dans le prochain PLUi.



Ci-dessus : 39 av Albert Petit, exemple de lieu où le CLTE se pose la question.

Le CLTE peut-il être consulté en amont quant à l'avenir de ces espaces ?

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

CONCRÉTISATION

Projet 2 : Évènement annuel de la transition écologique

📅 **Du 25 au 28 avril 2025**

📍 **Lieux :** Léo Ferré, Serres municipales, Place Dampierre

🔹 **Temps forts**

- **Tournée du Climat & de la Biodiversité** (expo pédagogique interactive)
- **Village des transitions :** stands, ateliers pratiques (ex : récup', bricolage, nettoyage citoyen ...)
- **Salon du Terroir & Foire Horticole**
- **Ciné-débat et conférences**
- **Balades urbaines et remise des prix du concours de dessin**

📍 **Objectif** : Découvrir, apprendre et agir pour la transition écologique





Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

CONCRÉTISATION

Projet 3 : Sensibilisation et amélioration de la gestion des déchets dans les résidences

📍 Objectifs

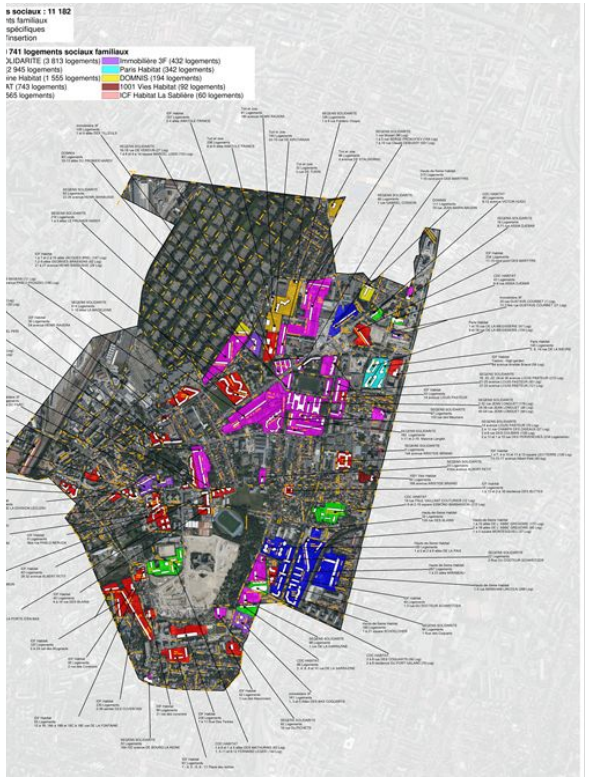
- Aller à la rencontre des habitants pour comprendre les problématiques locales
- Améliorer le cadre de vie pour toutes et tous

🛠️ Actions menées

- Pas encore d'actions menées à date

🚀 Prochaines étapes

- Rédiger questionnaire à diffuser auprès des Balnéolais.es
- Sensibiliser les habitants
- Présenter les recommandations à la Mairie













Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Chiffres clés

📅 **5 plénières organisées**

💡 **+40 idées de projets**

✅ **3 projets phares en cours**

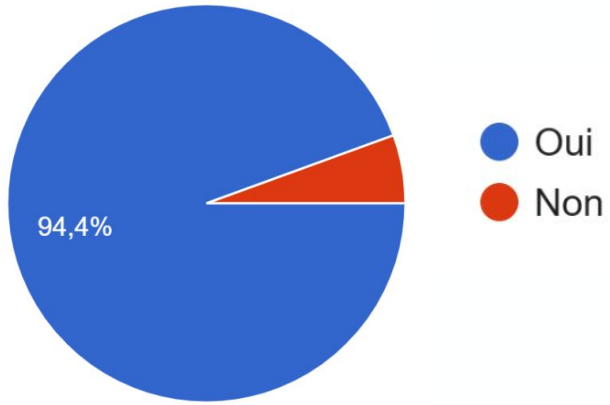
👥 **Environ 20 membres actifs**

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Une majorité de membres satisfaits

18 répondants

17 oui
1 non



💬 « ***J'ai rencontré pleins de nouvelles personnes***, *d'autres quartiers notamment.* ***Je ne me suis jamais autant investie****. Merci à la mairie pour la création du CLTE. A titre personnel j'en tire du positif.* »

💬 « ***La collaboration entre la mairie, les associations et les habitants*** *nous a appris que* ***l'union fait la force****.* »

💬 « ***J'aime cette seconde phase plus portée sur l'action****. Maintenant que nous arrivons dans le concret et mettre des actions en place, cela me va beaucoup mieux.* »

💬 « ***On apprend beaucoup sur les projets de la ville****, son fonctionnement, ce qui est déjà fait en matière d'écologie urbaine, et globalement on apprend des autres problématiques des autres concitoyens.* »

💬 « *J'aime la possibilité de* ***mener à bien des projets améliorant la vie des Balnéolais et Balnéolaises,*** *et permettant une diffusion au plus grand nombre des informations concernant la transition écologique.* »

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

RETOURS DES MEMBRES DU CLTE

Freins et difficultés

Quelques constats

1.Communication et partage des informations compliqués. Les membres n'allant pas toujours au devant de l'information (maîtrise du *Drive* limitée, manque de mails de synthèse)

"Un petit kit de bienvenue serait utile."
"Un petit mail récapitulatif régulièrement avec les avancées, les dates, etc."

3.Engagement fluctuant (Désengagement progressif de certains membres)

"Perte d'implication d'une partie des membres depuis la formation des groupes alors que c'est précisément l'occasion de passer davantage à l'action."

2. Structuration des réunions (Plénières parfois trop cadrées, peu d'échanges spontanés)

"Les plénières peuvent décevoir (...) en voulant trop cadrer avec un découpage du temps pas toujours favorable à l'approfondissement des échanges au sein du collectif."

"Éviter les idées ou propositions répétitives de certaines personnes qui monopolisent la parole sur des concepts qui impliquent ou mobilisent peu de volontaires…"

4.Soutien institutionnel plus soutenu et ambition transformante du CLTE à renforcer

"J'aimerais que l'on ait des moyens plus concrets de la part de la mairie et des élus pour nous épauler dans nos projets, il me semble que faire reposer la gestion et création de ceux-ci par les citoyens uniquement rend cela plus difficile".

"Je ne vois pas une grande amélioration ou des signes visibles dans la commune montrant l'implication du CLTE"

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Ce qui peut être amélioré

Problème	Solution proposée
Communication interne 📂	Mails récapitulatifs + simplifier l'accès aux documents, renforcer la communication digitale et la praticité des outils, kit de bienvenue
Structuration des réunions ⏳	Moins cadrer les plénières, favoriser l'échange libre et susciter le débat, réfléchir à la vidéoconférence pour maximiser la participation des membres
Soutien institutionnel et ambition transformante du CLTE 🏛	Accompagnement plus fort de la mairie dans la mise en œuvre des projets, débattre de projets ou orientations stratégiques de la ville en plénière
Engagement des membres 🎭	Informer les membres régulièrement, avec du contenu clair et adapté. Exprimer un soutien fort vis-à-vis des idées exprimées par les membres. Améliorer l'accueil des nouveaux membres
Visibilité du CLTE	Rendre visible les projets du CLTE, informer les Balnéolais des sujets en discussion (renforcer la présence sur le terrain auprès des habitants), pourquoi ne pas faire réseau avec d'autres CLTE ?

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Perspectives à long terme

- **Besoin d'un accompagnement plus fort par la ville** : *"Nous ne sommes pas assez aguerris au rouage de la ville pour être aussi libre dans le process. Avoir quelqu'un de la ville dans chaque groupe pourrait aider à être plus efficace."*
- **Une première étape vers une plus grande implication** : *"Le CLTE doit être vu comme une mise en mouvement et doit prolonger son action au-delà de 2025."*
- **Renforcement des liens avec la municipalité et les partenaires** : *"Ce type de structure devrait permettre d'avancer dans la co-construction de la politique municipale en lien avec différents partenaires."*
- **Créer davantage de synergies avec les associations et le monde éducatif** : *"Il faudrait renforcer nos liens avec les acteurs locaux pour un impact plus large."*
- **Pérennisation et structuration du CLTE** : *"Nous voulons que le projet CLTE perdure et s'inscrive durablement dans la vie locale, qu'il crée du lien afin de collectivement construire la cohésion sociale et bâtir une ville prospère et harmonieuse."*
- **Reconnaissance institutionnelle** : *"Une instance citoyenne est essentielle pour faire remonter les préoccupations et émettre des propositions concrètes."*

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_2-DE

Ce que nous proposons au conseil municipal

1️⃣ **Améliorer l'accompagnement institutionnel** – Plus de liens et d'articulation avec les services municipaux

2️⃣ **Faciliter la communication interne** – Meilleurs outils numériques et mailings régulier

3️⃣ **Renforcer l'ambition du Conseil** – Augmenter l'ambition et la portée du conseil, en suivant l'objectif de co-construction des politiques publiques de transition écologique

💬 "Le CLTE a prouvé qu'un engagement citoyen sur l'écologie est possible.
Maintenant, passons à l'étape suivante pour renforcer son impact !" 💬

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_3

Octroi de la garantie communale au profit de Seqens société anonyme à loyer modéré pour un prêt d'un montant total de 11 360 604 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer l'acquisition en VEFA de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse à Bagneux

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_3

Finances

Garantie communale au profit de Seqens pour un emprunt souscrit auprès de la CDC

Objet : **Octroi de la garantie communale au profit de Seqens société anonyme à loyer modéré pour un prêt d'un montant total de 11 360 604 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer l'acquisition en VEFA de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse à Bagneux**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2252-1 et L2252-2 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le courrier de Seqens en date du 18 octobre 2021 sollicitant la garantie de la Commune pour un prêt d'un montant total de 12 050 873 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, dont le montant a été revu à la baisse par la suite à hauteur de 11 360 604 €, destiné à financer l'acquisition de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse à Bagneux ;

Vu le courrier de la Commune en date du 26 janvier 2022 donnant un avis favorable sur la garantie communale à hauteur de 100% sur cette réalisation et précisant que la Commune bénéficiera en contrepartie d'un contingent de 14 logements correspondant à 20% du total de l'opération ;

Vu le contrat de prêt en annexe (n°169098)) signé entre Seqens et la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'acquisition de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse à Bagneux ;

Vu la convention en annexe à passer entre la Commune et Seqens pour un droit de réservation de 20% des 70 logements locatifs sociaux situés Avenue Henri Barbusse à Bagneux, soit 14 logements au total, en contrepartie de la garantie communale ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que Seqens s'engage à accorder à la Commune, en contrepartie de sa garantie, un droit de réservation de 20%, soit 14 logements au total ;

Considérant la volonté de la Commune d'agir pour l'amélioration de la qualité de vie des balnéolais et de disposer d'un droit de réservation de 14 logements, en accordant la garantie communale pour l'acquisition de 70 logements sociaux ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : accorder sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 11 360 604 € souscrit par Seqens auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 169098, constitué de 4 lignes de prêt, destiné à financer l'acquisition de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse à Bagneux.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 11 360 604 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la commune de Bagneux est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Seqens dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Commune s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Seqens pour son paiement, en renonçant au bénéficie de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 4 : approuver la convention de réservation de logements entre la commune de Bagneux et Seqens et autoriser Madame le Maire ou son représentant à la signer ainsi que ses éventuels avenants.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 6 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée à Seqens et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

MAIRIE DE BAGNEUX

Signé électroniquement par : Isabelle VERON
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

François CHOLLET
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Signé électroniquement le 31/01/2025 15 37 :37

CONTRAT DE PRÊT

N° 169098

Entre

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE - n° 000062299

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Yann LE LAUSQUE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 27/01/2025 09:23:13

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE, SIREN n°: 582142816, sis(e) IMMEUBLE BE ISSY 14 BOULEVARD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.58.4 page 3/24
Contrat de prêt n° 169098 Emprunteur n° 0000062299

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération BAGNEUX ZAC Victor Hugo G3, Parc social public, Acquisition en VEFA de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse 92220 BAGNEUX.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de onze millions trois-cent-soixante mille six-cent-quatre euros (11 360 604,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2024, d'un montant d'un million quatre-cent-quatre-vingt-dix mille neuf-cent-dix-neuf euros (1 490 919,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2021, d'un montant de deux millions neuf-cent-quarante-sept mille neuf-cent-soixante euros (2 947 960,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-quarante mille neuf-cent-vingt-six euros (1 540 926,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq millions trois-cent-quatre-vingts mille sept-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros (5 380 799,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le **« Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS)** est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **24/04/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garantie(s) conforme(s).

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2024	PLSDD 2021	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5637499	5637498	5637497	5637496
Montant de la Ligne du Prêt	1 490 919 €	2 947 960 €	1 540 926 €	5 380 799 €
Commission d'instruction	890 €	1 760 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	4,11 %	4,11 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	4,11 %	4,11 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	30 ans	30 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	4,11 %	4,11 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie de toute nature, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE BAGNEUX	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

afaq ISO 9001 Qualité

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
IMMEUBLE BE ISSY
14 BOULEVARD GARIBALDI

92130 ISSY LES MOULINEAUX

à

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109606, SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 169098, Ligne du Prêt n° 5637499
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000051413H19 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000152 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

afaq ISO 9001 Qualité

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
IMMEUBLE BE ISSY
14 BOULEVARD GARIBALDI

92130 ISSY LES MOULINEAUX

à

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109606, SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 169098, Ligne du Prêt n° 5637498
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000051413H19 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000152 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

afaq ISO 9001 Qualité

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
IMMEUBLE BE ISSY
14 BOULEVARD GARIBALDI

92130 ISSY LES MOULINEAUX

à

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109606, SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 169098, Ligne du Prêt n° 5637497
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000051413H19 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000152 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

afaq ISO 9001 Qualité

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
IMMEUBLE BE ISSY
14 BOULEVARD GARIBALDI

92130 ISSY LES MOULINEAUX

à

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109606, SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 169098, Ligne du Prêt n° 5637496
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000051413H19 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000152 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

afaq ISO 9001 Qualité

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

Emprunteur : 0062299 - SA HLM SEQENS
N° du Contrat de Prêt : 169098 / N° de la Ligne du Prêt : 5637499
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2024

Capital prêté : 1 490 919 €
Taux actuariel théorique : 4,11 %
Taux effectif global : 4,11 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/01/2026	4,11	87 375,24	26 098,47	61 276,77	0,00	1 464 820,53	0,00
2	24/01/2027	4,11	87 375,24	27 171,12	60 204,12	0,00	1 437 649,41	0,00
3	24/01/2028	4,11	87 375,24	28 287,85	59 087,39	0,00	1 409 361,56	0,00
4	24/01/2029	4,11	87 375,24	29 450,48	57 924,76	0,00	1 379 911,08	0,00
5	24/01/2030	4,11	87 375,24	30 660,89	56 714,35	0,00	1 349 250,19	0,00
6	24/01/2031	4,11	87 375,24	31 921,06	55 454,18	0,00	1 317 329,13	0,00
7	24/01/2032	4,11	87 375,24	33 233,01	54 142,23	0,00	1 284 096,12	0,00
8	24/01/2033	4,11	87 375,24	34 598,89	52 776,35	0,00	1 249 497,23	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 0000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/01/2034	4,11	87 375,24	36 020,90	51 354,34	0,00	1 213 476,33	0,00
10	24/01/2035	4,11	87 375,24	37 501,36	49 873,88	0,00	1 175 974,97	0,00
11	24/01/2036	4,11	87 375,24	39 042,67	48 332,57	0,00	1 136 932,30	0,00
12	24/01/2037	4,11	87 375,24	40 647,32	46 727,92	0,00	1 096 284,98	0,00
13	24/01/2038	4,11	87 375,24	42 317,93	45 057,31	0,00	1 053 967,05	0,00
14	24/01/2039	4,11	87 375,24	44 057,19	43 318,05	0,00	1 009 909,86	0,00
15	24/01/2040	4,11	87 375,24	45 867,94	41 507,30	0,00	964 041,92	0,00
16	24/01/2041	4,11	87 375,24	47 753,12	39 622,12	0,00	916 288,80	0,00
17	24/01/2042	4,11	87 375,24	49 715,77	37 659,47	0,00	866 573,03	0,00
18	24/01/2043	4,11	87 375,24	51 759,09	35 616,15	0,00	814 813,94	0,00
19	24/01/2044	4,11	87 375,24	53 886,39	33 488,85	0,00	760 927,55	0,00
20	24/01/2045	4,11	87 375,24	56 101,12	31 274,12	0,00	704 826,43	0,00
21	24/01/2046	4,11	87 375,24	58 406,87	28 968,37	0,00	646 419,56	0,00
22	24/01/2047	4,11	87 375,24	60 807,40	26 567,84	0,00	585 612,16	0,00
23	24/01/2048	4,11	87 375,24	63 306,58	24 068,66	0,00	522 305,58	0,00
24	24/01/2049	4,11	87 375,24	65 908,48	21 466,76	0,00	456 397,10	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/01/2050	4,11	87 375,24	68 617,32	18 757,92	0,00	387 779,78	0,00
26	24/01/2051	4,11	87 375,24	71 437,49	15 937,75	0,00	316 342,29	0,00
27	24/01/2052	4,11	87 375,24	74 373,57	13 001,67	0,00	241 968,72	0,00
28	24/01/2053	4,11	87 375,24	77 430,33	9 944,91	0,00	164 538,39	0,00
29	24/01/2054	4,11	87 375,24	80 612,71	6 762,53	0,00	83 925,68	0,00
30	24/01/2055	4,11	87 375,03	83 925,68	3 449,35	0,00	0,00	0,00
Total			**2 621 256,99**	**1 490 919,00**	**1 130 337,99**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 0000622299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

Emprunteur : 0062299 - SA HLM SEQENS
N° du Contrat de Prêt : 169098 / N° de la Ligne du Prêt : 5637498
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLS - PLSDD 2021

Capital prêté : 2 947 960 €
Taux actuariel théorique : 4,11 %
Taux effectif global : 4,11 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/01/2026	4,11	172 765,05	51 603,89	121 161,16	0,00	2 896 356,11	0,00
2	24/01/2027	4,11	172 765,05	53 724,81	119 040,24	0,00	2 842 631,30	0,00
3	24/01/2028	4,11	172 765,05	55 932,90	116 832,15	0,00	2 786 698,40	0,00
4	24/01/2029	4,11	172 765,05	58 231,75	114 533,30	0,00	2 728 466,65	0,00
5	24/01/2030	4,11	172 765,05	60 625,07	112 139,98	0,00	2 667 841,58	0,00
6	24/01/2031	4,11	172 765,05	63 116,76	109 648,29	0,00	2 604 724,82	0,00
7	24/01/2032	4,11	172 765,05	65 710,86	107 054,19	0,00	2 539 013,96	0,00
8	24/01/2033	4,11	172 765,05	68 411,58	104 353,47	0,00	2 470 602,38	0,00
9	24/01/2034	4,11	172 765,05	71 223,29	101 541,76	0,00	2 399 379,09	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 0000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	24/01/2035	4,11	172 765,05	74 150,57	98 614,48	0,00	2 325 228,52	0,00
11	24/01/2036	4,11	172 765,05	77 198,16	95 566,89	0,00	2 248 030,36	0,00
12	24/01/2037	4,11	172 765,05	80 371,00	92 394,05	0,00	2 167 659,36	0,00
13	24/01/2038	4,11	172 765,05	83 674,25	89 090,80	0,00	2 083 985,11	0,00
14	24/01/2039	4,11	172 765,05	87 113,26	85 651,79	0,00	1 996 871,85	0,00
15	24/01/2040	4,11	172 765,05	90 693,62	82 071,43	0,00	1 906 178,23	0,00
16	24/01/2041	4,11	172 765,05	94 421,12	78 343,93	0,00	1 811 757,11	0,00
17	24/01/2042	4,11	172 765,05	98 301,83	74 463,22	0,00	1 713 455,28	0,00
18	24/01/2043	4,11	172 765,05	102 342,04	70 423,01	0,00	1 611 113,24	0,00
19	24/01/2044	4,11	172 765,05	106 548,30	66 216,75	0,00	1 504 564,94	0,00
20	24/01/2045	4,11	172 765,05	110 927,43	61 837,62	0,00	1 393 637,51	0,00
21	24/01/2046	4,11	172 765,05	115 486,55	57 278,50	0,00	1 278 150,96	0,00
22	24/01/2047	4,11	172 765,05	120 233,05	52 532,00	0,00	1 157 917,91	0,00
23	24/01/2048	4,11	172 765,05	125 174,62	47 590,43	0,00	1 032 743,29	0,00
24	24/01/2049	4,11	172 765,05	130 319,30	42 445,75	0,00	902 423,99	0,00
25	24/01/2050	4,11	172 765,05	135 675,42	37 089,63	0,00	766 748,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	24/01/2051	4,11	172 765,05	141 251,68	31 513,37	0,00	625 496,89	0,00
27	24/01/2052	4,11	172 765,05	147 057,13	25 707,92	0,00	478 439,76	0,00
28	24/01/2053	4,11	172 765,05	153 101,18	19 663,87	0,00	325 338,58	0,00
29	24/01/2054	4,11	172 765,05	159 393,63	13 371,42	0,00	165 944,95	0,00
30	24/01/2055	4,11	172 765,29	165 944,95	6 820,34	0,00	0,00	0,00
Total			**5 182 951,74**	**2 947 960,00**	**2 234 991,74**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 0000622299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

Emprunteur : 0062299 - SA HLM SEQENS
N° du Contrat de Prêt : 169098 / N° de la Ligne du Prêt : 5637497
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 540 926 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/01/2026	3,60	73 280,69	17 807,35	55 473,34	0,00	1 523 118,65	0,00
2	24/01/2027	3,60	73 280,69	18 448,42	54 832,27	0,00	1 504 670,23	0,00
3	24/01/2028	3,60	73 280,69	19 112,56	54 168,13	0,00	1 485 557,67	0,00
4	24/01/2029	3,60	73 280,69	19 800,61	53 480,08	0,00	1 465 757,06	0,00
5	24/01/2030	3,60	73 280,69	20 513,44	52 767,25	0,00	1 445 243,62	0,00
6	24/01/2031	3,60	73 280,69	21 251,92	52 028,77	0,00	1 423 991,70	0,00
7	24/01/2032	3,60	73 280,69	22 016,99	51 263,70	0,00	1 401 974,71	0,00
8	24/01/2033	3,60	73 280,69	22 809,60	50 471,09	0,00	1 379 165,11	0,00
9	24/01/2034	3,60	73 280,69	23 630,75	49 649,94	0,00	1 355 534,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 0000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	24/01/2035	3,60	73 280,69	24 481,45	48 799,24	0,00	1 331 052,91	0,00
11	24/01/2036	3,60	73 280,69	25 362,79	47 917,90	0,00	1 305 690,12	0,00
12	24/01/2037	3,60	73 280,69	26 275,85	47 004,84	0,00	1 279 414,27	0,00
13	24/01/2038	3,60	73 280,69	27 221,78	46 058,91	0,00	1 252 192,49	0,00
14	24/01/2039	3,60	73 280,69	28 201,76	45 078,93	0,00	1 223 990,73	0,00
15	24/01/2040	3,60	73 280,69	29 217,02	44 063,67	0,00	1 194 773,71	0,00
16	24/01/2041	3,60	73 280,69	30 268,84	43 011,85	0,00	1 164 504,87	0,00
17	24/01/2042	3,60	73 280,69	31 358,51	41 922,18	0,00	1 133 146,36	0,00
18	24/01/2043	3,60	73 280,69	32 487,42	40 793,27	0,00	1 100 658,94	0,00
19	24/01/2044	3,60	73 280,69	33 656,97	39 623,72	0,00	1 067 001,97	0,00
20	24/01/2045	3,60	73 280,69	34 868,62	38 412,07	0,00	1 032 133,35	0,00
21	24/01/2046	3,60	73 280,69	36 123,89	37 156,80	0,00	996 009,46	0,00
22	24/01/2047	3,60	73 280,69	37 424,35	35 856,34	0,00	958 585,11	0,00
23	24/01/2048	3,60	73 280,69	38 771,63	34 509,06	0,00	919 813,48	0,00
24	24/01/2049	3,60	73 280,69	40 167,40	33 113,29	0,00	879 646,08	0,00
25	24/01/2050	3,60	73 280,69	41 613,43	31 667,26	0,00	838 032,65	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	24/01/2051	3,60	73 280,69	43 111,51	30 169,18	0,00	794 921,14	0,00
27	24/01/2052	3,60	73 280,69	44 663,53	28 617,16	0,00	750 257,61	0,00
28	24/01/2053	3,60	73 280,69	46 271,42	27 009,27	0,00	703 986,19	0,00
29	24/01/2054	3,60	73 280,69	47 937,19	25 343,50	0,00	656 049,00	0,00
30	24/01/2055	3,60	73 280,69	49 662,93	23 617,76	0,00	606 386,07	0,00
31	24/01/2056	3,60	73 280,69	51 450,79	21 829,90	0,00	554 935,28	0,00
32	24/01/2057	3,60	73 280,69	53 303,02	19 977,67	0,00	501 632,26	0,00
33	24/01/2058	3,60	73 280,69	55 221,93	18 058,76	0,00	446 410,33	0,00
34	24/01/2059	3,60	73 280,69	57 209,92	16 070,77	0,00	389 200,41	0,00
35	24/01/2060	3,60	73 280,69	59 269,48	14 011,21	0,00	329 930,93	0,00
36	24/01/2061	3,60	73 280,69	61 403,18	11 877,51	0,00	268 527,75	0,00
37	24/01/2062	3,60	73 280,69	63 613,69	9 667,00	0,00	204 914,06	0,00
38	24/01/2063	3,60	73 280,69	65 903,78	7 376,91	0,00	139 010,28	0,00
39	24/01/2064	3,60	73 280,69	68 276,32	5 004,37	0,00	70 733,96	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/01/2065	3,60	73 280,38	70 733,96	2 546,42	0,00	0,00	0,00
Total			**2 931 227,29**	**1 540 926,00**	**1 390 301,29**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

Emprunteur : 0062299 - SA HLM SEQENS
N° du Contrat de Prêt : 169098 / N° de la Ligne du Prêt : 5637496
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 5 380 799 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/01/2026	3,60	220 070,67	26 361,91	193 708,76	0,00	5 354 437,09	0,00
2	24/01/2027	3,60	220 070,67	27 310,93	192 759,74	0,00	5 327 126,16	0,00
3	24/01/2028	3,60	220 070,67	28 294,13	191 776,54	0,00	5 298 832,03	0,00
4	24/01/2029	3,60	220 070,67	29 312,72	190 757,95	0,00	5 269 519,31	0,00
5	24/01/2030	3,60	220 070,67	30 367,97	189 702,70	0,00	5 239 151,34	0,00
6	24/01/2031	3,60	220 070,67	31 461,22	188 609,45	0,00	5 207 690,12	0,00
7	24/01/2032	3,60	220 070,67	32 593,83	187 476,84	0,00	5 175 096,29	0,00
8	24/01/2033	3,60	220 070,67	33 767,20	186 303,47	0,00	5 141 329,09	0,00
9	24/01/2034	3,60	220 070,67	34 982,82	185 087,85	0,00	5 106 346,27	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 0000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	24/01/2035	3,60	220 070,67	36 242,20	183 828,47	0,00	5 070 104,07	0,00
11	24/01/2036	3,60	220 070,67	37 546,92	182 523,75	0,00	5 032 557,15	0,00
12	24/01/2037	3,60	220 070,67	38 898,61	181 172,06	0,00	4 993 658,54	0,00
13	24/01/2038	3,60	220 070,67	40 298,96	179 771,71	0,00	4 953 359,58	0,00
14	24/01/2039	3,60	220 070,67	41 749,73	178 320,94	0,00	4 911 609,85	0,00
15	24/01/2040	3,60	220 070,67	43 252,72	176 817,95	0,00	4 868 357,13	0,00
16	24/01/2041	3,60	220 070,67	44 809,81	175 260,86	0,00	4 823 547,32	0,00
17	24/01/2042	3,60	220 070,67	46 422,97	173 647,70	0,00	4 777 124,35	0,00
18	24/01/2043	3,60	220 070,67	48 094,19	171 976,48	0,00	4 729 030,16	0,00
19	24/01/2044	3,60	220 070,67	49 825,58	170 245,09	0,00	4 679 204,58	0,00
20	24/01/2045	3,60	220 070,67	51 619,31	168 451,36	0,00	4 627 585,27	0,00
21	24/01/2046	3,60	220 070,67	53 477,60	166 593,07	0,00	4 574 107,67	0,00
22	24/01/2047	3,60	220 070,67	55 402,79	164 667,88	0,00	4 518 704,88	0,00
23	24/01/2048	3,60	220 070,67	57 397,29	162 673,38	0,00	4 461 307,59	0,00
24	24/01/2049	3,60	220 070,67	59 463,60	160 607,07	0,00	4 401 843,99	0,00
25	24/01/2050	3,60	220 070,67	61 604,29	158 466,38	0,00	4 340 239,70	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	24/01/2051	3,60	220 070,67	63 822,04	156 248,63	0,00	4 276 417,66	0,00
27	24/01/2052	3,60	220 070,67	66 119,63	153 951,04	0,00	4 210 298,03	0,00
28	24/01/2053	3,60	220 070,67	68 499,94	151 570,73	0,00	4 141 798,09	0,00
29	24/01/2054	3,60	220 070,67	70 965,94	149 104,73	0,00	4 070 832,15	0,00
30	24/01/2055	3,60	220 070,67	73 520,71	146 549,96	0,00	3 997 311,44	0,00
31	24/01/2056	3,60	220 070,67	76 167,46	143 903,21	0,00	3 921 143,98	0,00
32	24/01/2057	3,60	220 070,67	78 909,49	141 161,18	0,00	3 842 234,49	0,00
33	24/01/2058	3,60	220 070,67	81 750,23	138 320,44	0,00	3 760 484,26	0,00
34	24/01/2059	3,60	220 070,67	84 693,24	135 377,43	0,00	3 675 791,02	0,00
35	24/01/2060	3,60	220 070,67	87 742,19	132 328,48	0,00	3 588 048,83	0,00
36	24/01/2061	3,60	220 070,67	90 900,91	129 169,76	0,00	3 497 147,92	0,00
37	24/01/2062	3,60	220 070,67	94 173,34	125 897,33	0,00	3 402 974,58	0,00
38	24/01/2063	3,60	220 070,67	97 563,59	122 507,08	0,00	3 305 410,99	0,00
39	24/01/2064	3,60	220 070,67	101 075,87	118 994,80	0,00	3 204 335,12	0,00
40	24/01/2065	3,60	220 070,67	104 714,61	115 356,06	0,00	3 099 620,51	0,00
41	24/01/2066	3,60	220 070,67	108 484,33	111 586,34	0,00	2 991 136,18	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	24/01/2067	3,60	220 070,67	112 389,77	107 680,90	0,00	2 878 746,41	0,00
43	24/01/2068	3,60	220 070,67	116 435,80	103 634,87	0,00	2 762 310,61	0,00
44	24/01/2069	3,60	220 070,67	120 627,49	99 443,18	0,00	2 641 683,12	0,00
45	24/01/2070	3,60	220 070,67	124 970,08	95 100,59	0,00	2 516 713,04	0,00
46	24/01/2071	3,60	220 070,67	129 469,00	90 601,67	0,00	2 387 244,04	0,00
47	24/01/2072	3,60	220 070,67	134 129,88	85 940,79	0,00	2 253 114,16	0,00
48	24/01/2073	3,60	220 070,67	138 958,56	81 112,11	0,00	2 114 155,60	0,00
49	24/01/2074	3,60	220 070,67	143 961,07	76 109,60	0,00	1 970 194,53	0,00
50	24/01/2075	3,60	220 070,67	149 143,67	70 927,00	0,00	1 821 050,86	0,00
51	24/01/2076	3,60	220 070,67	154 512,84	65 557,83	0,00	1 666 538,02	0,00
52	24/01/2077	3,60	220 070,67	160 075,30	59 995,37	0,00	1 506 462,72	0,00
53	24/01/2078	3,60	220 070,67	165 838,01	54 232,66	0,00	1 340 624,71	0,00
54	24/01/2079	3,60	220 070,67	171 808,18	48 262,49	0,00	1 168 816,53	0,00
55	24/01/2080	3,60	220 070,67	177 993,27	42 077,40	0,00	990 823,26	0,00
56	24/01/2081	3,60	220 070,67	184 401,03	35 669,64	0,00	806 422,23	0,00
57	24/01/2082	3,60	220 070,67	191 039,47	29 031,20	0,00	615 382,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0082_V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/01/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	24/01/2083	3,60	220 070,67	197 916,89	22 153,78	0,00	417 465,87	0,00
59	24/01/2084	3,60	220 070,67	205 041,90	15 028,77	0,00	212 423,97	0,00
60	24/01/2085	3,60	220 071,23	212 423,97	7 647,26	0,00	0,00	0,00
Total			**13 204 240,76**	**5 380 799,00**	**7 823 441,76**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 169098 Emprunteur n° 000062299

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Bagneux

Seqens
Groupe ActionLogement

CONVENTION DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS EN CONTREPARTIE D'UNE GARANTIE COMMUNALE D'EMPRUNT

PROGRAMME SEQENS DE 70 LOGEMENTS

Avenue Henri Barbusse
92220 BAGNEUX

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La commune de Bagneux représentée par son Maire, Madame Marie-Hélène AMIABLE en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 8 avril 2025.

Ci-après dénommée « la commune » d'autre part,

ET,

La Société anonyme dénommée SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE, au capital de 517 564 612,50 € dont le siège se situe 14-16 Boulevard Garibaldi – 92130 ISSY LES MOULINEAUX identifié(e) au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le SIREN n° 582 142 816, représentée par Madame Elisabeth NOVELLI, Directrice Générale Adjointe, habilitée à signer la présente convention en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par Madame Marion OECHSLI , Directrice Générale .

Ci-après dénommé(e) « le bailleur » d'autre part,

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

La commune, conformément à la délibération en date du **8 avril 2025**, n° , accorde sa garantie à hauteur de **100** % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 11.360.604 **euros**,

souscrit par le bailleur auprès de **la CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS**, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt **N°169098** destinés à financer la construction de 70 logements situés Avenue Henri Barbusse – 92220 BAGNEUX comme suit :

- PLUS Foncier : 5.380.799 euros pour une durée de 60 ans
- PLUS Construction : 1.540.926 euros pour une durée de 40 ans
- PLS : 2.947.960 euros pour une durée de 30 ans
- CPLS : 1.490.919 euros pour une durée de 30 ans

En contrepartie dans ledit ensemble immobilier et conformément aux droits de la garantie initiale, le bailleur s'engage à maintenir la réservation des logements tels que ci-après identifiés à l'article 3.

ARTICLE 2 : CLAUSES FINANCIERES

Les règles ci-après déterminent les rapports entre la commune et le bailleur.

Article 2.1

La commune devra recevoir les documents suivants :

- Le contrat de prêt signé avec les tableaux d'amortissement définitifs mentionnant clairement les dates d'échéances et le montant exact de celles-ci avec le détail des intérêts et amortissements successifs ainsi que toute modification ultérieure dudit tableau d'amortissement (changements de taux, changements d'index, remboursements anticipés partiels ou totaux),

Article 2.2

Les opérations poursuivies par le bailleur, tant au moyen de ses ressources propres, que des emprunts qu'elle a déjà réalisés avec la garantie de la commune ou qu'elle réalisera avec cette garantie donneront lieu à la fin de chaque année à l'établissement, par le bailleur, d'un compte de gestion en recettes et en dépenses, faisant ressortir pour ladite année et par opération, le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant au bailleur qui pourra être adressé à la commune sur demande écrite.

Article 2.3

Le compte de gestion défini à l'article ci-dessus comprendra :

AU CREDIT :

Les recettes de toute nature auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant au bailleur.

AU DEBIT :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

L'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion notamment, les frais d'administration et de gestion, les charges d'entretien, de gardiennage, les impôts, les charges d'intérêts et d'amortissement afférents aux emprunts contractés pour la construction des dits immeubles et installations.

A ce compte de gestion devront être joints les états ci-après :

- État détaillé des frais généraux,
- État détaillé des créanciers divers, faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux Établissements prêteurs sur les échéances d'intérêts et d'amortissement d'emprunts contractés,
- État détaillé des débiteurs, faisant ressortir les loyers non payés.

Article 2.4

Si le compte de gestion ainsi établi est excédentaire, cet excédent sera utilisé jusqu'à due concurrence, et dans le cas où la garantie de la commune aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par le bailleur vis-à-vis de la commune et figurant au compte d'avances ouvert au nom de celui-ci, dans les écritures le bailleur suivant les conditions prévues à l'article 2.5 ci-après. Si le compte d'avances susvisé ne fait apparaître aucune dette, le solde excédentaire du compte de trésorerie sera employé conformément aux statuts du bailleur.

Si de ce compte de trésorerie et de l'état détaillé des créanciers divers, il résulte que le bailleur n'a pas réglé tout ou partie des intérêts et amortissements échus d'emprunts garantis par la commune et qu'elle ne dispose pas de disponibilités suffisantes pour le faire, la commune effectuera ce règlement entre les mains des prêteurs aux lieu et place du bailleur, dans la mesure de l'insuffisance des disponibilités constatées.

Ce règlement constituera la commune désignée, créancière du bailleur.

Article 2.5

Un compte d'avances de la commune sera ouvert dans les écritures du bailleur.

Il comportera :

AU CREDIT :

Le montant des versements effectués par la commune, en vertu de l'article 2.4 majoré des intérêts supportés par celle-ci, si elle a dû faire face à ces avances au moyen de fonds d'emprunts.

AU DEBIT :

Le montant des remboursements effectués par le bailleur.
Le solde de ce compte constituera la dette du bailleur.

Article 2.6

Dans le cas où la garantie viendrait à jouer, le bailleur s'engage à prévenir la commune des difficultés qu'elle rencontre pour le règlement d'une annuité, au moins deux mois avant la date d'échéance afin de lui permettre d'en assurer le paiement en temps opportun et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires élevés.

Article 2.7

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Le bailleur s'engage à ne pas hypothéquer les biens immeubles dont les prêts garantis par la commune ont permis l'acquisition ou la réhabilitation, sans les accords préalables de la commune, afin de laisser cette possibilité à la commune en cas de défaillance du bailleur.

ARTICLE 3 : RESERVATION DES LOGEMENTS

Conformément à la réglementation – Article R 441-5 du CCH, le droit de réservation est de 20 %, le nombre de droits de réservation attribué à la Ville se porte donc à 14 **logements** pendant toute la durée des prêts souscrits auprès de **la CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS.**

La répartition des logements réservés au titre de la garantie communale d'emprunt est la suivante :

Type Financement	N°	Etage	Type de logement	Surface habitable en m²
PLUS	23	2	T2	41.91
PLUS	33	3	T2	41.91
PLUS	61	6	T4	82.03
PLUS	72	7	T3	59.45
PLUS	92	9	T4	80.11
PLUS	114	11	T3	66.7
PLUS	124	12	T1	34
PLUS	42	4	T5	93.29
PLUS	52	5	T5	93.29
PLS	135	13	T1	34
PLS	143	14	T3	57.25
PLS	153	15	T3	57.5
PLS	151	15	T3	68.49
PLS	134	13	T1	34

* Sous réserves du mesurage après cloisonnement et de la convention APL définitive

Ces logements seront mis à la disposition de la commune pendant la durée d'amortissement des prêts contractés auprès de **la CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS**.

Conformément à l'article R.441-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, les droits de réservation attachés à la Garantie d'emprunt seront prorogés pour une durée de cinq ans à

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt du bailleur.
L'expiration de la durée de réservation sera sans incidence sur les baux en cours à cette date.

ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION DES LOGEMENTS

Article 4.1 : Mise à disposition des logements

Lors de la première mise en location, le bailleur confirmera à la commune, au moins 3 mois à l'avance avant la livraison de l'opération, les logements qui lui sont réservés, leur typologie, les coordonnées exactes, les plans et les surfaces habitables, les loyers et charges et la date prévisionnelle de cette première mise à disposition.

Les droits de réservation de la commune prennent effet à compter de cette notification. La commune disposera d'un délai de 2 mois pour désigner les premiers candidats locataires des logements réservés

La désignation sera adressée au bailleur avec un ordre de priorité au moins un mois avant la mise en location. Tout refus de l'intégralité de cette liste de candidats par le bailleur, repoussera le délai initial d'un mois supplémentaire accordé à la commune pour une nouvelle désignation.

L'acceptation des candidats présentés est de la responsabilité de l'organisme HLM, celui-ci étant soumis aux règles d'attribution des logements sociaux telles que prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 4.2 : Gestion en flux

Le bailleur s'engage à mettre en œuvre une gestion en flux des logements, conformément à la rédaction de l'article L 441-1 du code de la construction et de l'habitation issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ainsi qu'en application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020.

En cas d'évolution de la réglementation et des accords qui seront définis dans le cadre de la gestion en flux, les parties conviennent de se rapprocher afin d'examiner les conditions de poursuite de la présente convention. Toute révision s'établira par voie d'avenant.

ARTICLE 5 : BENEFICIAIRES DES LOGEMENTS

Les candidatures présentées par la commune devront remplir les conditions requises pour l'occupation des logements, conformément à la législation et la réglementation en vigueur, notamment sur les plafonds de ressources relatifs aux opérations auxquelles elles sont destinées, à l'exclusion de toute autre condition particulière.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Le choix des locataires parmi les candidats présentés par la commune, à l'exclusion de toute autre candidature, sera exercé par le bailleur dont la commission d'attribution se réserve, dans le cadre de la réglementation, la faculté d'accepter ou de refuser les candidatures proposées.
En cas de refus par le bailleur de tout candidat, ce refus sera notifié par lettre à la commune qui retrouvera son droit de désignation tel que décrit dans l'article 4 de la présente convention.

Un représentant de la commune pourra assister, s'il le souhaite à la commission d'attribution du bailleur où seront examinées les candidatures que la commune aura proposées.

Le bailleur traitera directement avec les bénéficiaires des logements désignés par la commune, lesquels seront personnellement responsables de leurs obligations en qualité de locataires.

Il est précisé que les dispositions de la présente convention de réservation ne peuvent, en aucune façon, avoir pour effet d'instituer la commune en qualité de copropriétaire ou de locataire principal de l'immeuble.

Le bailleur s'engage à la date de mise en location du logement, à appliquer aux bénéficiaires des logements désignés par la commune, en tout point et sans aucune discrimination, le même régime de loyer, charges, prestations, etc... qu'à l'ensemble des locataires de l'immeuble, et ce, dans le cadre de la réglementation actuellement en vigueur en matière de logements, ainsi que toute législation complémentaire ou modificative intervenant ultérieurement.

Le bailleur exercera tous les droits de propriétaire que la loi et le bail lui confèrent ; le bailleur pourra, notamment, donner congé au locataire si ce dernier refuse de respecter ses obligations locatives et le poursuivre en justice pour paiement ou expulsion.

ARTICLE 6 : LOYERS

Pendant la durée du droit de réservation, les loyers pratiqués seront fixés et réévalués dans la limite des plafonds réglementaires, en fonction de la catégorie de financement de l'opération.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le bailleur s'engage à maintenir l'immeuble assuré contre toute destruction totale ou partielle pour une valeur suffisante auprès d'une société d'assurance notoirement solvable.

En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet de la présente convention, le bailleur s'oblige, dans la limite de l'indemnité perçue en vertu de la police ci-dessus visée, à reconstruire les locaux ou à les remettre en état d'habitabilité dans les moindres délais, à moins que les parties ne se mettent d'accord sur la rédaction d'un avenant à la présente convention.

Les effets de la présente convention seront suspendus de plein droit pendant toute la durée d'indisponibilité des locaux. Dans une telle hypothèse, au terme de la présente convention, le droit de désignation de la commune sera prorogé pour une durée équivalente à celle de l'indisponibilité des locaux. Dès l'achèvement des travaux de reconstruction, les baux portant sur les locaux détruits seront reportés de plein droit sur les locaux reconstruits, sauf à ce que le locataire en titre ait donné son congé, auquel cas, la commune exercera son droit de désignation conformément aux présentes.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

En cas d'impossibilité totale ou partielle pour le bailleur de reconstruire les locaux, le bailleur cherchera en priorité à proposer à la commune de transférer ses droits de réservation sur d'autres logements de caractéristiques équivalentes. Si aucun accord ne peut être trouvé avec la commune sur ce transfert, un remboursement forfaitaire, à l'exclusion de tout autre, sera versé à la commune en indemnisation de son droit de réservation.

Ce remboursement sera calculé de la façon suivante :

Remboursement forfaitaire = Loyer maximum au m² fixé par la convention APL à régulariser entre le bailleur et l'Etat pour l'obtention de l'agrément concernant l'opération objet des présentes, après indexation conformément à ladite convention, multiplié par le nombre de m² de surface utile

du logement considéré, multiplié par la durée de réservation restant à courir à compter de la date d'indisponibilité.

ARTICLE 8 : VENTE DE LOGEMENTS AUX LOCATAIRES EN PLACE

En cas de vente aux locataires des logements réservés, le bailleur informera la commune de son intention de vendre dans le délai d'un mois après approbation de cette cession par le Préfet et le Maire, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le bailleur proposera des solutions à la commune en conformité avec l'article L443-9 du Code de la Construction et de l'Habitation afin que le droit de réservation de cette dernière puisse, dans tous les cas continuer à s'exercer.

ARTICLE 9 : TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de fusion, d'absorption, de dissolution du bailleur ou de la commune ou en cas de cession de l'immeuble par le bailleur**,** avant l'expiration du délai de validité de la présente convention, cette dernière conservera son plein effet vis-à-vis de l'organisme, de la société, de la collectivité ou de toute autre personne auquel son actif aura été dévolu ou auquel la cession sera consentie.

Le bailleur obligera alors ses ayants droit à la stricte observation de la présente convention. A cet effet, le bailleur s'oblige à mentionner et joindre en annexe cette convention dans tout acte portant mutation à titre onéreux ou gratuit en précisant que le cessionnaire ou le dévolutaire ne peut se dégager de l'obligation précisée à cet article.

Dans ce cas, le bénéficiaire de l'acte sera subrogé dans les droits et obligations résultant pour le bailleur de la présente convention de réservation.

Le bailleur s'engage à faire figurer cette substitution dans l'acte concerné et à la notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à la commune dans les 30 jours de sa régularisation, indépendamment de tout agrément préalable du cessionnaire ou dévolutaire par la commune.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

En cas d'agrément du cessionnaire ou dévolutaire par la commune, le bailleur sera alors délié de tout engagement à l'égard de la commune et ne pourra en aucun cas être considérée comme restant solidairement tenue avec ledit bénéficiaire de l'exécution de la présente convention.

En l'absence d'agrément du cessionnaire ou dévolutaire par la commune**,** le bailleur restera solidairement tenu avec ledit cessionnaire ou dévolutaire de l'exécution de la présente convention.

En cas de transfert de propriété avec remboursement intégral du prêt garanti la présente convention deviendra caduque de plein droit.

ARTICLE 10 : INEXECUTION

En cas d'inexécution par Le bailleur des obligations mises à sa charge par la présente convention, la commune se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet après un délai de deux mois, d'exiger le remboursement du ou des emprunts visés à l'article 1, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION = DUREE DE RESERVATION

La présente convention entrera en vigueur simultanément avec le contrat d'emprunt régularisé entre Le bailleur et l'Établissement prêteur et la commune.

L'application de la présente convention se poursuivra jusqu'à expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la commune.

A l'expiration de ladite convention, et si le compte d'avances du bailleur n'est pas soldé, les dispositions resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la créance de la commune.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties élisent domicile en leur siège respectif.

Fait à , le

en deux exemplaires originaux

Pour la Commune de Rueil Malmaison	Pour le bailleur SEQENS S.A. d'H.L.M
Madame Marie-Hélène AMIABLE	Elisabeth NOVELLI
Maire	Directrice Générale Adjointe

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_3-DE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_4-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_4

Approbation du programme des opérations présentées et de la sollicitation d'attribution du contrat d'aménagement régional auprès du conseil régional d'Île-de-France

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_4-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_4

Bâtiments

Demande d'une subvention au titre du contrat d'aménagement régional (CAR) auprès du conseil régional d'Île-de-France

Objet : Approbation du programme des opérations présentées et de la sollicitation d'attribution du contrat d'aménagement régional auprès du conseil régional d'Île-de-France

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_4-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le dispositif du contrat d'aménagement régional (CAR) porté par le Conseil régional d'Île-de-France ;

Vu le dossier de demande de subvention ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la Commune entend réaliser des travaux de rénovation du groupe scolaire Joliot-Curie à hauteur de 4 382 494 € HT, et des travaux de construction d'une école située dans le quartier des Mathurins à hauteur de 25 973 037 € HT ;

Considérant que le Conseil régional d'Île-de-France peut apporter une subvention dans le cadre du contrat d'aménagement régional à hauteur maximale de 1 500 000 € ;

Considérant que le Conseil municipal s'engage :

- sur le programme définitif et l'estimation de chaque opération ;
- sur le plan de financement annexé ;
- sur une participation minimale du montant total du contrat selon les dispositions légales en vigueur ;
- sur la maîtrise foncière et /ou immobilière de l'assiette des opérations du contrat ;
- sur la fourniture des éléments nécessaires à la présentation à la Commission Permanente du Conseil régional de l'ensemble des opérations prévues au contrat pour attribution de subventions dans un délai de trois ans à compter de son approbation par la Commission Permanente du Conseil régional ;
- à assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au contrat ;
- à ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la Commission Permanente du Conseil Régional et, pour chacune des opérations inscrites au programme, de la convention de réalisation correspondant à cette opération ;
- à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans ;
- à mentionner la participation de la Région Ile-de-France et d'apposer leur logotype dans toute action de communication.

Considérant que le règlement du contrat d'aménagement régional demande de manière explicite à ce que la collectivité territoriale délibère sur la demande de subvention ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1e : approuve le projet de construction de l'école située dans le quartier des Mathurins et son plan de financement prévisionnel.

Article 2 : approuve le projet de rénovation du groupe scolaire Joliot-Curie et son plan de financement prévisionnel.

Article 3 : autorise Madame le Maire ou son représentant à déposer un dossier de demande

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_4-DE

de subvention de 1 500 000 € dans le cadre du contrat d'aménagement signé le 30 octobre 20[illegible] Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en vue de la rénovation du groupe scolaire Joliot-Curie et des travaux de construction d'une école située dans le quartier des Mathurins ;

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_5

Approbation de la convention entre la Ville de Bagneux et la Ville de Paris relative à la participation au fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_5

Bâtiments

Mise en place d'une convention entre la Ville de Paris et la Ville de Bagneux concernant la gestion des carrières

Objet : Approbation de la convention entre la Ville de Bagneux et la Ville de Paris relative à la participation au fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-29 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 août 1985 approuvant la délimitation des périmètres de risques liés aux anciennes carrières dans la commune de Bagneux ;

Vu la nécessité de disposer d'un suivi technique et régulier des risques liés aux carrières souterraines présentes sur le territoire communal ;

Vu les missions de l'Inspection Générale des Carrières (IGC), notamment l'établissement et la mise à jour des cartes des anciennes carrières, les expertises de mouvements de terrains, ainsi que l'analyse des dossiers d'urbanisme dans les zones concernées ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que cette convention est essentielle pour garantir la sécurité publique et permettre une gestion optimale des zones concernées par les carrières souterraines ;

Considérant que la Ville de Bagneux doit contribuer aux dépenses de fonctionnement de l'IGC selon une répartition basée sur les superficies sous-minées et les coûts calculés par la Ville de Paris ;

Considérant que cette convention prévoit une prise d'effet au 21 avril 2025 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, avec possibilité de révision ou de résiliation sous certaines conditions ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve les termes de la convention entre la commune de Bagneux et la Ville de Paris relative à la participation de la commune au fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières.

Article 2 : autorise Madame la Maire ou son représentant à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Article 3 : Les crédits nécessaires au financement de cette participation seront inscrits au

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

budget communal sous la rubrique correspondante.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public et publiée en ligne sur le site internent de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

Annexe

1- Prestations réalisées par l'Inspection Générale des Carrières

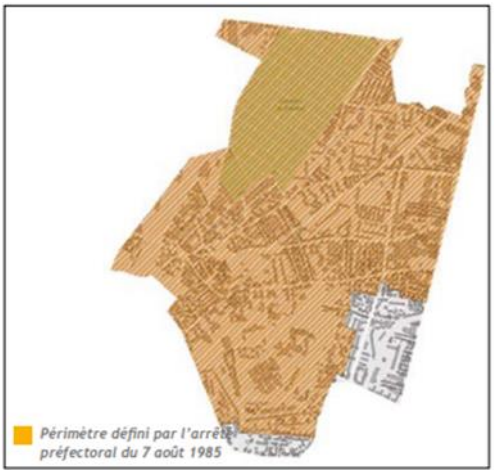
Comme précisé dans le projet de convention en pièce jointe, les prestations réalisées par l'IGC sont les suivantes :

- Etablissement, tenue à jour et publication des cartes à l'échelle de 1/1000 des anciennes carrières de la commune,
- Délivrance de renseignements oraux au public sur l'existence d'anciennes carrières sur un terrain donné, sur les risques en résultant et sur les moyens de les prévenir ;
- Délivrance des certificats attestant de la présence ou de l'absence d'anciennes carrières connues ;
- Expertise de première urgence des mouvements, tassements ou effondrements de terrains sur tous domaines privés et publics ;
- Inspection régulière des galeries accessibles sous le domaine public de la commune ;
- Étude des dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme dans les périmètres de risque, élaboration des prescriptions spéciales et suivi de leur exécution (contrôle réglementaire et avis sur récolements des travaux prescrits).

Plus précisément sur le territoire de la commune de Bagneux, en 2023, les actions suivantes ont été menées :

Les anciennes carrières à Bagneux

Le Calcaire Grossier a été exploité à Bagneux jusqu'au XXème siècle comme matériau de construction. Les anciennes exploitations sont présentes de 20 à 45 mètres de profondeur, sur trois niveaux d'une hauteur respective de 1 à 2,50 mètres pouvant se superposer.
Au sud de la commune, le gypse (pierre à plâtre) a été également exploité jusqu'à 50 mètres de profondeur, sur deux niveaux, superposés par endroits. Ces exploitations n'ont pas été systématiquement remblayées laissant subsister des vides pouvant atteindre 4 mètres de hauteur. Enfin, les Sables de Fontainebleau et les Glaises Vertes (argiles) ont été extraits à ciel ouvert, dans la zone la plus élevée de la commune.
La lente dégradation de ces cavités peut entraîner des désordres jusqu'à la surface, allant de l'affaissement des terrains à la remontée d'un fontis. Elles constituent donc un risque pour les personnes et les biens.



Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

Inspection des anciennes carrières

L'Inspection Générale des Carrières procède à des visites d'inspection régulières des anciennes galeries de carrières situées sous le domaine public et le cimetière parisien de Bagneux. 19 visites sont ainsi réalisables, dont **12 ont été effectuées en 2023**, exclusivement dans les carrières de Calcaire Grossier. Ces visites concernent principalement le secteur Ravera-Jean Marin Naudin, cimetière et aqueduc. D'autres visites ponctuelles peuvent être organisées, en cas d'incidents ou dans le cadre de chantiers, à la demande des services techniques de la commune ou de particuliers.

Diagnostics incidents

L'IGC est intervenue sur 1 incident lié au sous-sol à Bagneux, en 2023.

En cas de désordre potentiellement lié au sous-sol, sur le domaine privé ou public, le service peut fournir sans frais un diagnostic préliminaire visant à déterminer les causes possibles, et à orienter le demandeur dans ses démarches techniques.

Si un effondrement, un affaissement ou une dégradation significative d'un bâtiment est constaté, il est possible de joindre l'IGC par téléphone au 01 40 47 58 00 (heures ouvrées) ou au 3975 (heures non ouvrées). Contact mail : igc.dvd@paris.fr

Urbanisme

L'arrêté préfectoral du 7 août 1985 prévoit la saisine de l'IGC pour toute autorisation d'urbanisme dans les zones de risques liés aux anciennes carrières. Pris en application de l'ancien article R 111-3 du Code l'urbanisme, cet arrêté a aujourd'hui valeur de Plan de Prévention des Risques (PPR).

En 2023, l'IGC a ainsi émis 79 avis sur des projets transmis par le service instructeur de la commune.

Afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des travaux, des contrôleurs réglementaires de l'IGC sont affectés au suivi des chantiers et la transmission du dossier des ouvrages exécutés est exigée à la fin des travaux.

En 2023, l'IGC a ainsi pu contrôler 4 chantiers et n'a pas émis de récépissés de travaux de confortation pour la commune.

Depuis avril 2019, d'importants travaux de confortation des anciennes carrières souterraines de gypse sont en cours préalablement à l'aménagement du site des Mathurins. La coordination entre le propriétaire et l'IGC a permis d'anticiper les prescriptions sur les futurs permis de construire et d'inclure la sécurisation des espaces publics.

Renseignement des usagers

Le téléservice de demande de renseignement, accessible depuis la page www.paris.fr/carrieres, permet aux usagers, particuliers ou professionnels, d'obtenir facilement un document émis par l'IGC certifiant la présence d'anciennes carrières au droit de leur parcelle.

En 2023, l'IGC a traité 182 demandes de renseignements pour la commune de Bagneux avec un délai de réponse moyen inférieur à 2 jours.

Les porteurs d'un projet de construction ou les personnes désireuses d'acquérir un bien en zone de carrière peuvent également consulter sur rendez-vous les techniciens de l'Inspection Générale des Carrières afin de se renseigner sur le risque lié aux carrières et les éventuelles prescriptions à prendre en compte dans leur projet.

En 2023, l'IGC a reçu et conseillé 33 usagers pour la commune.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

2- Montant de contribution- détail du calcul

Le montant de contribution de chaque commune est calculé, par analogie à l'étude préfectorale qui avait menée en 1995 dans le département de la Seine-Saint-Denis :

- La part départementale est évaluée à 20% ;
- La part restante, soit 80 %, est répartie proportionnellement aux superficies sous-minées entre les communes concernées par les anciennes carrières

Soit pour la commune de Bagneux :

COMMUNES CONCERNEES	**SUPERFICIE (en m2)**			de la zone de carrières		**TOTAL PONDERE**	**%**
	de la commune	de la zone de dissolution de gypse	de la zone de carrières	Non construit	Construit		
BAGNEUX	4 188 994	0	3 798 668	880 592	2 918 076	10 515 411	13,39%

Soit 13.39 % de la part du territoire global des Hauts de Seine, correspondant à 2.21 % des charges globales de fonctionnement annuelles de l'IGC.

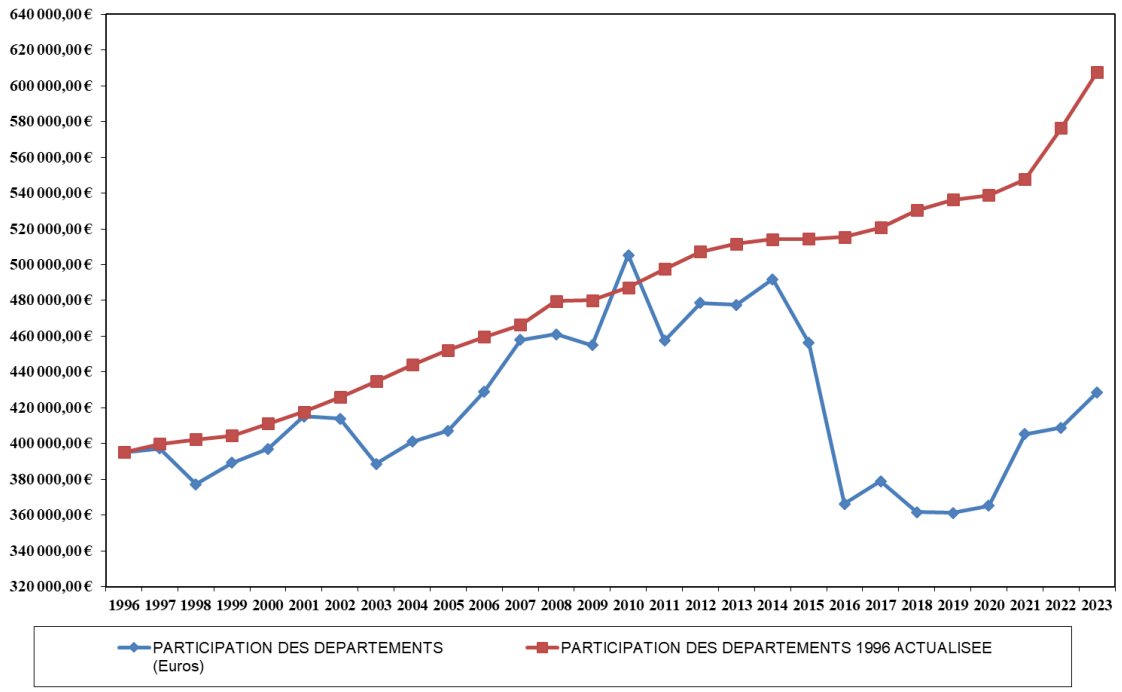
3- Evolution des montants des participations départementales aux charges de l'IGC depuis 1996

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

ANNEE	MONTANT A REPARTIR (Francs)	MONTANT A REPARTIR (Euros)	PARTICIPATION DES DEPARTEMENTS (Francs)	PARTICIPATION DES DEPARTEMENTS (Euros)	VARIATION / 1996	INDICE	COEFFICIENT	PARTICIPATION DES DEPARTEMENTS 1996 ACTUALISEE
1996	15 709 670,19 F	2 394 923,78 €	2 592 095,58 F	395 162,42 €		76,8000	1,00000	395 162,42 €
1997	15 795 906,05 F	2 408 070,35 €	2 606 324,50 F	397 331,61 €	0,55%	77,7000	1,01172	399 793,23 €
1998	15 001 900,44 F	2 287 024,98 €	2 475 313,57 F	377 359,12 €	-4,51%	78,2000	1,01823	402 365,91 €
1999	15 480 242,22 F	2 359 947,71 €	2 554 239,97 F	389 391,37 €	-1,46%	78,6000	1,02344	404 424,04 €
2000	15 782 392,82 F	2 406 010,28 €	2 604 094,82 F	396 991,70 €	0,46%	79,9000	1,04036	411 112,99 €
2001		2 516 911,61 €		415 290,42 €	5,09%	81,2000	1,05729	417 801,94 €
2002		2 508 165,96 €		413 847,38 €	4,73%	82,8000	1,07813	426 034,49 €
2003		2 355 291,90 €		388 623,16 €	-1,65%	84,5000	1,10026	434 781,57 €
2004		2 430 916,59 €		401 101,24 €	1,50%	86,3000	1,12370	444 043,19 €
2005		2 467 344,01 €		407 111,76 €	3,02%	87,9000	1,14453	452 275,74 €
2006		2 601 236,34 €		429 204,00 €	8,61%	89,3300	1,16315	459 633,58 €
2007		2 776 097,83 €		458 056,14 €	15,92%	90,6600	1,18047	466 476,89 €
2008		2 794 199,49 €		461 042,92 €	16,67%	93,2100	1,21367	479 597,52 €
2009		2 757 905,96 €		455 054,48 €	15,16%	93,2900	1,21471	480 009,15 €
2010		3 063 374,95 €		505 456,87 €	27,91%	94,7100	1,23320	487 315,54 €
2011		2 773 263,95 €		457 588,55 €	15,80%	96,7100	1,25924	497 606,22 €
2012		2 901 373,76 €		478 726,67 €	21,15%	98,6000	1,28385	507 330,92 €
2013		2 893 809,04 €		477 478,49 €	20,83%	99,4600	1,29505	511 755,92 €
2014		2 981 774,97 €		491 992,87 €	24,50%	99,9600	1,30156	514 328,59 €
2015		2 765 304,73 €		456 275,28 €	15,47%	100,0000	1,30208	514 534,41 €
2016		2 219 649,41 €		366 242,15 €	-7,32%	100,1800	1,30443	515 460,57 €
2017		2 296 918,01 €		378 991,47 €	-4,09%	101,2200	1,31797	520 811,73 €
2018		2 192 727,38 €		361 800,02 €	-8,44%	103,0900	1,34232	530 433,52 €
2019		2 189 187,63 €		361 215,96 €	-8,59%	104,2300	1,35716	536 299,21 €
2020		2 213 655,88 €		365 253,22 €	-7,57%	104,7300	1,36367	538 871,88 €
2021		2 456 537,75 €		405 328,73 €	2,57%	106,4500	1,38607	547 721,88 €
2022		2 477 783,93 €		408 834,35 €	3,46%	112,0100	1,45846	576 329,99 €
2023		2 598 523,27 €		428 756,34 €	8,50%	117,4700	1,52956	607 741,46 €

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

MONTANTS DES PARTICIPATIONS DEPARTEMENTALES COMPARES AU MONTANT 1996



Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

VILLE DE PARIS

Direction de la voirie et des déplacements
Inspection Générale des Carrières

Mme Marie-Hélène Amiable
Maire de Bagneux
57 avenue Henri Ravera
92220 Bagneux

Paris, le 24 janvier 2025

Références du courrier :

IGC D25 DVD-001012

Objet : Proposition de convention entre la commune de **Bagneux** et l'Inspection Générale des Carrières
Annexe : Prestations réalisées par l'IGC sur le territoire de **Bagneux** (extrait du bilan 2023)- détail du calcul
PJ : Proposition de convention

Madame La Maire,

Par courrier électronique du 22 janvier 2025, le département des Hauts-de-Seine nous a fait part de sa décision de résiliation de la convention historique qui liait nos deux administrations depuis 1969.

Si la prévention des risques mouvement de terrain se décline à l'échelle communale, au sein du département des Hauts-de-Seine, historiquement, le département assumait ainsi la charge financière des actions.

En conséquence, les prestations que réalisait l'Inspection Générale des Carrières sur votre territoire au regard de la prévention des risques de mouvements de terrains ne seront plus assurées à partir du 1er février 2025.

Indépendamment de cette décision, forts de notre connaissance sur votre territoire, de notre histoire commune et de notre collaboration fructueuse, nous souhaitons pouvoir continuer notre mission de conseil technique auprès de vos services.

Ainsi, nous vous proposons de poursuivre notre travail commun, par la mise en place d'une nouvelle convention, entre la commune de Bagneux et la Ville de Paris, notre collectivité de rattachement. Cette convention, à l'image de ce qui est en vigueur en Seine-Saint-Denis, est bâtie à partir du périmètre réglementaire communal de risque de mouvement de terrain.

Le principe de répartition des coûts est adossé au bilan des charges annuelles de l'IGC. Le montant de contribution de la commune de Bagneux est calculé suivant le ratio des surfaces détaillé en Annexe.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

La part de la commune de Bagneux correspond à 13,39% de la part du territoire global des Hauts de Seine, correspondant à 2,21% des charges globales de fonctionnement annuelles de l'IGC (à titre d'exemple, pour 2024, la contribution aurait été de 57 411,91 €).

Enfin, la nouvelle convention définit les prestations dans le respect des textes réglementaires actuels et en prenant en compte les outils associés.

Vous trouverez en pièce jointe au présent courrier, la proposition de convention permettant la poursuite des activités de l'IGC sur votre territoire et en fin d'annexe, une fiche récapitulative détaillant les montants de participations des départements depuis 1996, ainsi que la comparaison à l'inflation.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Dans l'attente de votre réponse, mes services poursuivront le traitement de vos dossiers jusqu'au 31 mars 2025.

Laurine Azema
Cheffe de l'Inspection Générale des Carrières



Inspection générale des carrières – 86 rue Regnault 75013 PARIS
01 40 47 58 00 – igc.dvd@paris.fr – www.paris.fr/carrieres

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

CONVENTION

relative à la participation de la commune de Bagneux

au fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières

Entre la Ville de Paris, représentée par Madame la Maire de Paris, agissant en vertu de la délibération …….. du Conseil de Paris du ……...

d'une part,

et la Ville de Bagneux, représentée par sa Maire, Madame Marie-Hélène Amiable, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention de l'Inspection Générale des Carrières sur le territoire de la commune de Bagneux et de participation de la commune de Bagneux aux dépenses de fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières.

Pour ces interventions, l'Inspection Générale des Carrières est dotée par la Ville de Paris de moyens en personnel, en locaux et matériels ainsi que de crédits de fonctionnement inscrits au budget général de la Ville de Paris, section de fonctionnement.

Titre I – Dispositions générales

Article 2 – Missions de l'Inspection Générale des Carrières sur le territoire de la commune de Bagneux

Dans le cadre des moyens définis à l'article 1, l'Inspection Générale des Carrières assure, sur le territoire de la commune de Bagneux, les missions suivantes :

- Etablissement, tenue à jour et publication des cartes à l'échelle de 1/1000 des anciennes carrières de la commune,

- Délivrance de renseignements oraux au public sur l'existence d'anciennes carrières sur un terrain donné, sur les risques en résultant et sur les moyens de les prévenir ;

- Délivrance des certificats attestant de la présence ou de l'absence d'anciennes carrières connues ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

- Expertise de première urgence des mouvements, tassements ou effondrements de terrains sur tous domaines privés et publics ;

- Inspection régulière des galeries accessibles sous le domaine public de la commune

- Étude des dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme dans les périmètres de risque, élaboration des prescriptions spéciales et suivi de leur exécution (contrôle réglementaire et avis sur récolements des travaux prescrits).

Article 3 – Références réglementaires

L'intervention de l'Inspection Générale des Carrières en matière d'examen et de contrôle des demandes d'autorisation d'urbanisme est régie par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 août 1985 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières dans la commune de Bagneux.
.

Titre II – Dispositions financières

Article 4. – Montant de la participation financière

En contrepartie des prestations effectuées par l'Inspection Générale des Carrières, la commune de Bagneux contribue aux dépenses de fonctionnement de ce service. La contribution de la commune de Bagneux est calculée sur une assiette égale à 16,5% de la différence entre, d'une part, le montant total des dépenses de fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières, engagées sur l'ensemble des périmètres de ses interventions (Paris et des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val de Marne), telles qu'elles ressortent du compte administratif de la Ville de Paris, majoré forfaitairement de 10% au titre des frais généraux, et, d'autre part, le montant de ses recettes (vente de cartes,…) constatées au dit compte administratif.

La répartition est définie :
- la part départementale est évaluée à 20 %,
-la part restante, soit 80%, est répartie proportionnellement aux superficies sous-minées entre les communes concernées par les anciennes carrières.

L'application de cette règle de calcul permet de fixer la contribution de la commune de Bagneux aux dépenses de fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières à 13.39 % de l'assiette définie ci-dessus.

Article 5 – Modalités de règlement

La Commune de Bagneux versera à la Ville de Paris lors du dernier trimestre de l'exercice en cours un acompte égal à 90% du montant de la contribution versée au titre de l'exercice précédent. Le solde de la contribution sera versé au deuxième trimestre de l'exercice suivant après l'arrêt définitif des comptes et notification du solde dû.

Titre III – Révision, durée, résiliation

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_5-DE

Article 6 –

La contribution de la commune de Bagneux pourra être révisée à tout moment, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant à la présente convention, pour tenir compte des modifications apportées aux délimitations des périmètres de risques, le principe de calcul et les critères de répartition et de pondération décrits à l'article 4 continuant à s'appliquer.

Article 7 –

La présente convention prend effet le 21 avril 2025 pour la durée d'une année. Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Elle peut être dénoncée par chacune des parties, à charge pour elle de prévenir l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au plus tard six mois avant la date anniversaire de la convention.

Pour la Ville de Paris,
La Maire de Paris
Pour la Maire de Paris et par délégation
Le Directeur de la Voirie et des Déplacements

Pour la commune de Bagneux,
La Maire de Bagneux,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_6

Approbation de l'ouverture d'une enquête publique de déclassement par anticipation d'emprise communale dans la ZAC des musiciens

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_6

Aménagement urbain

Enquête publique emprise communale ZAC des musiciens

Objet : Approbation de l'ouverture d'une enquête publique de déclassement par anticipation d'emprise communale dans la ZAC des musiciens

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L.2111-1,
L. 2141-2 et L.3111-1 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L.141-3 et R.141-4 ;

Vu la délibération n° CT2020/008 du Conseil du territoire de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris en date du 24 février 2020 approuvant le dossier de création de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération n°CT2023/107 du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération du Conseil du territoire en date du 11 décembre 2024 approuvant le PLUI de Vallée Sud Grand Paris entré en vigueur le 13 janvier 2025 ;

Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;

Vu la délibération n° DEL_20241217_7 du Conseil municipal en date du 17 décembre 2024 approuvant le protocole foncier de la ZAC des Musiciens et notamment son calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;

Vu le protocole foncier signé en date du 23 décembre 2024 entre la commune de Bagneux et l'aménageur Sadev 94 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens, procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens, conformément à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement ;

Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées ensuite par SADEV 94 à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;

Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;

Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;

Considérant que par conséquent la commune de Bagneux et Sadev 94 ont signé le 23 décembre 2024 un protocole foncier de la ZAC des Musiciens qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par Sadev 94 des emprises communales » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole soit du 23/12/2024 au 31/12/2024, sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Considérant que conformément à ce protocole foncier, il est [illegible] préalablement à leurs cessions par la Commune, au déclassement de ces emprises publiques communales ;

Considérant que le déclassement par anticipation d'une emprise communale de 664 m² issue de la parcelle N59 conformément au plan du géomètre ci-annexé, et représentant le parking Rue de Turin ayant pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie publique à déclasser, devra être précédée par une enquête publique ;

Considérant que le déclassement par anticipation d'une emprise publique communale de 17 m² située rue Jean-Marie Naudin conformément au plan du géomètre ci-annexé et ayant pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie publique à déclasser, devra être précédée par une enquête publique ;

Considérant que le déclassement par anticipation d'une emprise communale d'une surface de 1180 m² issue de la parcelle N59 conformément au plan du géomètre ci-annexé, et correspondant à une partie du parc communal Nelson Mandela, située autour de la Résidence Kirovakan, et ayant pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie publique à déclasser, devra être précédée par une enquête publique ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : autorise Madame le Maire à prendre toute disposition en vue de l'ouverture d'une enquête publique préalable au déclassement par anticipation des emprises communales concernant :

- le parking public de la Rue de Turin, issues de la parcelle cadastrée N n°59 conformément au plan de géomètre ci-annexé ;

- l'emprise publique située rue Jean Marin Naudin de 17 m² conformément au plan de géomètre ci-annexés ;

- une partie du parc communal Nelson Mandela d'une surface de 1180 m² conformément au plan de géomètre ci-annexé, en application de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière.

Cette enquête publique sera diligentée dans les conditions des articles R.141-4 et suivants du Code de la Voirie routière.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

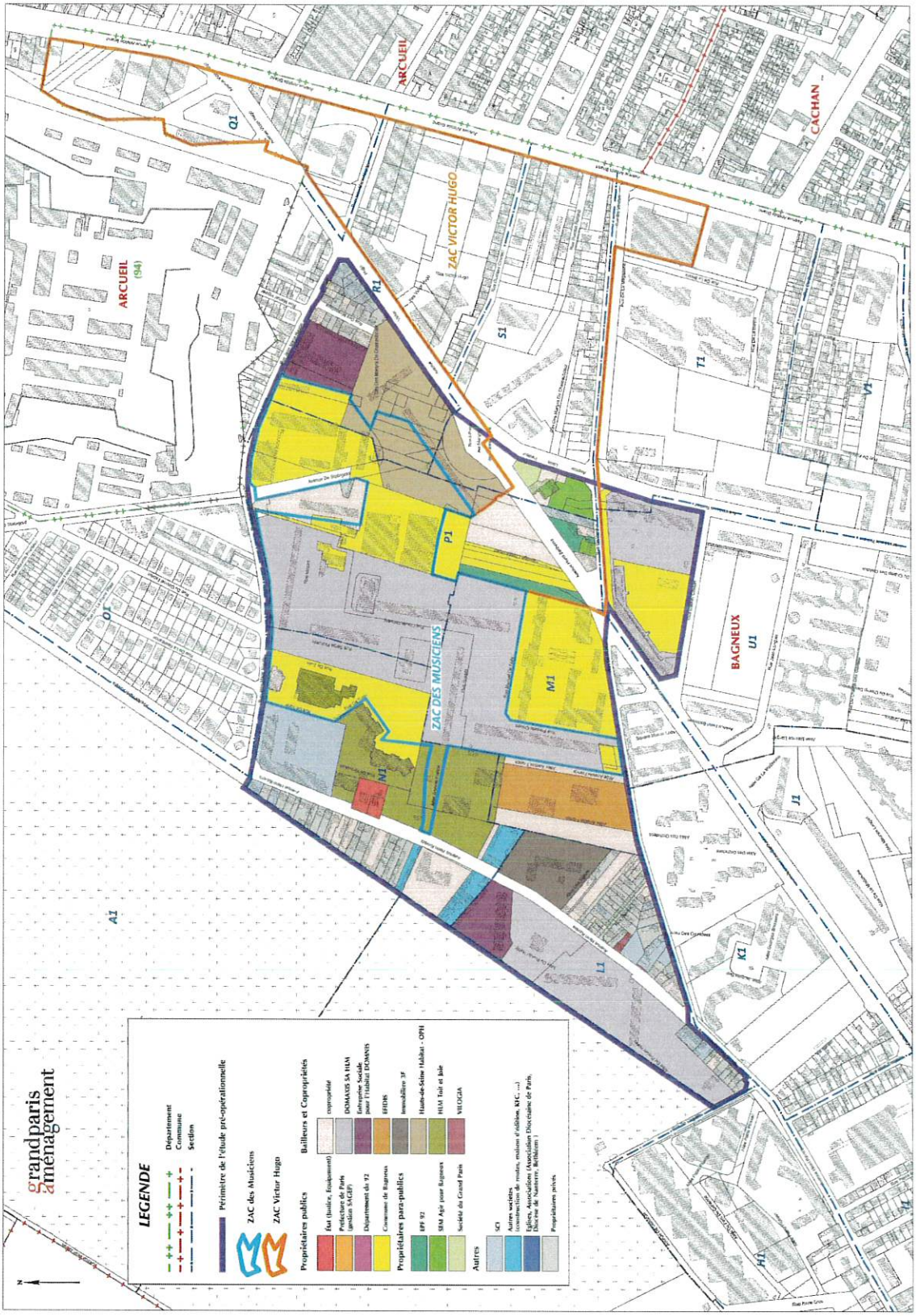
Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE



Source : Grand Paris Aménagement – Consistance foncière- Juillet 2018

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Liste des parcelles ville à acquerir

Parcelles	Lot à destination	Désaffection / Déclassement	Impact sur la circulation
Périmetre Mandela / Pharmacie			
BLOC 3			
N59 A	T&J	?	Impact piéton Parc
N59 B	T&J	?	Impact piéton Parc
BLOC 4			
N59 C	Lot 1		Non
N61	Lot 1		Non
EP a déclasser	Lot 1	OUI	Non
Périmetre Mozart			
BLOC 1			
P126 A	Lot 4.1		Non
P126 B	Lot 4.2		Non
BLOC 2			
P35 A	Lot 4.2		Non
P55 A	Lot 4.2		Non
P166 A	Lot 4.2	OUI	Non
P90 A	Lot 4.2		CSC - A confirmer
Périmetre Stalingrad			
BLOC 5			
EP a déclasser	Lot 6	OUI	OUI
P28 A	Lot 6		Emprise Collège a confirmer
P54 A	Lot 6		Emprise Collège a confirmer

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Horizon PSV

T1 2025
T1 2025

T3 2026
T3 2026
T3 2026

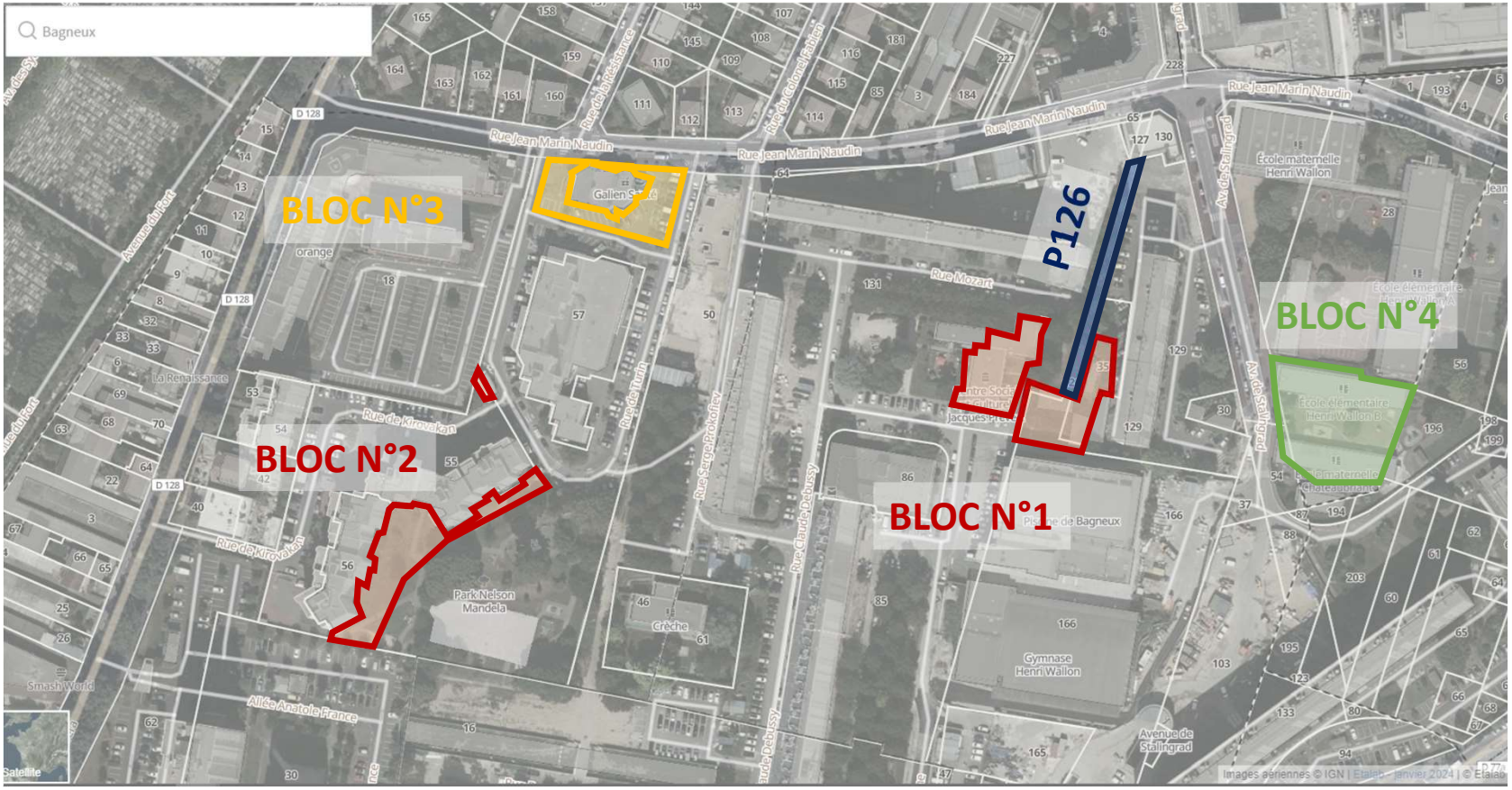
T2 2024
T2 2024

T3 2025
T3 2025
T3 2025
T3 2025

2027
2027
2027

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Musiciens - Phasage des acquisitions ville



Hors protocole foncier

2024 / 2025

Date signature PSV / actes

2025 / 2026

2025 / 2027

2027 / 2028

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 DÉCEMBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix sept décembre, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 11 décembre 2024, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 35
- représentés : 6
- absents : 2

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, Madame Justine GORENDS, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Madame Pascale MEKER à Madame Corinne PUJOL, Madame Blodine B.CANAL à Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, monsieur Jean-louis PINARD à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 4
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20241217_7

Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20241217_7

Aménagement urbain

Protocole foncier de la ZAC des Musiciens

Objet : Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 27 septembre 2016 approuvant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 29 janvier 2019 approuvant la modification n°1 du PLU de la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 7 décembre 2021, approuvant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération n°CT2018/092 du Conseil du Territoire du 18 décembre 2018 prescrivant l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération n°CT106/2023 du 14 décembre 2023 arrêtant le projet Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu l'avis favorable de la commune de Bagneux sur le projet d'élaboration du PLUi de Vallée Sud-Grand Paris en date du 11 mars 2024 ;

Vu l'arrêté n°A2024/026 de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris portant sur l'ouverture de l'enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement et de l'article L,624-31 du code du patrimoine, les projets d'élaboration du PLUi, de création des périmètres délimités des abords et l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

Vu la délibération n° CT2020/008 du Conseil du Territoire de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris en date du 24 février 2020 approuvant le dossier de création de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération n°CT2023/107 du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens ;

Vu l'arrêté numéro 2024/026 en date du 13 mai 2024, transmis en préfecture le 13 mai 2024, ayant prescrit l'ouverture d'une enquête publique du PLUi ;

Vu la tenue de L'enquête publique du PLUi qui s'est tenue entre le 30 mai 2024 et le 4 juillet 2024 ;

Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;

Vu le calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement qui stipule que SADEV 94 procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens ;

Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;

Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;

Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;

Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;

Considérant ces trois points visés ci-dessus et la nécessité de convenir d'un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la commune de Bagneux et la SADEV qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve le protocole foncier de la ZAC des Musiciens à signer avec l'aménageur SADEV 94 actant :

- d'une période d'exclusivité au profit de SADEV 94 pour chaque tranche ;

- d'entamer le processus de déclassement des parcelles appartenant à la commune de Bagneux en vue de permettre de régulariser des promesses synallagmatiques de vente au profit de SADEV 94 ;

Les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet [illegible] comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 19/12/2024
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

BAGNEUX

(92220 Hauts-de-Seine)

181, avenue Henri Ravera
8, allée Anatole France

PLAN PROJET DE DIVISION

Cadastre : Section N n^{os} 30,35,62 et M n^{os} 19,20,21,22,23 — ECHELLE : **1/600**

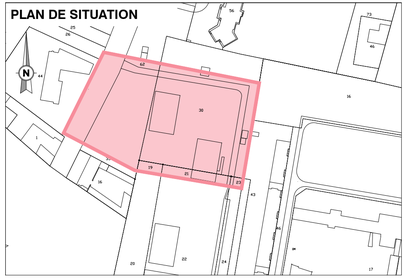
Client

SADEV 94
31 rue Anatole France
94306 Vincennes cedex

NIVELLEMENT :

Les coordonnées X,Y sont rattachées au système de projection Lambert 93 CC49

PLAN DE SITUATION



Indice	Date	Modification	Par
0	09/02/24	Date d'intervention	AR
A	25/02/25	Première Diffusion	AR

Fichier Informatique saisi sous AUTOCAD — FICHIER INFORMATIQUE : M25000454_Av_Henri_Ravera_TOP.dwg
Mission : M25/000454 - Lieu : LI/0018122 - Indice : A — FICHIER CTB : 00-Gex2019.ctb

GEXPERTISE CONSEIL

Siège social : Sèvres
conseil@gexpertise.fr
+33 1 46 26 14 23

Bureaux secondaires

Toulon
paca@gexpertise.fr
+33 4 94 20 38 55

Lille
nord@gexpertise.fr
+33 3 66 72 61 28

Bordeaux
aquitaine@gexpertise.fr
+33 5 57 51 41 15

www.gexpertise.fr

Nota :

- La précision des données numériques extraites du fichier de dessin informatique dépend de l'échelle graphique pour laquelle le plan a été établi; cette précision respecte les tolérances réglementant la profession de Géomètre-Expert.
- Le projet de division a été établi sur la base des relevés réalisés par le cabinet ATGT, Géomètres-Experts, en Mars 2024 sans compléments in-situ.
- Certaines limites ont fait l'objet d'un bornage contradictoire par la cabinet ATGT, Géomètres-Experts, tel que précisé sur le plan. Les limites indiqués en application cadastrale graphique et concernées par la division devront faire l'objet d'un bornage contradictoire.
- Les cotations et superficies indiquées ne seront définitives qu'à compter de la mise en oeuvre de procédures de bornage contradictoire et de délimitation de la propriété de la personne publique.
- En l'absence des détections des réseaux, il conviendra d'établir une convention de servitude de réseaux entre les lots issus de la division.

LEGENDE

- Application graphique cadastrale non contradictoire.
- Limite de propriété
- Limite nouvelle

Lot 1 reviendra à Société Anonyme d'Habitation à loyer modéré TOIT ET JOIE
Parcelle N n° 62A - Superficie mesurée = 261 m² environ

Lot 2
Parcelle N n° 62B - Superficie mesurée = 1293 m² environ

Lot 3 reviendra à commune de Bagneux
Parcelle N n° 30A - Superficie mesurée = 2993 m² environ

Lot 4 reviendra à Société Anonyme d'Habitation à loyer modéré TOIT ET JOIE
Parcelle N n° 30B - Superficie mesurée = 220 m² environ

Lot 5 reviendra à Société Anonyme d'Habitation à loyer modéré TOIT ET JOIE
Parcelle N n° 30C - Superficie mesurée = 8856 m² environ

Lot 6 reviendra à Société Anonyme d'Habitation à loyer modéré TOIT ET JOIE
Parcelle N n° 59A - Superficie mesurée = 1180 m² environ

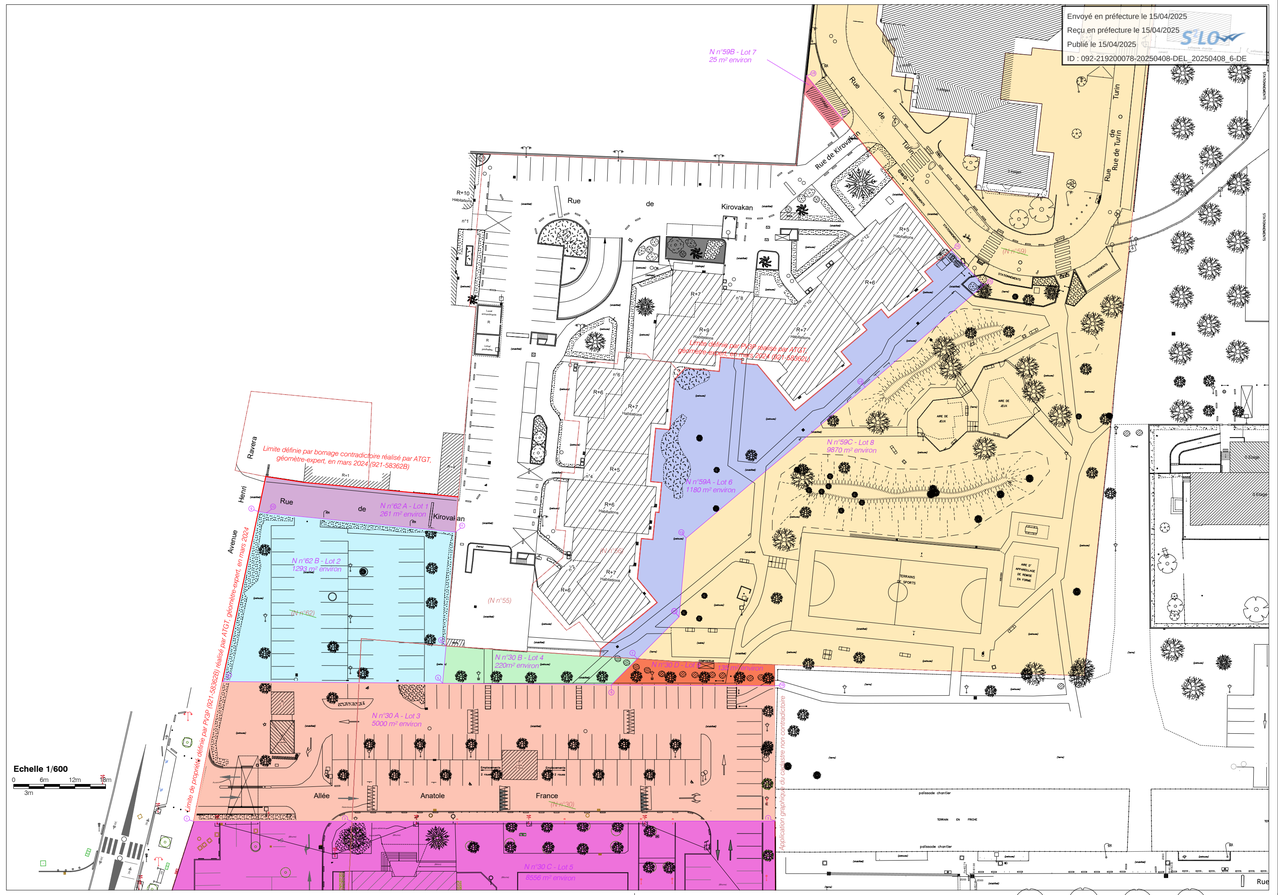
Lot 7 reviendra à Société Anonyme d'Habitation à loyer modéré TOIT ET JOIE
Parcelle N n° 59B - Superficie mesurée = 53 m² environ

Lot 8 reviendra à Commune de Bagneux
Parcelle N n° 59C - Superficie mesurée = 9870 m² environ

Lot 9 reviendra à Commune de Bagneux
Parcelle N n° 30D - Superficie mesurée = 135 m² environ

Tableau de points

MAT	X	Y
1	1649508.64	8178422.28
2	1649539.21	8178417.17
3	1649620.94	8178403.50
4	1649518.71	8178448.37
5	1649561.21	8178440.90
6	1649593.71	8178435.11
7	1649599.61	8178439.31
8	1649563.08	8178448.00
9	1649531.18	8178480.04
10	1649532.68	8178479.49
11	1649568.57	8178469.68
12	1649609.04	8178446.04
13	1649612.95	8178461.03
14	1649652.44	8178484.35
15	1649678.60	8178500.22
16	1649673.45	8178508.06
17	1649656.69	8178536.88
18	1649651.15	8178546.38
19	1649625.25	8178429.63



DATE	NATURE DES MODIFICATIONS	INDICE
Septembre 2023	Projet de division	1
Octobre 2023	Changement limite	2
Decembre 2023	Changement limite	3
Janvier 2024	Changement limite	4

LOT 1

Cadastre section M, N, P et R

Lot 1: 1154 m²
Composé des lots: N59A, N59B, la parcelle N61, un lot sur un espace public ansi que 1 volume à définir posés sur la parcelle N58

Cadastre section N numéro ___ après DMPC n° ___ du __/__/__

LEGENDE:

- Application cadastrale
- Application cadastrale non enregistrée au cadatre
- 100 n° de parcelle
- 100 n° de parcelle non enregistrée au cadastre
- Ligne divisoire
- Lot crée

Fichier: 57668-4.dwg
Coordonnées : Système RGF 93 CC 49
Nivellement : Altitudes normales IGN 69

Département des Hauts de Seine

Commune de Bagneux

ZAC des Musiciens

Cadastre section M, N, P et R

Lot 1

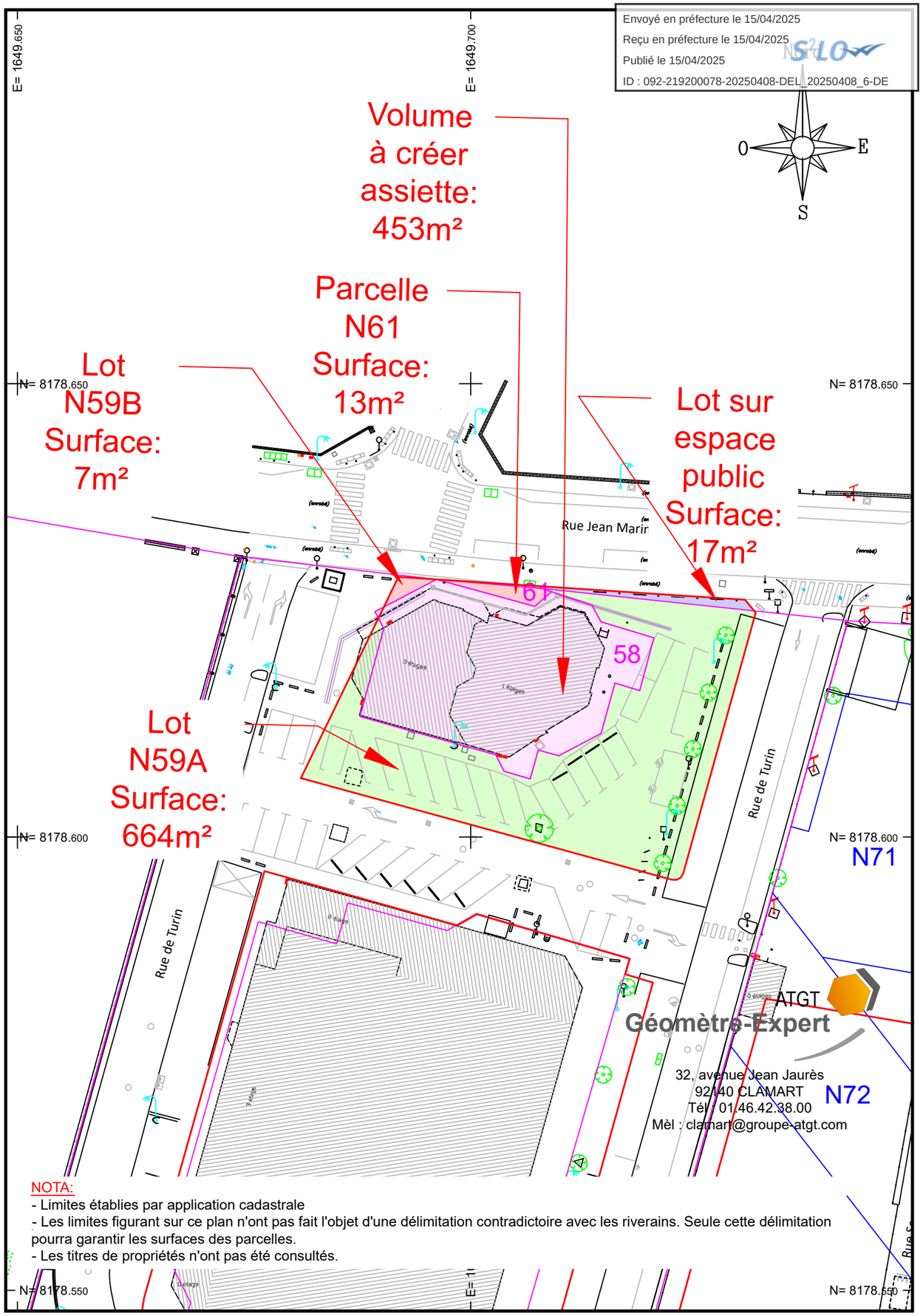
PROJET DE DIVISION

DATE : Janvier 2024 | ECHELLE : 1/500 | PLAN 9/11 | INDICE 4

ATGT Géomètre-Expert
Agence de Clamart
32, avenue Jean Jaurès
92140 CLAMART
Tél. : 01.46.42.38.00
Mél : clamart@groupe-atgt.com
Ordre des Géomètres Experts n° d'insc. 1988D100001

DOSSIER 921-57668

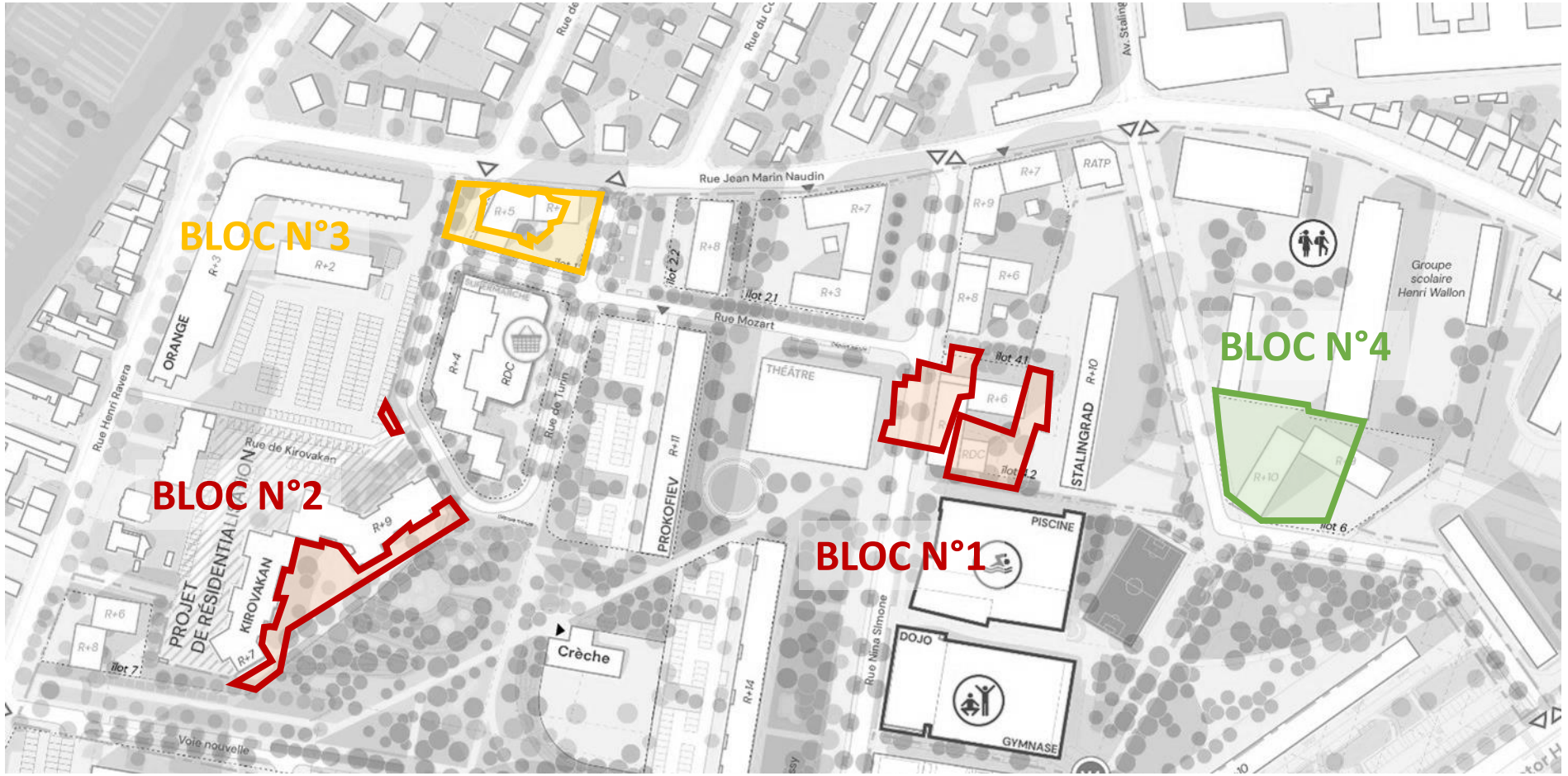
Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE



NOTA:
- Limites établies par application cadastrale
- Les limites figurant sur ce plan n'ont pas fait l'objet d'une délimitation contradictoire avec les riverains. Seule cette délimitation pourra garantir les surfaces des parcelles.
- Les titres de propriétés n'ont pas été consultés.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Musiciens - Phasage des acquisitions ville par sadev 94

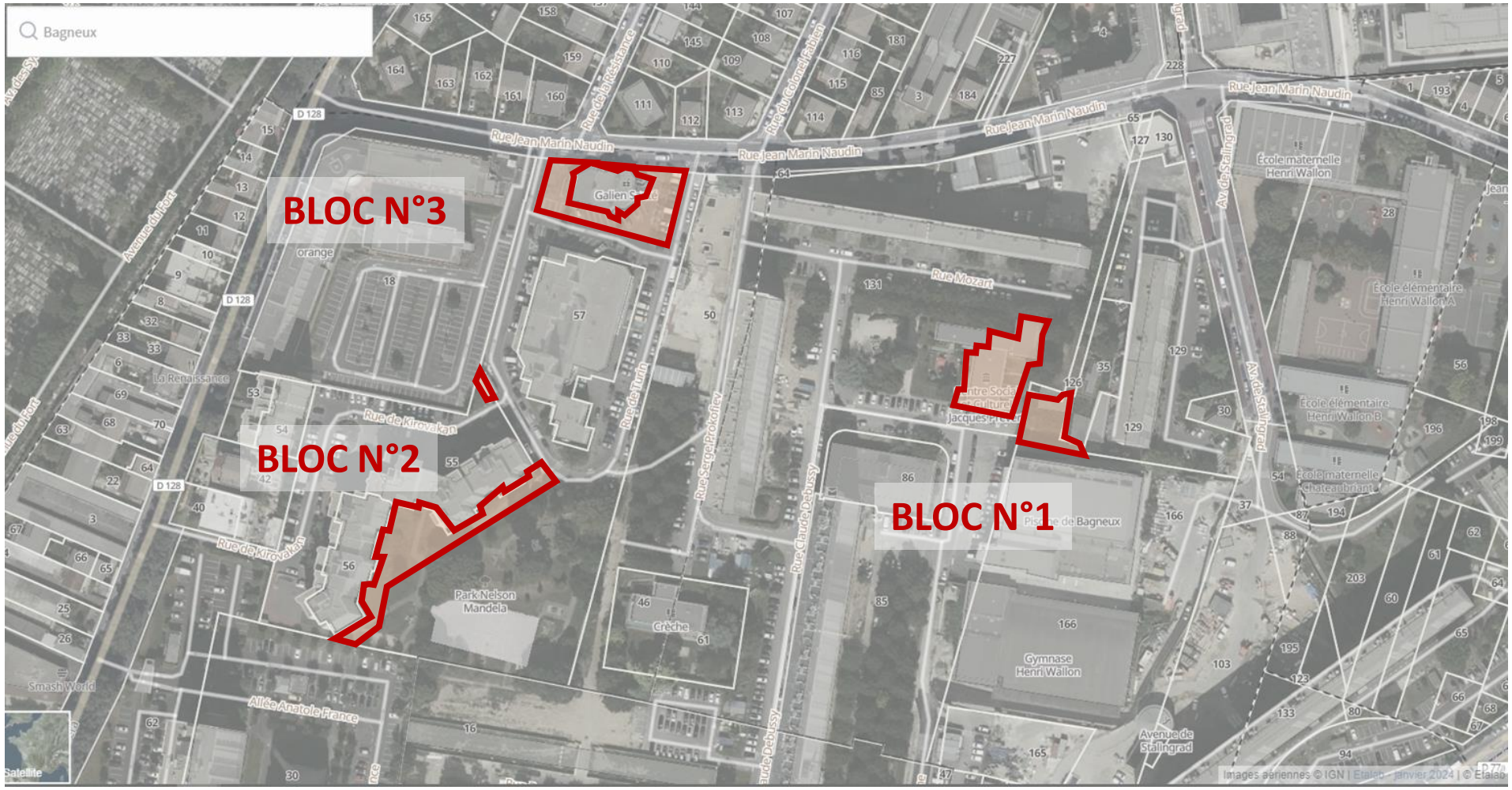


Date signature PSV / actes

- 2025 / 2026
- 2025 / 2027
- 2027 / 2028

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Musiciens – Déclassement par anticipation des parcelles ville



Parcelles à déclasser par anticipation en 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

100478902
LC/LC/

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE VINGT TROIS DÉCEMBRE

A BAGNEUX (Hauts-de-Seine) 57 avenue Henri Ravera, en l'Hôtel de Ville,

Maître Caroline LINGUANOTTO, Notaire à PARIS associée de la Société "WARGNY LELONG ET ASSOCIÉS NOTAIRES", titulaire d'un Office Notarial à COLOMBES (Hauts-de-Seine), 22 avenue Henri Barbusse et à PARIS (8ème), 151 Boulevard Haussmann,

A RECU le présent acte authentique à la requête des Parties ci-après identifiées le présent acte contenant :

PROTOCOLE

1 ENTRE LES SOUSSIGNES :

1.1 La Ville

La **COMMUNE DE BAGNEUX**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département des Hauts-de-Seine, dont l'adresse est à BAGNEUX (92220), Hôtel de Ville 57, avenue Henri Ravera, identifiée au SIREN sous le numéro 219200078.

La **COMMUNE DE BAGNEUX** est représentée à l'acte par Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de la Commune de BAGNEUX, domiciliée professionnellement en l'Hôtel de Ville de BAGNEUX, élue à cette fonction aux termes d'un procès-verbal d'élection en date du 28 mai 2020, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 29 mai 2020 et par sa publication le même jour.

Madame Marie-Hélène **AMIABLE** agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro 20241217_7 DE en date du 17 décembre 2024 rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 20 décembre 2024 et par sa publication le même jour, dont une copie est demeurée ci-après annexée aux présentes **(Annexe n°1.).**

Madame Marie-Hélène **AMIABLE** ici présente.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

de la séance effectué ainsi que l'article L 2131-1 du Code des général collectivités territoriales le prévoit.

Ci-après dénommée la "**Ville**".

1.2 SADEV 94

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE**, ayant pour sigle **SADEV 94**, Société anonyme d'économie mixte au capital de 10099050,00 €, dont le siège est à VINCENNES (94300), 31 RUE ANATOLE FRANCE, identifiée au SIREN sous le numéro 341214971 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL.

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE** est représentée à l'acte par Madame Elsa SAUTTER, Directrice opérationnelle, domiciliée professionnellement à VINCENNES (94300) 31 rue Anatole France, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, en date du 2 décembre 2024, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes **(Annexe n°2.).**

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, domicilié professionnellement au siège de la société SADEV 94 agissant en sa qualité de Directeur Général de la SADEV 94, nommé dans ses fonctions, suivant délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 19 septembre 2023 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes tant en vertu de la loi que de ladite délibération du conseil d'administration de la société SADEV 94 en date du 19 septembre 2023 précitée et demeurée annexée **(Annexe n°3.).**

Ci-après dénommée par sa dénomination sociale ou le "**Promoteur**".

2 DEFINITIONS

Aménageur : désigne le groupement **SADEV 94-CITALLIOS** nommé aménageur de la ZAC des Musiciens par décision du bureau du Territoire en date du 29 janvier 2021.

Annexe(s) : désigne une annexe ou les annexes aux présentes. Ces annexes font partie intégrante du présent protocole.

Article : désigne un article du présent Protocole.

BIEN : désigne les Biens et droits immobiliers, objet des présentes, plus amplement désigné au paragraphe "Désignation" ci-après.

Parties : désigne la "**VILLE DE BAGNEUX**" et la société dénommée "**SADEV 94**".

Ville : désigne la "**VILLE DE BAGNEUX**".

ZAC : désigne la Zac des Musiciens.

3 CADRE OPERATIONNEL : ZAC DES MUSICIENS

A titre liminaire, les Parties déclarent que les conventions contenues dans l'exposé

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

qui suit font partie intégrante de l'Acte comme formant un tout indivisible et indissociable de leurs conventions.

3.1 ZAC DES MUSICIENS

Les Biens sont compris dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté dénommée « Zac des Musiciens » dont l'historique, les décisions et les documents organiques sont exposés ci-dessous :

3.1.1 Contexte

Dans la cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux ont souhaité mettre en place ce projet urbain par le recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concertée.

Ce projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate prévoit la restructuration complète du quartier et s'organise par :

- La démolition d'une partie de l'offre de logements locatifs sociaux ;
- La réhabilitation des logements locatifs sociaux non démolis ;
- Le développement d'une offre nouvelle diversifiée d'environ 42 000 m² de surface de plancher ;
- La restructuration de l'offre en équipements publics de superstructure et d'infrastructure ;

La Zac des Musiciens s'étend sur un périmètre de 11 hectares.
La Zac des Musiciens est constituée de parcelles appartenant :

- A la Société SEQENS, propriétaire d'environ 59.000 m² ;
- A la Ville de Bagneux, propriétaire d'environ 37.000,00 m² ;
- A la société TOIT ET JOIE, propriétaire d'environ 7170 m² et propriétaire du lot numéro QUATRE de l'ensemble immobilier cadastré section N numéro 58;
- A la société ACTIPIERRE, propriétaire du volume 101 de la parcelle cadastrée section N numéro 57
- A l'Office départemental de l'habitat HAUTS-DE-SEINE HABITAT, propriétaire d'environ 9.200 m² ;
- Pour partie à des propriétaires privés pour l'ensemble immobilier cadastré section N numéro 58, savoir :
- Lot numéro UN (1) appartenant à Monsieur BERTHEZENE et Madame ROCHE,
- Lot numéro DEUX 2) appartenant à la société BOUYSSOU DEBUSSY,
- Lot numéro TROIS (3) appartenant à la société B.G.B.G ;

3.1.2 Bilan de concertation

Par suite d'une concertation publique mise en place par le biais de publicités, de campagnes de communications et d'organisation de réunions publiques, il a été établi un bilan de concertation préalable à la création de la ZAC approuvé par le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris par délibération en date du 19 septembre 2019 numéro CT 2019/068.

Cette délibération a fait l'objet d'une transmission en Préfecture le 27 septembre 2019 et d'un affichage au territoire le même jour.

Le **SADEV 94** déclare que la délibération ayant approuvé le bilan de concertation

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

préalable à la création de la ZAC n'a pas fait l'objet d'un déféré préfectoral, ainsi déclaré par les Parties.

3.1.3 Création de la ZAC des Musiciens

Dans le cadre de la création de la Zac des Musiciens a été constitué le dossier création de ladite ZAC comprenant les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation ;
- Le plan de situation ;
- Le plan périmétral ;
- L'Etude d'impact ;
- Le régime au regard de la taxe d'aménagement ;

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération numéro CT2020/008 du 24 février 2020, a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté "Zac des Musiciens"'.

En outre, aux termes de cette délibération, il a été approuvé :

- l'exclusion de la ZAC du champ d'application de la taxe locale d'équipement (partie communale) (devenue taxe d'aménagement) et de la taxe pour dépassement du plafond légal de densité. ;
- le programme global prévisionnel des constructions à réaliser dans le périmètre de la ZAC ;

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)
***ARTICLE 1 – APPROUVE** le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) dite « des Musiciens » à Bagneux, établi conformément à l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme et annexé à la présente délibération.*

***ARTICLE 2 – DECIDE** la création de la zone d'aménagement concerté dite « des Musiciens » à Bagneux, selon le périmètre annexé à la présente délibération et figurant également dans le dossier de création de ladite ZAC.*

***ARTICLE 3 – PRECISE** que le programme global prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur de la ZAC sera d'environ 41 000 m² de surface de plancher, principalement affectés au logement, et que le programme prévisionnel des équipements comprend lui, l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces « libres (espaces verts, extension d'un par cet d'un mail) et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des habitants actuels et futurs et aux usagers des construction à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération d'aménagement. Il comprend aussi les équipements de superstructures nécessaires à l'opérations et notamment la future crèche Prokofiev (environ 800 m² de surface de plancher).*

***ARTICLE 4 – PRECISE** que les constructions édifiées par les acquéreurs dans le périmètre de la ZAC seront exclues du champ de la part communale de la taxe d'aménagement.*

(….) ».

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 28 février 2020.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 9 mars 2020 au 11 mai 2020,
- d'un affichage au territoire du 2 mars 2020 au 16 avril 2020, ainsi qu'il résulte du certificat d'affichage en date du 21 septembre 2020 délivré par le Président de l'EPT,
- d'une parution dans le journal « le Parisien » rubrique ANNONCES LEGALES le 10 mars 2020, ainsi qu'il résulte d'une attestation de parution délivrée le 6 mars 2020 par la Directrice Générale du Parisien,
- d'une publication au recueil des actes administratifs,

La délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours gracieux ou contentieux, n'a pas fait l'objet d'un retrait et a acquis un caractère exécutoire et définitif, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par l'EPT en date du 22 janvier 2024.

3.1.4 Réalisation de la ZAC des Musiciens

3.1.4.1 Dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, par délibération du 14 décembre 2023 numéro CT 2023/107, a approuvé le dossier de réalisation de la Zac des Musiciens.

Sont demeurés annexés :

- le dossier de réalisation de la ZAC d'octobre 2023 ;
- les annexes jointes au dossier, savoir :
- le périmètre de la ZAC ;
- le plan guide ;
- le plan de repérage des équipements publics ;
- le plan de la défenses incendie ;
- le plan du réseau d'alimentation en eau potable ;
- le plan du réseau d'assainissement ;
- le plan du réseau électricité ;
- le plan du réseau éclairage ;
- le plan du réseau télécom ;
- le plan du réseau de chauffage urbain et gaz ;
- le phasage prévisionnel de l'opération ;
- délibération ville sur le PEP ;

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)

***ARTICLE 1 – APPROUVE** le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens située à Bagneux, établi conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme et annexé à présente délibération.*

(….) ».

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 21 décembre 2023.

Les Parties déclarent que cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire du 11 janvier 2024 au 11 février 2024, ainsi qu'il résulte du certificat d'affichage délivré par le Président de l'EPT,
- d'une parution dans le journal « le Parisien » rubrique ANNONCES LEGALES le 11 janvier 2024,
- d'une publication au recueil des actes administratifs,

La délibération ayant approuvé le dossier de réalisation de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours gracieux ou contentieux, n'a pas fait l'objet d'un retrait et a acquis un caractère exécutoire et définitif, ainsi déclaré par les Parties.

3.1.4.2 Programme des équipements publics

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, par délibération en date du 14 décembre 2023 numéro CT2023/108 a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens.

Le Conseil Municipal de la Ville de Bagneux par délibération en date du 10 octobre 2023 numéro 20231010-13 a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire du 11 janvier 2024 au 11 février 2024,
- d'une publication dans le « Le Parisien » le 11 janvier 2024.

Une ampliation de cette délibération a été transmise en Préfecture le 21 décembre 2023.

Le **SADEV 94** déclare que la délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours, ainsi déclaré par les Parties.

Il est précisé que le programme des équipements publics a été intégré au dossier de réalisation ci-dessus visé.

3.2 Concession d'aménagement

Conformément aux dispositions de l'article L.300-4 du Code de l'Urbanisme, afin de désigner l'aménageur de la ZAC, une procédure d'appel d'offre a été diligentée par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, ainsi qu'il résulte des parutions dans le Journal Officiel de l'Union Européenne en date du 5 février 2020 annonce JO/S S28, et au BOAMP en date du 5 février 2020 annonce n°2020-18408.

La commission constituée pour désigner le candidat a considéré que le groupement constitué par les sociétés CITALLIOS et SADEV répondait aux critères techniques et

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

financiers fixés dans le règlement de consultation.

Suite à cette procédure, aux termes d'une délibération du Conseil du Territoire de l'EPT en date du 29 janvier 2021 numéro BT 2021/003, dont une ampliation a été adressée en Préfecture le 12 février 2021, l'aménagement de la ZAC DES MUSICIENS a été concédé au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » et la concession d'aménagement a été approuvée.

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)

ARTICLE 1 – APPROUVE la désignation du groupement constitué par les sociétés CITALIOS et SADEV 94 comme aménageur de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) dite des Musiciens, à Bagneux.

ARTICLE 2 – APPROUVE le projet de traité de concession d'aménagement joint à la présente délibération.

(…) ».

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 12 février 2021.

Ladite délibération a été affichée au territoire le 15 février 2021.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire ainsi qu'il résulte d'un certificat d'affichage délivré par l'EPT le 10 janvier 2024,

Une ampliation de cette délibération a été transmise en Préfecture le 12 février 2021.

SADEV 94 déclare que la délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours, ainsi qu'il résulte d'une attestation en date du 22 janvier 2024.

Le traité de concession a été régularisé le 19 février 2021.

3.3 Etudes réalisées dans le cadre de la réalisation de la ZAC

3.3.1 Etude d'impact

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de création de la ZAC, il a été réalisé une étude d'impact en juin 2018.

3.3.2 Rapport environnemental

Dans le cadre des travaux d'aménagement à réaliser dans la ZAC, SADEV 94 a missionné la société ICF pour la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols afin d'évaluer la qualité du sol en vue des travaux de construction et de démolition à réaliser.
La zone d'étude a été celle de la ZAC.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

3.3.3 Etudes sol

Dans le cadre des travaux d'aménagement à réaliser dans la ZAC, SADEV 94 a missionné la société TECHNOSOL pour procéder à une étude géotechnique de type G1 ES-PGC.
La zone d'étude a été celle de la ZAC.
Ladite étude a été complétée par une étude réalisée par la société GEOLIA pour procéder à une étude géotechnique de type G1 ES-PGC sur les Lots de la ZAC : 1, 2.1, 3A, 4.1, 4.2, et 6.

3.4 DOCUMENTS D'URBANISME APPLICABLE A LA ZAC

3.4.1 PLAN LOCAL D'URBANISME

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de BAGNEUX en date du 31 janvier 2006, le Plan Local d'Urbanisme (ci-après le « PLU ») a été approuvé.
Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 2 février 2006.

Cette délibération a fait l'objet :
- d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
- d'une publication dans deux journaux régionaux et locaux diffusés dans le département.

Ce PLU a été suivi d'un premier modificatif approuvé aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX, en date du 15 janvier 2008 dont une ampliation a été déposée en sous-préfecture le 16 janvier 2008.

Il résulte de deux attestations de Madame la Députée Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 16 juillet 2008 que le PLU ainsi que le PLU modificatif n'ont fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Ce PLU a été suivi d'une révision simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX, en date du 31 mai 2011 dont une ampliation a été déposée en sous-préfecture le 1er juin 2011.

Il résulte d'une attestation de Madame le Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 30 août 2011 que la délibération du 31 mai 2011 adoptant le PLU révisé n'a fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Cette délibération a fait l'objet :
- d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
- d'une publication dans les journaux suivants : L'Humanité et le Parisien (édition 92) le 23 juin 2011.

Il résulte d'une attestation de Madame la Députée Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 30 août 2011, dont la copie est jointe au Dossier d'Informations que la délibération du 31 mai 2011 adoptant le PLU révisé n'a fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Le PLU a fait l'objet d'une mise en compatibilité par arrêté interpréfectoral du 11 décembre 2012 pour le projet de prolongement du métro ligne 4.

Le PLU a été suivi d'une deuxième modification approuvée aux termes d'une

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bagneux en date du 28 mai 2013.

Le PLU a été suivi d'une modification simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bagneux en date du 17 décembre 2013.

Le PLU a fait l'objet d'une mise en compatibilité pour la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris par décret numéro 2014-1607 du 24 décembre 2014.

Une procédure de révision a été initiée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX en date du 24 juin 2014.
Une ampliation de cette délibération a été déposée en Préfecture le 30 juin 2014. Cette délibération a fait l'objet d'un affichage en Mairie.

Le projet du PLU révisé a été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2015.

Cette délibération a :

- été rendue publique le 18 décembre 2015,
- été transmise à la préfecture le 21 décembre 2015,
- fait l'objet d'un affichage en Mairie pendant plus d'un mois (du 29 décembre 2015 au 29 février 2016).

Les délibérations des 24 juin 2014 et 15 décembre 2015 n'ont fait l'objet d'aucun recours et retrait administratif.
La révision du PLU a été approuvée aux termes d'une délibération n° 192/2016 du Conseil de Territoire en date du 27 septembre 2016.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 3 octobre 2016 au 6 décembre 2016 ainsi qu'il résulte d'un courrier émanant de la Ville de Bagneux en date du 16 janvier 2017,
- d'une insertion au journal Le Parisien diffusé dans le Département.

Une ampliation de cette délibération a été déposée en Préfecture le 3 octobre 2016.

Le PLU fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud-Grand Paris en date du 29 janvier 2019.

Ladite délibération a fait l'objet d'un recours gracieux reçu le 5 avril 2019 auquel l'Etablissement Public Territorial n'a pas répondu.

Cette délibération est devenue définitive ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris en date du 29 octobre 2019.

Le PLU a fait l'objet d'une mise à jour n°1 par arrêté n°A20/2020 en date du 12 mars 2020 de Monsieur le Président du Territoire de Vallée Sud Grand Paris emportant actualisation des annexes du PLU.
La mise à jour n°1 n'a pas fait l'objet, à sa connaissance, de recours.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Le PLU a fait l'objet d'une modification approuvée aux termes d'une délibération n°CT2021/112 du Conseil du Territoire de Vallée Sud-Grand Paris en date du 07 décembre 2021.
La délibération susvisée a été régulièrement publiée et n'a pas fait l'objet de recours ou de retrait.

Suivant arrêté n°A07/2022 du Président de l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris en date du 10 janvier 2022, il a été constaté la mise à jour n°2 des annexes du PLU de BAGNEUX.
La mise à jour n°2 n'a pas fait l'objet, à sa connaissance, de recours.

3.4.2 Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Dans le cadre de la mise en place de l'OAP, un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est en cours d'élaboration qui aura notamment pour conséquence de mettre en conformité le règles actuellement en vigueur dans la zone de phasage du PLU où se situe la Zac.

Par délibération numéro CT2018/092 en date du 18 décembre 2018, transmis en préfecture ainsi déclaré par les Parties, l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris a prescrit l'élaboration du PLUI en précisant les modalités de concertation préalable.
La délibération susvisée a été régulièrement publiée et n'a pas fait l'objet de recours ou de retrait.

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal a été arrêté lors du Conseil du Territoire du 14 décembre 2023.

Par arrêté numéro 2024/026 en date du 13 mai 2024, transmis en préfecture le 13 mai 2024, a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique.

Les Parties déclarent que l'enquête publique s'est déroulée du 30 mai 2024 au 4 juillet 2024.

4 PRESENTATION DE L'OPERATION

4.1 CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE

Les Parties déclarent que dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, une convention tripartite régularisée entre **SEQENS**, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux en date du 20 décembre 2019 a eu pour objet de décrire les conditions de participation financière du Territoire au projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre plate dans le cadre de la Zac des Musiciens.

La participation a été fixée à un montant plafond de 15.000.000,00 € répartie comme suit :

- 10.000.000,00 € au titre du coût de l'opération et de la prise en charge du déficit de la ZAC des Musiciens ;
- 5.000.000,00 € de participation du Territoire au titre des opérations de réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage SEQENS.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

4.2 Propriété de la VILLE

La **Ville** déclare être propriétaire dans la **ZAC DES MUSICIENS** des biens suivants :

- Parcelle cadastrée section N numéro 59 ;
- Parcelle cadastrée section N numéro 61 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 35 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 55 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 166 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 90 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 28 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
- D'emprises publiques à déclasser ;

Compte tenu du caractère domanial desdites parcelles et de la nécessité de déclasser lesdites parcelles préalablement à leur vente, les Parties ont convenu de régulariser pour l'ensemble des parcelles le présent Protocole.
Aux termes du présent Protocole, la **VILLE** consent au profit de **SADEV 94** une exclusivité pendant toute la durée du protocole.

Pour rappel, les Parties déclarent que la parcelle cadastrée section P numéro 126 appartenant à la VILLE est située dans le périmètre de la Zac des Musiciens. Que ladite parcelle a fait l'objet d'une promesse synallagmatique établie par le Notaire soussigné en date du 5 juillet 2024.
Que la réalisation de ladite promesse de vente et la réalisation du présent Protocole sont indépendantes, de sorte que la non réalisation d'un des deux actes n'entraînera pas la caducité de l'autre acte.

En outre, **l**es Parties déclarent avoir convenu d'un processus de cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » **(Annexe n° 4.)**, savoir :

- ***Tranche numéro 1 (bloc 1 plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles ci-dessous en deux unités foncières :***

Parcelle cadastrée section P numéro 35p : ladite parcelle actuellement occupée par la copropriété Stalingrad dont une partie doit être cédée à la copropriété par la Ville de BAGNEUX ;
Parcelle cadastrée section P numéro 55p : espace vert attaché au Centre Social et Culturel Jacques Prévert actuellement occupé ;
Parcelle cadastrée section P numéro 166p : espace vert attaché au Gymnase Jacques Prévert ;

Et

Parcelle cadastrée section P numéro 90p : parcelle où se situe le Centre Social Culturel Jacques Prévert actuellement occupée ;
Les Parties déclarent :

- Que le bâtiment sera démoli par SADEV 94 une fois devenu propriétaire de cette emprise ;
- Que le nouveau centre social et culturel est en cours de construction dans l'ilot G3 de la ZAC ECOQUARTIER VICTOR HUGO, dont l'achèvement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

prévisionnel est fixé au 3ème trimestre 20

- ***Tranche numéro 2 (bloc 2 ci-dessus annexé) :***

Parcelle cadastrée section N numéro 59p : partie du Parc Nelson Mandela consistant en un cheminement piéton (circulation piétonne modifiée) à diviser en deux parcelles.

- ***Tranche numéro 3 (bloc 3 du plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles suivantes :***

Parcelle cadastrée section N numéro 59p consistant en un parc de stationnement extérieur;
Parcelle cadastrée section N numéro 61p;
Emprises publiques d'environ à 17 m² à créer ;

- ***Tranche numéro 4 (bloc 4 du plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles suivantes :***

Parcelle cadastrée section P numéro 28p ;
Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
Parcelle cadastrée section R 196p,
Parcelle cadastrée section R 204p ;
Parcelle cadastrée section R 56p ;
Emprises publiques d'environ 23 m² à créer;

Cette unité foncière constituée des parcelles ci-dessus visées sera occupée par le collège provisoire ~~Henri Wallon B,~~ dans l'attente de la construction du collège définitif Joliot-Curie prévu en 2028.

4.3 Domanialité

La **Ville** déclare que les BIENS font partie du domaine public communal conformément à l'article L.2111-1 du code général des propriétés des personnes publiques.

Conformément à l'article L.3111-1 du code général des propriétés des personnes publiques, les biens des personnes publiques, qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles.
Les Parties conviennent donc que le présent Protocole ne peut valoir engagement de vendre de la part de la **Ville** et qu'il convient de déclasser lesdits biens préalablement à leur cession.
En conséquence, le déclassement des parcelles ci-dessus visées constitue une Condition Préalable conditionnant la novation du Protocole en promesse synallagmatique de vente pour la Tranche concernée.

La **Ville** rappelle qu'en application de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, l'opération de construction envisagée ayant pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie publique à déclasser, la délibération concernant le déclassement de la délibération cadastrée section N numéro 59 devra être précédée d'une enquête publique.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

4.4 Délibération du Conseil Municipal autorisant la signature du Protocole

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de BAGNEUX en date du 17 décembre 2024, dont copie est demeurée ci-avant annexée, le Conseil Municipal a décidé de ce qui suit, littéralement rapporté :

« (….)

***Objet :** Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94*

Le Conseil municipal,
A LA MAJORITE ABSOLUE

(…)
Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;
Vu le calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;
Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément à l'article 3.2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement qui stipule que SADEV 94 procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens ;
Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;
Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;
Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;
Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;
Considérant ces trois points visés ci-dessus et la nécessité de convenir d'un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la commune de Bagneux et la SADEV qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Ayant entendu le rapporteur,
Après en avoir délibéré,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

***DÉCIDE** :*

***Article 1er** : approuve le protocole foncier de la ZAC des Musiciens à signer avec l'aménageur SADEV 94 actant :*

- *d'une période d'exclusivité au profit de SADEV 94 pour chaque tranche ;*
- *d'entamer le processus de déclassement des parcelles appartenant à la commune de Bagneux en vue de permettre de régulariser des promesses synallagmatiques de vente au profit de SADEV 94 ;*

Les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

***Article 2** : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).*

***Article 3** : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.*

(…) »

Une ampliation de cette décision a été régulièrement transmise en Préfecture de NANTERRE le 20 décembre 2024 et est devenue exécutoire le même jour.

Monsieur le Maire déclare n'avoir reçu à ce jour aucun recours gracieux ou contentieux contre ladite délibération.

5 CONDITIONS PREALABLES

Les Parties déclarent que la réalisation du présent Protocole est conditionnée à la réalisation des Conditions Préalables ci-dessous :

- ***S'agissant de la Tranche 1 (bloc 1)***:

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 1 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la Tranche 1 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 2 (bloc 2)***:

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 2 au visa de l'article L.141-3 du code de la voirie routière ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Tranche 2 ;

- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 3 (bloc 3):***

- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement des parcelles de la Tranche 3 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 4 (bloc 4):***

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 4 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la Tranche 4 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

Etant précisé que :

- Pour les Tranches 1, 2 et 4, concernées par un déclassement anticipé, la désaffectation devra intervenir au plus tard dans les trois (3) ans suivant la délibération prononçant le déclassement anticipé ;
- Pour les Tranches 1, 2 et 4, une étude d'impact doit être réalisée et jointe à la délibération prononçant le déclassement anticipé ;
- La désaffectation pour toutes les parcelles des Tranches visées ci-dessus devra être réalisée et constatée préalablement à la cession au profit de SADEV 94.

Pour ce faire, la VILLE délibérera préalablement à la cession pour constater la désaffectation du bien concerné, au visa de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, le cas échéant.

6 DUREE DU PROTOCOLE

Le présent Protocole prend effet à la date de signature des présentes.

En tout état de cause, la période d'exclusivité, pour permettre la réalisation des conditions préalables ci-dessus visées, court pour chacune des Tranches, pour une durée mentionnée ci-dessous que les Parties pourront convenir de proroger le cas échéant, sans pouvoir excéder la date du 30 décembre 2030.

- **S'agissant de la Tranche 1 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 2 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 3 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 4 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de trente-six (36) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties

CELA exposé, il est passé à la convention objet des présentes, ayant pour objectif de fixer entre la **Ville** et **SADEV 94** les termes et conditions de leurs engagements pendant la durée du Protocole, en vue d'aboutir aux cessions des Tranches à intervenir entre eux.

7 PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

SADEV 94 étant une personne morale, les dispositions protectrices de l'acquéreur immobilier prévues par l'article L.271-1 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables.

8 NATURE DU PROTOCOLE

Les Parties conviennent que chaque Tranche est indépendante et que la non réalisation d'une des Tranches ne remettra pas en cause la vente des autres Tranches.

La **Ville** s'interdit, par suite, pendant toute la durée du présent Protocole de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur le BIEN, de consentir aucun bail, concession, location ou prorogation de bail, comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement SADEV 94.

La **Ville** déclare s'engager à entreprendre toute démarche en vue de permettre :
- la désaffectation des BIENS de la Tranche 3, puis de solliciter le déclassement et l'autorisation de vendre les BIENS de la Tranche 3 au profit de SADEV 94, aux conditions du présent protocole et aux conditions à convenir entre elles, qui seront actées dans l'acte de promesse synallagmatique de vente à recevoir une fois les conditions préalables de la Tranche 3 réalisées ;
- le déclassement anticipé des BIENS des Tranches 1, 2 et 4, puis de solliciter l'autorisation de vendre les BIENS desdites Tranches aux conditions du protocole et

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

aux conditions à convenir entre elles, qui seront actées dans les actes de promesse synallagmatique de vente à recevoir une fois les conditions préalables desdites Tranches réalisées ;

Il est convenu que dès que le déclassement aura été prononcé et que le Conseil Municipal de la **Ville** aura délibéré sur la vente pour la Tranche concerné, les Parties auront un délai de trente (30) jours pour régulariser la promesse de vente concernant la Tranche.

Il est expressément convenu que, faute pour les Parties d'avoir régularisé la promesse de vente pour la Tranche concerné, dans le délai ci-dessus visé de trente (30) jours, alors que les Conditions Préalables sont réalisées, le présent Protocole pour la Tranche concernée sera considéré comme nul et non avenu, la Ville recouvrant son entière liberté.

A cet effet, les Parties s'engagent à respecter les engagements pris aux termes du présent protocole.

9 DUREE DES PROMESSES DE VENTE

Les Parties ont convenu que la durée des Promesses de vente pour chacune des Tranches sera convenue et fixée aux termes de la Promesse de vente à régulariser pour la Tranche concernée une fois les Conditions Préalables réalisées.

En tout état de cause, les Parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas de carence de l'une des Parties pour la régularisation de la vente, la Partie défaillante ne saurait se prévaloir à l'encontre de l'autre Partie de l'expiration du protocole ci-dessus fixée.

Les Parties conviennent d'ores et déjà que les promesses de vente seront reçues par l'Office notarial dénommée en tête des Présentes.

10 OBJET DU PROTOCOLE – LE BIEN

10.1 Désignation des BIENS de la TRANCHE 1 (BLOC 1)

10.1.1 PARCELLES DE L'UNITE 1

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et avenue Henri Barbusse ;

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	35p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 07a 60 ca
P	55p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 00 a 58 ca
P	166p	51 AV HENRI BARBUSSE	01 ha 04a 18 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

10.1.2 PARCELLE DE L'UNITE 2

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Mozart,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	90p	6 RUE MOZART	00 ha 07 a 89 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

10.2 <u>Désignation des BIENS de la Tranche 2</u>

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue de Turin,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
N	59p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	01 ha 10 a 65 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 5.)**.

10.3 <u>Désignation des BIENS de la Tranche 3</u>

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et rue de Turin,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
N	59p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	01 ha 10 a 65 ca
N	61p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 00 a 12 ca
EP			

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 6.)**.

10.4 Désignation des BIENS de la Tranche 4

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et avenue de Stalingrad,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	28p	72 RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 85 a 36 ca
P	54p	AV DE STALINGRAD	00 ha 05 a 80 ca
R	196p	AV VICTOR HUGO	00 ha 08 a 26 ca
R	56p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 23 a 81 ca
R	204p	AV VICTOR HUGO	00 ha 01 a 35 ca
EP			

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 7.)**.

10.5 Information sur le bornage à effectuer

En application des dispositions de l'article L 111-5-3 du Code de l'Urbanisme, la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

destination envisagée sur le terrain objet des présentes étant la construction d'un immeuble en tout ou partie à usage d'habitation, un plan de bornage contradictoire devra être établi préalablement à toute vente.
La **Ville** autorise **SADEV 94** à faire effectuer ces bornages, à leurs frais, pendant la durée de la promesse de vente avec un délai de prévenance de 48 heures de telle sorte qu'il soit annexé aux termes de l'acte authentique de vente.

10.6 Nature et quotité des droits vendus

Le présent protocole porte sur la pleine propriété des **BIENS de chaque Tranche** désignée ci-dessus.

11 PROPRIETE - JOUISSANCE

11.1 Transfert de propriété :

Les Parties conviennent d'ores et déjà que le transfert de propriété aura lieu le jour de la constatation de chaque vente en la forme authentique, même si l'échange de consentements nécessaire à la formation des conventions est antérieur.

11.2 Entrée en jouissance :

Les Parties conviennent d'ores et déjà que l'entrée en jouissance aura lieu le jour de la signature de l'acte authentique de vente, la partie du **BIEN** vendue devant alors être libre de toute location, occupation, concession, réquisition ou préavis de réquisition.

12 PRIX

Les Parties déclarent que les prix de vente de chaque Tranche sera convenu entre elles aux termes des Promesses synallagmatique de vente à recevoir, après obtention des avis des domaines.

13 CONDITIONS DES PROMESSES DE VENTE EN CAS DE REALISATION DU PROTOCOLE

Les Parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas de signature des actes de promesses synallagmatique de vente, suite à la réalisation des Conditions Préalables, les conditions de la vente de l'assiette foncière de chaque Tranche seront les suivantes :

13.1 Conditions générales

13.1.1 A la charge de la Ville

La **Ville** :

- Garantira **SADEV 94** sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil qui dispose que « Q*uoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente*. ».

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur le **BIEN** et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

- Réglera au moyen du prix de la vente payée comptant, l'intégralité des sommes

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

restant dues aux créanciers inscrits, dans le délai de dix jours de la délivrance de l'état hypothécaire sur formalité et rapportera, à ses frais, les mainlevées et certificats de radiation de toutes ces inscriptions, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

- Indemnisera **SADEV 94** de tous frais extraordinaires de purge.
Le tout de manière que le **BIEN** soit libre de toute inscription hypothécaire, mention ou saisie.

- Fera son affaire personnelle du paiement de la totalité de la taxe foncière en ce compris celle exigible pour l'année au cours de laquelle aura lieu l'entrée en jouissance SADEV 94.

- Devra fournir au demandeur d'une action éventuelle en rescision pour lésion, le complément de prix conformément à l'article 1674 du Code Civil, de façon à arrêter le cours de cette action, et ce afin que **SADEV 94** ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet, la **Ville** s'obligeant dès à présent à le mettre hors de cause de toute procédure.

13.1.2 A la charge SADEV 94

SADEV 94 :

- Prendra le **BIEN** dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance, une fois les conditions suspensives réalisées, sans aucune garantie de la part de la **Ville**, à l'exception de la garantie d'éviction, notamment pour raison :

- soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous l'immeuble, des vices mêmes cachés, de mitoyenneté,
- soit même de la surface du terrain, la différence en plus ou en moins, s'il en existe, entre la contenance sus-indiquée et celle réelle, excédât-elle un/vingtième, devant faire le profit ou la perte, SADEV 94 sans aucun recours contre la **Ville** à ce sujet.

- Acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, taxes et autres charges de toute nature auxquels ledit **BIEN** peut et pourra être assujetti ; il remboursera à la **Ville** le prorata de la taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 Décembre suivant.

- Paiera tous les frais, droits et émoluments de l'acte authentique de vente, leurs suites et leurs conséquences.

- Fera leur affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurances.

14 PENALITE

De convention expresse entre les Parties, il a été convenu de ne pas prévoir de clause pénale au titre du Protocole et des Promesses de Vente.

15 ABSENCE DE DEPOT DE GARANTIE

De convention expresse entre les Parties, il ne sera pas versé de dépôt de garantie au titre du Protocole et des Promesses de Vente.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

16 CONDITIONS SUSPENSIVES DES PROMESSES DE VENTE

Une fois les Conditions Préalables du Protocole réalisées, les Parties régulariseront dans le délai convenu entre elles aux termes des présentes, un acte de promesse synallagmatique de vente pour chacune des Tranches sous les conditions suspensives ci-après stipulées, dont la liste est non exhaustive, qui devront être réalisées dans un délai à convenir aux termes des promesses de vente.
Ces conditions suspensives s'appliqueront indépendamment à chacune des Tranches, et le cas échéant, selon le contexte, à l'une seule de ces Tranches.

16.1 Conditions suspensives stipulées au profit des deux Parties

16.1.1 Droit de préemption

Le BIEN ne doit pas faire l'objet d'un droit de préemption de tout organisme bénéficiant légalement de ce droit ou de tout occupant, locataire ou ancien locataire.
Le **VILLE DE BAGNEUX** s'oblige à faire toute diligence pour la purge de ces droits, et donne tous pouvoirs au notaire soussigné ou tout clerc de son Etude, à l'effet d'établir et signer toutes déclarations d'intention d'aliéner qui s'avèreraient devoir être établies en suite de la Promesse, pour le compte du **VILLE DE BAGNEUX**.
La saisine, par un titulaire de droit de préemption, d'une juridiction aux fins de modification des conditions de la vente sera considérée comme entraînant la non-réalisation de la condition suspensive, au même titre que l'exercice pur et simple du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la Promesse sera caduque de plein droit et le **VILLE DE BAGNEUX** délié de toute obligation à l'égard du **SADEV 94** auquel devra être restitué dans un délai maximum de huit (8) Jours Calendaires de la réception de la notification de préemption au domicile élu dans la déclaration, l'indemnité d'immobilisation ou la caution le cas échéant remise.

16.2 Conditions suspensives stipulées au profit de SADEV seul

En application de l'article 1304-4 du Code civil, **SADEV 94** est libre de renoncer aux conditions suspensives stipulées dans leur intérêt exclusif, tant que celles-ci ne sont pas accomplies.

De convention expresse entre les **Parties**, **SADEV 94** pourra renoncer aux conditions suspensives ci-après stipulées à leur profit exclusif jusqu'à l'expiration du délai convenu pour leur accomplissement, quand bien même l'événement ayant provoqué leur défaillance serait antérieur. Etant précisé que le non-accomplissement d'une telle condition suspensive pendant le délai convenu pour sa réalisation vaudra défaillance de cette condition suspensive.

SADEV 94 devra notifier à la **VILLE**, par courrier recommandé avec accusé de réception en son domicile élu, la défaillance de la condition suspensive, et le cas échéant, leur renonciation avant expiration du délai de réalisation correspondant.

En cas de défaillance de l'une ou plusieurs condition(s) suspensive(s) ci-après stipulées et à défaut de renonciation expresse par **SADEV 94** dans les formes ci-dessus, la Promesse de Vente sera réputée n'avoir jamais existé conformément aux dispositions de l'article 1304-6 du Code civil.

16.2.1 Droit de propriété et libre disposition du BIEN

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

- Que le **VILLE DE BAGNEUX** justifie d'une origine de propriété trentenaire régulière, de sa pleine capacité de disposer, de la libre disposition du BIEN dont s'agit, et d'une situation hypothécaire, par la production d'un état hypothécaire trentenaire certifié de moins de deux mois, ne révélant pas d'inscription d'hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale, dont les montants, en principal et accessoires, excéderaient le prix de vente et d'un accord de mainlevée entière et définitive avec ou sans paiement émanant des créanciers inscrits.

Il remettra les titres de propriété antérieurs nécessaires à la vérification de l'origine de propriété trentenaire.

16.2.2 Sur la capacité

- Que le **VILLE DE BAGNEUX** justifie de la capacité, des autorisations ou des pouvoirs nécessaires à une vente amiable.

16.2.3 Servitudes

- Que les titres de propriété antérieurs, les états hypothécaires et le relevé des formalités antérieures au 1er janvier 1956, qui seront délivrés par le service de la publicité foncière, ne révèlent aucune servitude ou condition particulière susceptible de nuire au droit de propriété ou de jouissance du **SADEV 94** de la présente promesse, d'empêcher la réalisation du projet de construction ou encore, de le rendre plus onéreux.

Sur ce point, les Parties déclarent que les servitudes de cours communes plus amplement visées ci-dessous doivent être éteintes pour permettre la mise en œuvre des arrêtés de permis de construire à obtenir sur les Lots de la ZAC.
Pour ce faire :

- les propriétaires privés concernés par ces servitudes devront donner leur accord pour éteindre ces servitudes.
- l'administration compétente en matière de plan local d'urbanisme devra délivrer une autorisation.

16.2.4 Urbanisme

Les pièces d'urbanisme qui seront délivrées, en vue de la réalisation des présentes, ne doivent pas :

- contenir d'injonction de travaux, d'expropriation totale ou partielle, de réquisition ou préavis de réquisition ou de dépréciation significative de l'IMMEUBLE.
- révéler de servitudes ou autres prescriptions administratives de nature à mettre en cause à plus ou moins long terme, même partiellement, le droit de propriété et de jouissance du **SADEV 94** de la présente promesse ou la destination que le **SADEV 94** envisage de donner au BIEN.

16.2.5 Absence d'installation classée pour la protection de l'environnement nécessitant une remise en état du site

La Promesse sera soumise à la condition suspensive qu'en cas d'installation classée pour la protection de l'environnement révélée sur l'adresse du BIEN, qu'il soit :

- justifié du dossier de cessation d'activité;
- justifié de la remise en état des **BIENS** le cas échéant ;

Dans l'hypothèse de l'impossibilité pour la **VILLE DE BAGNEUX** de :

- justifier du dossier de cessation d'activité ;
- ou de justifier de la remise en état des **BIENS** ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

- ou de produire un courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou de la préfecture (ou de toute autre autorité administrative compétente) confirmant que les **BIENS** n'ont pas fait l'objet de leur intervention.
- ou de justifier de la suppression du référencement de ces installations dans le fichier des installations classées par les déclarations en Préfecture.

Les Parties se rencontreront pour étudier des solutions
A défaut d'accord entre les Parties dans le délai de DEUX (2) mois à compter de la notification par la **VILLE DE BAGNEUX** à la **SADEV 94** du courrier de la préfecture sur des solutions éventuelles la condition suspensive sera considérée comme défaillie et la Promesse sera caduque sans indemnité de part ni d'autre, sauf renonciation par la **SADEV 94**.

La présente condition suspensive sera considérée réalisée en cas d'obtention par la **VILLE DE BAGNEUX** d'un courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou de la préfecture (ou de toute autre autorité administrative compétente) confirmant l'absence d'installation classée pour la protection de l'environnement ou d'un courrier justifiant de la suppression du référencement de ces installations dans le fichier des installations classées par les déclarations en Préfecture.

17 CONDITIONS PARTICULIERES DU PROTOCOLE ET DES PROMESSES DE VENTE

SADEV 94 est dès à présent autorisé par la **VILLE** à pénétrer et laisser pénétrer tout homme de l'art (architecte, géomètre, métreur…) sur le terrain pour y faire procéder, à ses frais, tout mesurage, études de sol, sondages y compris destructifs (sous réserve de remise en l'état de façon à permettre la continuité de l'exploitation des bâtiments de la **VILLE**, conformément à leur destination) et autres, à charge de remettre les lieux en l'état, si la **VILLE** l'exige, et sous réserve d'avoir prévenu **SADEV 94** par courriel au moins 48 heures à l'avance.

18 DECLARATIONS DES PARTIES

Les Parties attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et elles déclarent et garantissent notamment :

18.1 <u>En ce qui concerne les personnes morales</u>

- Que la signature et l'exécution du présent protocole ne contrevient à aucun contrat ou engagement auquel la **Ville** ou **SADEV 94** est partie, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale s'appliquant à elle, dont le non respect pourrait faire obstacle à la parfaite exécution des engagements résultant à son encontre du présent acte.
- Qu'elles et leur représentant ont la capacité légale et ont obtenu tous les consentements et autorisations de ses organes sociaux et, le cas échéant, des autorités administratives compétentes, et tous autres consentements et autorisations éventuellement nécessaires afin de l'autoriser à conclure et exécuter ses obligations nées du présent protocole.

18.2 <u>En ce qui concerne SADEV 94</u>

- Qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de procédure de sauvegarde, de cessation de paiement, de redressement ou de liquidation judiciaire (articles L.610-1 et suivants du Code de Commerce) ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

- Qu'il n'a pas été associé depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle elle était tenue indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'il ne fait pas et n'a jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens.
- Qu'il est une société de droit français dûment constituée et existant valablement,

18.3 <u>En ce qui concerne leurs représentants</u>

- Qu'elles ne sont concernées :
. Par aucune des mesures de protection légale des incapables sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.
. Par aucune des dispositions de la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judiciaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement.
- Que leur état-civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Que la signature et l'exécution du présent acte de vente ne contrevient à aucun contrat ou engagement auquel la **Ville** ou SADEV 94 est partie, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale s'appliquant à elle, dont le non respect pourrait faire obstacle à la parfaite exécution des engagements résultant à son encontre du présent protocole.

Par ailleurs, elles déclarent que les clauses contenues au présent protocole font novation avec celles qui auraient pu être insérées dans tout avant-contrat ou accord établi en vue des présentes uniquement en ce qui concerne le **BIEN**.

19 INFORMATIONS SUR LES BIENS

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1265 du Code civil, la **Ville** déclare qu'à sa connaissance elle a, dès avant ce jour, divulgué à SADEV 94 tous renseignements et documents utiles.
En outre, la **Ville** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard de SADEV 94, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes.

19.1 <u>Sur les servitudes conventionnelles</u>

La **Ville** déclare :
Qu'elle n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur le **BIEN** et qu'il n'en existe, à sa connaissance, pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux et de la Loi en général, des documents d'urbanisme, et des servitudes ci-dessous:

1) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 19 juillet 1970</u>

Aux termes d'un <u>acte de constitution de servitudes</u> reçu par Maître LACOURTE, notaire à PARIS le 19 juillet 1960, suivi d'un acte rectificatif en date du 11 octobre 1960, le tout publié au service de la publicité foncière de VANVES 2 le 15 novembre 1960, volume 7183, numéro 8428,

Il a été établi des <u>zones non aedificandi</u> par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS portant sur les parcelles suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

- M numéros 4, 7, 8, 9, 10, 11, à ce jour cadastrées section M numéros 46 et 47, 16 et 17 par suite de réunion et division parcellaire ;
- N numéro 21, à ce jour cadastrée N numéro 46, 71, 72, 73 et 74par suite de division parcellaire ;
- P numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, à ce jour cadastrées P 180, 181, 182, 183, 86, 89, 184, 185, 186 et 132 par suit de divisions parcellaires ;

2) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 19 juillet 1970</u>

Aux termes d'un <u>acte de vente</u> par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS au profit de la société C.I.L.O.F. reçu par Maître LACOURTE, notaire à PARIS les 28 et 29 mars 1961, suivi d'un acte rectificatif en date du 22 juin 1961, le tout publié au service de la publicité foncière de VANVES 2 le 27 juillet 1961, volume 7431, numéro 6106,

Il a été établi des <u>zones non aedificandi</u> portant sur les parcelles suivantes :
- M numéro 18, à ce jour cadastrée section M numéros 16, 17 et 46, 47, 43, 44 et 45 par suite de division parcellaire ;
- N numéro 21 à ce jour cadastrée section N numéros 46, 71, 72, 73, 74 et 49 ;
- P numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, à ce jour cadastrée section P numéros 180, 181, 182, 183 et 86, 55 et 61, 64, 65, 90, 132, 184, 185,186 ;

3) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 5 mars 1958</u>

Aux termes d'un acte de constitution de servitude reçu par Maître LAHAUSSOIS, notaire à MONTROUGE, en date du 5 mars 1958, dont une copie authentique a été publiée au 8ème bureau des hypothèques de la SEINE le 21 avril 1958 numéro 6406 numéro 3177,
Il a été créé une servitude de cour commune portant sur les parcelles cadastrées :
- Section P numéro 35
- Section P numéro 36 aujourd'hui cadastrée section P numéros 129 et 130.

Une copie de ces actes demeure annexée aux présentes, ainsi que les plans annexés auxdits actes, à l'exception du plan annexé à l'acte en date du 5 mars 1958 celui-ci n'ayant pas été retrouvé par le notaire détenteur de la minute. **(Annexe n°8.)**.

Le **VILLE DE BAGNEUX** s'oblige à justifier pour la date de la signature de l'acte authentique de la renonciation par la collectivité compétente desdites servitudes.

Une copie des plans de servitude est demeurée annexée aux présentes **(Annexe n°9.)**.
Les Parties déclarent en avoir connaissance desdites servitudes et avoir saisi l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme en vue d'obtenir l'autorisation d'éteindre lesdites servitudes.

Que personne n'a revendiqué de servitude ou droit sur le **BIEN** depuis qu'il est propriétaire.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

19.2 Sur les servitudes d'ordre publique

La **Ville de BAGNEUX** déclare que la parcelle aujourd'hui cadastrée section N numéro 59 est soumise aux servitudes régies par les articles L.554-1 et R.554-2 le code de l'environnement en raison du passage de la ligne 15 du Grand Paris Express.

19.3 Sur la situation administrative

La **Ville** déclare :

Que le **BIEN** ne fait pas l'objet d'une procédure tendant à son expropriation totale ou partielle ou à sa réquisition.
Qu'il ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux.

19.4 Sur la situation hypothécaire

La **Ville** déclare :

Qu'il n'existe sur le **BIEN** aucune inscription, transcription, publication, privilège ou mention de nature à empêcher le caractère incommutable du transfert de son droit de propriété.
Qu'il s'engage à rapporter la mainlevée des inscriptions et mention dans le mois de la signature de l'acte authentique de vente.

19.5 Sur les procédures

La **Ville** déclare :

Qu'il n'y a pas de procédure en demande ou en défense, à laquelle serait intéressé directement ou indirectement le **BIEN**.
Qu'elle n'a jamais été en procédure avec les voisins ou anciens propriétaires.

19.6 Sur les contrats

La **Ville** déclare :

Qu'il n'existe aucun contrat d'affichage grevant le **BIEN**.
Que le BIEN ne fait pas l'objet de contrat de travail susceptible d'être repris par SADEV 94.
Qu'il n'existe pas de contrat de maintenance ou d'entretien susceptible d'être repris par SADEV 94.

- Que les **Biens** objet des présentes sont inclus dans le périmètre de L'Association Foncière Urbaine Libre dénommée « LA PIERRE PLATE CHATEAUBRIANT », non inscrite au SIREN et ci-après dénommée « AFUL ».

Aux termes d'un acte reçu par Maître LACOURTE, Notaire à PARIS, le 12 novembre 2002, publié au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 24 décembre 2002, volume 2002P numéro 12721, il a été établi un cahier des charges et les statuts de l'AFUL « LA PIERRE PLATE CHATEAUBRIANT »,
Cet acte a été suivi d'un acte rectificatif établi par Maître SOLLIER, Notaire à PARIS, en date du 5 février 2004, dont une copie a été publiée au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 19 février 2004, volume 2004P, numéro 1804.

Aux termes d'un acte reçu par Maître LEROUX, notaire à PARIS, le 7 juin 2022, publié au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 1er juillet 2022, volume 2022P, numéro 12806, il a été constaté la réduction du périmètre de l'AFUL suite au retrait des parcelles cadastrées P numéros 18, 81 83 et S numéro 108.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

Cet acte a été suivi d'une attestation rectificative reçue par Maître LEROUX, notaire à PARIS, le 12 octobre 2022, publiée le 17 octobre 2022, volume 2022P, numéro 20593.

Les Parties déclarent que dans le cadre de l'aménagement de la Zac (démolition de logements, aménagement des nouveaux espaces publics, création de nouveaux axes de circulation, …), il est nécessaire de procéder à la dissolution de l'AFUL.

Les Parties déclarent que la dernière assemblée générale a eu lieu le 12 juillet 2024.
Lors de cette assemblée générale, les membres de l'AFUL ont adopté la résolution ayant pour objet la dissolution de l'association foncière dans les termes ci-dessous :

« 8. : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION FONCIERE

Les membres de l'Association Foncière, les explications de la Présidence entendues, constatant la disparition de l'objet de l'Association Foncière, décident de la dissolution de l'Association Foncière Urbaine Libre PIERRE PLATE – CHATEAUBRIANT, conformément à l'article 13 des statuts.
La dissolution prendra effet au 1er juillet 2024 et sera réalisée selon les modalités prévues aux Résolutions n° 9 et 13 de la présente assemblée.

(…)

13. POUVOIRS DONNES AU LIQUIDATEUR

L'assemblée donne tous pouvoirs au liquidateur pour accomplir toutes formalités, signer tous actes, mener toutes actions judiciaires, en défense et en demande, afin de mener à bien les opérations de dissolution et de liquidation de l'AFUL PIERRE PLATE-CHATEAUBRIANT.

(…) ».

Il est demeuré joint et annexé aux présentes le compte du procès-verbal de ladite assemblée générale **(Annexe n°10.)**.

Il sera procédé à la publication de la dissolution de l'association au service de la publicité foncière.

19.7 <u>Sur l'absence de restriction à son droit de disposer</u>

La **Ville** déclare :

- Quelle est régulièrement propriétaire du BIEN .
- Qu'il n'existe à ce jour aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ni de litige en cours pouvant porter atteinte au droit de disposer.
- Qu'elle n'a conféré à personne d'autre que SADEV 94 un droit quelconque résultant d'un avant-contrat, lettre d'engagement, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité temporaire, et qu'il n'existe d'une manière générale aucun empêchement à la vente à l'exception de la réalisation des Conditions Préalables.

19.8 <u>Sur l'archéologie</u>

La **Ville** déclare qu'à sa connaissance, il n'existe aucun vestige archéologique sur le **BIEN**.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

19.9 Sur les dispositions de l'article L.154-2 du Nouveau Code Minier

Qu'à sa connaissance aucune mine n'a été exploitée sur le tréfonds de l'assiette foncière dont s'agit de sorte que ne sont pas applicables les dispositions de l'article L.154-2 du Nouveau Code Minier.

Art. L.154-2 du Code Minier (nouveau) : « Le vendeur d'un terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée est tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. A défaut de cette information, l'acheteur peut choisir soit de poursuivre la résolution de la vente, soit de se faire restituer une partie du prix. Il peut aussi demander, aux frais du vendeur, la suppression des dangers ou des inconvénients qui compromettent un usage normal du terrain lorsque le coût de cette suppression ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de la vente.
Les dispositions du présent article s'appliquent également à toute forme de mutation immobilière autre que la vente ».

19.10 Sur la règlementation relative au lotissement

Qu'il est propriétaire d'immeubles contigus aux BIENS, qui nécessite conformément à l'article L.442-1 du Code de l'Urbanisme de déposer une déclaration préalable de division par la Ville de BAGNEUX.
Toutefois, les Parties conviennent que les conditions de dépôt des déclarations préalables seront fixées dans les actes de promesses de vente à recevoir.
En outre, les Parties conviennent que si SADEV 94 devient propriétaire d'une parcelle voisine aux parcelles objets des présentes, permettant la division rattachement prévu au f) de l'article R.442-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de BAGNEUX sera dispensée de déposer une déclaration préalable.

20 DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

20.1 Tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie

Pour l'information des parties a été dressé ci-après le tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie selon le type d'immeuble en cause, selon sa destination ou sa nature, bâti ou non bâti. Il est précisé que chacun de ces documents ne doit figurer dans le dossier de diagnostic technique que dans la mesure où la réglementation spécifique à ce document l'exige.

Objet	Bien concerné	Elément à contrôler	Validité
Plomb	Immeuble d'habitation (permis de construire antérieur au 1er Janvier 1949)	Peintures	Illimitée ou un an si constat positif
Amiante	Immeuble (permis de construire antérieur au 1er Juillet 1997)	Parois verticales intérieures, enduits, planchers et plafonds, flocages, calorifugeages er faux-plafonds, conduits, canalisations et équipements	Illimitée

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

		intérieurs, éléments extérieurs (toitures, bardages et façades légères, conduits en toiture et façade),	
Termites	Immeuble situé dans une zone délimitée par le préfet	Immeuble bâti ou non	6 mois
Gaz	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Etat des appareils fixes et des tuyauteries	3 ans
Electricité	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Installation intérieure : de l'appareil de commande aux bornes d'alimentation	3 ans
Assainissement	Immeuble d'habitation non raccordé au réseau collectif d'égout	Contrôle en vigueur au 1er Janvier 2011	
Risques	Immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques	Immeuble bâti ou non	6 mois
Performance énergétique	Immeuble équipé d'une installation de chauffage	Consommation et émission de gaz à effet de serre	10 ans

20.2 <u>Etat des Risques</u>

En application de l'article L.125-5 du code de l'environnement littéralement reproduit :
« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.
Un état des risques fondé sur les informations mises à disposition par le préfet est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente.
(…)
IV. – Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L.125-2 ou de l'article L.128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.
… »

La **Ville** déclare :

- Que le **BIEN** objet des présentes n'a pas subi, à sa connaissance, de catastrophes naturelles telles qu'inondations, glissements de terrains ou séismes.

- Qu'à sa connaissance le **BIEN** n'est pas situé dans l'emprise d'une zone couverte par

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

un plan de prévention des risques technologiques, miniers ou naturels, à l'exception de ce qui est ci-dessous précisé.

- Qu'un plan de prévention des risques d'inondation a été adopté pour le département des Yvelines en date du 27 Juin 2016.

Conformément aux obligations incombant à la **Ville** en vertu de l'article L.125-5 du Code de l'environnement est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 11.)** :

- un état des risques naturels, miniers et technologiques pris en compte par ces servitudes à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de la commune établi en date du 23 décembre 2024,
- une fiche d'information sur les risques naturels et technologiques majeurs conformément aux dispositions des paragraphes I et II de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, établie par la Commune de BAGNEUX.
- ainsi que le document graphique y afférent et permettant de localiser le **BIEN**.

SADEV 94 prennent acte de ces informations, déclarant vouloir en faire leur affaire personnelle sans recours contre la **Ville**, et reconnaissent être informés que les décisions prises ou à prendre par les Maires des communes concernées dans le cadre de cet arrêté peuvent conduire soit à restreindre, soit à anéantir, les droits de construire attachés au **BIEN**.

21 ENVIRONNEMENT

21.1 Secteur d'informations sur les sols

Rappel des textes

Le notaire informe les Parties des dispositions de l'article L. 125-7 du Code de l'environnement modifiées par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 et ci-après relatées :

« *Sans préjudice de l'article L. 514-20 et de l'article L. 125-5, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L. 125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application de l'article L. 125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.*
A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.
Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article ».

Déclarations du VENDEUR

Le décret n°2015 1353 du 26 octobre 2015 pris en application des dispositions susvisées de l'article L 125-7 du code de l'environnement est entré en vigueur le 29 octobre 2015. L'article R. 125-41 dudit code précise que les secteurs d'information des sols seront arrêtés par le préfet du département entre le 1er janvier 2016 et le

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

1er janvier 2019 sur la base des données dont celui-ci aura connaissance. Etant précisé que l'article R. 125-47 indique que le préfet révise annuellement la liste des SIS.

Aux termes des dispositions de l'article R. 125-27, l'obligation d'information découlant pour le Vendeur des dispositions de l'article L. 125-7 du code de l'environnement est applicable à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département des arrêtés de création des secteurs d'information des sols.
La **Ville** déclare que les Biens ne sont pas situés dans un SIS ou de projet de création de SIS.

21.2 <u>Sur les installations classées</u>

En application des dispositions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement ci-dessous rappelée,

« Article L.514-20 du Code de l'Environnement
Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.
Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.
A défaut, et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente. ».

La **Ville** déclare qu'il n'a pas exploité d'installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration et qu'à sa connaissance de telle installation n'ont pas été exploitée sur le **BIEN**.

Est demeuré joint et annexé aux présentes **(Annexe n°12.)** la liste des installations classées pour la protection de l'environnement émise par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.
Est demeuré joint et annexé le fichier des installations classées pour la protection de l'environnement des Ministères Territoires Ecologie Logement sur la commune de BAGNEUX **(Annexe n°13.)**

21.3 <u>Sur la pollution</u>

La **Ville** déclare que :

- à sa connaissance le BIEN n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation classée autre que celle-ci-dessus relatée.

- à sa connaissance il n'a jamais été exercé sur le BIEN et les terrains voisins d'activité entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

(notamment air, eaux superficielles et souterraines, sols et sous-sols).

- il n'est partie à aucune procédure arbitrale, judiciaire ou administrative relative au BIEN et il n'a été engagé ou n'est en cours aucune procédure concernant l'activité exercée sur le terrain d'assiette du BIEN,

- aucun jugement ni aucune ordonnance ou décision judiciaire ou administrative n'a contraint ou enjoint la **Ville** ou à sa connaissance un ancien propriétaire ou exploitant à cesser tout ou partie de ses activités à la suite d'une pollution intervenue sur le terrain d'assiette du BIEN.

- que le **BIEN** n'est pas référencé, à la date de ce jour, dans la base de données des sites et sols polluées appelant une action des pouvoirs publics (BASOL) auprès du ministère de l'écologie et du développement durable comme un terrain pollué **(Annexe n°14.)**.

- que le **BIEN** n'est pas référencé, à la date de ce jour, dans la base CASIAS auprès du BRGM **(Annexe n°15.)**.

21.4 Sur le Pyralène

La **Ville** déclare en application de l'article R.543-25 du code de l'environnement, il n'existe pas d'appareil susceptible de contenir des polychlorobiphényles et polychloroterphényles dans le **BIEN**.

21.5 Elimination des déchets

La **Ville** déclare qu'il n'a pas connaissance de déchets pouvant le cas échéant se trouver sur le **BIEN**.
L'article L.541-1-1 Code de l'Environnement dispose notamment que :
« Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »
L'article L 541-4-1 du même Code exclut de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente.
Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont excavées du site de leur excavation.
L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Sous réserve des conditions suspensives ci-dessus, SADEV 94 déclare prendre les Biens dans l'état où ils se trouvent et faire son affaire personnelle de tous éventuels travaux de dépollution et de consolidation des sous-sols nécessaires et préalables à la réalisation de la construction qu'il réalisera sur le terrain objet des présentes et ce, quel que soit le mode opératoire retenu, sans aucun recours contre la **Ville** à cet égard.

22 DISPOSITIONS DIVERSES

22.1 Régime fiscal de la vente

22.1.1 Régime fiscal de la mutation – Déclarations de la Ville relatives à la TVA

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

La **Ville** déclare que la mutation du BIEN n'entrerait pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée malgré sa qualité d'assujetti :

- partie des BIENS consistant en de la voierie et un parc de stationnement, asphalté (BOI n°106 du 30 décembre 2010 / 3 A-9-10 – n°21) ne pouvant être considéré comme un terrain à bâtir au sens fiscal du terme,
- partie des BIENS étant bâti depuis plus de 5 ans.

22.1.2 Droits d'enregistrement – Déclarations SADEV 94

SADEV 94 déclare :

- être assujetti à la TVA au sens de l'article 256 A du Code Général des Impôts (CGI) dans le cadre de son activité économique au regard de la présente opération ;
- agir dans le cadre de l'aménagement de la Zac des Musiciens, l'acte de vente sera exonéré de tous droits de timbre et de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement, conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts.

22.2 Frais

Les frais, droits et émoluments du présent protocole et ceux entraînés par la constitution du dossier nécessaire à l'élaboration de la vente (tels que les pièces d'urbanisme et autres certificats administratifs ainsi que l'état hypothécaire) seront supportés par **SADEV 94**.
Toutefois, ils seraient à la charge de la **Ville** en cas de non-réalisation de la vente de son fait.

22.3 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir :
- La **Ville** en l'Hôtel de Ville.
- **SADEV 94** en son siège.

Chacune des parties pourra modifier le domicile par lui élu, à condition de notifier cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.
Tout nouveau domicile devra obligatoirement être fixé en France métropolitaine, à défaut, le changement de domicile sera inopposable à l'autre partie.

22.4 Négociation

Les Parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.
Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

22.5 Lutte contre le blanchissement des capitaux – origine des fonds

SADEV 94 déclare effectuer le paiement des sommes nécessaires aux présentes au moyen de ses fonds propres et, le cas échéant, de concours bancaires.

Il reconnaît par ailleurs avoir été informé des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561-1 à L.574-4 du Code monétaire et financier, récemment modifiées par l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

En application de ces dispositions, **SADEV 94** déclare :
- que les fonds engagés par elle ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1 1er alinéa) ;
- que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L.561-16 1er alinéa).

22.6 Communication des pièces et documents

SADEV 94 pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial dénommé en tête des présentes et participant, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

22.7 Affirmation de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitudes de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

22.8 Certification de l'identité des Parties

Le Notaire soussigné certifie et atteste que l'identité des Parties aux présentes lui a été régulièrement justifiée.

22.9 Mention légale d'information

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.
Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités,
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

  -La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte. Toutefois, aucune donnée n'est transférée en dehors de l'Union Européenne ou de pays adéquats.

  -Les données sont conservées dans le respect des durées suivantes :

- 30 ans à compter de l'achèvement de la prestation pour les dossiers clients

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_6-DE

(documents permettant d'établir les actes, de réaliser les formalités)

- 75 ans pour les actes authentiques, les annexes (notamment les déclarations d'intention d'aliéner), le répertoire des actes.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr .
Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE sur trente-six (36) **pages**

Comprenant :
- Renvois : Néant
- Blanc barré : Néant
- Ligne entière rayée nulle : Néant
- Chiffre nul : néant
- Mot nul : nul

Paraphes

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Les feuilles du présent acte et de ses annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition. En conséquence, elles n'ont pas à être paraphées par le Notaire ni par les signataires de l'acte, en application de l'article 14 du décret n°71-941 du 26 novembre 1971, modifié par le décret n°2005-973 du 10 août 2005, article 4 (JORF 11 août 2005 en vigueur le 1er février 2006). Il n'y a pas lieu non plus d'apposer sur les annexes la mention prévue au premier alinéa de l'article 22.
Après lecture faite, les Parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, et les signatures ont été recueillies les jour, mois et an susdits par le Notaire, qui a signé le même jour.

COMMUNE DE BAGNEUX	
SADEV 94	
NOTAIRE	

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_7

Approbation de la convention d'occupation temporaire d'une emprise communale au profit du Département des Hauts-de-Seine pour la construction du collège Joliot Curie

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_7

Aménagement urbain

Occupation temporaire emprise communale au profit du Département - Collège Joliot Curie

Objet : **Approbation de la convention d'occupation temporaire d'une emprise communale au profit du Département des Hauts-de-Seine pour la construction du collège Joliot Curie**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publique notamment ses articles L. 2122-20 et L. 2125-1 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil du territoire de Vallée Sud Grand Paris du 11 Décembre 2024 approuvant le PLUI ;

Vu le courrier du Département des Hauts-de-Seine en date du 10 avril 2024 requérant l'autorisation de la commune de Bagneux de déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires à la reconstruction du collège Joliot Curie ;

Vu la délibération n° DEL_20240521_9 du Conseil municipal en date du 21 mai 2024 autorisant le Département des Hauts-de-Seine à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme nécessaires à la construction des collèges provisoire et définitif ;

Vu le permis de construire n°092007 24 A005 délivré en date du 17 septembre 2024 autorisant le Département des Hauts-de-Seine à construire le nouveau collège, un parking en sous-sol, un gymnase et des logements de fonction ;

Vu le permis de construire n°092007 25 00002 déposé en date du 20 janvier 2025 concernant la construction d'un nouveau préau, une loge et d'un auvent ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que dans le cadre de la reconstruction du collège et du gymnase définitif Joliot Curie situé 63 rue de Verdun, il convenait dans un premier temps de construire un collège provisoire pour lequel la Commune a mis à disposition du Département des Hauts-de-Seine des emprises communales nécessaires au projet et situés avenue de Stalingrad et allée des Martyrs Châteaubriant ;

Considérant que pour la construction du collège provisoire, deux conventions ont été signées pour autoriser d'une part l'occupation de ces emprises et d'autre part pour autoriser le transfert de la maîtrise d'ouvrage au profit du Département des Hauts-de-Seine ;

Considérant que le Département doit en parallèle débuter les travaux de construction du collège définitif avec le gymnase, les logements de fonctions, les loges de gardiens du collège et de l'école élémentaire Joliot Curie ainsi que le préau de l'école élémentaire ;

Considérant que pour se faire, la Commune doit mettre à disposition du Département des Hauts-de-Seine une emprise communale correspondant au site du futur collège définitif situé au 63 rue de Verdun avant de céder cette même emprise au Département une fois les travaux terminés ;

Considérant que ces différents travaux de démolitions, reconstructions et aménagement se feront entièrement à la charge du Département des Hauts-de-Seine ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention d'occupation temporaire autorisant le Département des Hauts-de-Seine à occuper temporairement les parcelles provisoirement cadastrées section M n°17a en partie, n°17b et 17c, d'une surface de 18 522 m² conformément au plan de géomètre annexé, pour permettre au Département de construire le collège définitif Joliot Curie.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN
POUR LA RECONSTRUCTION D'UN COLLÈGE ET SON EQUIPEMENT SPORTIF A BAGNEUX

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Département des Hauts-de-Seine, ayant son siège à l'Hôtel du Département, 57 rue des longues Raies à Nanterre (92015), représenté par Monsieur Georges Siffredi, Président du Conseil départemental, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil départemental du 5 juillet 2024,

ci-après dénommé « l'Occupant » ou « le Département »,

ET :

La **Commune de Bagneux,** ayant son siège à l'Hôtel de Ville, 59, avenue Henri Ravera à Bagneux (92220), représentée par Madame la Maire, Mme Marie-Hélène Amiable, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délégation du Conseil municipal,

ci-après dénommée « la Commune »,

PRÉAMBULE

Le Département a décidé de reconstruire le collège Joliot-Curie et son équipement sportif, situés au 63, rue de Verdun à Bagneux à compter de 2025, pour une durée d'environ 3 ans.

Ce collège est actuellement implanté sur la parcelle communale cadastrée section M n°17 qui accueille également le groupe scolaire Joliot-Curie.

Conformément à la loi du 13 aout 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui permet le transfert du foncier des collèges au Département, la parcelle cadastrée section M n°17 doit faire préalablement l'objet d'une division parcellaire pour céder au Département l'assiette foncière supportant le collège.

Dans l'attente de cette division parcellaire et régularisation foncière qui interviendront à la fin du chantier du collège, et afin de permettre le bon déroulement du chantier, la Commune accepte de mettre à disposition certaine emprise de la parcelle citée ci-dessus au profit du Département, selon les modalités ci-dessous détaillées.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

Le Département est autorisé, par la présente, à occuper à titre temporaire une emprise de terrain correspondant aux parcelles provisoires cadastrées section M n°17a, 17b, et 17c, conformément au plan de géomètre ci-annexé, situées au 63, rue de Verdun à Bagneux.

ARTICLE 2 : CARACTERE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Cette mise à disposition revêt un caractère strictement personnel et confidentiel. Le Département ne pourra en conséquence céder, autoriser à sous-occuper ou transmettre à un tiers tout ou partie des droits qu'il tire de la présente convention.

Le Département restera le seul garant vis-à-vis de la Commune du respect des stipulations et de la bonne exécution de la présente convention. Le Département est cependant autorisé à faire intervenir des entreprises pour son compte dans le cadre de la réalisation des travaux.

ARTICLE 3 : DÉSIGNATION DES LIEUX

Le terrain, mis à disposition du Département par la Commune, en nature de terrain bâti, est constitué des parcelles provisoires cadastrées section M n°17a en partie, n°17b et 17c, conformément au plan de géomètre ci-annexé, pour une surface d'environ 18 522 m².

La parcelle provisoire cadastrée section M n°17a sera occupée partiellement par le Département, selon le Plan d'Implantation de Chantier, joint en annexe, et uniquement pour la réalisation des travaux mentionnés à l'article 7.2 de la présente convention.

Pour les besoins du chantier, le trottoir de la rue Nina Simone et le trottoir de la rue de Verdun, domaine public communal, en limite de propriété des parcelles M17a, b et c, et la première voie de circulation limitrophe sera également mis à disposition du Département, conformément au Plan d'Installation de Chantier, joint en annexe. Les surfaces des trois zones occupées sur le domaine public se décomposent comme suit :
- la rue Nina Simone aux abords du collège Joliot Curie,
-la rue de Verdun aux abords du collège et groupe scolaire Joliot Curie.

Ces parcelles sont localisées dans le plan joint en annexe**,** sans qu'il soit besoin de le décrire plus amplement, le Département déclarant le connaître parfaitement pour l'avoir visité préalablement à la signature des présentes. Par ailleurs, un état des lieux contradictoire sera réalisé lors de la prise de possession des emprises en présence des entreprises concernées. La mise à disposition n'est accordée que dans la limite du terrain désigné. Le Plan d'Installation de chantier, pourra faire l'objet de modification pour les besoins de chantier, après accord écrit des Parties.

ARTICLE 4 : DESTINATION

Le Département est autorisé à occuper le terrain désigné à l'article 3 ci-dessus en vue exclusivement d'y reconstruire le collège Joliot Curie et son équipement sportif.

Il s'engage à utiliser les lieux conformément à l'usage pour lequel ils sont mis à sa disposition et à faire respecter cet usage, et notamment :

- La Ville et le Département conviennent que le mobilier présent sur place (mâts d'éclairage, corbeilles, autres) sera déposé soigneusement par l'Occupant, puis livré pour stockage dans les locaux à l'adresse renseigné par la Ville ou sera maintenu sur site, protégé et rendu à l'état initial par l'Occupant ;

- La Ville et le Département conviennent que les regards ainsi que les coffrets électriques feront l'objet d'une protection particulière de la part de l'Occupant, et qu'ils devront rester visitables tout au long du chantier, en cas de besoin d'interventions, par leurs propriétaires et prestataires ;

ARTICLE 5 : ÉTAT DES LIEUX

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

Un état des lieux contradictoire sera établi entre la Ville et le Département préalablement à la prise de possession des parcelles provisoirement cadastrée M 17a et M 17c, des emprises occupées par le chantier sur le domaine public routier et décrite à l'article 3, ainsi que des abords immédiats du chantier, notamment aux droits des accès de chantier, ainsi qu'à l'échéance de la convention.

La parcelle provisoirement cadastrée section M n°17 b ayant vocation à être cédée au Département, ne fera pas l'objet d'état des lieux.

ARTICLE 6 : MODALITÉS D'OCCUPATION

6.1 Principes généraux

Le terrain, objet des présentes, est à la charge intégrale du Département et sous son entière responsabilité pendant la durée de la convention.

L'occupant fera également son affaire personnelle de l'obtention de toutes autorisations légales, administratives ou autres. De plus, il assurera la gestion des accès et l'entretien courant du terrain, objet des présentes.

6.2 Entretien et surveillance

Le Département devra maintenir les lieux en bon état d'entretien général et s'engage à se conformer, par tous les moyens nécessaires, aux prescriptions réglementaires en matière de sécurité et de santé publique. Il prendra notamment en charge l'entretien courant du réseau d'assainissement.

Le Département fera également son affaire du gardiennage et de la surveillance des lieux mis à disposition par la Commune, celle-ci ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le Département pourrait être victime.

Le Département devra faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que la Commune puisse être inquiétés ou recherchés de toutes réclamations faites par les voisins et les tiers, notamment pour le bruit, les troubles de jouissance causés du fait de son occupation par ses services ou par des personnes qu'il aurait introduites ou laissé introduire dans les lieux.

En cas de désordres suspectés, la Ville se réserve le droit de vérifier et de contrôler l'état d'entretien et l'exécution des travaux effectués sur la parcelle mise à disposition, après avoir interrogé Le Département, et sur demande préalable auprès du Département. Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Ville tant à l'égard des parties qu'à l'égard des tiers.

La Ville se réservent la faculté de contrôler les mesures entreprises par le Département pour réparer, à ses frais, les dommages causés au terrain mis à sa disposition.

6.3 Accès et circulation au cours des travaux

Les travaux inhérents à la reconstruction du collège seront soumis à l'obtention et au respect d'un arrêté de circulation pris par la Commune avec diffusion d'un plan d'installation fourni par les entreprises de travaux pour le compte du Département lors de la démolition et reconstruction du collège et de son gymnase.

Le Département mettra en œuvre tous les moyens de sécurité nécessaires (présence d'hommes-trafic) pour assurer la sécurité des piétons et des véhicules circulant sur le domaine public lors de l'entrée et la sortie des véhicules du chantier. Un plan des accès et des circulations sera diffusé par les entreprises à l'affermissement des marchés de travaux.

ARTICLE 7 : DETAIL SOMMAIRE DES TRAVAUX REALISES

7.1 Sur la parcelle qui sera cédée au Département (parcelles provisoirement cadastrée section M n°17B)

Le Département réalisera des travaux suivants, conformément au permis de construire :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

- désamiantage des bâtiments existants ;
- curage des bâtiments existants ;
- déconstruction des bâtiments existants : collège et gymnase, préau et loge du groupe scolaire, bâtiment des logements de fonction ;
- évacuation des matériaux.

Le déroulement de ces travaux fera l'objet d'une convention de délégation de maitrise d'ouvrage.

7.2 Sur la parcelle qui a vocation à rester communale (parcelles provisoirement cadastrée section M n°17A et M n°17C)

Il est convenu entre les Parties que le Département, en sa qualité de maître d'ouvrage des travaux, sera chargé d'organiser les travaux suivants avant la reconstruction du collège et son gymnase :

- déconstruction des bâtiments existants : préau et loge du groupe scolaire notamment, et ce conformément au permis de construire,
- évacuation des matériaux ;
- reconstruction du préau et d'une loge temporaire, remise en place d'un accès pompier, conformément au permis de construire.

Le déroulement de ces travaux fera l'objet d'une convention de délégation de maitrise d'ouvrage.

Le Département occupe avec accord de la Ville deux salles de classes imbriquées dans le groupe scolaire au 1er étage. A l'issue des travaux, le Département restituera les locaux occupés.
La Ville autorise le Département à effectuer des travaux de séparation entre lesdites salles de classes et le collège. Ces derniers seront réalisés par le Département et détaillées dans la convention de maitrise d'ouvrage au profit du Département.

A l'issue des travaux de démolition listés ci-dessus, la reconstruction du collège, de son équipement sportif et des logements de fonction pourra être initiée par le Département.

ARTICLE 8 : DOMMAGES

Au terme de la présente convention, si des dommages sont constatés au regard des états des lieux prévus à l'article 5 de la présente convention, le Département s'engage à remettre en état le terrain à ses frais exclusifs.

ARTICLE 9 : REDEVANCE

Etant donné que l'occupation du terrain répond aux besoins d'une opération d'intérêt général, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 10 : CHARGES

Le Département assumera l'intégralité des charges afférentes à cette occupation. Il fera son affaire de tous les branchements, abonnements et consommations relatifs aux fluides.

ARTICLE 11 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Le Département déclare s'assurer que les entreprises intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation des travaux disposent d'une police d'assurance pour tous les dommages tels que l'incendie, le dégât des eaux, le bris de glace et garantissant sa responsabilité et celui des tiers.

Le Département produira une attestation d'assurance de « responsabilité civile » garantissant les conséquences pécuniaires en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui et dans la survenance desquels sa responsabilité est engagée du fait de ses biens, de ses activités et des personnes dont il doit répondre.

Le Département produira une attestation responsabilité civile au moment de la prise d'effet de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_7-DE

ARTICLE 12 : DURÉE

La présente occupation temporaire prendra effet à compter de la date de l'état des lieux de prise de possession pour une durée de 3 ans, et au plus tard au 31 décembre 2028.

Cette durée tient compte de la phase de démolition.

A son terme, les parties pourront se rapprocher pour convenir d'un renouvellement express par la voie d'un avenant. En toute hypothèse, la présente convention ne pourra faire l'objet d'une reconduction tacite.

ARTICLE 13 : COMMUNICATIONS

Toutes communications et autres notifications faites en application de la présente convention devront se faire par écrit et être transmises aux soussignés en amont.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION ANTICIPÉE

14.1 Résiliation pour faute du Département

En cas de manquement grave aux obligations souscrites par le Département sur le fondement de la présente convention, la Commune pourra procéder, de plein droit, à sa résiliation pour faute. Le Département ne pourra alors prétendre à aucune indemnisation d'aucune sorte de la part de la Commune.

La résiliation, en cas de manquement imputable au Département ne pourra intervenir qu'après mise en demeure préalable, adressée par la Commune, par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la mise en demeure est restée sans effet pendant le délai d'un (1) mois, la Commune pourra procéder à la résiliation de la convention.

14.2 Résiliation du fait de l'Occupant

Le Département pourra, en ce qui le concerne, renoncer à poursuivre l'exécution de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Commune au moins trois (3) mois à l'avance.

ARTICLE 15 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :
- pour la Commune de Bagneux, en l'Hôtel de Ville, 59, avenue Henri Ravera à Bagneux (92220),
- pour le Département, en l'Hôtel du Département, 57, rue des Longues Raies, 92731 Nanterre Cedex,

Fait à Nanterre, en deux exemplaires, le

Pour le Département des Hauts-de-Seine, Le Président du Conseil départemental Georges Siffredi	Pour la Commune de Bagneux, La Maire Marie-Hélène Amiable

ANNEXE : Plan de localisation de l'emprise,
Plan de démolition,
Planning prévisionnel des travaux
Plan d'Installation de Chantier
Plan cadastral

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_8

Approbation du déclassement par anticipation de la parcelle cadastrée P90 correspondant au Centre Social et Culturel Jacques Prévert et nécessaire au futur Lot 4.2 de la ZAC des Musiciens

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_8

Aménagement urbain

Déclassement parcelle Centre Social et Culturel Jacques Prévert - ZAC des Musiciens

Objet : Approbation du déclassement par anticipation de la parcelle cadastrée P90 correspondant au Centre Social et Culturel Jacques Prévert et nécessaire au futur Lot 4.2 de la ZAC des Musiciens

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L.2111-1,
L. 2141-2 et L.3111-1 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L.141-3 et R.141-4 ;

Vu la délibération n° CT2020/008 du Conseil du Territoire de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris en date du 24 février 2020 approuvant le dossier de création de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération n°CT2023/107 du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire en date du 11 décembre 2024 approuvant le PLUI de Vallée Sud Grand Paris entré en vigueur le 13 janvier 2025 ;

Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 17 décembre 2024 approuvant le protocole foncier de la ZAC des Musiciens et notamment son calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;

Vu le protocole foncier signé en date du 23 décembre 2024 entre la commune de Bagneux et l'aménageur Sadev 94 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens, procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens, conformément à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement ;

Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées ensuite par SADEV 94 à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;

Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;

Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;

Considérant que par conséquent la commune de Bagneux et Sadev 94 ont signé le 23 décembre 2024 un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par Sadev 94 des emprises communales » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole soit du 23/12/2024 au 31/12/2024, sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Considérant que conformément à ce protocole foncier, il est nécessaire de procéder

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

préalablement à leurs cessions par la Commune, au déclassement des parcelles publiques communales ;

Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;

Considérant que l'aménageur a besoin de maîtriser l'assiette du centre social et culturel Jacques Prévert d'une surface figurant sur le plan de géomètre ci-annexé de 789 m², située sur la parcelle P90, et qui fera l'objet de travaux de démolition pour permettre la construction du futur lot 4.2 de la ZAC des Musiciens durant la période 2027-2029 ;

Considérant que ce centre social sera relocalisé ultérieurement dans un autre lot de ZAC sur la commune de Bagneux ;

Considérant qu'il est nécessaire de préserver son ouverture au public le temps de sa relocalisation et des démarches nécessaires préalablement à la cession de cette emprise à l'aménageur ;

Considérant qu'il est nécessaire, préalablement à sa cession par la Commune, de garantir son ouverture au public et de procéder ainsi au déclassement par anticipation de la parcelle communale cadastrée P90 correspondant à l'assiette foncière du centre social et culturel Jacques Prevert, d'une surface de 789 m² ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er **:** autorise Madame le Maire ou son représentant à prononcer le déclassement par anticipation de la parcelle cadastrée P90 d'une contenance de 789 m² conformément au plan ci-annexé et correspondant à l'assiette foncière du centre social et culturel Jacques Prévert.

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : La présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Étude d'impact réalisée dans le cadre du déclassement anticipé de plusieurs parcelles du domaine public

PRÉAMBULE : Disposition générales

La présente étude d'impact est réalisée en application de l'article L 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), issu de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017.
Cette étude d'impact pluriannuelle, tenant compte de l'aléa, doit être réalisée préalablement à la prise de la délibération prononçant le déclassement anticipé des emprises des futurs lots à bâtir. Cette étude est donc jointe au rapport à présenter à la commission permanente.

L'article L 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques permet aux collectivités territoriales de pouvoir déclasser de façon anticipée des biens dépendant de leur domaine public et, par conséquent, de poursuivre leur avancée dans les procédures de cession de biens leur appartenant, sans toutefois que la désaffectation de ces biens soit effective au moment du déclassement.

Le site visé par le projet de déclassement anticipé est celui de l'emprise des terrains identifiés sur le plan annexé.

1. LE CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux ont souhaité mettre en place ce projet urbain par le recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concertée.

Ce projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate prévoit la restructuration complète du quartier et s'organise par :

- La démolition d'une partie de l'offre de logements locatifs sociaux ;
- La réhabilitation des logements locatifs sociaux non démolis ;
- Le développement d'une offre nouvelle diversifiée d'environ 44 000 m² de surface de plancher ;
- La restructuration de l'offre en équipements publics de superstructure et d'infrastructure ;

La Zac des Musiciens s'étend sur un périmètre de 11 hectares.

La Zac des Musiciens est constituée de parcelles appartenant :

- Au bailleur SEQENS, propriétaire d'environ 59.000 m² ;
- A la Ville de Bagneux, propriétaire d'environ 37.000,00 m² ;
- Au bailleur TOIT ET JOIE, propriétaire d'environ 7170 m² ;
- Au bailleur Hauts-de-Seine Habitat, propriétaire d'environ 9.200 m² ;
- Des propriétaires privés pour une seule parcelle ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération du 24 février 2020, a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté "Zac des Musiciens"'.

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération du 29 janvier 2021, a retenu le groupement SADEV94 / CITLALLIOS pour la réalisation de la concession d'aménagement de la ZAC des Musiciens.

Enfin, par délibération en date du 14 décembre 2023, le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens dont l'aménagement a été concédé au groupement SADEV 94 / CITALLIOS.

Aussi, SADEV 94, en qualité de co aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément à l'article 3.2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement, procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la Commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens.

Certaines parcelles appartenant à la Commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre de consultations avec mise en concurrence, ou bien pour la réalisation d'échanges fonciers notamment avec le bailleur Toit et Joie pour son projet de résidentialisation de la résidence Kirovakan.
SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir des emprises communales en vue de leur aménagement préalable avant cession ou échange aux opérateurs concernés.

Par conséquent la commune de Bagneux et Sadev 94 ont signé le 23 décembre 2024 un Protocole foncier pour la ZAC des Musiciens qui permet une cession en quatre Tranches ou Blocs comme représenté sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par Sadev 94 des emprises communales » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Ville situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Ville pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises.

Conformément à ce protocole foncier, il est nécessaire de procéder, préalablement à leurs cessions par la ville, au déclassement par anticipation de ces emprises avant de les céder à l'aménageur.

Toutefois parmi elles certaines nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée comme le centre social et culturel Jacques Prévert située sur la parcelle P90 et nécessaire au futur lot 4.2 de la ZAC des Musiciens.

C'est pourquoi il est nécessaire de procéder préalablement à sa cession par la ville, au déclassement par anticipation de la parcelle cadastrée P90 sur laquelle est édifié le centre social et culturel Jacques Prévert.

2. LE PROJET

Le projet de la ZAC des Musiciens prévoit notamment, sur les emprises actuelles de la commune, la réalisation :

- **La construction du lot 4.2** de la ZAC sur tout ou partie des parcelles P90, P35, P166, P126 et P55. Les parcelles P90 et P166 sont classées et sont concernées par cette étude d'impact. Les emprises seront libérées à partir du T3 2026 pour envisager la démolition du CSC Prévert

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

et l'engagement des travaux de confortation des carrières, puis de la construction du lot 4.2 entre le T1 2027 et le T1 2029.

La **Ville** est propriétaire dans le périmètre de la **ZAC DES MUSICIENS** des biens suivants (cf : plan du protocole foncier Ville SADEV) :

- Parcelle cadastrée section N numéro 59 ;
- Parcelle cadastrée section N numéro 61 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 35 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 55 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 166 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 90 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 28 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
- Parcelle cadastrée section R numéro 196 ;
- Parcelle cadastrée section R numéro 204 ;
- Parcelle cadastrée section R numéro 56
- D'emprises publiques à déclasser d'une surface à créer d'environ 23 m² d'une part et 17 m² d'autre part

En outre, la ville de Bagneux et Sadev 94 ont convenu d'un processus de cession en quatre Tranches ou Blocs tels que représentés sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par sadev 94 des emprises communales » **(Annexe)**, à savoir :

3. IDENTIFICATION DES EMPRISES A DECLASSER

Les parcelles concernées par la procédure de déclassement par anticipation seront les suivantes :

Référence cadastrale	Lot concerné	Surface en m2
P90	**Lot 4.2**	**789**

Les emprises correspondantes figurent au plan de géomètre de janvier 2024 qui sera annexé à la délibération.

4. LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Ce montage est destiné à faciliter les opérations immobilières des personnes publiques en leur permettant de démarrer les opérations d'aménagement et de ne pas retarder les actions foncières nécessaires à l'avancement du calendrier des lots de la ZAC (promesses avec les opérateurs, demande permis de construire qui peut être déposé).

Compte tenu que l'opération d'aménagement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, la délibération de déclassement par anticipation est dispensée d'enquête publique préalable, conformément à l'article L 131-4 du Code de la voirie routière.

Ainsi, l'outil de déclassement par anticipation permettra à la Commune de signer un acte de promesse de vente, et de vente avec condition résolutoire de désaffectation, le cas échéant, portant sur l'emprise de 789 m² issue de la parcelle P90 et sans être contrainte de fermer la voirie ni l'accès. Un acte complémentaire viendra constater la désaffectation des emprises cessibles.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

5. LES ENJEUX POUR L'OPERATION

L'étude d'impact a pour objet de permettre au Conseil Municipal de se prononcer sur le projet de déclassement anticipé. Cette démarche permet de mettre en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et inconvénients liés à l'opération envisagée.

Les avantages de l'opération de cession des parcelles avec déclassement anticipé :

En principe le déclassement n'intervient que pour constater que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public.
Toutefois, l'article L2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques prévoit une dérogation à ce principe.
Si les nécessités du service l'exigent, le déclassement peut intervenir de manière anticipée, alors qu'il est encore affecté à l'usage du public.
C'est pourquoi la ville et l'aménageur peuvent avancer dans les démarches relatives aux futures cessions de ces emprises permettant ainsi de respecter le calendrier des cessions prévues par la ville dans le protocole foncier avec l'aménageur.

La présente étude d'impact pluriannuelle conclut donc à un avis positif pour la mise en œuvre de la procédure de déclassement anticipé de la parcelle P90 d'une surface identifiée de 789 m² en vue de la réalisation du lot 4.2 de la ZAC des Musiciens.

Les inconvénients éventuels de l'opération de cession des parcelles avec déclassement anticipé :

Le délai de désaffectation doit être fixé dans l'acte de déclassement et ne peut normalement excéder 3 ans. Toutefois, si la désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, le délai peut être fixé ou prolongé dans la limite de 6 ans.

DATE	NATURE DES MODIFICATIONS	INDICE
Janvier 2024	Préparation des projets de divisions et bornages	1
13 Mars 2024	Modification du projet de division (Plan C) et du bornage (Plan D)	2
19/09/2024	Echange avec la copropriété de Stalingrad	3
08/10/2024	Proposition de limite et de régularisation avec la copropriété de Stalingrad	4.2

NOTA:
- Limites établies par application cadastrale
- Les limites figurant sur ce plan n'ont pas fait l'objet d'une délimitation contradictoire avec les riverains. Seule cette délimitation pourra garantir les surfaces des parcelles.
- Les titres de propriétés n'ont pas été consultés.

Fichier: 921-58362_4.2.dwg
Coordonnées : Système RGF 93 CC 49
Nivellement : Aucun

Département des Hauts-de-Seine

Commune de Bagneux

ZAC des Musiciens

Lot 4.1 & 4.2

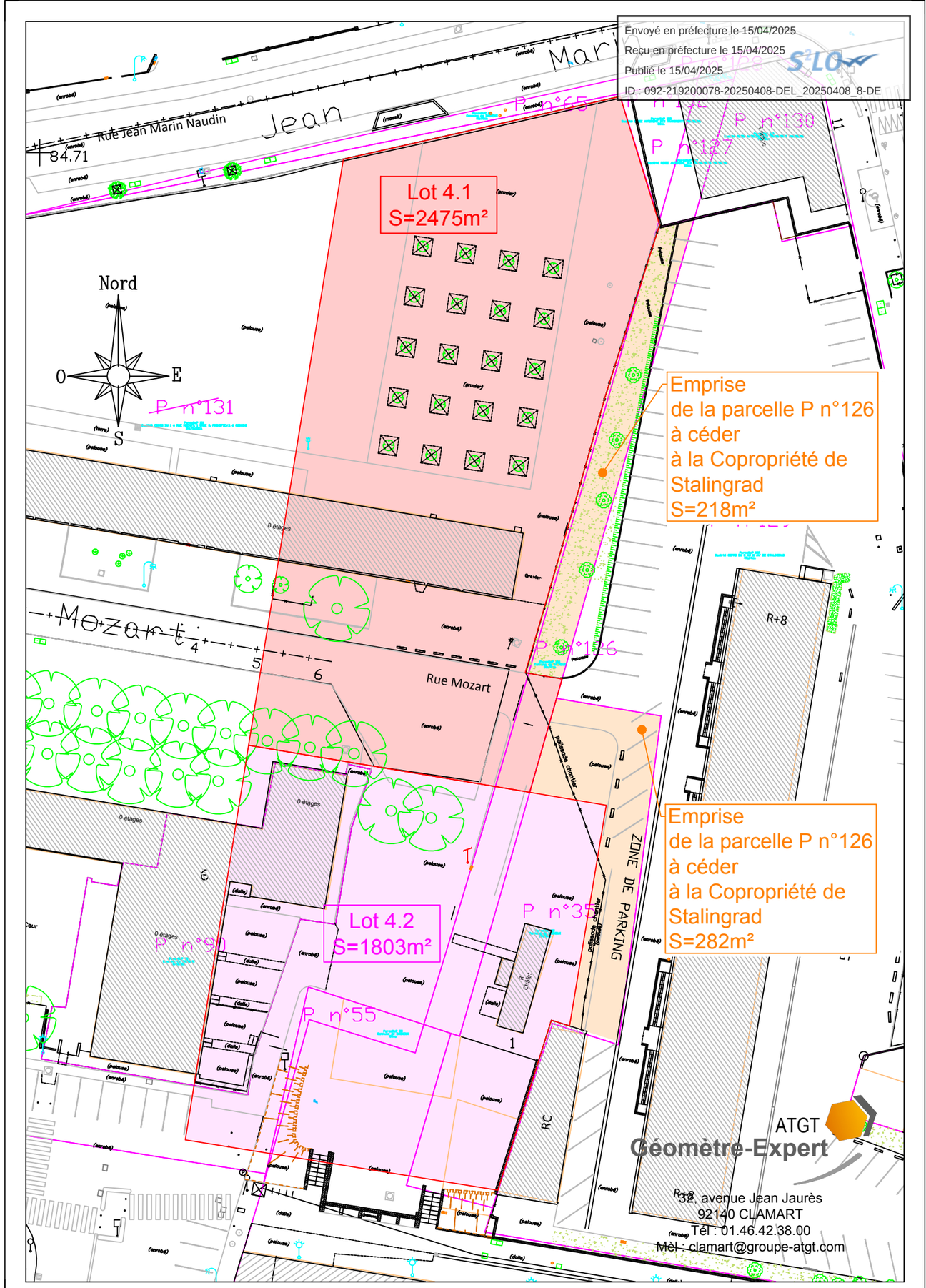
DATE : Septembre 2024	ECHELLE : 1/500	PLAN 1/1
		INDICE 4

ATGT Géomètre-Expert

Agence de Clamart
32, avenue Jean Jaurès
92140 CLAMART
Tél. : 01.46.42.38.00
Mél : clamart@groupe-atgt.com
Ordre des Géomètres Experts n° d'insc. 1988D100001

DOSSIER
921-58362

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE



Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

100478902
LC/LC/

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE VINGT TROIS DÉCEMBRE

A BAGNEUX (Hauts-de-Seine) 57 avenue Henri Ravera, en l'Hôtel de Ville,

Maître Caroline LINGUANOTTO, Notaire à PARIS associée de la Société "WARGNY LELONG ET ASSOCIÉS NOTAIRES", titulaire d'un Office Notarial à COLOMBES (Hauts-de-Seine), 22 avenue Henri Barbusse et à PARIS (8ème), 151 Boulevard Haussmann,

A RECU le présent acte authentique à la requête des Parties ci-après identifiées le présent acte contenant :

PROTOCOLE

1 ENTRE LES SOUSSIGNES :

1.1 La Ville

La **COMMUNE DE BAGNEUX**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département des Hauts-de-Seine, dont l'adresse est à BAGNEUX (92220), Hôtel de Ville 57, avenue Henri Ravera, identifiée au SIREN sous le numéro 219200078.

La **COMMUNE DE BAGNEUX** est représentée à l'acte par Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de la Commune de BAGNEUX, domiciliée professionnellement en l'Hôtel de Ville de BAGNEUX, élue à cette fonction aux termes d'un procès-verbal d'élection en date du 28 mai 2020, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 29 mai 2020 et par sa publication le même jour.

Madame Marie-Hélène **AMIABLE** agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro 20241217_7 DE en date du 17 décembre 2024 rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 20 décembre 2024 et par sa publication le même jour, dont une copie est demeurée ci-après annexée aux présentes **(Annexe n°1.).**

Madame Marie-Hélène **AMIABLE** ici présente.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

de la séance effectué ainsi que l'article L 2131-1 du Code des général collectivités territoriales le prévoit.

Ci-après dénommée la "**Ville**".

1.2 SADEV 94

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE**, ayant pour sigle **SADEV 94**, Société anonyme d'économie mixte au capital de 10099050,00 €, dont le siège est à VINCENNES (94300), 31 RUE ANATOLE FRANCE, identifiée au SIREN sous le numéro 341214971 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL.

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE** est représentée à l'acte par Madame Elsa SAUTTER, Directrice opérationnelle, domiciliée professionnellement à VINCENNES (94300) 31 rue Anatole France, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, en date du 2 décembre 2024, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes **(Annexe n°2.).**

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, domicilié professionnellement au siège de la société SADEV 94 agissant en sa qualité de Directeur Général de la SADEV 94, nommé dans ses fonctions, suivant délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 19 septembre 2023 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes tant en vertu de la loi que de ladite délibération du conseil d'administration de la société SADEV 94 en date du 19 septembre 2023 précitée et demeurée annexée **(Annexe n°3.).**

Ci-après dénommée par sa dénomination sociale ou le "**Promoteur**".

2 DEFINITIONS

Aménageur : désigne le groupement **SADEV 94-CITALLIOS** nommé aménageur de la ZAC des Musiciens par décision du bureau du Territoire en date du 29 janvier 2021.

Annexe(s) : désigne une annexe ou les annexes aux présentes. Ces annexes font partie intégrante du présent protocole.

Article : désigne un article du présent Protocole.

BIEN : désigne les Biens et droits immobiliers, objet des présentes, plus amplement désigné au paragraphe "Désignation" ci-après.

Parties : désigne la "**VILLE DE BAGNEUX**" et la société dénommée "**SADEV 94**".

Ville : désigne la "**VILLE DE BAGNEUX**".

ZAC : désigne la Zac des Musiciens.

3 CADRE OPERATIONNEL : ZAC DES MUSICIENS

A titre liminaire, les Parties déclarent que les conventions contenues dans l'exposé

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

qui suit font partie intégrante de l'Acte comme formant un tout indivisible et indissociable de leurs conventions.

3.1 ZAC DES MUSICIENS

Les Biens sont compris dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté dénommée « Zac des Musiciens » dont l'historique, les décisions et les documents organiques sont exposés ci-dessous :

3.1.1 Contexte

Dans la cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux ont souhaité mettre en place ce projet urbain par le recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concertée.

Ce projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate prévoit la restructuration complète du quartier et s'organise par :

- La démolition d'une partie de l'offre de logements locatifs sociaux ;
- La réhabilitation des logements locatifs sociaux non démolis ;
- Le développement d'une offre nouvelle diversifiée d'environ 42 000 m² de surface de plancher ;
- La restructuration de l'offre en équipements publics de superstructure et d'infrastructure ;

La Zac des Musiciens s'étend sur un périmètre de 11 hectares.
La Zac des Musiciens est constituée de parcelles appartenant :

- A la Société SEQENS, propriétaire d'environ 59.000 m² ;
- A la Ville de Bagneux, propriétaire d'environ 37.000,00 m² ;
- A la société TOIT ET JOIE, propriétaire d'environ 7170 m² et propriétaire du lot numéro QUATRE de l'ensemble immobilier cadastré section N numéro 58;
- A la société ACTIPIERRE, propriétaire du volume 101 de la parcelle cadastrée section N numéro 57
- A l'Office départemental de l'habitat HAUTS-DE-SEINE HABITAT, propriétaire d'environ 9.200 m² ;
- Pour partie à des propriétaires privés pour l'ensemble immobilier cadastré section N numéro 58, savoir :
- Lot numéro UN (1) appartenant à Monsieur BERTHEZENE et Madame ROCHE,
- Lot numéro DEUX 2) appartenant à la société BOUYSSOU DEBUSSY,
- Lot numéro TROIS (3) appartenant à la société B.G.B.G ;

3.1.2 Bilan de concertation

Par suite d'une concertation publique mise en place par le biais de publicités, de campagnes de communications et d'organisation de réunions publiques, il a été établi un bilan de concertation préalable à la création de la ZAC approuvé par le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris par délibération en date du 19 septembre 2019 numéro CT 2019/068.

Cette délibération a fait l'objet d'une transmission en Préfecture le 27 septembre 2019 et d'un affichage au territoire le même jour.

Le **SADEV 94** déclare que la délibération ayant approuvé le bilan de concertation

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

préalable à la création de la ZAC n'a pas fait l'objet d'un déféré préfectoral, ainsi déclaré par les Parties.

3.1.3 Création de la ZAC des Musiciens

Dans le cadre de la création de la Zac des Musiciens a été constitué le dossier création de ladite ZAC comprenant les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation ;
- Le plan de situation ;
- Le plan périmétral ;
- L'Etude d'impact ;
- Le régime au regard de la taxe d'aménagement ;

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération numéro CT2020/008 du 24 février 2020, a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté "Zac des Musiciens"'.

En outre, aux termes de cette délibération, il a été approuvé :

- l'exclusion de la ZAC du champ d'application de la taxe locale d'équipement (partie communale) (devenue taxe d'aménagement) et de la taxe pour dépassement du plafond légal de densité. ;
- le programme global prévisionnel des constructions à réaliser dans le périmètre de la ZAC ;

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)
***ARTICLE 1 – APPROUVE** le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) dite « des Musiciens » à Bagneux, établi conformément à l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme et annexé à la présente délibération.*

***ARTICLE 2 – DECIDE** la création de la zone d'aménagement concerté dite « des Musiciens » à Bagneux, selon le périmètre annexé à la présente délibération et figurant également dans le dossier de création de ladite ZAC.*

***ARTICLE 3 – PRECISE** que le programme global prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur de la ZAC sera d'environ 41 000 m² de surface de plancher, principalement affectés au logement, et que le programme prévisionnel des équipements comprend lui, l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces « libres (espaces verts, extension d'un par cet d'un mail) et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des habitants actuels et futurs et aux usagers des construction à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération d'aménagement. Il comprend aussi les équipements de superstructures nécessaires à l'opérations et notamment la future crèche Prokofiev (environ 800 m² de surface de plancher).*

***ARTICLE 4 – PRECISE** que les constructions édifiées par les acquéreurs dans le périmètre de la ZAC seront exclues du champ de la part communale de la taxe d'aménagement.*

(….) ».

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 28 février 2020.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 9 mars 2020 au 11 mai 2020,
- d'un affichage au territoire du 2 mars 2020 au 16 avril 2020, ainsi qu'il résulte du certificat d'affichage en date du 21 septembre 2020 délivré par le Président de l'EPT,
- d'une parution dans le journal « le Parisien » rubrique ANNONCES LEGALES le 10 mars 2020, ainsi qu'il résulte d'une attestation de parution délivrée le 6 mars 2020 par la Directrice Générale du Parisien,
- d'une publication au recueil des actes administratifs,

La délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours gracieux ou contentieux, n'a pas fait l'objet d'un retrait et a acquis un caractère exécutoire et définitif, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par l'EPT en date du 22 janvier 2024.

3.1.4 Réalisation de la ZAC des Musiciens

3.1.4.1 Dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, par délibération du 14 décembre 2023 numéro CT 2023/107, a approuvé le dossier de réalisation de la Zac des Musiciens.

Sont demeurés annexés :

- le dossier de réalisation de la ZAC d'octobre 2023 ;
- les annexes jointes au dossier, savoir :
- le périmètre de la ZAC ;
- le plan guide ;
- le plan de repérage des équipements publics ;
- le plan de la défenses incendie ;
- le plan du réseau d'alimentation en eau potable ;
- le plan du réseau d'assainissement ;
- le plan du réseau électricité ;
- le plan du réseau éclairage ;
- le plan du réseau télécom ;
- le plan du réseau de chauffage urbain et gaz ;
- le phasage prévisionnel de l'opération ;
- délibération ville sur le PEP ;

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)

***ARTICLE 1 – APPROUVE** le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens située à Bagneux, établi conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme et annexé à présente délibération.*

(….) ».

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 21 décembre 2023.

Les Parties déclarent que cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire du 11 janvier 2024 au 11 février 2024, ainsi qu'il résulte du certificat d'affichage délivré par le Président de l'EPT,
- d'une parution dans le journal « le Parisien » rubrique ANNONCES LEGALES le 11 janvier 2024,
- d'une publication au recueil des actes administratifs,

La délibération ayant approuvé le dossier de réalisation de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours gracieux ou contentieux, n'a pas fait l'objet d'un retrait et a acquis un caractère exécutoire et définitif, ainsi déclaré par les Parties.

3.1.4.2 Programme des équipements publics

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, par délibération en date du 14 décembre 2023 numéro CT2023/108 a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens.

Le Conseil Municipal de la Ville de Bagneux par délibération en date du 10 octobre 2023 numéro 20231010-13 a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire du 11 janvier 2024 au 11 février 2024,
- d'une publication dans le « Le Parisien » le 11 janvier 2024.

Une ampliation de cette délibération a été transmise en Préfecture le 21 décembre 2023.

Le **SADEV 94** déclare que la délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours, ainsi déclaré par les Parties.

Il est précisé que le programme des équipements publics a été intégré au dossier de réalisation ci-dessus visé.

3.2 Concession d'aménagement

Conformément aux dispositions de l'article L.300-4 du Code de l'Urbanisme, afin de désigner l'aménageur de la ZAC, une procédure d'appel d'offre a été diligentée par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, ainsi qu'il résulte des parutions dans le Journal Officiel de l'Union Européenne en date du 5 février 2020 annonce JO/S S28, et au BOAMP en date du 5 février 2020 annonce n°2020-18408.

La commission constituée pour désigner le candidat a considéré que le groupement constitué par les sociétés CITALLIOS et SADEV répondait aux critères techniques et

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

financiers fixés dans le règlement de consultation.

Suite à cette procédure, aux termes d'une délibération du Conseil du Territoire de l'EPT en date du 29 janvier 2021 numéro BT 2021/003, dont une ampliation a été adressée en Préfecture le 12 février 2021, l'aménagement de la ZAC DES MUSICIENS a été concédé au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » et la concession d'aménagement a été approuvée.

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)

ARTICLE 1 – APPROUVE la désignation du groupement constitué par les sociétés CITALIOS et SADEV 94 comme aménageur de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) dite des Musiciens, à Bagneux.

ARTICLE 2 – APPROUVE le projet de traité de concession d'aménagement joint à la présente délibération.

(…) ».

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 12 février 2021.

Ladite délibération a été affichée au territoire le 15 février 2021.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire ainsi qu'il résulte d'un certificat d'affichage délivré par l'EPT le 10 janvier 2024,

Une ampliation de cette délibération a été transmise en Préfecture le 12 février 2021.

SADEV 94 déclare que la délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours, ainsi qu'il résulte d'une attestation en date du 22 janvier 2024.

Le traité de concession a été régularisé le 19 février 2021.

3.3 Etudes réalisées dans le cadre de la réalisation de la ZAC

3.3.1 Etude d'impact

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de création de la ZAC, il a été réalisé une étude d'impact en juin 2018.

3.3.2 Rapport environnemental

Dans le cadre des travaux d'aménagement à réaliser dans la ZAC, SADEV 94 a missionné la société ICF pour la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols afin d'évaluer la qualité du sol en vue des travaux de construction et de démolition à réaliser.
La zone d'étude a été celle de la ZAC.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

3.3.3 Etudes sol

Dans le cadre des travaux d'aménagement à réaliser dans la ZAC, SADEV 94 a missionné la société TECHNOSOL pour procéder à une étude géotechnique de type G1 ES-PGC.
La zone d'étude a été celle de la ZAC.
Ladite étude a été complétée par une étude réalisée par la société GEOLIA pour procéder à une étude géotechnique de type G1 ES-PGC sur les Lots de la ZAC : 1, 2.1, 3A, 4.1, 4.2, et 6.

3.4 DOCUMENTS D'URBANISME APPLICABLE A LA ZAC

3.4.1 PLAN LOCAL D'URBANISME

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de BAGNEUX en date du 31 janvier 2006, le Plan Local d'Urbanisme (ci-après le « PLU ») a été approuvé.
Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 2 février 2006.

Cette délibération a fait l'objet :
- d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
- d'une publication dans deux journaux régionaux et locaux diffusés dans le département.

Ce PLU a été suivi d'un premier modificatif approuvé aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX, en date du 15 janvier 2008 dont une ampliation a été déposée en sous-préfecture le 16 janvier 2008.

Il résulte de deux attestations de Madame la Députée Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 16 juillet 2008 que le PLU ainsi que le PLU modificatif n'ont fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Ce PLU a été suivi d'une révision simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX, en date du 31 mai 2011 dont une ampliation a été déposée en sous-préfecture le 1er juin 2011.

Il résulte d'une attestation de Madame le Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 30 août 2011 que la délibération du 31 mai 2011 adoptant le PLU révisé n'a fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Cette délibération a fait l'objet :
- d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
- d'une publication dans les journaux suivants : L'Humanité et le Parisien (édition 92) le 23 juin 2011.

Il résulte d'une attestation de Madame la Députée Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 30 août 2011, dont la copie est jointe au Dossier d'Informations que la délibération du 31 mai 2011 adoptant le PLU révisé n'a fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Le PLU a fait l'objet d'une mise en compatibilité par arrêté interpréfectoral du 11 décembre 2012 pour le projet de prolongement du métro ligne 4.

Le PLU a été suivi d'une deuxième modification approuvée aux termes d'une

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bagneux en date du 28 mai 2013.

Le PLU a été suivi d'une modification simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bagneux en date du 17 décembre 2013.

Le PLU a fait l'objet d'une mise en compatibilité pour la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris par décret numéro 2014-1607 du 24 décembre 2014.

Une procédure de révision a été initiée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX en date du 24 juin 2014.
Une ampliation de cette délibération a été déposée en Préfecture le 30 juin 2014. Cette délibération a fait l'objet d'un affichage en Mairie.

Le projet du PLU révisé a été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2015.

Cette délibération a :

- été rendue publique le 18 décembre 2015,
- été transmise à la préfecture le 21 décembre 2015,
- fait l'objet d'un affichage en Mairie pendant plus d'un mois (du 29 décembre 2015 au 29 février 2016).

Les délibérations des 24 juin 2014 et 15 décembre 2015 n'ont fait l'objet d'aucun recours et retrait administratif.
La révision du PLU a été approuvée aux termes d'une délibération n° 192/2016 du Conseil de Territoire en date du 27 septembre 2016.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 3 octobre 2016 au 6 décembre 2016 ainsi qu'il résulte d'un courrier émanant de la Ville de Bagneux en date du 16 janvier 2017,
- d'une insertion au journal Le Parisien diffusé dans le Département.

Une ampliation de cette délibération a été déposée en Préfecture le 3 octobre 2016.

Le PLU fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud-Grand Paris en date du 29 janvier 2019.

Ladite délibération a fait l'objet d'un recours gracieux reçu le 5 avril 2019 auquel l'Etablissement Public Territorial n'a pas répondu.

Cette délibération est devenue définitive ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris en date du 29 octobre 2019.

Le PLU a fait l'objet d'une mise à jour n°1 par arrêté n°A20/2020 en date du 12 mars 2020 de Monsieur le Président du Territoire de Vallée Sud Grand Paris emportant actualisation des annexes du PLU.
La mise à jour n°1 n'a pas fait l'objet, à sa connaissance, de recours.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Le PLU a fait l'objet d'une modification approuvée aux termes d'une délibération n°CT2021/112 du Conseil du Territoire de Vallée Sud-Grand Paris en date du 07 décembre 2021.
La délibération susvisée a été régulièrement publiée et n'a pas fait l'objet de recours ou de retrait.

Suivant arrêté n°A07/2022 du Président de l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris en date du 10 janvier 2022, il a été constaté la mise à jour n°2 des annexes du PLU de BAGNEUX.
La mise à jour n°2 n'a pas fait l'objet, à sa connaissance, de recours.

3.4.2 Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Dans le cadre de la mise en place de l'OAP, un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est en cours d'élaboration qui aura notamment pour conséquence de mettre en conformité le règles actuellement en vigueur dans la zone de phasage du PLU où se situe la Zac.

Par délibération numéro CT2018/092 en date du 18 décembre 2018, transmis en préfecture ainsi déclaré par les Parties, l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris a prescrit l'élaboration du PLUI en précisant les modalités de concertation préalable.
La délibération susvisée a été régulièrement publiée et n'a pas fait l'objet de recours ou de retrait.

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal a été arrêté lors du Conseil du Territoire du 14 décembre 2023.

Par arrêté numéro 2024/026 en date du 13 mai 2024, transmis en préfecture le 13 mai 2024, a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique.

Les Parties déclarent que l'enquête publique s'est déroulée du 30 mai 2024 au 4 juillet 2024.

4 PRESENTATION DE L'OPERATION

4.1 CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE

Les Parties déclarent que dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, une convention tripartite régularisée entre **SEQENS**, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux en date du 20 décembre 2019 a eu pour objet de décrire les conditions de participation financière du Territoire au projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre plate dans le cadre de la Zac des Musiciens.

La participation a été fixée à un montant plafond de 15.000.000,00 € répartie comme suit :

- 10.000.000,00 € au titre du coût de l'opération et de la prise en charge du déficit de la ZAC des Musiciens ;
- 5.000.000,00 € de participation du Territoire au titre des opérations de réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage SEQENS.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

4.2 Propriété de la VILLE

La **Ville** déclare être propriétaire dans la **ZAC DES MUSICIENS** des biens suivants :

- Parcelle cadastrée section N numéro 59 ;
- Parcelle cadastrée section N numéro 61 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 35 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 55 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 166 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 90 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 28 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
- D'emprises publiques à déclasser ;

Compte tenu du caractère domanial desdites parcelles et de la nécessité de déclasser lesdites parcelles préalablement à leur vente, les Parties ont convenu de régulariser pour l'ensemble des parcelles le présent Protocole.
Aux termes du présent Protocole, la **VILLE** consent au profit de **SADEV 94** une exclusivité pendant toute la durée du protocole.

Pour rappel, les Parties déclarent que la parcelle cadastrée section P numéro 126 appartenant à la VILLE est située dans le périmètre de la Zac des Musiciens. Que ladite parcelle a fait l'objet d'une promesse synallagmatique établie par le Notaire soussigné en date du 5 juillet 2024.
Que la réalisation de ladite promesse de vente et la réalisation du présent Protocole sont indépendantes, de sorte que la non réalisation d'un des deux actes n'entraînera pas la caducité de l'autre acte.

En outre, **l**es Parties déclarent avoir convenu d'un processus de cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » **(Annexe n° 4.)**, savoir :

- ***Tranche numéro 1 (bloc 1 plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles ci-dessous en deux unités foncières :***

Parcelle cadastrée section P numéro 35p : ladite parcelle actuellement occupée par la copropriété Stalingrad dont une partie doit être cédée à la copropriété par la Ville de BAGNEUX ;
Parcelle cadastrée section P numéro 55p : espace vert attaché au Centre Social et Culturel Jacques Prévert actuellement occupé ;
Parcelle cadastrée section P numéro 166p : espace vert attaché au Gymnase Jacques Prévert ;

Et

Parcelle cadastrée section P numéro 90p : parcelle où se situe le Centre Social Culturel Jacques Prévert actuellement occupée ;
Les Parties déclarent :

- Que le bâtiment sera démoli par SADEV 94 une fois devenu propriétaire de cette emprise ;
- Que le nouveau centre social et culturel est en cours de construction dans l'ilot G3 de la ZAC ECOQUARTIER VICTOR HUGO, dont l'achèvement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

prévisionnel est fixé au 3ème trimestre 20

- ***Tranche numéro 2 (bloc 2 ci-dessus annexé) :***

Parcelle cadastrée section N numéro 59p : partie du Parc Nelson Mandela consistant en un cheminement piéton (circulation piétonne modifiée) à diviser en deux parcelles.

- ***Tranche numéro 3 (bloc 3 du plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles suivantes :***

Parcelle cadastrée section N numéro 59p consistant en un parc de stationnement extérieur;
Parcelle cadastrée section N numéro 61p;
Emprises publiques d'environ à 17 m² à créer ;

- ***Tranche numéro 4 (bloc 4 du plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles suivantes :***

Parcelle cadastrée section P numéro 28p ;
Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
Parcelle cadastrée section R 196p,
Parcelle cadastrée section R 204p ;
Parcelle cadastrée section R 56p ;
Emprises publiques d'environ 23 m² à créer;

Cette unité foncière constituée des parcelles ci-dessus visées sera occupée par le collège provisoire ~~Henri Wallon B,~~ dans l'attente de la construction du collège définitif Joliot-Curie prévu en 2028.

4.3 Domanialité

La **Ville** déclare que les BIENS font partie du domaine public communal conformément à l'article L.2111-1 du code général des propriétés des personnes publiques.

Conformément à l'article L.3111-1 du code général des propriétés des personnes publiques, les biens des personnes publiques, qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles.
Les Parties conviennent donc que le présent Protocole ne peut valoir engagement de vendre de la part de la **Ville** et qu'il convient de déclasser lesdits biens préalablement à leur cession.
En conséquence, le déclassement des parcelles ci-dessus visées constitue une Condition Préalable conditionnant la novation du Protocole en promesse synallagmatique de vente pour la Tranche concernée.

La **Ville** rappelle qu'en application de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, l'opération de construction envisagée ayant pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie publique à déclasser, la délibération concernant le déclassement de la délibération cadastrée section N numéro 59 devra être précédée d'une enquête publique.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

4.4 Délibération du Conseil Municipal autorisant la signature du Protocole

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de BAGNEUX en date du 17 décembre 2024, dont copie est demeurée ci-avant annexée, le Conseil Municipal a décidé de ce qui suit, littéralement rapporté :

« (….)

***Objet :** Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94*

Le Conseil municipal,
A LA MAJORITE ABSOLUE

(…)
Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;
Vu le calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;
Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément à l'article 3.2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement qui stipule que SADEV 94 procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens ;
Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;
Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;
Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;
Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;
Considérant ces trois points visés ci-dessus et la nécessité de convenir d'un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la commune de Bagneux et la SADEV qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Ayant entendu le rapporteur,
Après en avoir délibéré,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

***DÉCIDE** :*

***Article 1er** : approuve le protocole foncier de la ZAC des Musiciens à signer avec l'aménageur SADEV 94 actant :*

- *d'une période d'exclusivité au profit de SADEV 94 pour chaque tranche ;*
- *d'entamer le processus de déclassement des parcelles appartenant à la commune de Bagneux en vue de permettre de régulariser des promesses synallagmatiques de vente au profit de SADEV 94 ;*

Les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

***Article 2** : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).*

***Article 3** : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.*

(…) »

Une ampliation de cette décision a été régulièrement transmise en Préfecture de NANTERRE le 20 décembre 2024 et est devenue exécutoire le même jour.

Monsieur le Maire déclare n'avoir reçu à ce jour aucun recours gracieux ou contentieux contre ladite délibération.

5 CONDITIONS PREALABLES

Les Parties déclarent que la réalisation du présent Protocole est conditionnée à la réalisation des Conditions Préalables ci-dessous :

- ***S'agissant de la Tranche 1 (bloc 1)***:

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 1 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la Tranche 1 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 2 (bloc 2)***:

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 2 au visa de l'article L.141-3 du code de la voirie routière ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Tranche 2 ;

- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 3 (bloc 3):***

- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement des parcelles de la Tranche 3 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 4 (bloc 4):***

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 4 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la Tranche 4 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

Etant précisé que :

- Pour les Tranches 1, 2 et 4, concernées par un déclassement anticipé, la désaffectation devra intervenir au plus tard dans les trois (3) ans suivant la délibération prononçant le déclassement anticipé ;
- Pour les Tranches 1, 2 et 4, une étude d'impact doit être réalisée et jointe à la délibération prononçant le déclassement anticipé ;
- La désaffectation pour toutes les parcelles des Tranches visées ci-dessus devra être réalisée et constatée préalablement à la cession au profit de SADEV 94.

Pour ce faire, la VILLE délibérera préalablement à la cession pour constater la désaffectation du bien concerné, au visa de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, le cas échéant.

6 DUREE DU PROTOCOLE

Le présent Protocole prend effet à la date de signature des présentes.

En tout état de cause, la période d'exclusivité, pour permettre la réalisation des conditions préalables ci-dessus visées, court pour chacune des Tranches, pour une durée mentionnée ci-dessous que les Parties pourront convenir de proroger le cas échéant, sans pouvoir excéder la date du 30 décembre 2030.

- **S'agissant de la Tranche 1 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 2 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 3 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 4 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de trente-six (36) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties

CELA exposé, il est passé à la convention objet des présentes, ayant pour objectif de fixer entre la **Ville** et **SADEV 94** les termes et conditions de leurs engagements pendant la durée du Protocole, en vue d'aboutir aux cessions des Tranches à intervenir entre eux.

7 PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

SADEV 94 étant une personne morale, les dispositions protectrices de l'acquéreur immobilier prévues par l'article L.271-1 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables.

8 NATURE DU PROTOCOLE

Les Parties conviennent que chaque Tranche est indépendante et que la non réalisation d'une des Tranches ne remettra pas en cause la vente des autres Tranches.

La **Ville** s'interdit, par suite, pendant toute la durée du présent Protocole de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur le BIEN, de consentir aucun bail, concession, location ou prorogation de bail, comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement SADEV 94.

La **Ville** déclare s'engager à entreprendre toute démarche en vue de permettre :
- la désaffectation des BIENS de la Tranche 3, puis de solliciter le déclassement et l'autorisation de vendre les BIENS de la Tranche 3 au profit de SADEV 94, aux conditions du présent protocole et aux conditions à convenir entre elles, qui seront actées dans l'acte de promesse synallagmatique de vente à recevoir une fois les conditions préalables de la Tranche 3 réalisées ;
- le déclassement anticipé des BIENS des Tranches 1, 2 et 4, puis de solliciter l'autorisation de vendre les BIENS desdites Tranches aux conditions du protocole et

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

aux conditions à convenir entre elles, qui seront actées dans les actes de promesse synallagmatique de vente à recevoir une fois les conditions préalables desdites Tranches réalisées ;

Il est convenu que dès que le déclassement aura été prononcé et que le Conseil Municipal de la **Ville** aura délibéré sur la vente pour la Tranche concerné, les Parties auront un délai de trente (30) jours pour régulariser la promesse de vente concernant la Tranche.

Il est expressément convenu que, faute pour les Parties d'avoir régularisé la promesse de vente pour la Tranche concerné, dans le délai ci-dessus visé de trente (30) jours, alors que les Conditions Préalables sont réalisées, le présent Protocole pour la Tranche concernée sera considéré comme nul et non avenu, la Ville recouvrant son entière liberté.

A cet effet, les Parties s'engagent à respecter les engagements pris aux termes du présent protocole.

9 DUREE DES PROMESSES DE VENTE

Les Parties ont convenu que la durée des Promesses de vente pour chacune des Tranches sera convenue et fixée aux termes de la Promesse de vente à régulariser pour la Tranche concernée une fois les Conditions Préalables réalisées.

En tout état de cause, les Parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas de carence de l'une des Parties pour la régularisation de la vente, la Partie défaillante ne saurait se prévaloir à l'encontre de l'autre Partie de l'expiration du protocole ci-dessus fixée.

Les Parties conviennent d'ores et déjà que les promesses de vente seront reçues par l'Office notarial dénommée en tête des Présentes.

10 OBJET DU PROTOCOLE – LE BIEN

10.1 Désignation des BIENS de la TRANCHE 1 (BLOC 1)

10.1.1 PARCELLES DE L'UNITE 1

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et avenue Henri Barbusse ;

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	35p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 07a 60 ca
P	55p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 00 a 58 ca
P	166p	51 AV HENRI BARBUSSE	01 ha 04a 18 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

10.1.2 PARCELLE DE L'UNITE 2

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Mozart,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	90p	6 RUE MOZART	00 ha 07 a 89 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

10.2 <u>Désignation des BIENS de la Tranche 2</u>

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue de Turin,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
N	59p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	01 ha 10 a 65 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 5.)**.

10.3 <u>Désignation des BIENS de la Tranche 3</u>

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et rue de Turin,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
N	59p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	01 ha 10 a 65 ca
N	61p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 00 a 12 ca
EP			

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 6.)**.

10.4 Désignation des BIENS de la Tranche 4

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et avenue de Stalingrad,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	28p	72 RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 85 a 36 ca
P	54p	AV DE STALINGRAD	00 ha 05 a 80 ca
R	196p	AV VICTOR HUGO	00 ha 08 a 26 ca
R	56p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 23 a 81 ca
R	204p	AV VICTOR HUGO	00 ha 01 a 35 ca
EP			

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 7.)**.

10.5 Information sur le bornage à effectuer

En application des dispositions de l'article L 111-5-3 du Code de l'Urbanisme, la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

destination envisagée sur le terrain objet des présentes étant la construction d'un immeuble en tout ou partie à usage d'habitation, un plan de bornage contradictoire devra être établi préalablement à toute vente.
La **Ville** autorise **SADEV 94** à faire effectuer ces bornages, à leurs frais, pendant la durée de la promesse de vente avec un délai de prévenance de 48 heures de telle sorte qu'il soit annexé aux termes de l'acte authentique de vente.

10.6 Nature et quotité des droits vendus

Le présent protocole porte sur la pleine propriété des **BIENS de chaque Tranche** désignée ci-dessus.

11 PROPRIETE - JOUISSANCE

11.1 Transfert de propriété :

Les Parties conviennent d'ores et déjà que le transfert de propriété aura lieu le jour de la constatation de chaque vente en la forme authentique, même si l'échange de consentements nécessaire à la formation des conventions est antérieur.

11.2 Entrée en jouissance :

Les Parties conviennent d'ores et déjà que l'entrée en jouissance aura lieu le jour de la signature de l'acte authentique de vente, la partie du **BIEN** vendue devant alors être libre de toute location, occupation, concession, réquisition ou préavis de réquisition.

12 PRIX

Les Parties déclarent que les prix de vente de chaque Tranche sera convenu entre elles aux termes des Promesses synallagmatique de vente à recevoir, après obtention des avis des domaines.

13 CONDITIONS DES PROMESSES DE VENTE EN CAS DE REALISATION DU PROTOCOLE

Les Parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas de signature des actes de promesses synallagmatique de vente, suite à la réalisation des Conditions Préalables, les conditions de la vente de l'assiette foncière de chaque Tranche seront les suivantes :

13.1 Conditions générales

13.1.1 A la charge de la Ville

La **Ville** :

- Garantira **SADEV 94** sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil qui dispose que « Q*uoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente*. ».

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur le **BIEN** et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

- Réglera au moyen du prix de la vente payée comptant, l'intégralité des sommes

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

restant dues aux créanciers inscrits, dans le délai de dix jours de la délivrance de l'état hypothécaire sur formalité et rapportera, à ses frais, les mainlevées et certificats de radiation de toutes ces inscriptions, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

- Indemnisera **SADEV 94** de tous frais extraordinaires de purge.
Le tout de manière que le **BIEN** soit libre de toute inscription hypothécaire, mention ou saisie.

- Fera son affaire personnelle du paiement de la totalité de la taxe foncière en ce compris celle exigible pour l'année au cours de laquelle aura lieu l'entrée en jouissance SADEV 94.

- Devra fournir au demandeur d'une action éventuelle en rescision pour lésion, le complément de prix conformément à l'article 1674 du Code Civil, de façon à arrêter le cours de cette action, et ce afin que **SADEV 94** ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet, la **Ville** s'obligeant dès à présent à le mettre hors de cause de toute procédure.

13.1.2 A la charge SADEV 94

SADEV 94 :

- Prendra le **BIEN** dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance, une fois les conditions suspensives réalisées, sans aucune garantie de la part de la **Ville**, à l'exception de la garantie d'éviction, notamment pour raison :

- soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous l'immeuble, des vices mêmes cachés, de mitoyenneté,
- soit même de la surface du terrain, la différence en plus ou en moins, s'il en existe, entre la contenance sus-indiquée et celle réelle, excédât-elle un/vingtième, devant faire le profit ou la perte, SADEV 94 sans aucun recours contre la **Ville** à ce sujet.

- Acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, taxes et autres charges de toute nature auxquels ledit **BIEN** peut et pourra être assujetti ; il remboursera à la **Ville** le prorata de la taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 Décembre suivant.

- Paiera tous les frais, droits et émoluments de l'acte authentique de vente, leurs suites et leurs conséquences.

- Fera leur affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurances.

14 PENALITE

De convention expresse entre les Parties, il a été convenu de ne pas prévoir de clause pénale au titre du Protocole et des Promesses de Vente.

15 ABSENCE DE DEPOT DE GARANTIE

De convention expresse entre les Parties, il ne sera pas versé de dépôt de garantie au titre du Protocole et des Promesses de Vente.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

16 CONDITIONS SUSPENSIVES DES PROMESSES DE VENTE

Une fois les Conditions Préalables du Protocole réalisées, les Parties régulariseront dans le délai convenu entre elles aux termes des présentes, un acte de promesse synallagmatique de vente pour chacune des Tranches sous les conditions suspensives ci-après stipulées, dont la liste est non exhaustive, qui devront être réalisées dans un délai à convenir aux termes des promesses de vente.
Ces conditions suspensives s'appliqueront indépendamment à chacune des Tranches, et le cas échéant, selon le contexte, à l'une seule de ces Tranches.

16.1 Conditions suspensives stipulées au profit des deux Parties

16.1.1 Droit de préemption

Le BIEN ne doit pas faire l'objet d'un droit de préemption de tout organisme bénéficiant légalement de ce droit ou de tout occupant, locataire ou ancien locataire.
Le **VILLE DE BAGNEUX** s'oblige à faire toute diligence pour la purge de ces droits, et donne tous pouvoirs au notaire soussigné ou tout clerc de son Etude, à l'effet d'établir et signer toutes déclarations d'intention d'aliéner qui s'avèreraient devoir être établies en suite de la Promesse, pour le compte du **VILLE DE BAGNEUX**.
La saisine, par un titulaire de droit de préemption, d'une juridiction aux fins de modification des conditions de la vente sera considérée comme entraînant la non-réalisation de la condition suspensive, au même titre que l'exercice pur et simple du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la Promesse sera caduque de plein droit et le **VILLE DE BAGNEUX** délié de toute obligation à l'égard du **SADEV 94** auquel devra être restitué dans un délai maximum de huit (8) Jours Calendaires de la réception de la notification de préemption au domicile élu dans la déclaration, l'indemnité d'immobilisation ou la caution le cas échéant remise.

16.2 Conditions suspensives stipulées au profit de SADEV seul

En application de l'article 1304-4 du Code civil, **SADEV 94** est libre de renoncer aux conditions suspensives stipulées dans leur intérêt exclusif, tant que celles-ci ne sont pas accomplies.

De convention expresse entre les **Parties**, **SADEV 94** pourra renoncer aux conditions suspensives ci-après stipulées à leur profit exclusif jusqu'à l'expiration du délai convenu pour leur accomplissement, quand bien même l'événement ayant provoqué leur défaillance serait antérieur. Etant précisé que le non-accomplissement d'une telle condition suspensive pendant le délai convenu pour sa réalisation vaudra défaillance de cette condition suspensive.

SADEV 94 devra notifier à la **VILLE**, par courrier recommandé avec accusé de réception en son domicile élu, la défaillance de la condition suspensive, et le cas échéant, leur renonciation avant expiration du délai de réalisation correspondant.

En cas de défaillance de l'une ou plusieurs condition(s) suspensive(s) ci-après stipulées et à défaut de renonciation expresse par **SADEV 94** dans les formes ci-dessus, la Promesse de Vente sera réputée n'avoir jamais existé conformément aux dispositions de l'article 1304-6 du Code civil.

16.2.1 Droit de propriété et libre disposition du BIEN

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

- Que le **VILLE DE BAGNEUX** justifie d'une origine de propriété trentenaire régulière, de sa pleine capacité de disposer, de la libre disposition du BIEN dont s'agit, et d'une situation hypothécaire, par la production d'un état hypothécaire trentenaire certifié de moins de deux mois, ne révélant pas d'inscription d'hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale, dont les montants, en principal et accessoires, excéderaient le prix de vente et d'un accord de mainlevée entière et définitive avec ou sans paiement émanant des créanciers inscrits.

Il remettra les titres de propriété antérieurs nécessaires à la vérification de l'origine de propriété trentenaire.

16.2.2 Sur la capacité

- Que le **VILLE DE BAGNEUX** justifie de la capacité, des autorisations ou des pouvoirs nécessaires à une vente amiable.

16.2.3 Servitudes

- Que les titres de propriété antérieurs, les états hypothécaires et le relevé des formalités antérieures au 1er janvier 1956, qui seront délivrés par le service de la publicité foncière, ne révèlent aucune servitude ou condition particulière susceptible de nuire au droit de propriété ou de jouissance du **SADEV 94** de la présente promesse, d'empêcher la réalisation du projet de construction ou encore, de le rendre plus onéreux.

Sur ce point, les Parties déclarent que les servitudes de cours communes plus amplement visées ci-dessous doivent être éteintes pour permettre la mise en œuvre des arrêtés de permis de construire à obtenir sur les Lots de la ZAC.
Pour ce faire :

- les propriétaires privés concernés par ces servitudes devront donner leur accord pour éteindre ces servitudes.
- l'administration compétente en matière de plan local d'urbanisme devra délivrer une autorisation.

16.2.4 Urbanisme

Les pièces d'urbanisme qui seront délivrées, en vue de la réalisation des présentes, ne doivent pas :

- contenir d'injonction de travaux, d'expropriation totale ou partielle, de réquisition ou préavis de réquisition ou de dépréciation significative de l'IMMEUBLE.
- révéler de servitudes ou autres prescriptions administratives de nature à mettre en cause à plus ou moins long terme, même partiellement, le droit de propriété et de jouissance du **SADEV 94** de la présente promesse ou la destination que le **SADEV 94** envisage de donner au BIEN.

16.2.5 Absence d'installation classée pour la protection de l'environnement nécessitant une remise en état du site

La Promesse sera soumise à la condition suspensive qu'en cas d'installation classée pour la protection de l'environnement révélée sur l'adresse du BIEN, qu'il soit :

- justifié du dossier de cessation d'activité;
- justifié de la remise en état des **BIENS** le cas échéant ;

Dans l'hypothèse de l'impossibilité pour la **VILLE DE BAGNEUX** de :

- justifier du dossier de cessation d'activité ;
- ou de justifier de la remise en état des **BIENS** ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

- ou de produire un courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou de la préfecture (ou de toute autre autorité administrative compétente) confirmant que les **BIENS** n'ont pas fait l'objet de leur intervention.
- ou de justifier de la suppression du référencement de ces installations dans le fichier des installations classées par les déclarations en Préfecture.

Les Parties se rencontreront pour étudier des solutions
A défaut d'accord entre les Parties dans le délai de DEUX (2) mois à compter de la notification par la **VILLE DE BAGNEUX** à la **SADEV 94** du courrier de la préfecture sur des solutions éventuelles la condition suspensive sera considérée comme défaillie et la Promesse sera caduque sans indemnité de part ni d'autre, sauf renonciation par la **SADEV 94**.

La présente condition suspensive sera considérée réalisée en cas d'obtention par la **VILLE DE BAGNEUX** d'un courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou de la préfecture (ou de toute autre autorité administrative compétente) confirmant l'absence d'installation classée pour la protection de l'environnement ou d'un courrier justifiant de la suppression du référencement de ces installations dans le fichier des installations classées par les déclarations en Préfecture.

17 CONDITIONS PARTICULIERES DU PROTOCOLE ET DES PROMESSES DE VENTE

SADEV 94 est dès à présent autorisé par la **VILLE** à pénétrer et laisser pénétrer tout homme de l'art (architecte, géomètre, métreur…) sur le terrain pour y faire procéder, à ses frais, tout mesurage, études de sol, sondages y compris destructifs (sous réserve de remise en l'état de façon à permettre la continuité de l'exploitation des bâtiments de la **VILLE**, conformément à leur destination) et autres, à charge de remettre les lieux en l'état, si la **VILLE** l'exige, et sous réserve d'avoir prévenu **SADEV 94** par courriel au moins 48 heures à l'avance.

18 DECLARATIONS DES PARTIES

Les Parties attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et elles déclarent et garantissent notamment :

18.1 <u>En ce qui concerne les personnes morales</u>

- Que la signature et l'exécution du présent protocole ne contrevient à aucun contrat ou engagement auquel la **Ville** ou **SADEV 94** est partie, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale s'appliquant à elle, dont le non respect pourrait faire obstacle à la parfaite exécution des engagements résultant à son encontre du présent acte.
- Qu'elles et leur représentant ont la capacité légale et ont obtenu tous les consentements et autorisations de ses organes sociaux et, le cas échéant, des autorités administratives compétentes, et tous autres consentements et autorisations éventuellement nécessaires afin de l'autoriser à conclure et exécuter ses obligations nées du présent protocole.

18.2 <u>En ce qui concerne SADEV 94</u>

- Qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de procédure de sauvegarde, de cessation de paiement, de redressement ou de liquidation judiciaire (articles L.610-1 et suivants du Code de Commerce) ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

- Qu'il n'a pas été associé depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle elle était tenue indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'il ne fait pas et n'a jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens.
- Qu'il est une société de droit français dûment constituée et existant valablement,

18.3 <u>En ce qui concerne leurs représentants</u>

- Qu'elles ne sont concernées :
. Par aucune des mesures de protection légale des incapables sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.
. Par aucune des dispositions de la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judiciaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement.
- Que leur état-civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Que la signature et l'exécution du présent acte de vente ne contrevient à aucun contrat ou engagement auquel la **Ville** ou SADEV 94 est partie, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale s'appliquant à elle, dont le non respect pourrait faire obstacle à la parfaite exécution des engagements résultant à son encontre du présent protocole.

Par ailleurs, elles déclarent que les clauses contenues au présent protocole font novation avec celles qui auraient pu être insérées dans tout avant-contrat ou accord établi en vue des présentes uniquement en ce qui concerne le **BIEN**.

19 INFORMATIONS SUR LES BIENS

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1265 du Code civil, la **Ville** déclare qu'à sa connaissance elle a, dès avant ce jour, divulgué à SADEV 94 tous renseignements et documents utiles.
En outre, la **Ville** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard de SADEV 94, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes.

19.1 <u>Sur les servitudes conventionnelles</u>

La **Ville** déclare :
Qu'elle n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur le **BIEN** et qu'il n'en existe, à sa connaissance, pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux et de la Loi en général, des documents d'urbanisme, et des servitudes ci-dessous:

1) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 19 juillet 1970</u>

Aux termes d'un <u>acte de constitution de servitudes</u> reçu par Maître LACOURTE, notaire à PARIS le 19 juillet 1960, suivi d'un acte rectificatif en date du 11 octobre 1960, le tout publié au service de la publicité foncière de VANVES 2 le 15 novembre 1960, volume 7183, numéro 8428,

Il a été établi des <u>zones non aedificandi</u> par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS portant sur les parcelles suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

- M numéros 4, 7, 8, 9, 10, 11, à ce jour cadastrées section M numéros 46 et 47, 16 et 17 par suite de réunion et division parcellaire ;
- N numéro 21, à ce jour cadastrée N numéro 46, 71, 72, 73 et 74par suite de division parcellaire ;
- P numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, à ce jour cadastrées P 180, 181, 182, 183, 86, 89, 184, 185, 186 et 132 par suit de divisions parcellaires ;

2) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 19 juillet 1970</u>

Aux termes d'un <u>acte de vente</u> par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS au profit de la société C.I.L.O.F. reçu par Maître LACOURTE, notaire à PARIS les 28 et 29 mars 1961, suivi d'un acte rectificatif en date du 22 juin 1961, le tout publié au service de la publicité foncière de VANVES 2 le 27 juillet 1961, volume 7431, numéro 6106,

Il a été établi des <u>zones non aedificandi</u> portant sur les parcelles suivantes :
- M numéro 18, à ce jour cadastrée section M numéros 16, 17 et 46, 47, 43, 44 et 45 par suite de division parcellaire ;
- N numéro 21 à ce jour cadastrée section N numéros 46, 71, 72, 73, 74 et 49 ;
- P numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, à ce jour cadastrée section P numéros 180, 181, 182, 183 et 86, 55 et 61, 64, 65, 90, 132, 184, 185,186 ;

3) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 5 mars 1958</u>

Aux termes d'un acte de constitution de servitude reçu par Maître LAHAUSSOIS, notaire à MONTROUGE, en date du 5 mars 1958, dont une copie authentique a été publiée au 8ème bureau des hypothèques de la SEINE le 21 avril 1958 numéro 6406 numéro 3177,
Il a été créé une servitude de cour commune portant sur les parcelles cadastrées :
- Section P numéro 35
- Section P numéro 36 aujourd'hui cadastrée section P numéros 129 et 130.

Une copie de ces actes demeure annexée aux présentes, ainsi que les plans annexés auxdits actes, à l'exception du plan annexé à l'acte en date du 5 mars 1958 celui-ci n'ayant pas été retrouvé par le notaire détenteur de la minute. **(Annexe n°8.)**.

Le **VILLE DE BAGNEUX** s'oblige à justifier pour la date de la signature de l'acte authentique de la renonciation par la collectivité compétente desdites servitudes.

Une copie des plans de servitude est demeurée annexée aux présentes **(Annexe n°9.)**.
Les Parties déclarent en avoir connaissance desdites servitudes et avoir saisi l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme en vue d'obtenir l'autorisation d'éteindre lesdites servitudes.

Que personne n'a revendiqué de servitude ou droit sur le **BIEN** depuis qu'il est propriétaire.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

19.2 Sur les servitudes d'ordre publique

La **Ville de BAGNEUX** déclare que la parcelle aujourd'hui cadastrée section N numéro 59 est soumise aux servitudes régies par les articles L.554-1 et R.554-2 le code de l'environnement en raison du passage de la ligne 15 du Grand Paris Express.

19.3 Sur la situation administrative

La **Ville** déclare :

Que le **BIEN** ne fait pas l'objet d'une procédure tendant à son expropriation totale ou partielle ou à sa réquisition.
Qu'il ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux.

19.4 Sur la situation hypothécaire

La **Ville** déclare :

Qu'il n'existe sur le **BIEN** aucune inscription, transcription, publication, privilège ou mention de nature à empêcher le caractère incommutable du transfert de son droit de propriété.
Qu'il s'engage à rapporter la mainlevée des inscriptions et mention dans le mois de la signature de l'acte authentique de vente.

19.5 Sur les procédures

La **Ville** déclare :

Qu'il n'y a pas de procédure en demande ou en défense, à laquelle serait intéressé directement ou indirectement le **BIEN**.
Qu'elle n'a jamais été en procédure avec les voisins ou anciens propriétaires.

19.6 Sur les contrats

La **Ville** déclare :

Qu'il n'existe aucun contrat d'affichage grevant le **BIEN**.
Que le BIEN ne fait pas l'objet de contrat de travail susceptible d'être repris par SADEV 94.
Qu'il n'existe pas de contrat de maintenance ou d'entretien susceptible d'être repris par SADEV 94.

- Que les **Biens** objet des présentes sont inclus dans le périmètre de L'Association Foncière Urbaine Libre dénommée « LA PIERRE PLATE CHATEAUBRIANT », non inscrite au SIREN et ci-après dénommée « AFUL ».

Aux termes d'un acte reçu par Maître LACOURTE, Notaire à PARIS, le 12 novembre 2002, publié au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 24 décembre 2002, volume 2002P numéro 12721, il a été établi un cahier des charges et les statuts de l'AFUL « LA PIERRE PLATE CHATEAUBRIANT »,
Cet acte a été suivi d'un acte rectificatif établi par Maître SOLLIER, Notaire à PARIS, en date du 5 février 2004, dont une copie a été publiée au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 19 février 2004, volume 2004P, numéro 1804.

Aux termes d'un acte reçu par Maître LEROUX, notaire à PARIS, le 7 juin 2022, publié au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 1er juillet 2022, volume 2022P, numéro 12806, il a été constaté la réduction du périmètre de l'AFUL suite au retrait des parcelles cadastrées P numéros 18, 81 83 et S numéro 108.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Cet acte a été suivi d'une attestation rectificative reçue par Maître LEROUX, notaire à PARIS, le 12 octobre 2022, publiée le 17 octobre 2022, volume 2022P, numéro 20593.

Les Parties déclarent que dans le cadre de l'aménagement de la Zac (démolition de logements, aménagement des nouveaux espaces publics, création de nouveaux axes de circulation, …), il est nécessaire de procéder à la dissolution de l'AFUL.

Les Parties déclarent que la dernière assemblée générale a eu lieu le 12 juillet 2024.
Lors de cette assemblée générale, les membres de l'AFUL ont adopté la résolution ayant pour objet la dissolution de l'association foncière dans les termes ci-dessous :

« 8. : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION FONCIERE

Les membres de l'Association Foncière, les explications de la Présidence entendues, constatant la disparition de l'objet de l'Association Foncière, décident de la dissolution de l'Association Foncière Urbaine Libre PIERRE PLATE – CHATEAUBRIANT, conformément à l'article 13 des statuts.
La dissolution prendra effet au 1er juillet 2024 et sera réalisée selon les modalités prévues aux Résolutions n° 9 et 13 de la présente assemblée.

(…)

13. POUVOIRS DONNES AU LIQUIDATEUR

L'assemblée donne tous pouvoirs au liquidateur pour accomplir toutes formalités, signer tous actes, mener toutes actions judiciaires, en défense et en demande, afin de mener à bien les opérations de dissolution et de liquidation de l'AFUL PIERRE PLATE-CHATEAUBRIANT.

(…) ».

Il est demeuré joint et annexé aux présentes le compte du procès-verbal de ladite assemblée générale **(Annexe n°10.)**.

Il sera procédé à la publication de la dissolution de l'association au service de la publicité foncière.

19.7 <u>Sur l'absence de restriction à son droit de disposer</u>

La **Ville** déclare :

- Quelle est régulièrement propriétaire du BIEN .
- Qu'il n'existe à ce jour aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ni de litige en cours pouvant porter atteinte au droit de disposer.
- Qu'elle n'a conféré à personne d'autre que SADEV 94 un droit quelconque résultant d'un avant-contrat, lettre d'engagement, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité temporaire, et qu'il n'existe d'une manière générale aucun empêchement à la vente à l'exception de la réalisation des Conditions Préalables.

19.8 <u>Sur l'archéologie</u>

La **Ville** déclare qu'à sa connaissance, il n'existe aucun vestige archéologique sur le **BIEN**.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

19.9 Sur les dispositions de l'article L.154-2 du Nouveau Code Minier

Qu'à sa connaissance aucune mine n'a été exploitée sur le tréfonds de l'assiette foncière dont s'agit de sorte que ne sont pas applicables les dispositions de l'article L.154-2 du Nouveau Code Minier.

Art. L.154-2 du Code Minier (nouveau) : « Le vendeur d'un terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée est tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. A défaut de cette information, l'acheteur peut choisir soit de poursuivre la résolution de la vente, soit de se faire restituer une partie du prix. Il peut aussi demander, aux frais du vendeur, la suppression des dangers ou des inconvénients qui compromettent un usage normal du terrain lorsque le coût de cette suppression ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de la vente.
Les dispositions du présent article s'appliquent également à toute forme de mutation immobilière autre que la vente ».

19.10 Sur la règlementation relative au lotissement

Qu'il est propriétaire d'immeubles contigus aux BIENS, qui nécessite conformément à l'article L.442-1 du Code de l'Urbanisme de déposer une déclaration préalable de division par la Ville de BAGNEUX.
Toutefois, les Parties conviennent que les conditions de dépôt des déclarations préalables seront fixées dans les actes de promesses de vente à recevoir.
En outre, les Parties conviennent que si SADEV 94 devient propriétaire d'une parcelle voisine aux parcelles objets des présentes, permettant la division rattachement prévu au f) de l'article R.442-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de BAGNEUX sera dispensée de déposer une déclaration préalable.

20 DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

20.1 Tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie

Pour l'information des parties a été dressé ci-après le tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie selon le type d'immeuble en cause, selon sa destination ou sa nature, bâti ou non bâti. Il est précisé que chacun de ces documents ne doit figurer dans le dossier de diagnostic technique que dans la mesure où la réglementation spécifique à ce document l'exige.

Objet	Bien concerné	Elément à contrôler	Validité
Plomb	Immeuble d'habitation (permis de construire antérieur au 1er Janvier 1949)	Peintures	Illimitée ou un an si constat positif
Amiante	Immeuble (permis de construire antérieur au 1er Juillet 1997)	Parois verticales intérieures, enduits, planchers et plafonds, flocages, calorifugeages er faux-plafonds, conduits, canalisations et équipements	Illimitée

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

		intérieurs, éléments extérieurs (toitures, bardages et façades légères, conduits en toiture et façade),	
Termites	Immeuble situé dans une zone délimitée par le préfet	Immeuble bâti ou non	6 mois
Gaz	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Etat des appareils fixes et des tuyauteries	3 ans
Electricité	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Installation intérieure : de l'appareil de commande aux bornes d'alimentation	3 ans
Assainissement	Immeuble d'habitation non raccordé au réseau collectif d'égout	Contrôle en vigueur au 1er Janvier 2011	
Risques	Immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques	Immeuble bâti ou non	6 mois
Performance énergétique	Immeuble équipé d'une installation de chauffage	Consommation et émission de gaz à effet de serre	10 ans

20.2 <u>Etat des Risques</u>

En application de l'article L.125-5 du code de l'environnement littéralement reproduit :
« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.
Un état des risques fondé sur les informations mises à disposition par le préfet est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente.
(…)
IV. – Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L.125-2 ou de l'article L.128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.
… »

La **Ville** déclare :

- Que le **BIEN** objet des présentes n'a pas subi, à sa connaissance, de catastrophes naturelles telles qu'inondations, glissements de terrains ou séismes.

- Qu'à sa connaissance le **BIEN** n'est pas situé dans l'emprise d'une zone couverte par

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

un plan de prévention des risques technologiques, miniers ou naturels, à l'exception de ce qui est ci-dessous précisé.

- Qu'un plan de prévention des risques d'inondation a été adopté pour le département des Yvelines en date du 27 Juin 2016.

Conformément aux obligations incombant à la **Ville** en vertu de l'article L.125-5 du Code de l'environnement est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 11.)** :

- un état des risques naturels, miniers et technologiques pris en compte par ces servitudes à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de la commune établi en date du 23 décembre 2024,
- une fiche d'information sur les risques naturels et technologiques majeurs conformément aux dispositions des paragraphes I et II de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, établie par la Commune de BAGNEUX.
- ainsi que le document graphique y afférent et permettant de localiser le **BIEN**.

SADEV 94 prennent acte de ces informations, déclarant vouloir en faire leur affaire personnelle sans recours contre la **Ville**, et reconnaissent être informés que les décisions prises ou à prendre par les Maires des communes concernées dans le cadre de cet arrêté peuvent conduire soit à restreindre, soit à anéantir, les droits de construire attachés au **BIEN**.

21 ENVIRONNEMENT

21.1 Secteur d'informations sur les sols

Rappel des textes

Le notaire informe les Parties des dispositions de l'article L. 125-7 du Code de l'environnement modifiées par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 et ci-après relatées :

« *Sans préjudice de l'article L. 514-20 et de l'article L. 125-5, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L. 125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application de l'article L. 125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.*
A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.
Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article ».

Déclarations du VENDEUR

Le décret n°2015 1353 du 26 octobre 2015 pris en application des dispositions susvisées de l'article L 125-7 du code de l'environnement est entré en vigueur le 29 octobre 2015. L'article R. 125-41 dudit code précise que les secteurs d'information des sols seront arrêtés par le préfet du département entre le 1er janvier 2016 et le

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

1er janvier 2019 sur la base des données dont celui-ci aura connaissance. Etant précisé que l'article R. 125-47 indique que le préfet révise annuellement la liste des SIS.

Aux termes des dispositions de l'article R. 125-27, l'obligation d'information découlant pour le Vendeur des dispositions de l'article L. 125-7 du code de l'environnement est applicable à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département des arrêtés de création des secteurs d'information des sols.
La **Ville** déclare que les Biens ne sont pas situés dans un SIS ou de projet de création de SIS.

21.2 <u>Sur les installations classées</u>

En application des dispositions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement ci-dessous rappelée,

« Article L.514-20 du Code de l'Environnement
Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.
Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.
A défaut, et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente. ».

La **Ville** déclare qu'il n'a pas exploité d'installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration et qu'à sa connaissance de telle installation n'ont pas été exploitée sur le **BIEN**.

Est demeuré joint et annexé aux présentes **(Annexe n°12.)** la liste des installations classées pour la protection de l'environnement émise par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.
Est demeuré joint et annexé le fichier des installations classées pour la protection de l'environnement des Ministères Territoires Ecologie Logement sur la commune de BAGNEUX **(Annexe n°13.)**

21.3 <u>Sur la pollution</u>

La **Ville** déclare que :

- à sa connaissance le BIEN n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation classée autre que celle-ci-dessus relatée.

- à sa connaissance il n'a jamais été exercé sur le BIEN et les terrains voisins d'activité entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

(notamment air, eaux superficielles et souterraines, sols et sous-sols).

- il n'est partie à aucune procédure arbitrale, judiciaire ou administrative relative au BIEN et il n'a été engagé ou n'est en cours aucune procédure concernant l'activité exercée sur le terrain d'assiette du BIEN,

- aucun jugement ni aucune ordonnance ou décision judiciaire ou administrative n'a contraint ou enjoint la **Ville** ou à sa connaissance un ancien propriétaire ou exploitant à cesser tout ou partie de ses activités à la suite d'une pollution intervenue sur le terrain d'assiette du BIEN.

- que le **BIEN** n'est pas référencé, à la date de ce jour, dans la base de données des sites et sols polluées appelant une action des pouvoirs publics (BASOL) auprès du ministère de l'écologie et du développement durable comme un terrain pollué **(Annexe n°14.)**.

- que le **BIEN** n'est pas référencé, à la date de ce jour, dans la base CASIAS auprès du BRGM **(Annexe n°15.)**.

21.4 Sur le Pyralène

La **Ville** déclare en application de l'article R.543-25 du code de l'environnement, il n'existe pas d'appareil susceptible de contenir des polychlorobiphényles et polychloroterphényles dans le **BIEN**.

21.5 Elimination des déchets

La **Ville** déclare qu'il n'a pas connaissance de déchets pouvant le cas échéant se trouver sur le **BIEN**.
L'article L.541-1-1 Code de l'Environnement dispose notamment que :
« Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »
L'article L 541-4-1 du même Code exclut de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente.
Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont excavées du site de leur excavation.
L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Sous réserve des conditions suspensives ci-dessus, SADEV 94 déclare prendre les Biens dans l'état où ils se trouvent et faire son affaire personnelle de tous éventuels travaux de dépollution et de consolidation des sous-sols nécessaires et préalables à la réalisation de la construction qu'il réalisera sur le terrain objet des présentes et ce, quel que soit le mode opératoire retenu, sans aucun recours contre la **Ville** à cet égard.

22 DISPOSITIONS DIVERSES

22.1 Régime fiscal de la vente

22.1.1 Régime fiscal de la mutation – Déclarations de la Ville relatives à la TVA

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

La **Ville** déclare que la mutation du BIEN n'entrerait pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée malgré sa qualité d'assujetti :

- partie des BIENS consistant en de la voierie et un parc de stationnement, asphalté (BOI n°106 du 30 décembre 2010 / 3 A-9-10 – n°21) ne pouvant être considéré comme un terrain à bâtir au sens fiscal du terme,
- partie des BIENS étant bâti depuis plus de 5 ans.

22.1.2 Droits d'enregistrement – Déclarations SADEV 94

SADEV 94 déclare :

- être assujetti à la TVA au sens de l'article 256 A du Code Général des Impôts (CGI) dans le cadre de son activité économique au regard de la présente opération ;
- agir dans le cadre de l'aménagement de la Zac des Musiciens, l'acte de vente sera exonéré de tous droits de timbre et de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement, conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts.

22.2 Frais

Les frais, droits et émoluments du présent protocole et ceux entraînés par la constitution du dossier nécessaire à l'élaboration de la vente (tels que les pièces d'urbanisme et autres certificats administratifs ainsi que l'état hypothécaire) seront supportés par **SADEV 94**.
Toutefois, ils seraient à la charge de la **Ville** en cas de non-réalisation de la vente de son fait.

22.3 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir :
- La **Ville** en l'Hôtel de Ville.
- **SADEV 94** en son siège.

Chacune des parties pourra modifier le domicile par lui élu, à condition de notifier cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.
Tout nouveau domicile devra obligatoirement être fixé en France métropolitaine, à défaut, le changement de domicile sera inopposable à l'autre partie.

22.4 Négociation

Les Parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.
Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

22.5 Lutte contre le blanchissement des capitaux – origine des fonds

SADEV 94 déclare effectuer le paiement des sommes nécessaires aux présentes au moyen de ses fonds propres et, le cas échéant, de concours bancaires.

Il reconnaît par ailleurs avoir été informé des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561-1 à L.574-4 du Code monétaire et financier, récemment modifiées par l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

En application de ces dispositions, **SADEV 94** déclare :
- que les fonds engagés par elle ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1 1er alinéa) ;
- que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L.561-16 1er alinéa).

22.6 Communication des pièces et documents

SADEV 94 pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial dénommé en tête des présentes et participant, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

22.7 Affirmation de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitudes de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

22.8 Certification de l'identité des Parties

Le Notaire soussigné certifie et atteste que l'identité des Parties aux présentes lui a été régulièrement justifiée.

22.9 Mention légale d'information

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.
Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités,
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

  -La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte. Toutefois, aucune donnée n'est transférée en dehors de l'Union Européenne ou de pays adéquats.

  -Les données sont conservées dans le respect des durées suivantes :

- 30 ans à compter de l'achèvement de la prestation pour les dossiers clients

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

(documents permettant d'établir les actes, de réaliser les formalités)

- 75 ans pour les actes authentiques, les annexes (notamment les déclarations d'intention d'aliéner), le répertoire des actes.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr .
Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE sur trente-six (36) **pages**

Comprenant :
- Renvois : Néant
- Blanc barré : Néant
- Ligne entière rayée nulle : Néant
- Chiffre nul : néant
- Mot nul : nul

Paraphes

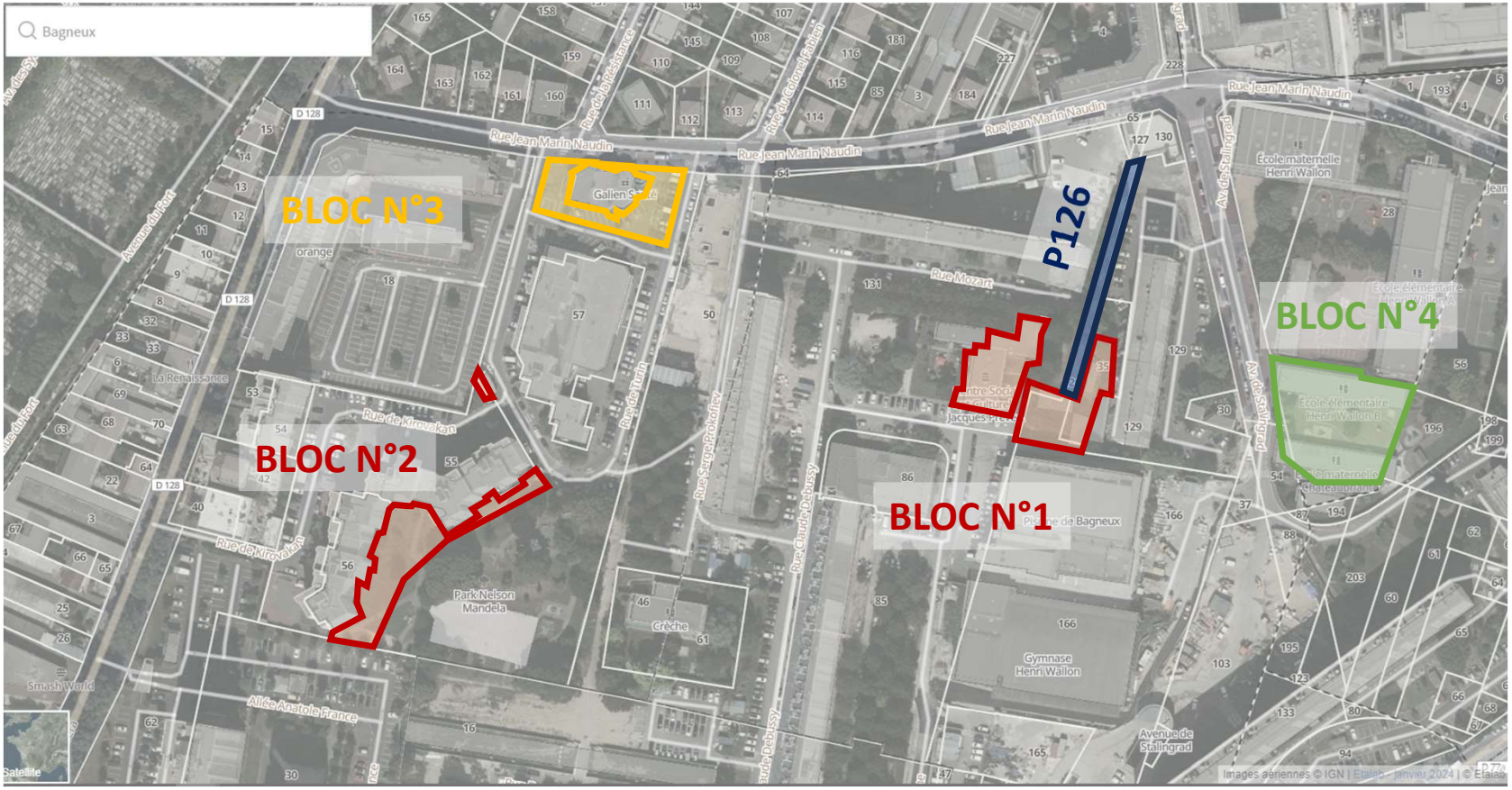
Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Les feuilles du présent acte et de ses annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition. En conséquence, elles n'ont pas à être paraphées par le Notaire ni par les signataires de l'acte, en application de l'article 14 du décret n°71-941 du 26 novembre 1971, modifié par le décret n°2005-973 du 10 août 2005, article 4 (JORF 11 août 2005 en vigueur le 1er février 2006). Il n'y a pas lieu non plus d'apposer sur les annexes la mention prévue au premier alinéa de l'article 22.
Après lecture faite, les Parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, et les signatures ont été recueillies les jour, mois et an susdits par le Notaire, qui a signé le même jour.

COMMUNE DE BAGNEUX	
SADEV 94	
NOTAIRE	

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Musiciens - Phasage des acquisitions ville



Hors protocole foncier

2024 / 2025

Date signature PSV / actes

2025 / 2026

2025 / 2027

2027 / 2028

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 DÉCEMBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix sept décembre, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 11 décembre 2024, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 35
- représentés : 6
- absents : 2

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, Madame Justine GORENDS, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Madame Pascale MEKER à Madame Corinne PUJOL, Madame Blodine B.CANAL à Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, monsieur Jean-louis PINARD à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 4
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20241217_7

Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20241217_7

Aménagement urbain

Protocole foncier de la ZAC des Musiciens

Objet : Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 27 septembre 2016 approuvant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 29 janvier 2019 approuvant la modification n°1 du PLU de la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 7 décembre 2021, approuvant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération n°CT2018/092 du Conseil du Territoire du 18 décembre 2018 prescrivant l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération n°CT106/2023 du 14 décembre 2023 arrêtant le projet Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu l'avis favorable de la commune de Bagneux sur le projet d'élaboration du PLUi de Vallée Sud-Grand Paris en date du 11 mars 2024 ;

Vu l'arrêté n°A2024/026 de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris portant sur l'ouverture de l'enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement et de l'article L,624-31 du code du patrimoine, les projets d'élaboration du PLUi, de création des périmètres délimités des abords et l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

Vu la délibération n° CT2020/008 du Conseil du Territoire de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris en date du 24 février 2020 approuvant le dossier de création de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération n°CT2023/107 du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens ;

Vu l'arrêté numéro 2024/026 en date du 13 mai 2024, transmis en préfecture le 13 mai 2024, ayant prescrit l'ouverture d'une enquête publique du PLUi ;

Vu la tenue de L'enquête publique du PLUi qui s'est tenue entre le 30 mai 2024 et le 4 juillet 2024 ;

Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;

Vu le calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement qui stipule que SADEV 94 procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens ;

Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;

Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;

Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;

Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;

Considérant ces trois points visés ci-dessus et la nécessité de convenir d'un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la commune de Bagneux et la SADEV qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve le protocole foncier de la ZAC des Musiciens à signer avec l'aménageur SADEV 94 actant :

- d'une période d'exclusivité au profit de SADEV 94 pour chaque tranche ;

- d'entamer le processus de déclassement des parcelles appartenant à la commune de Bagneux en vue de permettre de régulariser des promesses synallagmatiques de vente au profit de SADEV 94 ;

Les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet [illegible] comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 19/12/2024
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Liste des parcelles ville à acquerir

Parcelles	Lot à destination	Désaffection / Déclassement	Impact sur la circulation
Périmetre Mandela / Pharmacie			
BLOC 3			
N59 A	T&J	?	Impact piéton Parc
N59 B	T&J	?	Impact piéton Parc
BLOC 4			
N59 C	Lot 1		Non
N61	Lot 1		Non
EP a déclasser	Lot 1	OUI	Non
Périmetre Mozart			
BLOC 1			
P126 A	Lot 4.1		Non
P126 B	Lot 4.2		Non
BLOC 2			
P35 A	Lot 4.2		Non
P55 A	Lot 4.2		Non
P166 A	Lot 4.2	OUI	Non
P90 A	Lot 4.2		CSC - A confirmer
Périmetre Stalingrad			
BLOC 5			
EP a déclasser	Lot 6	OUI	OUI
P28 A	Lot 6		Emprise Collège a confirmer
P54 A	Lot 6		Emprise Collège a confirmer

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Horizon PSV

T1 2025
T1 2025

T3 2026
T3 2026
T3 2026

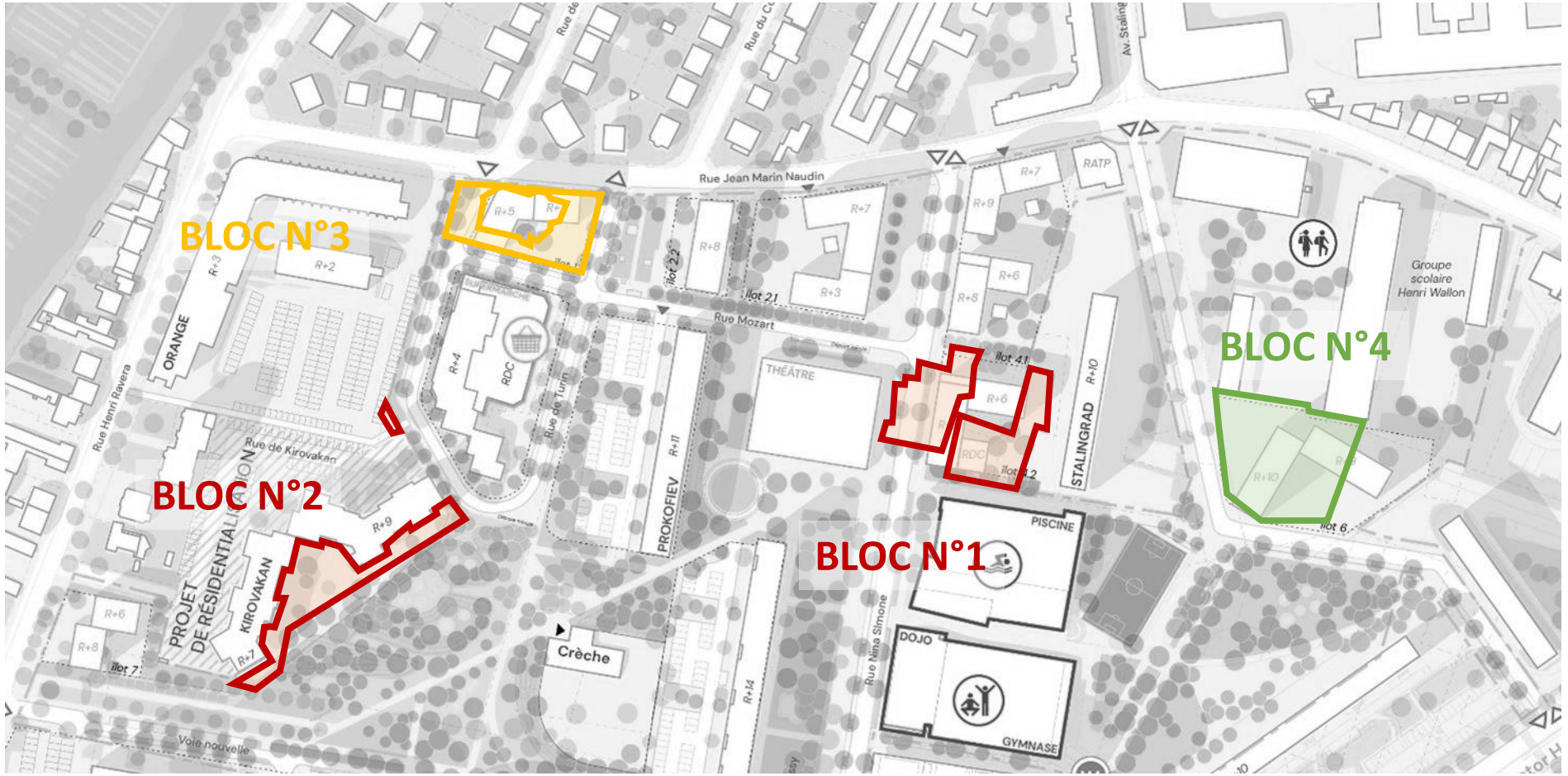
T2 2024
T2 2024

T3 2025
T3 2025
T3 2025
T3 2025

2027
2027
2027

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Musiciens - Phasage des acquisitions ville par sadev 94

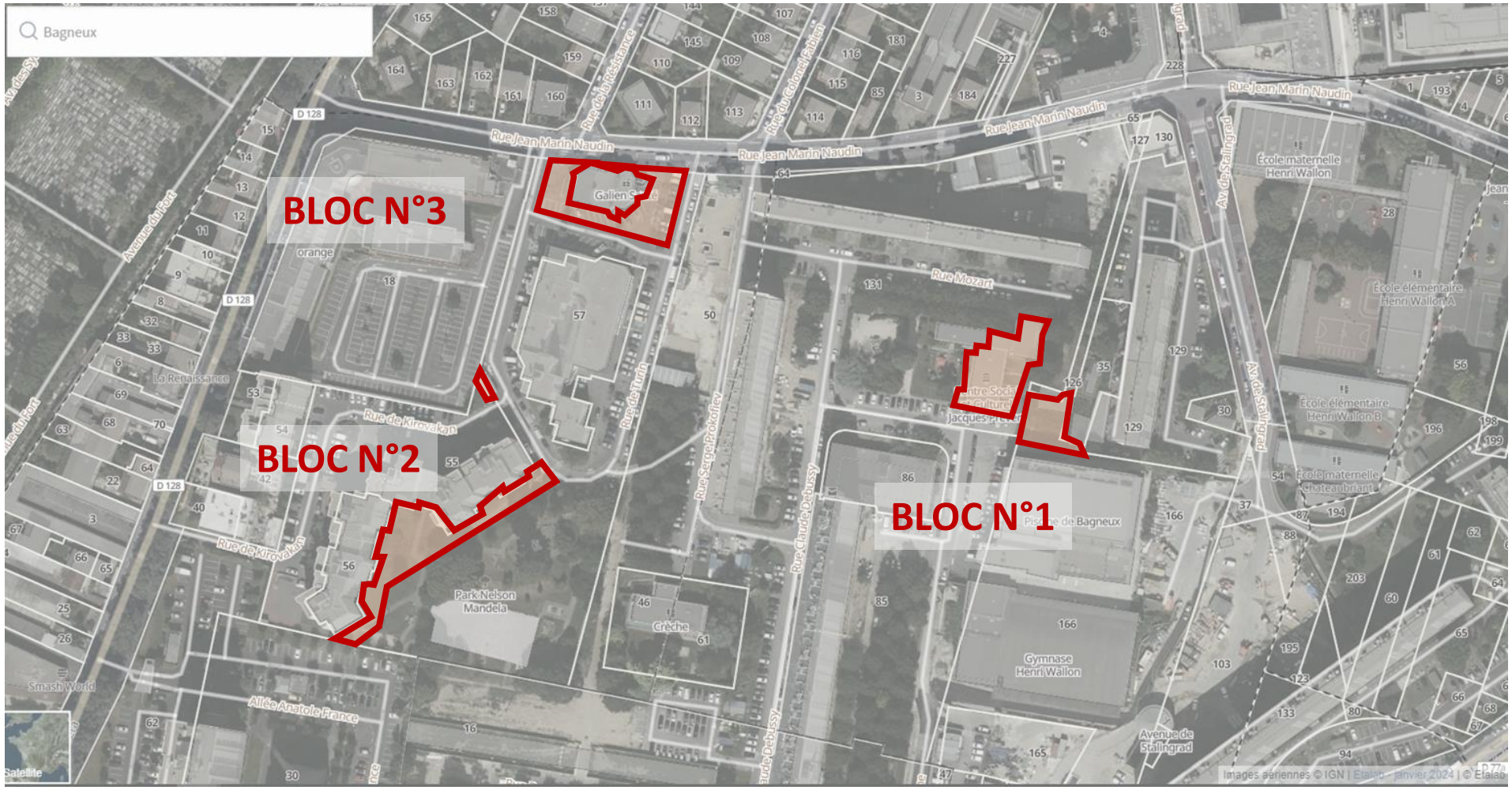


Date signature PSV / actes

- 2025 / 2026
- 2025 / 2027
- 2027 / 2028

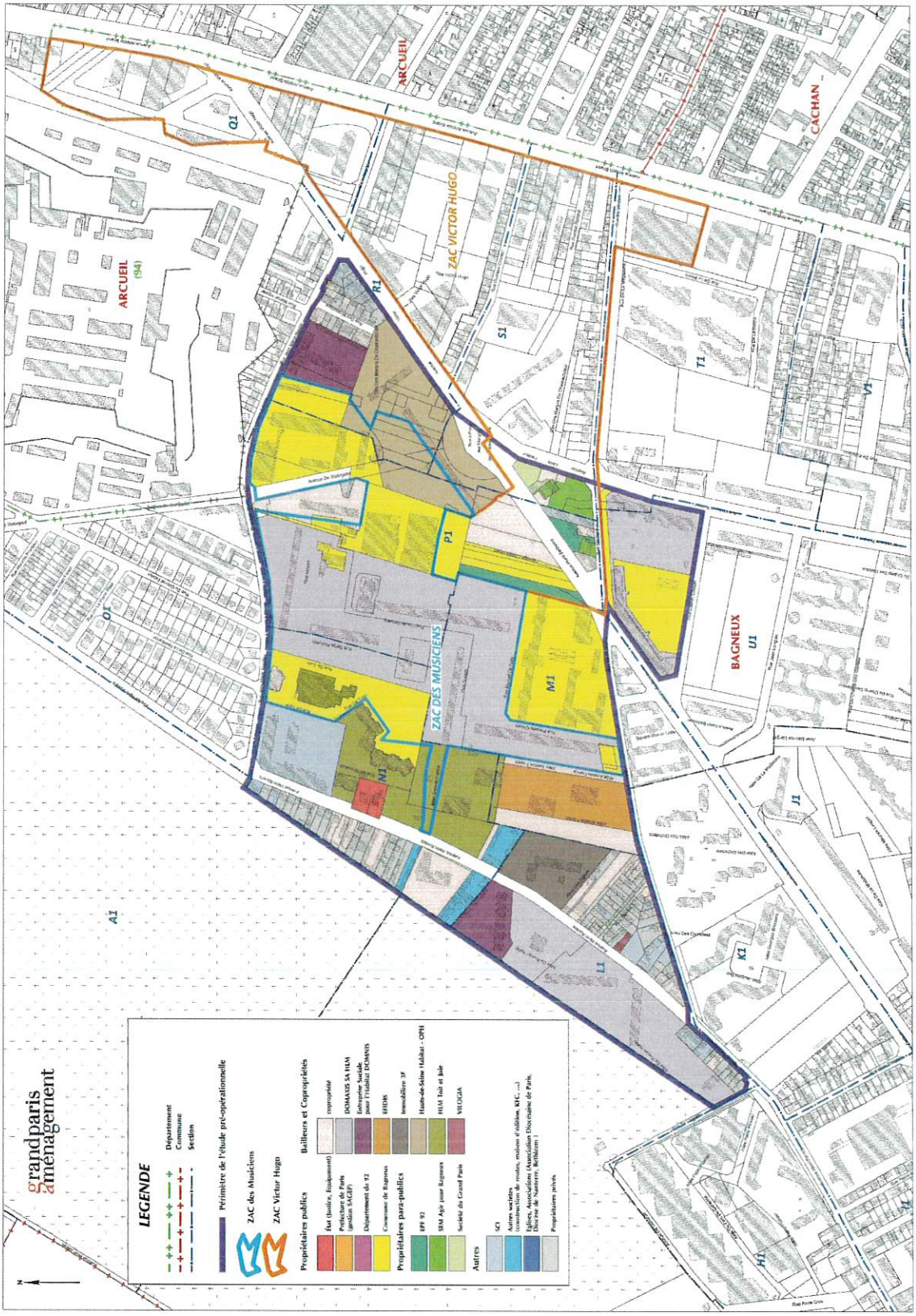
Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE

Musiciens – Déclassement par anticipation des parcelles ville



Parcelles à déclasser par anticipation en 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_8-DE



Source : Grand Paris Aménagement – Consistance foncière- Juillet 2018

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_9

Déclassement par anticipation d'une emprise communale issue de la parcelle P166 nécessaire à la construction du Lot 4.2 de la ZAC des musiciens

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_9

Aménagement urbain

Déclassement emprise communale parcelle 166 ZAC des musiciens

Objet : **Déclassement par anticipation d'une emprise communale issue de la parcelle P166 nécessaire à la construction du Lot 4.2 de la ZAC des musiciens**

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L.2111-1,
L. 2141-2 et L.3111-1;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L.141-3 et R.141-4 ;

Vu la délibération n° CT2020/008 du Conseil du Territoire de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris en date du 24 février 2020 approuvant le dossier de création de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération n°CT2023/107 du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire en date du 11 décembre 2024 approuvant le PLUI de Vallée-Sud Grand-Paris entré en vigueur 13 janvier 2025 ;

Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;

Vu la délibération n° DEL_20241217_9 du Conseil municipal en date du 17 décembre 2024 approuvant le protocole foncier de la ZAC des Musiciens et notamment son calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;

Vu le protocole foncier signé en date du 23 décembre 2024 entre la commune de Bagneux et l'aménageur Sadev 94 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens, procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens, conformément à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement ;

Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées ensuite par SADEV 94 à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;

Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;

Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;

Considérant que par conséquent la commune de Bagneux et Sadev 94 ont signé le 23 décembre 2024 un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par Sadev 94 des emprises communales » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole soit du 23/12/2024 au 31/12/2024, sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Considérant que conformément à ce protocole foncier, il est [illegible] préalablement à leurs cessions par la Commune, au déclassement de ces emprises publiques communales ;

Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;

Considérant que l'aménageur a besoin de maîtriser une partie de l'assiette foncière accueillant la piscine municipale et le Gymnase Henri Wallon pour les besoins du futur lot 4.2 de la ZAC ;

Considérant que l'aménageur a besoin de maîtriser une partie de l'assiette foncière d'une surface figurant sur le plan de géomètre ci-annexé de 244 m² issue de la parcelle cadastrée P166 pour les besoins du futur lot 4.2 de la ZAC ;

Considérant que cette parcelle P 166 accueille la piscine municipale et le Gymnase Henri Wallon, structures accueillant le public ;

Considérant que pour céder une partie de cette parcelle communale à l'aménageur, il convient d'abord de constater sa désaffection en fermant son accès au public pour pourvoir prononcer son déclassement du domaine public communal ;

Considérant que ces démarches sont nécessaires avant de céder une emprise publique communale ;

Considérant que la ville ne souhaite pas aujourd'hui fermer l'accès à cette partie de la parcelle communale P 166,

Considérant qu'il convient par conséquent de procéder au déclassement par anticipation de cette emprise communale d'une surface de 244 m² issue de la parcelle cadastrée P 166 afin de maintenir l'accès au public et de permettre en parallèle les démarches liées à la cession de cette partie nécessaire au futur Lot 4.2 de la ZAC au profit de l'aménageur Sadev 94 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : AUTORISE Madame le Maire à prononcer le déclassement par anticipation d'une emprise foncière d'une surface de 244 m² issue de la parcelle P166 nécessaire à la construction du futur Lot 4.2 de la ZAC des Musiciens ;

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : La présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Étude d'impact réalisée dans le cadre du déclassement anticipé de plusieurs parcelles du domaine public

PRÉAMBULE : Disposition générales

La présente étude d'impact est réalisée en application de l'article L 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), issu de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017.
Cette étude d'impact pluriannuelle, tenant compte de l'aléa, doit être réalisée préalablement à la prise de la délibération prononçant le déclassement anticipé des emprises des futurs lots à bâtir. Cette étude est donc jointe au rapport à présenter à la commission permanente.

L'article L 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques permet aux collectivités territoriales de pouvoir déclasser de façon anticipée des biens dépendant de leur domaine public et, par conséquent, de poursuivre leur avancée dans les procédures de cession de biens leur appartenant, sans toutefois que la désaffectation de ces biens soit effective au moment du déclassement.

Le site visé par le projet de déclassement anticipé est celui de l'emprise des terrains identifiés sur le plan annexé.

1. LE CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux ont souhaité mettre en place ce projet urbain par le recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concertée.
Ce projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate prévoit la restructuration complète du quartier et s'organise par :

- La démolition d'une partie de l'offre de logements locatifs sociaux ;
- La réhabilitation des logements locatifs sociaux non démolis ;
- Le développement d'une offre nouvelle diversifiée d'environ 44 000 m² de surface de plancher ;
- La restructuration de l'offre en équipements publics de superstructure et d'infrastructure ;

La Zac des Musiciens s'étend sur un périmètre de 11 hectares.

La Zac des Musiciens est constituée de parcelles appartenant :

- Au bailleur SEQENS, propriétaire d'environ 59.000 m² ;
- A la Ville de Bagneux, propriétaire d'environ 37.000,00 m² ;
- Au bailleur TOIT ET JOIE, propriétaire d'environ 7170 m² ;
- Au bailleur Hauts-de-Seine Habitat, propriétaire d'environ 9.200 m² ;
- Des propriétaires privés pour une seule parcelle ;

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération du 24 février 2020, a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté "Zac des Musiciens"'.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération du 29 janvier 2021, a retenu le groupement SADEV94 / CITLALLIOS pour la réalisation de la concession d'aménagement de la ZAC des Musiciens.

Enfin, par délibération en date du 14 décembre 2023, le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens dont l'aménagement a été concédé au groupement SADEV 94 / CITALLIOS.

Aussi, SADEV 94, en qualité de co aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement, procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la Commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens.

Certaines parcelles appartenant à la Commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre de consultations avec en concurrence, ou bien pour la réalisation d'échanges fonciers notamment avec le bailleur Toit et Joie pour son projet de résidentialisation de la résidence Kirovakan.
SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir des emprises communales en vue de leur aménagement préalable avant cession ou échange aux opérateurs concernés.

Par conséquent la commune de Bagneux et Sadev 94 ont signé le 23 décembre 2024 un Protocole foncier pour la ZAC des Musiciens qui permet une cession en quatre Tranches ou Blocs comme représenté sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par Sadev 94 des emprises communales » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Ville situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Ville pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises.

Conformément à ce protocole foncier, il est nécessaire de procéder préalablement à leurs cessions par la ville, au déclassement par anticipation de ces emprises avant de les céder à l'aménageur.

La Sadev 94 souhaite anticiper l'acquisition future d'une emprise communale d'une surface de 244 m² issue de la parcelle P166 sur laquelle sont édifiés le Gymnase Henri Wallon et la piscine municipale pour les besoins du futur Lot 4.2 de la ZAC.

La ville ne souhaite pas dans l'immédiat fermer l'accès au public à cette parcelle en la désaffectant.

Par conséquent, la ville souhaite procéder aujourd'hui au déclassement par anticipation de l'emprise communale de 244 m² afin de maintenir l'accès au public et pouvoir en parallèle anticiper les démarches relatives à la future cession au profit de l'aménageur.

2. LE PROJET

Le projet de la ZAC des Musiciens prévoit notamment, sur les emprises actuelles de la commune, la réalisation :

- **La construction du lot 4.2** de la ZAC sur tout ou partie des parcelles P90, P35, P166, P126 et P55. Les parcelles P90 et P166 sont classées et sont concernées par cette étude d'impact. Les emprises seront libérées à partir du T3 2026 pour envisager la démolition du CSC Prévert

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

et l'engagement des travaux de confortation des carrières, puis de la construction du lot 4.2 entre le T1 2027 et le T1 2029.

La **Ville** est propriétaire dans le périmètre de la **ZAC DES MUSICIENS** des biens suivants (cf : plan du protocole foncier Ville SADEV):

- Parcelle cadastrée section N numéro 59 ;
- Parcelle cadastrée section N numéro 61 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 35 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 55 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 166 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 90 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 28 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
- Parcelle cadastrée section R numéro 196 ;
- Parcelle cadastrée section R numéro 204 ;
- Parcelle cadastrée section R numéro 56
- D'emprises publiques à déclasser d'une surface à créer d'environ 23 m² d'une part et 17 m² d'autre part

En outre, la ville de Bagneux et Sadev 94 ont convenu d'un processus de cession en quatre Tranches ou Blocs tels que représentés sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions par sadev 94 des emprises communales » **(Annexe)**, à savoir :

3. IDENTIFICATION DES EMPRISES A DECLASSER

Les parcelles concernées par la procédure de déclassement par anticipation seront les suivantes :

Référence cadastrale	Lot concerné	Surface en m2
P166	**Lot 4.2**	**244**

Les emprises correspondantes figurent au plan de géomètre de janvier 2024 sera annexé à la délibération.

4. LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Ce montage est destiné à faciliter les opérations immobilières des personnes publiques en leur permettant de démarrer les opérations d'aménagement et de ne pas retarder les actions foncières nécessaires à l'avancement du calendrier des lots de la ZAC (promesses avec les opérateurs, demande permis de construire qui peut être déposé).

Compte tenu que l'opération d'aménagement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, la délibération de déclassement par anticipation est dispensée d'enquête publique préalable, conformément à l'article L 131-4 du Code de la voirie routière.

Ainsi, l'outil de déclassement par anticipation permettra à la Commune de signer un acte de promesse de vente, et de vente avec condition résolutoire de désaffectation, le cas échéant, portant sur l'emprise

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

de 244 m² issue de la parcelle P166 et sans être contrainte de fermer la voirie ni l'accès. Un acte complémentaire viendra constater la désaffectation des emprises cessibles.

5. LES ENJEUX POUR L'OPERATION

L'étude d'impact a pour objet de permettre au Conseil Municipal de se prononcer sur le projet de déclassement anticipé. Cette démarche permet de mettre en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et inconvénients liés à l'opération envisagée.

Les avantages de l'opération de cession des parcelles avec déclassement anticipé :

En principe le déclassement n'intervient que pour constater que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public.
Toutefois, l'article L2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques prévoit une dérogation à ce principe.
Si les nécessités du service l'exigent, le déclassement peut intervenir de manière anticipée, alors qu'il est encore affecté à l'usage du public.
C'est pourquoi la ville et l'aménageur peuvent avancer dans les démarches relatives aux futures cessions de ces emprises permettant ainsi de respecter le calendrier des cessions prévues par la ville dans le protocole foncier avec l'aménageur.

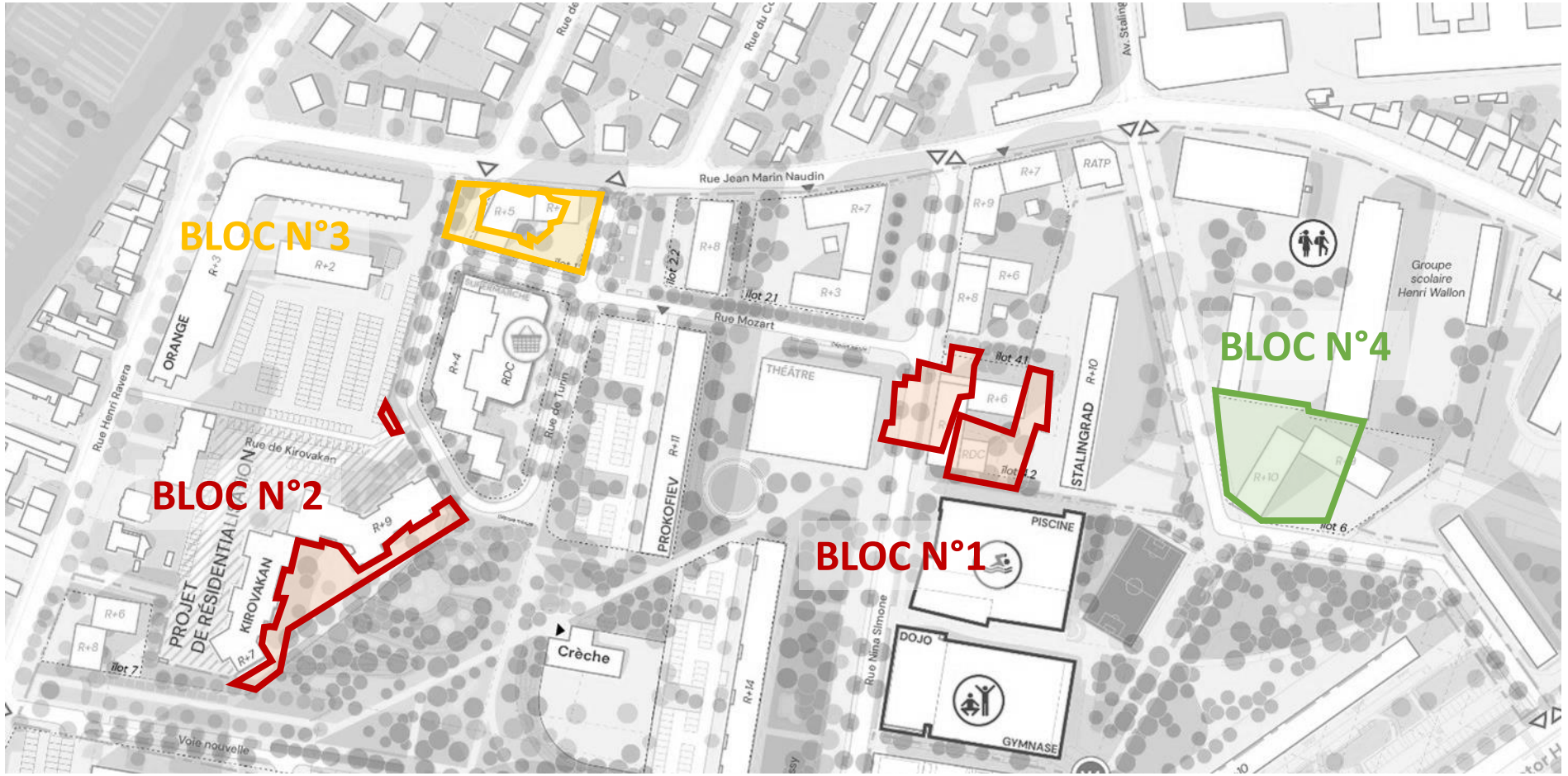
La présente étude d'impact pluriannuelle conclut donc à un avis positif pour la mise en œuvre de la procédure de déclassement anticipé de l'emprise communale issue de la parcelle P166 d'une surface identifiée de 244 m² en vue de la réalisation de la ZAC des Musiciens.

Les inconvénients éventuels de l'opération de cession des parcelles avec déclassement anticipé :

Le délai de désaffectation doit être fixé dans l'acte de déclassement et ne peut normalement excéder 3 ans. Toutefois, si la désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, le délai peut être fixé ou prolongé dans la limite de 6 ans.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Musiciens - Phasage des acquisitions ville par sadev 94

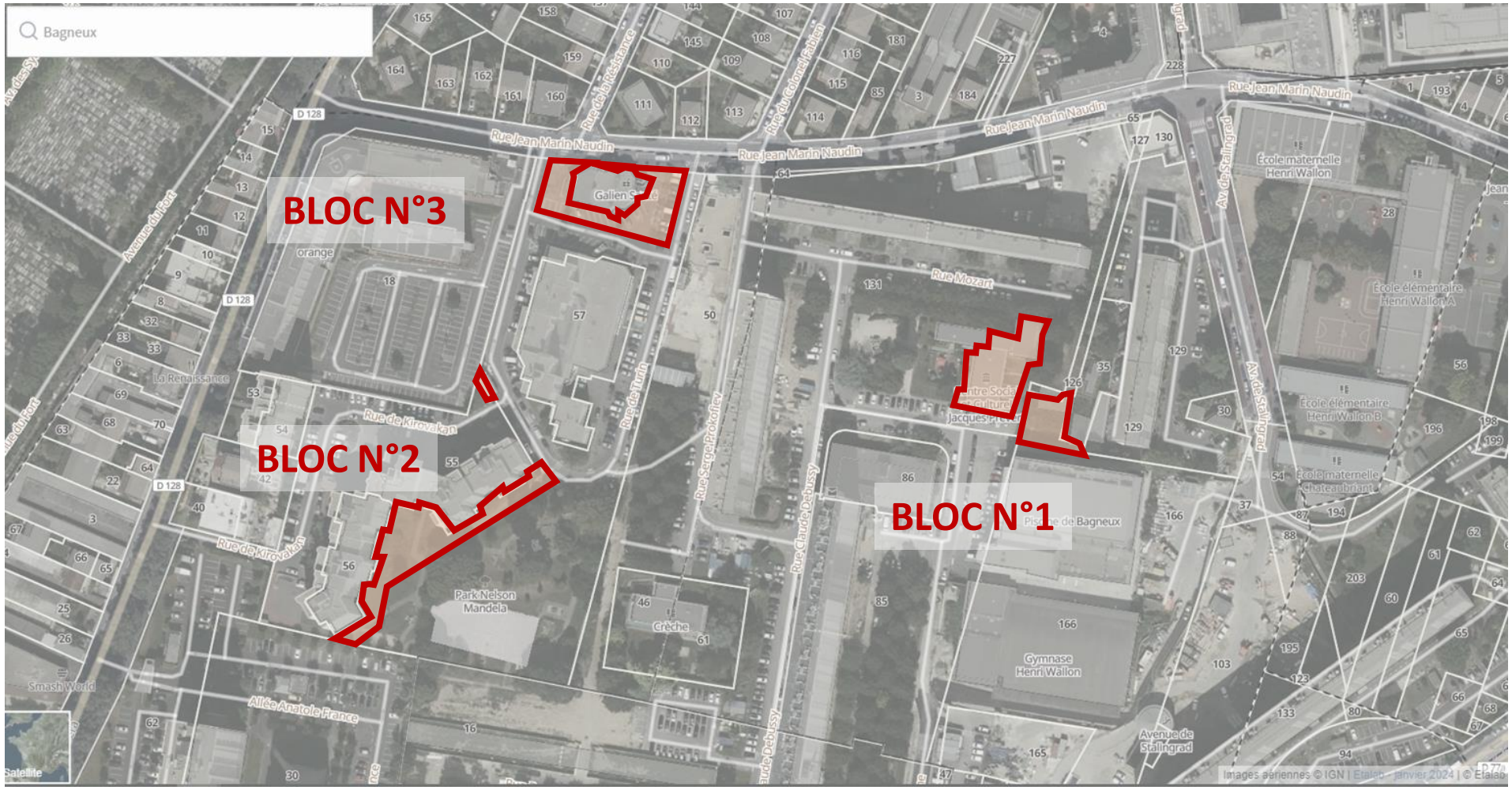


Date signature PSV / actes

- 2025 / 2026
- 2025 / 2027
- 2027 / 2028

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Musiciens – Déclassement par anticipation des parcelles ville



Parcelles à déclasser par anticipation en 2025

DATE	NATURE DES MODIFICATIONS	INDICE
Septembre 2023	Projet de division	1
Octobre 2023	Changement limite	2
Decembre 2023	Changement limite	3
Janvier 2024	Changement limite	4

LOT 4A&4B ET 4C

Cadastre section M, N, P et R

Lot 4A et 4B : 2679 m²
Composé des lots: P185F et P126A
Cadastre section P numéro ___ après DMPC n° ___ du __/__/__

Lot 4C: 1789 m²
Composé des lots: P90A, P126B, P35A, P55A, P43A et P185E
Cadastre section P numéro ___ après DMPC n° ___ du __/__/__

NOTA:
- Limites établies par application cadastrale
- Les limites figurant sur ce plan n'ont pas fait l'objet d'une délimitation contradictoire avec les riverains. Seule cette délimitation pourra garantir les surfaces des parcelles.
- Les titres de propriétés n'ont pas été consultés.

Fichier: 57668-4.dwg
Coordonnées : Système RGF 93 CC 49
Nivellement : Altitudes normales IGN 69

Département des Hauts de Seine

Commune de Bagneux

ZAC des Musiciens

Cadastre section M, N, P et R

Lot 4A&4B et 4C

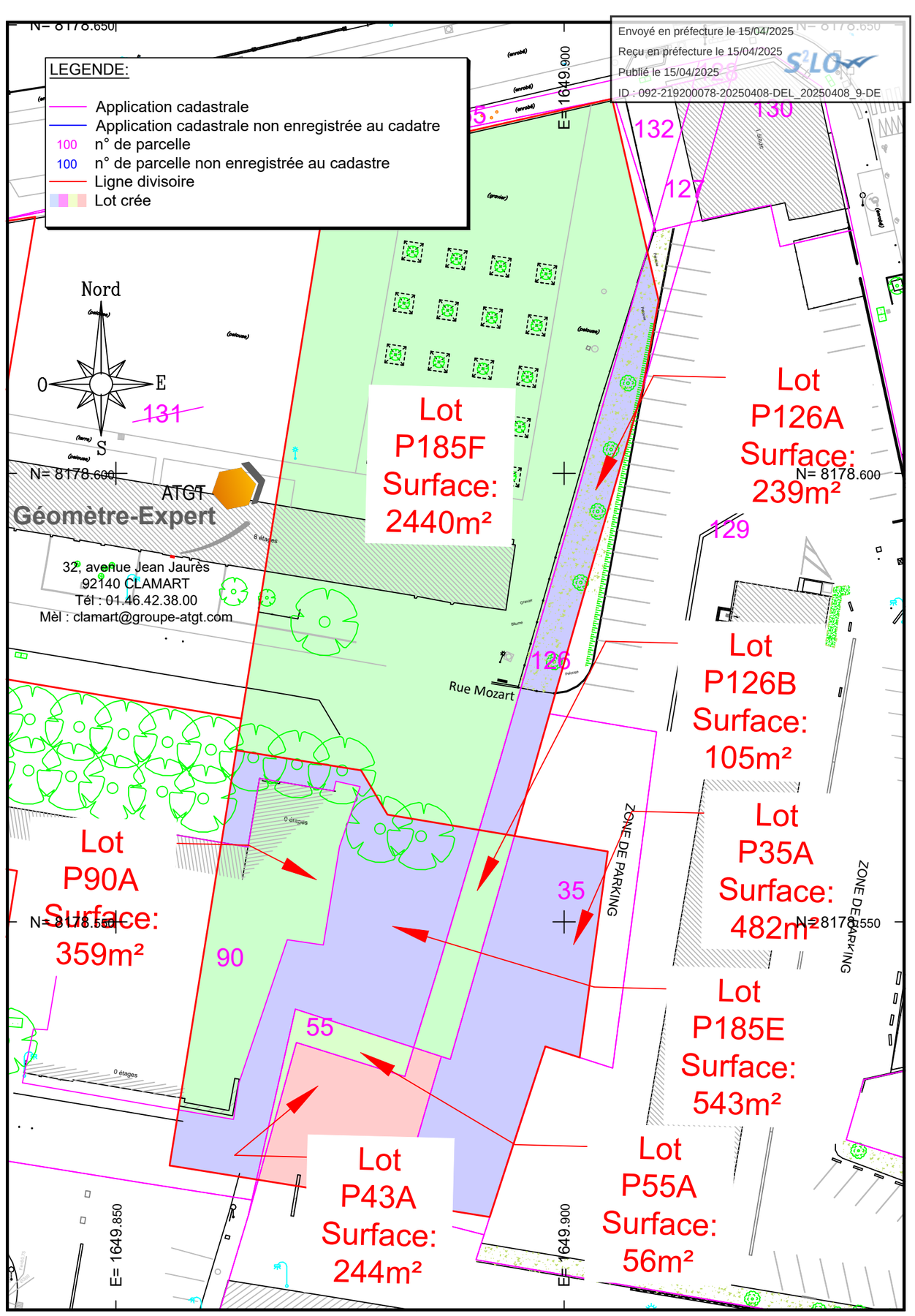
PROJET DE DIVISION

DATE : Janvier 2024	ECHELLE : 1/500	PLAN 5/11
		INDICE 4

ATGT Géomètre-Expert

Agence de Clamart
32, avenue Jean Jaurès
92140 CLAMART
Tél. : 01.46.42.38.00
Mél : clamart@groupe-atgt.com
Ordre des Géomètres Experts n° d'insc. 1988D100001

DOSSIER
921-57668



Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

100478902
LC/LC/

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE VINGT TROIS DÉCEMBRE

A BAGNEUX (Hauts-de-Seine) 57 avenue Henri Ravera, en l'Hôtel de Ville,

Maître Caroline LINGUANOTTO, Notaire à PARIS associée de la Société "WARGNY LELONG ET ASSOCIÉS NOTAIRES", titulaire d'un Office Notarial à COLOMBES (Hauts-de-Seine), 22 avenue Henri Barbusse et à PARIS (8ème), 151 Boulevard Haussmann,

A RECU le présent acte authentique à la requête des Parties ci-après identifiées le présent acte contenant :

PROTOCOLE

1 ENTRE LES SOUSSIGNES :

1.1 La Ville

La **COMMUNE DE BAGNEUX**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département des Hauts-de-Seine, dont l'adresse est à BAGNEUX (92220), Hôtel de Ville 57, avenue Henri Ravera, identifiée au SIREN sous le numéro 219200078.

La **COMMUNE DE BAGNEUX** est représentée à l'acte par Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de la Commune de BAGNEUX, domiciliée professionnellement en l'Hôtel de Ville de BAGNEUX, élue à cette fonction aux termes d'un procès-verbal d'élection en date du 28 mai 2020, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 29 mai 2020 et par sa publication le même jour.

Madame Marie-Hélène **AMIABLE** agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro 20241217_7 DE en date du 17 décembre 2024 rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 20 décembre 2024 et par sa publication le même jour, dont une copie est demeurée ci-après annexée aux présentes **(Annexe n°1.).**

Madame Marie-Hélène **AMIABLE** ici présente.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

de la séance effectué ainsi que l'article L 2131-1 du Code des général collectivités territoriales le prévoit.

Ci-après dénommée la "**Ville**".

1.2 SADEV 94

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE**, ayant pour sigle **SADEV 94**, Société anonyme d'économie mixte au capital de 10099050,00 €, dont le siège est à VINCENNES (94300), 31 RUE ANATOLE FRANCE, identifiée au SIREN sous le numéro 341214971 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL.

La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE** est représentée à l'acte par Madame Elsa SAUTTER, Directrice opérationnelle, domiciliée professionnellement à VINCENNES (94300) 31 rue Anatole France, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, en date du 2 décembre 2024, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes **(Annexe n°2.).**

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, domicilié professionnellement au siège de la société SADEV 94 agissant en sa qualité de Directeur Général de la SADEV 94, nommé dans ses fonctions, suivant délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 19 septembre 2023 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes tant en vertu de la loi que de ladite délibération du conseil d'administration de la société SADEV 94 en date du 19 septembre 2023 précitée et demeurée annexée **(Annexe n°3.).**

Ci-après dénommée par sa dénomination sociale ou le "**Promoteur**".

2 DEFINITIONS

Aménageur : désigne le groupement **SADEV 94-CITALLIOS** nommé aménageur de la ZAC des Musiciens par décision du bureau du Territoire en date du 29 janvier 2021.

Annexe(s) : désigne une annexe ou les annexes aux présentes. Ces annexes font partie intégrante du présent protocole.

Article : désigne un article du présent Protocole.

BIEN : désigne les Biens et droits immobiliers, objet des présentes, plus amplement désigné au paragraphe "Désignation" ci-après.

Parties : désigne la "**VILLE DE BAGNEUX**" et la société dénommée "**SADEV 94**".

Ville : désigne la "**VILLE DE BAGNEUX**".

ZAC : désigne la Zac des Musiciens.

3 CADRE OPERATIONNEL : ZAC DES MUSICIENS

A titre liminaire, les Parties déclarent que les conventions contenues dans l'exposé

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

qui suit font partie intégrante de l'Acte comme formant un tout indivisible et indissociable de leurs conventions.

3.1 ZAC DES MUSICIENS

Les Biens sont compris dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté dénommée « Zac des Musiciens » dont l'historique, les décisions et les documents organiques sont exposés ci-dessous :

3.1.1 Contexte

Dans la cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux ont souhaité mettre en place ce projet urbain par le recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concertée.

Ce projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate prévoit la restructuration complète du quartier et s'organise par :

- La démolition d'une partie de l'offre de logements locatifs sociaux ;
- La réhabilitation des logements locatifs sociaux non démolis ;
- Le développement d'une offre nouvelle diversifiée d'environ 42 000 m² de surface de plancher ;
- La restructuration de l'offre en équipements publics de superstructure et d'infrastructure ;

La Zac des Musiciens s'étend sur un périmètre de 11 hectares.
La Zac des Musiciens est constituée de parcelles appartenant :

- A la Société SEQENS, propriétaire d'environ 59.000 m² ;
- A la Ville de Bagneux, propriétaire d'environ 37.000,00 m² ;
- A la société TOIT ET JOIE, propriétaire d'environ 7170 m² et propriétaire du lot numéro QUATRE de l'ensemble immobilier cadastré section N numéro 58;
- A la société ACTIPIERRE, propriétaire du volume 101 de la parcelle cadastrée section N numéro 57
- A l'Office départemental de l'habitat HAUTS-DE-SEINE HABITAT, propriétaire d'environ 9.200 m² ;
- Pour partie à des propriétaires privés pour l'ensemble immobilier cadastré section N numéro 58, savoir :
- Lot numéro UN (1) appartenant à Monsieur BERTHEZENE et Madame ROCHE,
- Lot numéro DEUX 2) appartenant à la société BOUYSSOU DEBUSSY,
- Lot numéro TROIS (3) appartenant à la société B.G.B.G ;

3.1.2 Bilan de concertation

Par suite d'une concertation publique mise en place par le biais de publicités, de campagnes de communications et d'organisation de réunions publiques, il a été établi un bilan de concertation préalable à la création de la ZAC approuvé par le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris par délibération en date du 19 septembre 2019 numéro CT 2019/068.

Cette délibération a fait l'objet d'une transmission en Préfecture le 27 septembre 2019 et d'un affichage au territoire le même jour.

Le **SADEV 94** déclare que la délibération ayant approuvé le bilan de concertation

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

préalable à la création de la ZAC n'a pas fait l'objet d'un déféré préfectoral, ainsi déclaré par les Parties.

3.1.3 Création de la ZAC des Musiciens

Dans le cadre de la création de la Zac des Musiciens a été constitué le dossier création de ladite ZAC comprenant les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation ;
- Le plan de situation ;
- Le plan périmétral ;
- L'Etude d'impact ;
- Le régime au regard de la taxe d'aménagement ;

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, par délibération numéro CT2020/008 du 24 février 2020, a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté "Zac des Musiciens"'.

En outre, aux termes de cette délibération, il a été approuvé :

- l'exclusion de la ZAC du champ d'application de la taxe locale d'équipement (partie communale) (devenue taxe d'aménagement) et de la taxe pour dépassement du plafond légal de densité. ;
- le programme global prévisionnel des constructions à réaliser dans le périmètre de la ZAC ;

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)
***ARTICLE 1 – APPROUVE** le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) dite « des Musiciens » à Bagneux, établi conformément à l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme et annexé à la présente délibération.*

***ARTICLE 2 – DECIDE** la création de la zone d'aménagement concerté dite « des Musiciens » à Bagneux, selon le périmètre annexé à la présente délibération et figurant également dans le dossier de création de ladite ZAC.*

***ARTICLE 3 – PRECISE** que le programme global prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur de la ZAC sera d'environ 41 000 m² de surface de plancher, principalement affectés au logement, et que le programme prévisionnel des équipements comprend lui, l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces « libres (espaces verts, extension d'un par cet d'un mail) et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des habitants actuels et futurs et aux usagers des construction à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération d'aménagement. Il comprend aussi les équipements de superstructures nécessaires à l'opérations et notamment la future crèche Prokofiev (environ 800 m² de surface de plancher).*

***ARTICLE 4 – PRECISE** que les constructions édifiées par les acquéreurs dans le périmètre de la ZAC seront exclues du champ de la part communale de la taxe d'aménagement.*

(….) ».

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 28 février 2020.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 9 mars 2020 au 11 mai 2020,
- d'un affichage au territoire du 2 mars 2020 au 16 avril 2020, ainsi qu'il résulte du certificat d'affichage en date du 21 septembre 2020 délivré par le Président de l'EPT,
- d'une parution dans le journal « le Parisien » rubrique ANNONCES LEGALES le 10 mars 2020, ainsi qu'il résulte d'une attestation de parution délivrée le 6 mars 2020 par la Directrice Générale du Parisien,
- d'une publication au recueil des actes administratifs,

La délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours gracieux ou contentieux, n'a pas fait l'objet d'un retrait et a acquis un caractère exécutoire et définitif, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par l'EPT en date du 22 janvier 2024.

3.1.4 Réalisation de la ZAC des Musiciens

3.1.4.1 Dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, par délibération du 14 décembre 2023 numéro CT 2023/107, a approuvé le dossier de réalisation de la Zac des Musiciens.

Sont demeurés annexés :

- le dossier de réalisation de la ZAC d'octobre 2023 ;
- les annexes jointes au dossier, savoir :
- le périmètre de la ZAC ;
- le plan guide ;
- le plan de repérage des équipements publics ;
- le plan de la défenses incendie ;
- le plan du réseau d'alimentation en eau potable ;
- le plan du réseau d'assainissement ;
- le plan du réseau électricité ;
- le plan du réseau éclairage ;
- le plan du réseau télécom ;
- le plan du réseau de chauffage urbain et gaz ;
- le phasage prévisionnel de l'opération ;
- délibération ville sur le PEP ;

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)

***ARTICLE 1 – APPROUVE** le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens située à Bagneux, établi conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme et annexé à présente délibération.*

(….) ».

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 21 décembre 2023.

Les Parties déclarent que cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire du 11 janvier 2024 au 11 février 2024, ainsi qu'il résulte du certificat d'affichage délivré par le Président de l'EPT,
- d'une parution dans le journal « le Parisien » rubrique ANNONCES LEGALES le 11 janvier 2024,
- d'une publication au recueil des actes administratifs,

La délibération ayant approuvé le dossier de réalisation de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours gracieux ou contentieux, n'a pas fait l'objet d'un retrait et a acquis un caractère exécutoire et définitif, ainsi déclaré par les Parties.

3.1.4.2 Programme des équipements publics

Le Conseil du Territoire de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, par délibération en date du 14 décembre 2023 numéro CT2023/108 a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens.

Le Conseil Municipal de la Ville de Bagneux par délibération en date du 10 octobre 2023 numéro 20231010-13 a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC des Musiciens.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire du 11 janvier 2024 au 11 février 2024,
- d'une publication dans le « Le Parisien » le 11 janvier 2024.

Une ampliation de cette délibération a été transmise en Préfecture le 21 décembre 2023.

Le **SADEV 94** déclare que la délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours, ainsi déclaré par les Parties.

Il est précisé que le programme des équipements publics a été intégré au dossier de réalisation ci-dessus visé.

3.2 Concession d'aménagement

Conformément aux dispositions de l'article L.300-4 du Code de l'Urbanisme, afin de désigner l'aménageur de la ZAC, une procédure d'appel d'offre a été diligentée par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, ainsi qu'il résulte des parutions dans le Journal Officiel de l'Union Européenne en date du 5 février 2020 annonce JO/S S28, et au BOAMP en date du 5 février 2020 annonce n°2020-18408.

La commission constituée pour désigner le candidat a considéré que le groupement constitué par les sociétés CITALLIOS et SADEV répondait aux critères techniques et

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

financiers fixés dans le règlement de consultation.

Suite à cette procédure, aux termes d'une délibération du Conseil du Territoire de l'EPT en date du 29 janvier 2021 numéro BT 2021/003, dont une ampliation a été adressée en Préfecture le 12 février 2021, l'aménagement de la ZAC DES MUSICIENS a été concédé au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » et la concession d'aménagement a été approuvée.

Il est retranscrit ci-dessous partiellement les termes de ladite délibération :

« (….)

ARTICLE 1 – APPROUVE la désignation du groupement constitué par les sociétés CITALIOS et SADEV 94 comme aménageur de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) dite des Musiciens, à Bagneux.

ARTICLE 2 – APPROUVE le projet de traité de concession d'aménagement joint à la présente délibération.

(…) ».

Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 12 février 2021.

Ladite délibération a été affichée au territoire le 15 février 2021.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 10 janvier 2024 au 10 février 2024,
- d'un affichage au territoire ainsi qu'il résulte d'un certificat d'affichage délivré par l'EPT le 10 janvier 2024,

Une ampliation de cette délibération a été transmise en Préfecture le 12 février 2021.

SADEV 94 déclare que la délibération ayant approuvé le dossier de création de la ZAC n'a pas fait l'objet de recours, ainsi qu'il résulte d'une attestation en date du 22 janvier 2024.

Le traité de concession a été régularisé le 19 février 2021.

3.3 Etudes réalisées dans le cadre de la réalisation de la ZAC

3.3.1 Etude d'impact

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de création de la ZAC, il a été réalisé une étude d'impact en juin 2018.

3.3.2 Rapport environnemental

Dans le cadre des travaux d'aménagement à réaliser dans la ZAC, SADEV 94 a missionné la société ICF pour la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols afin d'évaluer la qualité du sol en vue des travaux de construction et de démolition à réaliser.
La zone d'étude a été celle de la ZAC.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

3.3.3 Etudes sol

Dans le cadre des travaux d'aménagement à réaliser dans la ZAC, SADEV 94 a missionné la société TECHNOSOL pour procéder à une étude géotechnique de type G1 ES-PGC.
La zone d'étude a été celle de la ZAC.
Ladite étude a été complétée par une étude réalisée par la société GEOLIA pour procéder à une étude géotechnique de type G1 ES-PGC sur les Lots de la ZAC : 1, 2.1, 3A, 4.1, 4.2, et 6.

3.4 DOCUMENTS D'URBANISME APPLICABLE A LA ZAC

3.4.1 PLAN LOCAL D'URBANISME

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de BAGNEUX en date du 31 janvier 2006, le Plan Local d'Urbanisme (ci-après le « PLU ») a été approuvé.
Une ampliation de cette délibération a été adressée en Préfecture le 2 février 2006.

Cette délibération a fait l'objet :
- d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
- d'une publication dans deux journaux régionaux et locaux diffusés dans le département.

Ce PLU a été suivi d'un premier modificatif approuvé aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX, en date du 15 janvier 2008 dont une ampliation a été déposée en sous-préfecture le 16 janvier 2008.

Il résulte de deux attestations de Madame la Députée Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 16 juillet 2008 que le PLU ainsi que le PLU modificatif n'ont fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Ce PLU a été suivi d'une révision simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX, en date du 31 mai 2011 dont une ampliation a été déposée en sous-préfecture le 1er juin 2011.

Il résulte d'une attestation de Madame le Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 30 août 2011 que la délibération du 31 mai 2011 adoptant le PLU révisé n'a fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Cette délibération a fait l'objet :
- d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
- d'une publication dans les journaux suivants : L'Humanité et le Parisien (édition 92) le 23 juin 2011.

Il résulte d'une attestation de Madame la Députée Maire de la Ville de BAGNEUX en date du 30 août 2011, dont la copie est jointe au Dossier d'Informations que la délibération du 31 mai 2011 adoptant le PLU révisé n'a fait l'objet d'aucun recours et d'aucun retrait administratif.

Le PLU a fait l'objet d'une mise en compatibilité par arrêté interpréfectoral du 11 décembre 2012 pour le projet de prolongement du métro ligne 4.

Le PLU a été suivi d'une deuxième modification approuvée aux termes d'une

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bagneux en date du 28 mai 2013.

Le PLU a été suivi d'une modification simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bagneux en date du 17 décembre 2013.

Le PLU a fait l'objet d'une mise en compatibilité pour la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris par décret numéro 2014-1607 du 24 décembre 2014.

Une procédure de révision a été initiée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de BAGNEUX en date du 24 juin 2014.
Une ampliation de cette délibération a été déposée en Préfecture le 30 juin 2014. Cette délibération a fait l'objet d'un affichage en Mairie.

Le projet du PLU révisé a été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2015.

Cette délibération a :

- été rendue publique le 18 décembre 2015,
- été transmise à la préfecture le 21 décembre 2015,
- fait l'objet d'un affichage en Mairie pendant plus d'un mois (du 29 décembre 2015 au 29 février 2016).

Les délibérations des 24 juin 2014 et 15 décembre 2015 n'ont fait l'objet d'aucun recours et retrait administratif.
La révision du PLU a été approuvée aux termes d'une délibération n° 192/2016 du Conseil de Territoire en date du 27 septembre 2016.

Cette délibération a fait l'objet :

- d'un affichage en Mairie du 3 octobre 2016 au 6 décembre 2016 ainsi qu'il résulte d'un courrier émanant de la Ville de Bagneux en date du 16 janvier 2017,
- d'une insertion au journal Le Parisien diffusé dans le Département.

Une ampliation de cette délibération a été déposée en Préfecture le 3 octobre 2016.

Le PLU fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée aux termes d'une délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud-Grand Paris en date du 29 janvier 2019.

Ladite délibération a fait l'objet d'un recours gracieux reçu le 5 avril 2019 auquel l'Etablissement Public Territorial n'a pas répondu.

Cette délibération est devenue définitive ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris en date du 29 octobre 2019.

Le PLU a fait l'objet d'une mise à jour n°1 par arrêté n°A20/2020 en date du 12 mars 2020 de Monsieur le Président du Territoire de Vallée Sud Grand Paris emportant actualisation des annexes du PLU.
La mise à jour n°1 n'a pas fait l'objet, à sa connaissance, de recours.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Le PLU a fait l'objet d'une modification approuvée aux termes d'une délibération n°CT2021/112 du Conseil du Territoire de Vallée Sud-Grand Paris en date du 07 décembre 2021.
La délibération susvisée a été régulièrement publiée et n'a pas fait l'objet de recours ou de retrait.

Suivant arrêté n°A07/2022 du Président de l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris en date du 10 janvier 2022, il a été constaté la mise à jour n°2 des annexes du PLU de BAGNEUX.
La mise à jour n°2 n'a pas fait l'objet, à sa connaissance, de recours.

3.4.2 Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Dans le cadre de la mise en place de l'OAP, un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est en cours d'élaboration qui aura notamment pour conséquence de mettre en conformité le règles actuellement en vigueur dans la zone de phasage du PLU où se situe la Zac.

Par délibération numéro CT2018/092 en date du 18 décembre 2018, transmis en préfecture ainsi déclaré par les Parties, l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris a prescrit l'élaboration du PLUI en précisant les modalités de concertation préalable.
La délibération susvisée a été régulièrement publiée et n'a pas fait l'objet de recours ou de retrait.

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal a été arrêté lors du Conseil du Territoire du 14 décembre 2023.

Par arrêté numéro 2024/026 en date du 13 mai 2024, transmis en préfecture le 13 mai 2024, a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique.

Les Parties déclarent que l'enquête publique s'est déroulée du 30 mai 2024 au 4 juillet 2024.

4 PRESENTATION DE L'OPERATION

4.1 CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE

Les Parties déclarent que dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre Plate, une convention tripartite régularisée entre **SEQENS**, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et la Ville de Bagneux en date du 20 décembre 2019 a eu pour objet de décrire les conditions de participation financière du Territoire au projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre plate dans le cadre de la Zac des Musiciens.

La participation a été fixée à un montant plafond de 15.000.000,00 € répartie comme suit :

- 10.000.000,00 € au titre du coût de l'opération et de la prise en charge du déficit de la ZAC des Musiciens ;
- 5.000.000,00 € de participation du Territoire au titre des opérations de réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage SEQENS.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

4.2 Propriété de la VILLE

La **Ville** déclare être propriétaire dans la **ZAC DES MUSICIENS** des biens suivants :

- Parcelle cadastrée section N numéro 59 ;
- Parcelle cadastrée section N numéro 61 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 35 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 55 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 166 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 90 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 28 ;
- Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
- D'emprises publiques à déclasser ;

Compte tenu du caractère domanial desdites parcelles et de la nécessité de déclasser lesdites parcelles préalablement à leur vente, les Parties ont convenu de régulariser pour l'ensemble des parcelles le présent Protocole.
Aux termes du présent Protocole, la **VILLE** consent au profit de **SADEV 94** une exclusivité pendant toute la durée du protocole.

Pour rappel, les Parties déclarent que la parcelle cadastrée section P numéro 126 appartenant à la VILLE est située dans le périmètre de la Zac des Musiciens. Que ladite parcelle a fait l'objet d'une promesse synallagmatique établie par le Notaire soussigné en date du 5 juillet 2024.
Que la réalisation de ladite promesse de vente et la réalisation du présent Protocole sont indépendantes, de sorte que la non réalisation d'un des deux actes n'entraînera pas la caducité de l'autre acte.

En outre, **l**es Parties déclarent avoir convenu d'un processus de cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » **(Annexe n° 4.)**, savoir :

- ***Tranche numéro 1 (bloc 1 plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles ci-dessous en deux unités foncières :***

Parcelle cadastrée section P numéro 35p : ladite parcelle actuellement occupée par la copropriété Stalingrad dont une partie doit être cédée à la copropriété par la Ville de BAGNEUX ;
Parcelle cadastrée section P numéro 55p : espace vert attaché au Centre Social et Culturel Jacques Prévert actuellement occupé ;
Parcelle cadastrée section P numéro 166p : espace vert attaché au Gymnase Jacques Prévert ;

Et

Parcelle cadastrée section P numéro 90p : parcelle où se situe le Centre Social Culturel Jacques Prévert actuellement occupée ;
Les Parties déclarent :

- Que le bâtiment sera démoli par SADEV 94 une fois devenu propriétaire de cette emprise ;
- Que le nouveau centre social et culturel est en cours de construction dans l'ilot G3 de la ZAC ECOQUARTIER VICTOR HUGO, dont l'achèvement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

prévisionnel est fixé au 3ème trimestre 20

- ***Tranche numéro 2 (bloc 2 ci-dessus annexé) :***

Parcelle cadastrée section N numéro 59p : partie du Parc Nelson Mandela consistant en un cheminement piéton (circulation piétonne modifiée) à diviser en deux parcelles.

- ***Tranche numéro 3 (bloc 3 du plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles suivantes :***

Parcelle cadastrée section N numéro 59p consistant en un parc de stationnement extérieur;
Parcelle cadastrée section N numéro 61p;
Emprises publiques d'environ à 17 m² à créer ;

- ***Tranche numéro 4 (bloc 4 du plan ci-dessus annexé) regroupant les parcelles suivantes :***

Parcelle cadastrée section P numéro 28p ;
Parcelle cadastrée section P numéro 54 ;
Parcelle cadastrée section R 196p,
Parcelle cadastrée section R 204p ;
Parcelle cadastrée section R 56p ;
Emprises publiques d'environ 23 m² à créer;

Cette unité foncière constituée des parcelles ci-dessus visées sera occupée par le collège provisoire ~~Henri Wallon B,~~ dans l'attente de la construction du collège définitif Joliot-Curie prévu en 2028.

4.3 Domanialité

La **Ville** déclare que les BIENS font partie du domaine public communal conformément à l'article L.2111-1 du code général des propriétés des personnes publiques.

Conformément à l'article L.3111-1 du code général des propriétés des personnes publiques, les biens des personnes publiques, qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles.
Les Parties conviennent donc que le présent Protocole ne peut valoir engagement de vendre de la part de la **Ville** et qu'il convient de déclasser lesdits biens préalablement à leur cession.
En conséquence, le déclassement des parcelles ci-dessus visées constitue une Condition Préalable conditionnant la novation du Protocole en promesse synallagmatique de vente pour la Tranche concernée.

La **Ville** rappelle qu'en application de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, l'opération de construction envisagée ayant pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie publique à déclasser, la délibération concernant le déclassement de la délibération cadastrée section N numéro 59 devra être précédée d'une enquête publique.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

4.4 Délibération du Conseil Municipal autorisant la signature du Protocole

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de BAGNEUX en date du 17 décembre 2024, dont copie est demeurée ci-avant annexée, le Conseil Municipal a décidé de ce qui suit, littéralement rapporté :

« (….)

Objet : Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Le Conseil municipal,
A LA MAJORITE ABSOLUE

(…)
Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;
Vu le calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;
Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément à l'article 3.2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement qui stipule que SADEV 94 procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens ;
Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;
Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;
Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;
Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;
Considérant ces trois points visés ci-dessus et la nécessité de convenir d'un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la commune de Bagneux et la SADEV qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Ayant entendu le rapporteur,
Après en avoir délibéré,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

***DÉCIDE** :*

***Article 1er** : approuve le protocole foncier de la ZAC des Musiciens à signer avec l'aménageur SADEV 94 actant :*

- *d'une période d'exclusivité au profit de SADEV 94 pour chaque tranche ;*
- *d'entamer le processus de déclassement des parcelles appartenant à la commune de Bagneux en vue de permettre de régulariser des promesses synallagmatiques de vente au profit de SADEV 94 ;*

Les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

***Article 2** : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).*

***Article 3** : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.*

(…) »

Une ampliation de cette décision a été régulièrement transmise en Préfecture de NANTERRE le 20 décembre 2024 et est devenue exécutoire le même jour.

Monsieur le Maire déclare n'avoir reçu à ce jour aucun recours gracieux ou contentieux contre ladite délibération.

5 CONDITIONS PREALABLES

Les Parties déclarent que la réalisation du présent Protocole est conditionnée à la réalisation des Conditions Préalables ci-dessous :

- ***S'agissant de la Tranche 1 (bloc 1)***:

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 1 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la Tranche 1 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 2 (bloc 2)***:

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 2 au visa de l'article L.141-3 du code de la voirie routière ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Tranche 2 ;

- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 3 (bloc 3):***

- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement des parcelles de la Tranche 3 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

- ***S'agissant de la Tranche 4 (bloc 4):***

- La décision de désaffectation des parcelles de la Tranche 4 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération, adoptée au visa de l'article L2141-2 du CG3P, prononçant le déclassement anticipé des parcelles de la Tranche 4 ;
- Le vote en Conseil Municipal d'une délibération autorisant le Maire de la VILLE à régulariser une promesse synallagmatique de vente et la vente pour la présente Tranche ;

Etant précisé que :

- Pour les Tranches 1, 2 et 4, concernées par un déclassement anticipé, la désaffectation devra intervenir au plus tard dans les trois (3) ans suivant la délibération prononçant le déclassement anticipé ;
- Pour les Tranches 1, 2 et 4, une étude d'impact doit être réalisée et jointe à la délibération prononçant le déclassement anticipé ;
- La désaffectation pour toutes les parcelles des Tranches visées ci-dessus devra être réalisée et constatée préalablement à la cession au profit de SADEV 94.

Pour ce faire, la VILLE délibérera préalablement à la cession pour constater la désaffectation du bien concerné, au visa de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, le cas échéant.

6 DUREE DU PROTOCOLE

Le présent Protocole prend effet à la date de signature des présentes.

En tout état de cause, la période d'exclusivité, pour permettre la réalisation des conditions préalables ci-dessus visées, court pour chacune des Tranches, pour une durée mentionnée ci-dessous que les Parties pourront convenir de proroger le cas échéant, sans pouvoir excéder la date du 30 décembre 2030.

- **S'agissant de la Tranche 1 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 2 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 3 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de douze (12) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties.

- **S'agissant de la Tranche 4 :**

La période d'exclusivité court pour une durée de trente-six (36) mois à compter des présentes, soit jusqu'au VINGT-TROIS (23) DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ (2025).
Cette durée pourra être prorogée d'un commun accord entre les Parties

CELA exposé, il est passé à la convention objet des présentes, ayant pour objectif de fixer entre la **Ville** et **SADEV 94** les termes et conditions de leurs engagements pendant la durée du Protocole, en vue d'aboutir aux cessions des Tranches à intervenir entre eux.

7 PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

SADEV 94 étant une personne morale, les dispositions protectrices de l'acquéreur immobilier prévues par l'article L.271-1 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables.

8 NATURE DU PROTOCOLE

Les Parties conviennent que chaque Tranche est indépendante et que la non réalisation d'une des Tranches ne remettra pas en cause la vente des autres Tranches.

La **Ville** s'interdit, par suite, pendant toute la durée du présent Protocole de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur le BIEN, de consentir aucun bail, concession, location ou prorogation de bail, comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement SADEV 94.

La **Ville** déclare s'engager à entreprendre toute démarche en vue de permettre :
- la désaffectation des BIENS de la Tranche 3, puis de solliciter le déclassement et l'autorisation de vendre les BIENS de la Tranche 3 au profit de SADEV 94, aux conditions du présent protocole et aux conditions à convenir entre elles, qui seront actées dans l'acte de promesse synallagmatique de vente à recevoir une fois les conditions préalables de la Tranche 3 réalisées ;
- le déclassement anticipé des BIENS des Tranches 1, 2 et 4, puis de solliciter l'autorisation de vendre les BIENS desdites Tranches aux conditions du protocole et

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

aux conditions à convenir entre elles, qui seront actées dans les actes de promesse synallagmatique de vente à recevoir une fois les conditions préalables desdites Tranches réalisées ;

Il est convenu que dès que le déclassement aura été prononcé et que le Conseil Municipal de la **Ville** aura délibéré sur la vente pour la Tranche concerné, les Parties auront un délai de trente (30) jours pour régulariser la promesse de vente concernant la Tranche.

Il est expressément convenu que, faute pour les Parties d'avoir régularisé la promesse de vente pour la Tranche concerné, dans le délai ci-dessus visé de trente (30) jours, alors que les Conditions Préalables sont réalisées, le présent Protocole pour la Tranche concernée sera considéré comme nul et non avenu, la Ville recouvrant son entière liberté.

A cet effet, les Parties s'engagent à respecter les engagements pris aux termes du présent protocole.

9 DUREE DES PROMESSES DE VENTE

Les Parties ont convenu que la durée des Promesses de vente pour chacune des Tranches sera convenue et fixée aux termes de la Promesse de vente à régulariser pour la Tranche concernée une fois les Conditions Préalables réalisées.

En tout état de cause, les Parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas de carence de l'une des Parties pour la régularisation de la vente, la Partie défaillante ne saurait se prévaloir à l'encontre de l'autre Partie de l'expiration du protocole ci-dessus fixée.

Les Parties conviennent d'ores et déjà que les promesses de vente seront reçues par l'Office notarial dénommée en tête des Présentes.

10 OBJET DU PROTOCOLE – LE BIEN

10.1 Désignation des BIENS de la TRANCHE 1 (BLOC 1)

10.1.1 PARCELLES DE L'UNITE 1

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et avenue Henri Barbusse ;

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	35p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 07a 60 ca
P	55p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 00 a 58 ca
P	166p	51 AV HENRI BARBUSSE	01 ha 04a 18 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

10.1.2 PARCELLE DE L'UNITE 2

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Mozart,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	90p	6 RUE MOZART	00 ha 07 a 89 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

10.2 <u>Désignation des BIENS de la Tranche 2</u>

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue de Turin,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
N	59p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	01 ha 10 a 65 ca

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 5.)**.

10.3 <u>Désignation des BIENS de la Tranche 3</u>

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et rue de Turin,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
N	59p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	01 ha 10 a 65 ca
N	61p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 00 a 12 ca
EP			

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 6.)**.

10.4 Désignation des BIENS de la Tranche 4

A BAGNEUX (92220) dans la ZAC DES MUSICIENS, rue Jean Marin Naudin et avenue de Stalingrad,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
P	28p	72 RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 85 a 36 ca
P	54p	AV DE STALINGRAD	00 ha 05 a 80 ca
R	196p	AV VICTOR HUGO	00 ha 08 a 26 ca
R	56p	RUE JEAN MARIN NAUDIN	00 ha 23 a 81 ca
R	204p	AV VICTOR HUGO	00 ha 01 a 35 ca
EP			

Il est ici précisé que les parcelles ci-dessus seront divisées au moyen d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) (procès-verbal de division-document d'arpentage).

Cette division s'effectuera conformément au plan de cession qui sera établi par le Cabinet de Géomètre-expert qui devra être approuvé par les Parties.

Tel que le **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Un extrait du plan cadastral est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 7.)**.

10.5 Information sur le bornage à effectuer

En application des dispositions de l'article L 111-5-3 du Code de l'Urbanisme, la

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

destination envisagée sur le terrain objet des présentes étant la construction d'un immeuble en tout ou partie à usage d'habitation, un plan de bornage contradictoire devra être établi préalablement à toute vente.
La **Ville** autorise **SADEV 94** à faire effectuer ces bornages, à leurs frais, pendant la durée de la promesse de vente avec un délai de prévenance de 48 heures de telle sorte qu'il soit annexé aux termes de l'acte authentique de vente.

10.6 Nature et quotité des droits vendus

Le présent protocole porte sur la pleine propriété des **BIENS de chaque Tranche** désignée ci-dessus.

11 PROPRIETE - JOUISSANCE

11.1 Transfert de propriété :

Les Parties conviennent d'ores et déjà que le transfert de propriété aura lieu le jour de la constatation de chaque vente en la forme authentique, même si l'échange de consentements nécessaire à la formation des conventions est antérieur.

11.2 Entrée en jouissance :

Les Parties conviennent d'ores et déjà que l'entrée en jouissance aura lieu le jour de la signature de l'acte authentique de vente, la partie du **BIEN** vendue devant alors être libre de toute location, occupation, concession, réquisition ou préavis de réquisition.

12 PRIX

Les Parties déclarent que les prix de vente de chaque Tranche sera convenu entre elles aux termes des Promesses synallagmatique de vente à recevoir, après obtention des avis des domaines.

13 CONDITIONS DES PROMESSES DE VENTE EN CAS DE REALISATION DU PROTOCOLE

Les Parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas de signature des actes de promesses synallagmatique de vente, suite à la réalisation des Conditions Préalables, les conditions de la vente de l'assiette foncière de chaque Tranche seront les suivantes :

13.1 Conditions générales

13.1.1 A la charge de la Ville

La **Ville** :

- Garantira **SADEV 94** sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil qui dispose que « Q*uoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente*. ».

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur le **BIEN** et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

- Réglera au moyen du prix de la vente payée comptant, l'intégralité des sommes

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

restant dues aux créanciers inscrits, dans le délai de dix jours de la délivrance de l'état hypothécaire sur formalité et rapportera, à ses frais, les mainlevées et certificats de radiation de toutes ces inscriptions, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

- Indemnisera **SADEV 94** de tous frais extraordinaires de purge.
Le tout de manière que le **BIEN** soit libre de toute inscription hypothécaire, mention ou saisie.

- Fera son affaire personnelle du paiement de la totalité de la taxe foncière en ce compris celle exigible pour l'année au cours de laquelle aura lieu l'entrée en jouissance SADEV 94.

- Devra fournir au demandeur d'une action éventuelle en rescision pour lésion, le complément de prix conformément à l'article 1674 du Code Civil, de façon à arrêter le cours de cette action, et ce afin que **SADEV 94** ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet, la **Ville** s'obligeant dès à présent à le mettre hors de cause de toute procédure.

13.1.2 A la charge SADEV 94

SADEV 94 :

- Prendra le **BIEN** dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance, une fois les conditions suspensives réalisées, sans aucune garantie de la part de la **Ville**, à l'exception de la garantie d'éviction, notamment pour raison :

- soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous l'immeuble, des vices mêmes cachés, de mitoyenneté,
- soit même de la surface du terrain, la différence en plus ou en moins, s'il en existe, entre la contenance sus-indiquée et celle réelle, excédât-elle un/vingtième, devant faire le profit ou la perte, SADEV 94 sans aucun recours contre la **Ville** à ce sujet.

- Acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, taxes et autres charges de toute nature auxquels ledit **BIEN** peut et pourra être assujetti ; il remboursera à la **Ville** le prorata de la taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 Décembre suivant.

- Paiera tous les frais, droits et émoluments de l'acte authentique de vente, leurs suites et leurs conséquences.

- Fera leur affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurances.

14 PENALITE

De convention expresse entre les Parties, il a été convenu de ne pas prévoir de clause pénale au titre du Protocole et des Promesses de Vente.

15 ABSENCE DE DEPOT DE GARANTIE

De convention expresse entre les Parties, il ne sera pas versé de dépôt de garantie au titre du Protocole et des Promesses de Vente.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

16 CONDITIONS SUSPENSIVES DES PROMESSES DE VENTE

Une fois les Conditions Préalables du Protocole réalisées, les Parties régulariseront dans le délai convenu entre elles aux termes des présentes, un acte de promesse synallagmatique de vente pour chacune des Tranches sous les conditions suspensives ci-après stipulées, dont la liste est non exhaustive, qui devront être réalisées dans un délai à convenir aux termes des promesses de vente.
Ces conditions suspensives s'appliqueront indépendamment à chacune des Tranches, et le cas échéant, selon le contexte, à l'une seule de ces Tranches.

16.1 Conditions suspensives stipulées au profit des deux Parties

16.1.1 Droit de préemption

Le BIEN ne doit pas faire l'objet d'un droit de préemption de tout organisme bénéficiant légalement de ce droit ou de tout occupant, locataire ou ancien locataire.
Le **VILLE DE BAGNEUX** s'oblige à faire toute diligence pour la purge de ces droits, et donne tous pouvoirs au notaire soussigné ou tout clerc de son Etude, à l'effet d'établir et signer toutes déclarations d'intention d'aliéner qui s'avèreraient devoir être établies en suite de la Promesse, pour le compte du **VILLE DE BAGNEUX**.
La saisine, par un titulaire de droit de préemption, d'une juridiction aux fins de modification des conditions de la vente sera considérée comme entraînant la non-réalisation de la condition suspensive, au même titre que l'exercice pur et simple du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la Promesse sera caduque de plein droit et le **VILLE DE BAGNEUX** délié de toute obligation à l'égard du **SADEV 94** auquel devra être restitué dans un délai maximum de huit (8) Jours Calendaires de la réception de la notification de préemption au domicile élu dans la déclaration, l'indemnité d'immobilisation ou la caution le cas échéant remise.

16.2 Conditions suspensives stipulées au profit de SADEV seul

En application de l'article 1304-4 du Code civil, **SADEV 94** est libre de renoncer aux conditions suspensives stipulées dans leur intérêt exclusif, tant que celles-ci ne sont pas accomplies.

De convention expresse entre les **Parties**, **SADEV 94** pourra renoncer aux conditions suspensives ci-après stipulées à leur profit exclusif jusqu'à l'expiration du délai convenu pour leur accomplissement, quand bien même l'événement ayant provoqué leur défaillance serait antérieur. Etant précisé que le non-accomplissement d'une telle condition suspensive pendant le délai convenu pour sa réalisation vaudra défaillance de cette condition suspensive.

SADEV 94 devra notifier à la **VILLE**, par courrier recommandé avec accusé de réception en son domicile élu, la défaillance de la condition suspensive, et le cas échéant, leur renonciation avant expiration du délai de réalisation correspondant.

En cas de défaillance de l'une ou plusieurs condition(s) suspensive(s) ci-après stipulées et à défaut de renonciation expresse par **SADEV 94** dans les formes ci-dessus, la Promesse de Vente sera réputée n'avoir jamais existé conformément aux dispositions de l'article 1304-6 du Code civil.

16.2.1 Droit de propriété et libre disposition du BIEN

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

- Que le **VILLE DE BAGNEUX** justifie d'une origine de propriété trentenaire régulière, de sa pleine capacité de disposer, de la libre disposition du BIEN dont s'agit, et d'une situation hypothécaire, par la production d'un état hypothécaire trentenaire certifié de moins de deux mois, ne révélant pas d'inscription d'hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale, dont les montants, en principal et accessoires, excéderaient le prix de vente et d'un accord de mainlevée entière et définitive avec ou sans paiement émanant des créanciers inscrits.

Il remettra les titres de propriété antérieurs nécessaires à la vérification de l'origine de propriété trentenaire.

16.2.2 Sur la capacité

- Que le **VILLE DE BAGNEUX** justifie de la capacité, des autorisations ou des pouvoirs nécessaires à une vente amiable.

16.2.3 Servitudes

- Que les titres de propriété antérieurs, les états hypothécaires et le relevé des formalités antérieures au 1er janvier 1956, qui seront délivrés par le service de la publicité foncière, ne révèlent aucune servitude ou condition particulière susceptible de nuire au droit de propriété ou de jouissance du **SADEV 94** de la présente promesse, d'empêcher la réalisation du projet de construction ou encore, de le rendre plus onéreux.

Sur ce point, les Parties déclarent que les servitudes de cours communes plus amplement visées ci-dessous doivent être éteintes pour permettre la mise en œuvre des arrêtés de permis de construire à obtenir sur les Lots de la ZAC.
Pour ce faire :

- les propriétaires privés concernés par ces servitudes devront donner leur accord pour éteindre ces servitudes.
- l'administration compétente en matière de plan local d'urbanisme devra délivrer une autorisation.

16.2.4 Urbanisme

Les pièces d'urbanisme qui seront délivrées, en vue de la réalisation des présentes, ne doivent pas :

- contenir d'injonction de travaux, d'expropriation totale ou partielle, de réquisition ou préavis de réquisition ou de dépréciation significative de l'IMMEUBLE.
- révéler de servitudes ou autres prescriptions administratives de nature à mettre en cause à plus ou moins long terme, même partiellement, le droit de propriété et de jouissance du **SADEV 94** de la présente promesse ou la destination que le **SADEV 94** envisage de donner au BIEN.

16.2.5 Absence d'installation classée pour la protection de l'environnement nécessitant une remise en état du site

La Promesse sera soumise à la condition suspensive qu'en cas d'installation classée pour la protection de l'environnement révélée sur l'adresse du BIEN, qu'il soit :

- justifié du dossier de cessation d'activité;
- justifié de la remise en état des **BIENS** le cas échéant ;

Dans l'hypothèse de l'impossibilité pour la **VILLE DE BAGNEUX** de :

- justifier du dossier de cessation d'activité ;
- ou de justifier de la remise en état des **BIENS** ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

- ou de produire un courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou de la préfecture (ou de toute autre autorité administrative compétente) confirmant que les **BIENS** n'ont pas fait l'objet de leur intervention.
- ou de justifier de la suppression du référencement de ces installations dans le fichier des installations classées par les déclarations en Préfecture.

Les Parties se rencontreront pour étudier des solutions
A défaut d'accord entre les Parties dans le délai de DEUX (2) mois à compter de la notification par la **VILLE DE BAGNEUX** à la **SADEV 94** du courrier de la préfecture sur des solutions éventuelles la condition suspensive sera considérée comme défaillie et la Promesse sera caduque sans indemnité de part ni d'autre, sauf renonciation par la **SADEV 94**.

La présente condition suspensive sera considérée réalisée en cas d'obtention par la **VILLE DE BAGNEUX** d'un courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou de la préfecture (ou de toute autre autorité administrative compétente) confirmant l'absence d'installation classée pour la protection de l'environnement ou d'un courrier justifiant de la suppression du référencement de ces installations dans le fichier des installations classées par les déclarations en Préfecture.

17 CONDITIONS PARTICULIERES DU PROTOCOLE ET DES PROMESSES DE VENTE

SADEV 94 est dès à présent autorisé par la **VILLE** à pénétrer et laisser pénétrer tout homme de l'art (architecte, géomètre, métreur…) sur le terrain pour y faire procéder, à ses frais, tout mesurage, études de sol, sondages y compris destructifs (sous réserve de remise en l'état de façon à permettre la continuité de l'exploitation des bâtiments de la **VILLE**, conformément à leur destination) et autres, à charge de remettre les lieux en l'état, si la **VILLE** l'exige, et sous réserve d'avoir prévenu **SADEV 94** par courriel au moins 48 heures à l'avance.

18 DECLARATIONS DES PARTIES

Les Parties attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et elles déclarent et garantissent notamment :

18.1 <u>En ce qui concerne les personnes morales</u>

- Que la signature et l'exécution du présent protocole ne contrevient à aucun contrat ou engagement auquel la **Ville** ou **SADEV 94** est partie, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale s'appliquant à elle, dont le non respect pourrait faire obstacle à la parfaite exécution des engagements résultant à son encontre du présent acte.
- Qu'elles et leur représentant ont la capacité légale et ont obtenu tous les consentements et autorisations de ses organes sociaux et, le cas échéant, des autorités administratives compétentes, et tous autres consentements et autorisations éventuellement nécessaires afin de l'autoriser à conclure et exécuter ses obligations nées du présent protocole.

18.2 <u>En ce qui concerne SADEV 94</u>

- Qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de procédure de sauvegarde, de cessation de paiement, de redressement ou de liquidation judiciaire (articles L.610-1 et suivants du Code de Commerce) ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

- Qu'il n'a pas été associé depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle elle était tenue indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'il ne fait pas et n'a jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens.
- Qu'il est une société de droit français dûment constituée et existant valablement,

18.3 <u>En ce qui concerne leurs représentants</u>

- Qu'elles ne sont concernées :
. Par aucune des mesures de protection légale des incapables sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.
. Par aucune des dispositions de la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judiciaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement.
- Que leur état-civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Que la signature et l'exécution du présent acte de vente ne contrevient à aucun contrat ou engagement auquel la **Ville** ou SADEV 94 est partie, ni à aucune loi, réglementation, ou décision administrative, judiciaire ou arbitrale s'appliquant à elle, dont le non respect pourrait faire obstacle à la parfaite exécution des engagements résultant à son encontre du présent protocole.

Par ailleurs, elles déclarent que les clauses contenues au présent protocole font novation avec celles qui auraient pu être insérées dans tout avant-contrat ou accord établi en vue des présentes uniquement en ce qui concerne le **BIEN**.

19 INFORMATIONS SUR LES BIENS

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1265 du Code civil, la **Ville** déclare qu'à sa connaissance elle a, dès avant ce jour, divulgué à SADEV 94 tous renseignements et documents utiles.
En outre, la **Ville** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard de SADEV 94, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes.

19.1 <u>Sur les servitudes conventionnelles</u>

La **Ville** déclare :
Qu'elle n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur le **BIEN** et qu'il n'en existe, à sa connaissance, pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux et de la Loi en général, des documents d'urbanisme, et des servitudes ci-dessous:

1) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 19 juillet 1970</u>

Aux termes d'un <u>acte de constitution de servitudes</u> reçu par Maître LACOURTE, notaire à PARIS le 19 juillet 1960, suivi d'un acte rectificatif en date du 11 octobre 1960, le tout publié au service de la publicité foncière de VANVES 2 le 15 novembre 1960, volume 7183, numéro 8428,

Il a été établi des <u>zones non aedificandi</u> par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS portant sur les parcelles suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

- M numéros 4, 7, 8, 9, 10, 11, à ce jour cadastrées section M numéros 46 et 47, 16 et 17 par suite de réunion et division parcellaire ;
- N numéro 21, à ce jour cadastrée N numéro 46, 71, 72, 73 et 74par suite de division parcellaire ;
- P numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, à ce jour cadastrées P 180, 181, 182, 183, 86, 89, 184, 185, 186 et 132 par suit de divisions parcellaires ;

2) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 19 juillet 1970</u>

Aux termes d'un <u>acte de vente</u> par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS au profit de la société C.I.L.O.F. reçu par Maître LACOURTE, notaire à PARIS les 28 et 29 mars 1961, suivi d'un acte rectificatif en date du 22 juin 1961, le tout publié au service de la publicité foncière de VANVES 2 le 27 juillet 1961, volume 7431, numéro 6106,

Il a été établi des <u>zones non aedificandi</u> portant sur les parcelles suivantes :
- M numéro 18, à ce jour cadastrée section M numéros 16, 17 et 46, 47, 43, 44 et 45 par suite de division parcellaire ;
- N numéro 21 à ce jour cadastrée section N numéros 46, 71, 72, 73, 74 et 49 ;
- P numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, à ce jour cadastrée section P numéros 180, 181, 182, 183 et 86, 55 et 61, 64, 65, 90, 132, 184, 185,186 ;

3) <u>Servitude de cour commune créée aux termes d'un acte en date du 5 mars 1958</u>

Aux termes d'un acte de constitution de servitude reçu par Maître LAHAUSSOIS, notaire à MONTROUGE, en date du 5 mars 1958, dont une copie authentique a été publiée au 8ème bureau des hypothèques de la SEINE le 21 avril 1958 numéro 6406 numéro 3177,
Il a été créé une servitude de cour commune portant sur les parcelles cadastrées :
- Section P numéro 35
- Section P numéro 36 aujourd'hui cadastrée section P numéros 129 et 130.

Une copie de ces actes demeure annexée aux présentes, ainsi que les plans annexés auxdits actes, à l'exception du plan annexé à l'acte en date du 5 mars 1958 celui-ci n'ayant pas été retrouvé par le notaire détenteur de la minute. **(Annexe n°8.)**.

Le **VILLE DE BAGNEUX** s'oblige à justifier pour la date de la signature de l'acte authentique de la renonciation par la collectivité compétente desdites servitudes.

Une copie des plans de servitude est demeurée annexée aux présentes **(Annexe n°9.)**.
Les Parties déclarent en avoir connaissance desdites servitudes et avoir saisi l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme en vue d'obtenir l'autorisation d'éteindre lesdites servitudes.

Que personne n'a revendiqué de servitude ou droit sur le **BIEN** depuis qu'il est propriétaire.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

19.2 Sur les servitudes d'ordre publique

La **Ville de BAGNEUX** déclare que la parcelle aujourd'hui cadastrée section N numéro 59 est soumise aux servitudes régies par les articles L.554-1 et R.554-2 le code de l'environnement en raison du passage de la ligne 15 du Grand Paris Express.

19.3 Sur la situation administrative

La **Ville** déclare :

Que le **BIEN** ne fait pas l'objet d'une procédure tendant à son expropriation totale ou partielle ou à sa réquisition.
Qu'il ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux.

19.4 Sur la situation hypothécaire

La **Ville** déclare :

Qu'il n'existe sur le **BIEN** aucune inscription, transcription, publication, privilège ou mention de nature à empêcher le caractère incommutable du transfert de son droit de propriété.
Qu'il s'engage à rapporter la mainlevée des inscriptions et mention dans le mois de la signature de l'acte authentique de vente.

19.5 Sur les procédures

La **Ville** déclare :

Qu'il n'y a pas de procédure en demande ou en défense, à laquelle serait intéressé directement ou indirectement le **BIEN**.
Qu'elle n'a jamais été en procédure avec les voisins ou anciens propriétaires.

19.6 Sur les contrats

La **Ville** déclare :

Qu'il n'existe aucun contrat d'affichage grevant le **BIEN**.
Que le BIEN ne fait pas l'objet de contrat de travail susceptible d'être repris par SADEV 94.
Qu'il n'existe pas de contrat de maintenance ou d'entretien susceptible d'être repris par SADEV 94.

- Que les **Biens** objet des présentes sont inclus dans le périmètre de L'Association Foncière Urbaine Libre dénommée « LA PIERRE PLATE CHATEAUBRIANT », non inscrite au SIREN et ci-après dénommée « AFUL ».

Aux termes d'un acte reçu par Maître LACOURTE, Notaire à PARIS, le 12 novembre 2002, publié au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 24 décembre 2002, volume 2002P numéro 12721, il a été établi un cahier des charges et les statuts de l'AFUL « LA PIERRE PLATE CHATEAUBRIANT »,
Cet acte a été suivi d'un acte rectificatif établi par Maître SOLLIER, Notaire à PARIS, en date du 5 février 2004, dont une copie a été publiée au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 19 février 2004, volume 2004P, numéro 1804.

Aux termes d'un acte reçu par Maître LEROUX, notaire à PARIS, le 7 juin 2022, publié au service de la publicité foncière de VANVES 2, le 1er juillet 2022, volume 2022P, numéro 12806, il a été constaté la réduction du périmètre de l'AFUL suite au retrait des parcelles cadastrées P numéros 18, 81 83 et S numéro 108.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Cet acte a été suivi d'une attestation rectificative reçue par Maître LEROUX, notaire à PARIS, le 12 octobre 2022, publiée le 17 octobre 2022, volume 2022P, numéro 20593.

Les Parties déclarent que dans le cadre de l'aménagement de la Zac (démolition de logements, aménagement des nouveaux espaces publics, création de nouveaux axes de circulation, …), il est nécessaire de procéder à la dissolution de l'AFUL.

Les Parties déclarent que la dernière assemblée générale a eu lieu le 12 juillet 2024.
Lors de cette assemblée générale, les membres de l'AFUL ont adopté la résolution ayant pour objet la dissolution de l'association foncière dans les termes ci-dessous :

« 8. : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION FONCIERE

Les membres de l'Association Foncière, les explications de la Présidence entendues, constatant la disparition de l'objet de l'Association Foncière, décident de la dissolution de l'Association Foncière Urbaine Libre PIERRE PLATE – CHATEAUBRIANT, conformément à l'article 13 des statuts.
La dissolution prendra effet au 1er juillet 2024 et sera réalisée selon les modalités prévues aux Résolutions n° 9 et 13 de la présente assemblée.

(…)

13. POUVOIRS DONNES AU LIQUIDATEUR

L'assemblée donne tous pouvoirs au liquidateur pour accomplir toutes formalités, signer tous actes, mener toutes actions judiciaires, en défense et en demande, afin de mener à bien les opérations de dissolution et de liquidation de l'AFUL PIERRE PLATE-CHATEAUBRIANT.

(…) ».

Il est demeuré joint et annexé aux présentes le compte du procès-verbal de ladite assemblée générale **(Annexe n°10.)**.

Il sera procédé à la publication de la dissolution de l'association au service de la publicité foncière.

19.7 <u>Sur l'absence de restriction à son droit de disposer</u>

La **Ville** déclare :

- Quelle est régulièrement propriétaire du BIEN .
- Qu'il n'existe à ce jour aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ni de litige en cours pouvant porter atteinte au droit de disposer.
- Qu'elle n'a conféré à personne d'autre que SADEV 94 un droit quelconque résultant d'un avant-contrat, lettre d'engagement, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité temporaire, et qu'il n'existe d'une manière générale aucun empêchement à la vente à l'exception de la réalisation des Conditions Préalables.

19.8 <u>Sur l'archéologie</u>

La **Ville** déclare qu'à sa connaissance, il n'existe aucun vestige archéologique sur le **BIEN**.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

19.9 Sur les dispositions de l'article L.154-2 du Nouveau Code Minier

Qu'à sa connaissance aucune mine n'a été exploitée sur le tréfonds de l'assiette foncière dont s'agit de sorte que ne sont pas applicables les dispositions de l'article L.154-2 du Nouveau Code Minier.

Art. L.154-2 du Code Minier (nouveau) : « Le vendeur d'un terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée est tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. A défaut de cette information, l'acheteur peut choisir soit de poursuivre la résolution de la vente, soit de se faire restituer une partie du prix. Il peut aussi demander, aux frais du vendeur, la suppression des dangers ou des inconvénients qui compromettent un usage normal du terrain lorsque le coût de cette suppression ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de la vente.
Les dispositions du présent article s'appliquent également à toute forme de mutation immobilière autre que la vente ».

19.10 Sur la règlementation relative au lotissement

Qu'il est propriétaire d'immeubles contigus aux BIENS, qui nécessite conformément à l'article L.442-1 du Code de l'Urbanisme de déposer une déclaration préalable de division par la Ville de BAGNEUX.
Toutefois, les Parties conviennent que les conditions de dépôt des déclarations préalables seront fixées dans les actes de promesses de vente à recevoir.
En outre, les Parties conviennent que si SADEV 94 devient propriétaire d'une parcelle voisine aux parcelles objets des présentes, permettant la division rattachement prévu au f) de l'article R.442-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de BAGNEUX sera dispensée de déposer une déclaration préalable.

20 DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

20.1 Tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie

Pour l'information des parties a été dressé ci-après le tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie selon le type d'immeuble en cause, selon sa destination ou sa nature, bâti ou non bâti. Il est précisé que chacun de ces documents ne doit figurer dans le dossier de diagnostic technique que dans la mesure où la réglementation spécifique à ce document l'exige.

Objet	Bien concerné	Elément à contrôler	Validité
Plomb	Immeuble d'habitation (permis de construire antérieur au 1er Janvier 1949)	Peintures	Illimitée ou un an si constat positif
Amiante	Immeuble (permis de construire antérieur au 1er Juillet 1997)	Parois verticales intérieures, enduits, planchers et plafonds, flocages, calorifugeages er faux-plafonds, conduits, canalisations et équipements	Illimitée

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

		intérieurs, éléments extérieurs (toitures, bardages et façades légères, conduits en toiture et façade),	
Termites	Immeuble situé dans une zone délimitée par le préfet	Immeuble bâti ou non	6 mois
Gaz	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Etat des appareils fixes et des tuyauteries	3 ans
Electricité	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Installation intérieure : de l'appareil de commande aux bornes d'alimentation	3 ans
Assainissement	Immeuble d'habitation non raccordé au réseau collectif d'égout	Contrôle en vigueur au 1er Janvier 2011	
Risques	Immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques	Immeuble bâti ou non	6 mois
Performance énergétique	Immeuble équipé d'une installation de chauffage	Consommation et émission de gaz à effet de serre	10 ans

20.2 <u>Etat des Risques</u>

En application de l'article L.125-5 du code de l'environnement littéralement reproduit :
« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.
Un état des risques fondé sur les informations mises à disposition par le préfet est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente.
(…)
IV. – Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L.125-2 ou de l'article L.128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.
… »

La **Ville** déclare :

- Que le **BIEN** objet des présentes n'a pas subi, à sa connaissance, de catastrophes naturelles telles qu'inondations, glissements de terrains ou séismes.

- Qu'à sa connaissance le **BIEN** n'est pas situé dans l'emprise d'une zone couverte par

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

un plan de prévention des risques technologiques, miniers ou naturels, à l'exception de ce qui est ci-dessous précisé.

- Qu'un plan de prévention des risques d'inondation a été adopté pour le département des Yvelines en date du 27 Juin 2016.

Conformément aux obligations incombant à la **Ville** en vertu de l'article L.125-5 du Code de l'environnement est demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe n° 11.)** :

- un état des risques naturels, miniers et technologiques pris en compte par ces servitudes à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de la commune établi en date du 23 décembre 2024,
- une fiche d'information sur les risques naturels et technologiques majeurs conformément aux dispositions des paragraphes I et II de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, établie par la Commune de BAGNEUX.
- ainsi que le document graphique y afférent et permettant de localiser le **BIEN**.

SADEV 94 prennent acte de ces informations, déclarant vouloir en faire leur affaire personnelle sans recours contre la **Ville**, et reconnaissent être informés que les décisions prises ou à prendre par les Maires des communes concernées dans le cadre de cet arrêté peuvent conduire soit à restreindre, soit à anéantir, les droits de construire attachés au **BIEN**.

21 ENVIRONNEMENT

21.1 Secteur d'informations sur les sols

Rappel des textes

Le notaire informe les Parties des dispositions de l'article L. 125-7 du Code de l'environnement modifiées par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 et ci-après relatées :

« *Sans préjudice de l'article L. 514-20 et de l'article L. 125-5, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L. 125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application de l'article L. 125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.*
A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.
Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article ».

Déclarations du VENDEUR

Le décret n°2015 1353 du 26 octobre 2015 pris en application des dispositions susvisées de l'article L 125-7 du code de l'environnement est entré en vigueur le 29 octobre 2015. L'article R. 125-41 dudit code précise que les secteurs d'information des sols seront arrêtés par le préfet du département entre le 1er janvier 2016 et le

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

1er janvier 2019 sur la base des données dont celui-ci aura connaissance. Etant précisé que l'article R. 125-47 indique que le préfet révise annuellement la liste des SIS.

Aux termes des dispositions de l'article R. 125-27, l'obligation d'information découlant pour le Vendeur des dispositions de l'article L. 125-7 du code de l'environnement est applicable à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département des arrêtés de création des secteurs d'information des sols.
La **Ville** déclare que les Biens ne sont pas situés dans un SIS ou de projet de création de SIS.

21.2 <u>Sur les installations classées</u>

En application des dispositions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement ci-dessous rappelée,

« Article L.514-20 du Code de l'Environnement
Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.
Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.
A défaut, et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente. ».

La **Ville** déclare qu'il n'a pas exploité d'installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration et qu'à sa connaissance de telle installation n'ont pas été exploitée sur le **BIEN**.

Est demeuré joint et annexé aux présentes **(Annexe n°12.)** la liste des installations classées pour la protection de l'environnement émise par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.
Est demeuré joint et annexé le fichier des installations classées pour la protection de l'environnement des Ministères Territoires Ecologie Logement sur la commune de BAGNEUX **(Annexe n°13.)**

21.3 <u>Sur la pollution</u>

La **Ville** déclare que :

- à sa connaissance le BIEN n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation classée autre que celle-ci-dessus relatée.

- à sa connaissance il n'a jamais été exercé sur le BIEN et les terrains voisins d'activité entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

(notamment air, eaux superficielles et souterraines, sols et sous-sols).

- il n'est partie à aucune procédure arbitrale, judiciaire ou administrative relative au BIEN et il n'a été engagé ou n'est en cours aucune procédure concernant l'activité exercée sur le terrain d'assiette du BIEN,

- aucun jugement ni aucune ordonnance ou décision judiciaire ou administrative n'a contraint ou enjoint la **Ville** ou à sa connaissance un ancien propriétaire ou exploitant à cesser tout ou partie de ses activités à la suite d'une pollution intervenue sur le terrain d'assiette du BIEN.

- que le **BIEN** n'est pas référencé, à la date de ce jour, dans la base de données des sites et sols polluées appelant une action des pouvoirs publics (BASOL) auprès du ministère de l'écologie et du développement durable comme un terrain pollué **(Annexe n°14.)**.

- que le **BIEN** n'est pas référencé, à la date de ce jour, dans la base CASIAS auprès du BRGM **(Annexe n°15.)**.

21.4 Sur le Pyralène

La **Ville** déclare en application de l'article R.543-25 du code de l'environnement, il n'existe pas d'appareil susceptible de contenir des polychlorobiphényles et polychloroterphényles dans le **BIEN**.

21.5 Elimination des déchets

La **Ville** déclare qu'il n'a pas connaissance de déchets pouvant le cas échéant se trouver sur le **BIEN**.
L'article L.541-1-1 Code de l'Environnement dispose notamment que :
« Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »
L'article L 541-4-1 du même Code exclut de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente.
Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont excavées du site de leur excavation.
L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Sous réserve des conditions suspensives ci-dessus, SADEV 94 déclare prendre les Biens dans l'état où ils se trouvent et faire son affaire personnelle de tous éventuels travaux de dépollution et de consolidation des sous-sols nécessaires et préalables à la réalisation de la construction qu'il réalisera sur le terrain objet des présentes et ce, quel que soit le mode opératoire retenu, sans aucun recours contre la **Ville** à cet égard.

22 DISPOSITIONS DIVERSES

22.1 Régime fiscal de la vente

22.1.1 Régime fiscal de la mutation – Déclarations de la Ville relatives à la TVA

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

La **Ville** déclare que la mutation du BIEN n'entrerait pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée malgré sa qualité d'assujetti :

- partie des BIENS consistant en de la voierie et un parc de stationnement, asphalté (BOI n°106 du 30 décembre 2010 / 3 A-9-10 – n°21) ne pouvant être considéré comme un terrain à bâtir au sens fiscal du terme,
- partie des BIENS étant bâti depuis plus de 5 ans.

22.1.2 Droits d'enregistrement – Déclarations SADEV 94

SADEV 94 déclare :

- être assujetti à la TVA au sens de l'article 256 A du Code Général des Impôts (CGI) dans le cadre de son activité économique au regard de la présente opération ;
- agir dans le cadre de l'aménagement de la Zac des Musiciens, l'acte de vente sera exonéré de tous droits de timbre et de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement, conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts.

22.2 Frais

Les frais, droits et émoluments du présent protocole et ceux entraînés par la constitution du dossier nécessaire à l'élaboration de la vente (tels que les pièces d'urbanisme et autres certificats administratifs ainsi que l'état hypothécaire) seront supportés par **SADEV 94**.
Toutefois, ils seraient à la charge de la **Ville** en cas de non-réalisation de la vente de son fait.

22.3 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir :
- La **Ville** en l'Hôtel de Ville.
- **SADEV 94** en son siège.

Chacune des parties pourra modifier le domicile par lui élu, à condition de notifier cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.
Tout nouveau domicile devra obligatoirement être fixé en France métropolitaine, à défaut, le changement de domicile sera inopposable à l'autre partie.

22.4 Négociation

Les Parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.
Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

22.5 Lutte contre le blanchissement des capitaux – origine des fonds

SADEV 94 déclare effectuer le paiement des sommes nécessaires aux présentes au moyen de ses fonds propres et, le cas échéant, de concours bancaires.

Il reconnaît par ailleurs avoir été informé des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561-1 à L.574-4 du Code monétaire et financier, récemment modifiées par l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

En application de ces dispositions, **SADEV 94** déclare :
- que les fonds engagés par elle ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1 1er alinéa) ;
- que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L.561-16 1er alinéa).

22.6 Communication des pièces et documents

SADEV 94 pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial dénommé en tête des présentes et participant, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

22.7 Affirmation de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitudes de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

22.8 Certification de l'identité des Parties

Le Notaire soussigné certifie et atteste que l'identité des Parties aux présentes lui a été régulièrement justifiée.

22.9 Mention légale d'information

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.
Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités,
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

  -La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte. Toutefois, aucune donnée n'est transférée en dehors de l'Union Européenne ou de pays adéquats.

  -Les données sont conservées dans le respect des durées suivantes :

- 30 ans à compter de l'achèvement de la prestation pour les dossiers clients

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

(documents permettant d'établir les actes, de réaliser les formalités)

- 75 ans pour les actes authentiques, les annexes (notamment les déclarations d'intention d'aliéner), le répertoire des actes.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr .
Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE sur trente-six (36) **pages**

Comprenant :
- Renvois : Néant
- Blanc barré : Néant
- Ligne entière rayée nulle : Néant
- Chiffre nul : néant
- Mot nul : nul

Paraphes

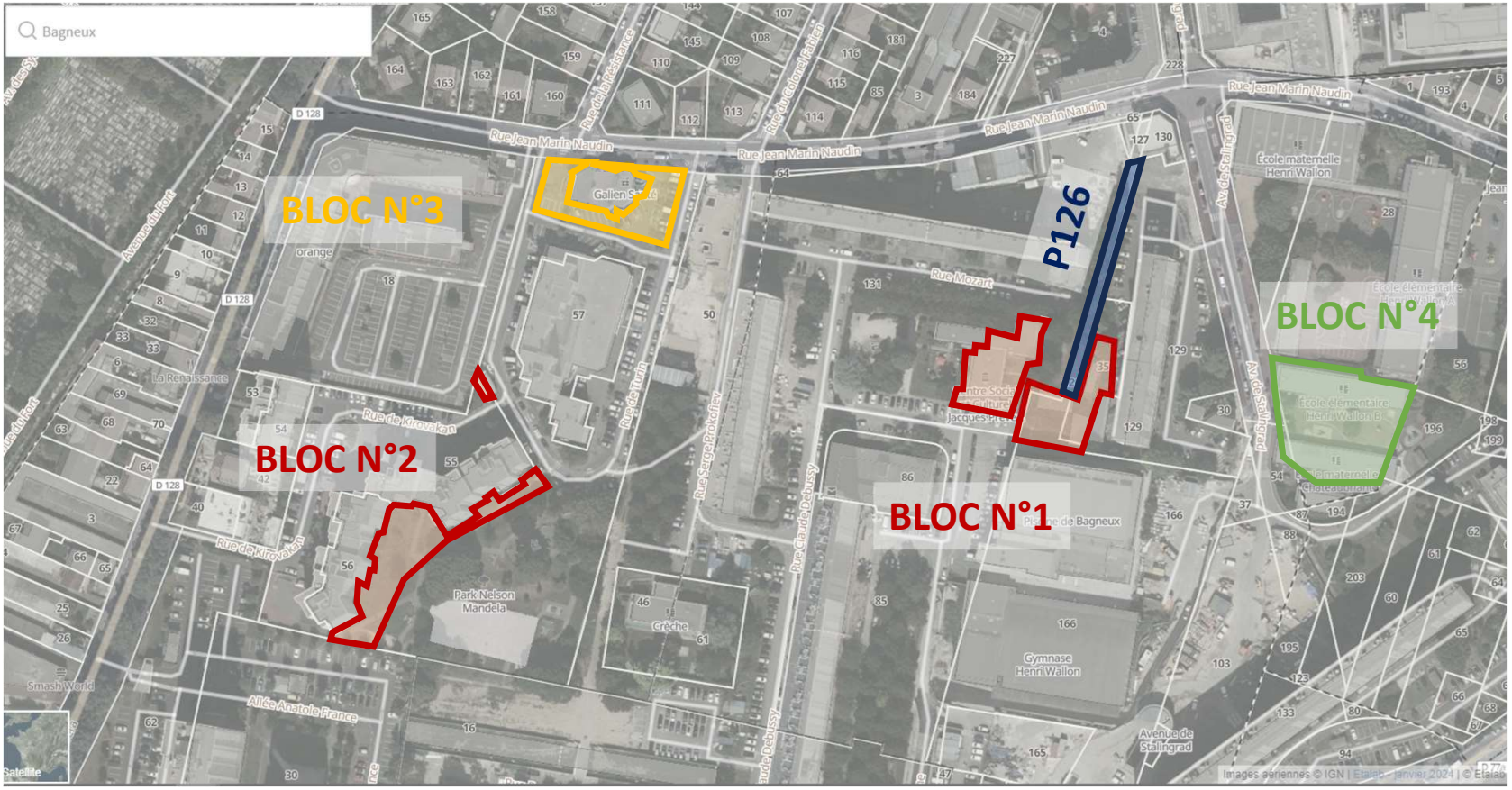
Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Les feuilles du présent acte et de ses annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition. En conséquence, elles n'ont pas à être paraphées par le Notaire ni par les signataires de l'acte, en application de l'article 14 du décret n°71-941 du 26 novembre 1971, modifié par le décret n°2005-973 du 10 août 2005, article 4 (JORF 11 août 2005 en vigueur le 1er février 2006). Il n'y a pas lieu non plus d'apposer sur les annexes la mention prévue au premier alinéa de l'article 22.
Après lecture faite, les Parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, et les signatures ont été recueillies les jour, mois et an susdits par le Notaire, qui a signé le même jour.

COMMUNE DE BAGNEUX	
SADEV 94	
NOTAIRE	

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Musiciens - Phasage des acquisitions ville



Hors protocole foncier

2024 / 2025

Date signature PSV / actes

2025 / 2026

2025 / 2027

2027 / 2028

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 DÉCEMBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix sept décembre, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 11 décembre 2024, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 35
- représentés : 6
- absents : 2

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, Madame Justine GORENDS, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Madame Pascale MEKER à Madame Corinne PUJOL, Madame Blodine B.CANAL à Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, monsieur Jean-louis PINARD à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 4
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20241217_7

Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20241217_7

Aménagement urbain

Protocole foncier de la ZAC des Musiciens

Objet : Approbation du protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la ville de Bagneux et l'aménageur SADEV 94

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 27 septembre 2016 approuvant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil du Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 29 janvier 2019 approuvant la modification n°1 du PLU de la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de Vallée Sud Grand Paris du 7 décembre 2021, approuvant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération n°CT2018/092 du Conseil du Territoire du 18 décembre 2018 prescrivant l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération n°CT106/2023 du 14 décembre 2023 arrêtant le projet Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu l'avis favorable de la commune de Bagneux sur le projet d'élaboration du PLUi de Vallée Sud-Grand Paris en date du 11 mars 2024 ;

Vu l'arrêté n°A2024/026 de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris portant sur l'ouverture de l'enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement et de l'article L,624-31 du code du patrimoine, les projets d'élaboration du PLUi, de création des périmètres délimités des abords et l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

Vu la délibération n° CT2020/008 du Conseil du Territoire de l'établissement public territorial Vallée-Sud Grand Paris en date du 24 février 2020 approuvant le dossier de création de la ZAC des Musiciens ;

Vu la délibération n°CT2023/107 du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens ;

Vu l'arrêté numéro 2024/026 en date du 13 mai 2024, transmis en préfecture le 13 mai 2024, ayant prescrit l'ouverture d'une enquête publique du PLUi ;

Vu la tenue de L'enquête publique du PLUi qui s'est tenue entre le 30 mai 2024 et le 4 juillet 2024 ;

Vu la délibération n° BT2021/003 du bureau du territoire en date du 29 janvier 2021 approuvant la concession de l'aménagement de la ZAC des Musiciens au groupement « SADEV 94 » et « CITALLIOS » ;

Vu le calendrier prévisionnel des cessions des parcelles de la commune de Bagneux au profit de la SADEV 94 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la SADEV 94, en qualité d'aménageur de la ZAC des Musiciens et conformément

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

à l'article 3,2 « Missions foncières et commerciales » de la concession d'aménagement qui stipule que SADEV 94 procédera à l'acquisition du foncier appartenant à la commune de BAGNEUX nécessaire à la réalisation du Projet d'aménagement de la ZAC des Musiciens ;

Considérant que lesdites parcelles appartenant à la commune de BAGNEUX dans le périmètre de la ZAC des Musiciens sont pour partie destinées à être cédées à des opérateurs de promotions immobilières dans le cadre des consultations et que la SADEV 94 en tant qu'aménageur doit acquérir lesdites emprises en vue de leur aménagement préalable avant cession aux opérateurs concernés ;

Considérant que lesdites parcelles à caractère domanial nécessitent avant toute cession, un déclassement du domaine public communal ;

Considérant que certaines parcelles nécessitent de rester affectées à l'usage du public pendant une durée déterminée ;

Considérant la nécessité pour SADEV 94 d'initier un travail de maîtrise foncière dans la ZAC des Musiciens ;

Considérant ces trois points visés ci-dessus et la nécessité de convenir d'un Protocole foncier de la ZAC des Musiciens entre la commune de Bagneux et la SADEV qui permet une cession en quatre Tranches telle que ces "Tranches" sont représentées sur le plan intitulé « Phasage des acquisitions » et une période d'exclusivité de vente au profit de la SADEV 94 pendant toute la durée du protocole sur les parcelles de la Commune situées dans le secteur de la ZAC des Musiciens, délai nécessaire à la Commune pour réaliser les formalités préalables au déclassement desdites emprises ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve le protocole foncier de la ZAC des Musiciens à signer avec l'aménageur SADEV 94 actant :

- d'une période d'exclusivité au profit de SADEV 94 pour chaque tranche ;

- d'entamer le processus de déclassement des parcelles appartenant à la commune de Bagneux en vue de permettre de régulariser des promesses synallagmatiques de vente au profit de SADEV 94 ;

Les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet [illegible] comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 19/12/2024
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Liste des parcelles ville à acquerir

Parcelles	Lot à destination	Désaffection / Déclassement	Impact sur la circulation
Périmetre Mandela / Pharmacie			
BLOC 3			
N59 A	T&J	?	Impact piéton Parc
N59 B	T&J	?	Impact piéton Parc
BLOC 4			
N59 C	Lot 1		Non
N61	Lot 1		Non
EP a déclasser	Lot 1	OUI	Non
Périmetre Mozart			
BLOC 1			
P126 A	Lot 4.1		Non
P126 B	Lot 4.2		Non
BLOC 2			
P35 A	Lot 4.2		Non
P55 A	Lot 4.2		Non
P166 A	Lot 4.2	OUI	Non
P90 A	Lot 4.2		CSC - A confirmer
Périmetre Stalingrad			
BLOC 5			
EP a déclasser	Lot 6	OUI	OUI
P28 A	Lot 6		Emprise Collège a confirmer
P54 A	Lot 6		Emprise Collège a confirmer

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE

Horizon PSV

T1 2025
T1 2025

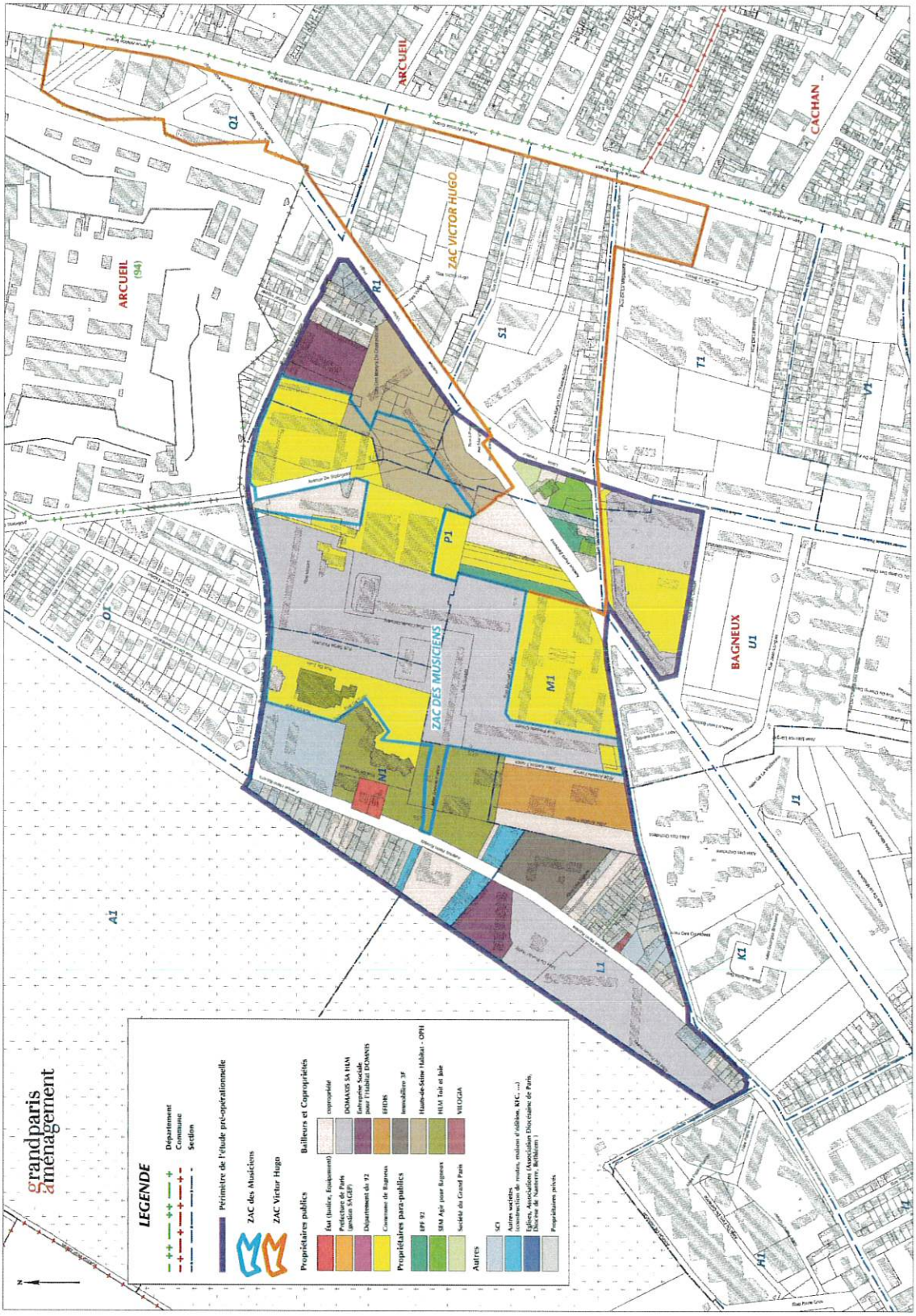
T3 2026
T3 2026
T3 2026

T2 2024
T2 2024

T3 2025
T3 2025
T3 2025
T3 2025

2027
2027
2027

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_9-DE



Source : Grand Paris Aménagement – Consistance foncière- Juillet 2018

DATE	NATURE DES MODIFICATIONS	INDICE
Septembre 2023	Projet de division	8
26/03/2024	Modification des Ilot 5A et 5B	9
18/11/2024	Rédaction des DMPC	11
21/11/2024	Plan de ventes des lots 1, 4.1, 4.2 & 6	12
17/03/2025	Plan des lots 4.1 et 4.2	14

LOT 4.1 & 4.2

Cadastre section M, N, P et R

Lot 4.1 : 2475 m²
Composé des lots : Parcelle n°197, lot P191A, lot 126A
Lot 4.2 : 1803 m²
Composé des lots : P91B, P90A, P55A, P166A, P35A, P126B

LEGENDE:

- Application cadastrale
- Application cadastrale enregistrée au cadastre lors de la phase 1
- 100 n° de parcelle
- 100 n° de parcelle enregistrée au cadastre lors de la phase 1
- Ligne divisoire

NOTA:
- Limites établies par application cadastrale
- Les limites figurant sur ce plan n'ont pas fait l'objet d'une délimitation contradictoire avec les riverains. Seule cette délimitation pourra garantir les surfaces des parcelles.
- Les titres de propriétés n'ont pas été consultés.

Fichier: 57668-14.dwg
Coordonnées : Système RGF 93 CC 49
Nivellement : Altitudes normales IGN 69

Département des Hauts de Seine

Commune de Bagneux

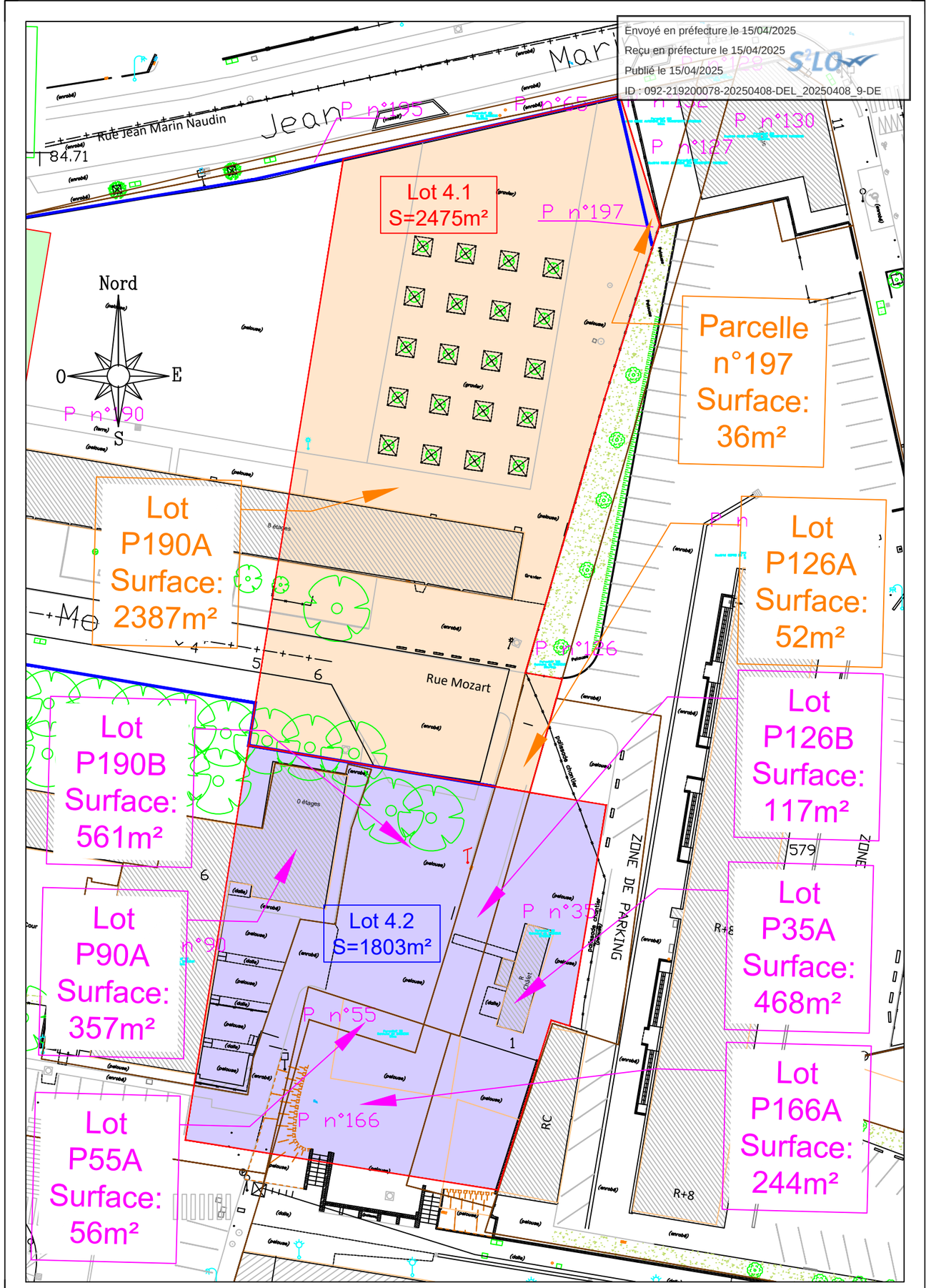
ZAC des Musiciens

Lot 4.1 & 4.2
Plan de lot

DATE : Mars 2025	ECHELLE : 1/500	PLAN 1/10
		INDICE 14

ATGT Géomètre-Expert
Agence de Clamart
32, avenue Jean Jaurès
92140 CLAMART
Tél. : 01.46.42.38.00
Mél : clamart@groupe-atgt.com
Ordre des Géomètres Experts n° d'insc. 1988D100001

DOSSIER
921-57668



Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_10-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_10

Approbation de l'évolution des tarifs et redevances appliqués dans le cadre de la délégation de service public relative à la gestion des marchés communaux d'approvisionnement.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_10-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_10

Aménagement urbain

Gestion des marchés communaux d'approvisionnement (évolution des tarifs et des redevances y afférents).

Objet : **Approbation de l'évolution des tarifs et redevances appliqués dans le cadre de la délégation de service public relative à la gestion des marchés communaux d'approvisionnement.**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_10-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008 décidant de la création d'une redevance de stationnement à percevoir auprès des commerçants du marché Léo-Ferré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2009 attribuant à l'entreprise Les Fils de Madame Géraud la délégation de service public pour l'exploitation des marchés communaux d'approvisionnement ;

Vu le traité d'exploitation des marchés d'approvisionnement signé le 16 décembre 2009 et son avenant du 18 décembre 2012 ;

Vu les articles 22, 23 et 26 du contrat d'exploitation des marchés communaux d'approvisionnement, fixant les clauses d'actualisation tarifaire notamment des droits des places, la redevance de stationnement et la redevance d'animation et de publicité, à percevoir auprès des commerçants du marché Léo-Ferré (anciennement désigné marché Albert-Petit, et auprès des commerçants du marché Village, anciennement désigné marché Dampierre) ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° DEL_20180516_10 du 16 mai 2018 suspendant l'évolution des tarifs des droits de place et des redevances de stationnement et d'animation et de publicité au marché Léo-Ferré ainsi que la revalorisation de l'évolution des tarifs de droit de place et des redevances d'animation et de publicité au marché Village ;

Vu l'avis de la fédération nationale des marchés de France ;

Vu l'avis de la commission paritaire des marchés du 27 mars 2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que, dans la mesure où les travaux dans la halle du marché Léo-Ferré sont terminés, il convient comme le contrat le stipule d'effectuer la revalorisation des tarifs des droits de place, de la redevance des animations et de la publicité ainsi que ceux pour le stationnement, s'agissant uniquement du marché Léo Ferré ;

Considérant la demande du délégataire, formulée par courrier en date du 20 février 2025, de procéder à une revalorisation des tarifs de 2,72 %;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er: approuve les tarifs des droits de place appliqués sur le marché communal d'approvisionnement Léo-Ferré fixés comme suit .

- Pour les commerçants abonnés :
    - Places couvertes, le mètre linéaire est de 4,63 € H.T;
    - Place découverte, le mètre linéaire est de 3,29 € H.T ;
- Pour les commerçants non abonnés :
    - Place couverte, le mètre linéaire est de 5,25 € H.T ;
    - Place découverte : le mètre linéaire est de 3,73 € H.T.

Article 2 : approuve les tarifs des droits appliqués sur le marché communal d'approvisionnement Village fixés comme suit :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_10-DE

- Pour les commerçants abonnés :

pour une place découverte, le mètre linéaire est de 3,44 € H.T

- Pour les commerçants non abonnés :

pour une place découverte : le mètre linéaire est de 3,88 € H.T

Article 3 : approuve les tarifs de la redevance d'animation et de publicité appliqués sur les marchés communaux d'approvisionnement Léo-Ferré et Village fixés comme suit :

Marché Léo Ferré :

Abonnés : moins de 10 ml : 3,60 € H.T

Abonnés : plus de 10 ml : 4,11 € H.T

Non abonnés : un forfait par séance : 1,40 € H.T

Marché Village :

Abonnés : le mètre linéaire par séance sera de : 0.36 € H.T.
Non abonnés : le forfait par séance sera de : 1.40 €H.T

Article 4 : approuve le tarif de redevance de stationnement pour le marché Léo-Ferré fixé de la manière suivante :

- Par commerçant et par séance : 3,60 €.

Article 5 : L'ensemble des tarifs fixés dans les articles 1 à 4 entrent en vigueur à compter du 1er mai 2025.

Article 6 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 7 : La présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, à la SAS Les fils de Madame Géraud, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_10-DE

VILLE DE BAGNEUX

EXPLOITATION DES MARCHES COMMUNAUX D'APPROVISIONNEMENT

CLAUSE D'ACTUALISATION TARIFAIRE

(article 26 du contrat d'exploitation du 16/12/2009)

calculs en date du 19/03/2025

1 - CALCUL DU COEFFICIENT K

L'indice "S" référencé au contrat correspond au taux de salaire horaire de base des ouvriers pour l'ensemble des secteurs non agricoles, publié au MTPB sous le code SHO-ENS

valeur de départ :

S_0 =	99,0	Valeur 2nd trimestre 2008
$BT01_0$ =	805,1	Valeur juin 2008 - suppl. du MTPB du 03/10/08

valeur actualisée :

S_n (base 2017) =	120,3	Valeur trimestre n°3 2024 - lemoniteur.fr - dml le 13/12/2024
S_n (base 2008) =	**138,8**	selon coefficient de raccordement de 1,1540
$BT01_n$ (base 2010) =	131,7	Valeur décembre 2024 - lemoniteur.fr - dml le 16/02/2025
$BT01_n$ (base 1974) =	**1103,7**	selon coefficient de raccordement de 8,3802

soit K = 0,80 $\frac{\mathbf{138,8}}{99,0}$ + 0,20 $\frac{\mathbf{1103,7}}{805,1}$ = **1,3958**

2 - VARIATIONS INDICIELLES

		calculé	voté
2009	Tarif initial	1,0000	1,0000
2010	k au 7 décembre 2009	1,0171	1,0171
2011	k au 29 septembre 2010.....	1,0351	1,0351
2012	k au 5 octobre 2011.....	1,0634	1,0634
2013	k au 8 octobre 2012.....	1,0874	1,0874
2014	k au 3 octobre 2013.....	1,1052	1,1052
2015	k au 22 septembre 2014.....	1,1189	1,1189
2016	k au 2 novembre 2015.....	1,1285	1,1285
2017	k au 22 septembre 2016.....	1,1385	1,1385
2018	k au 20 octobre 2017.....	1,1538	-
2019	k au 9 octobre 2018.....	1,1732	-
2020	k au 5 septembre 2019.....	1,1895	-
2021	k au 10 mai 2021	1,2190	-
2022	k au 27 avril 2022	1,2496	
2023	k au 17 octobre 2022	1,2930	1,2585
2024	k au 3 janvier 2024	1,3589	1,3589
2025	k au 08 janvier 2025	1,3958	

soit variation indicielle à voter : 2,72%

3 - TARIFS ET REDEVANCES ACTUALISES

Droits de place : (sur allée principale, transversale ou de passage et pour une profondeur maximale de 2,00 m. :	Tarif en vigueur	**actualisé**
Places couvertes :		
- Le mètre linéaire	4,50 € HT	**4,63 € HT**
- Commerçants non abonnés, supplément par mètre	0,60 € HT	**0,62 € HT**
Places découvertes :		
- Le mètre linéaire	3,20 € HT	**3,29 € HT**
- Commerçants non abonnés, supplément par mètre	0,42 € HT	**0,44 € HT**
Parking non abonnés	3,50 € HT	**3,60 € HT**
Redevance d'Animation et de publicité :		
- Abonnés - moins de 10 ml	3,50 € HT	**3,60 € HT**
Abonnés - plus de 10 ml	4,00 € HT	**4,11 € HT**
- Non abonnés, forfait par séance	1,36 € HT	**1,40 € HT**
Marché du Village		
Places couvertes :		
- Le mètre linéaire abonnés.....	3,34 € HT	**3,44 € HT**
Places découvertes :		
- Le mètre linéaire non abonnés.....	3,77 € HT	**3,88 € HT**
Redevance d'Animation et de publicité :		
- Abonnés - par ML	0,35 € HT	**0,36 € HT**
- Non abonnés, forfait par séance	1,36 € HT	**1,40 € HT**

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_11

Approbation du règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules municipaux

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_11

SERVICES TECHNIQUES

Règlement intérieur sur l'utilisation des véhicules municipaux

Objet : Approbation du règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules municipaux

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L.2131-18-1-1;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code de la route notamment l'article L.225-5 ;

Vu la Circulaire DAGEMO/BCG n° 97-4 du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service ;

Vu la délibération n° DEL_20201215_47 du 15 décembre 2020 attribuant un véhicule de fonction à la Directrice Générale des Services ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Vu l'avis du comité social territorial du 25 mars 2025 ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à disposition des agents des véhicules municipaux dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et ainsi garantir le bon fonctionnement des services ;

Considérant que la mise à disposition de véhicules municipaux peut concerner des missions régulières inhérentes à l'activité du service et de la collectivité ou ponctuelles justifiées par un évènement particulier nécessitant un déplacement ;

Considérant que ce dispositif peut également concerner les élus dans le cadre d'un déplacement pour l'exercice de leur mandat en lien avec leur délégation ;

Considérant que pour des facilités liées à l'organisation du travail, certains agents peuvent se voir exceptionnellement confier un véhicule de service dans le cadre d'un remisage à domicile (uniquement pour les trajets domicile/travail) notamment pour assurer les astreintes professionnelles ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer les règles relatives à l'attribution d'un véhicule de fonction ou d'un véhicule de service, et les modalités de son utilisation, et d'encadrer les dépenses liées à l'utilisation et à l'entretien du véhicule prises en charge par la Commune ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : adopte le règlement intérieur d'utilisation des véhicules de la commune de Bagneux, qui prend effet à compter de la publication de la présente délibération.

Article 2 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer ledit règlement intérieur ainsi que tout document y afférant.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

ACCREDITATION AUTORISANT LA CONDUITE D'UN VEHICULE

Vu, le règlement d'utilisation des véhicules de service, dont l'intéressé·e déclare avoir pris connaissance,

Vu, l'arrêté de nomination / le contrat de M……, en qualité de (grade)……, matricule …….. et service……

Vu, le permis de conduite n°…… délivré le ……/……/……,
par……,

Considérant que M…… réunit les conditions pour la conduite d'un véhicule municipal relevant des catégories pour lesquelles son permis est valable,
M…… est habilité·e à conduire un véhicule appartenant à la commune de Bagneux afin d'effectuer les missions relevant de sa fonction.

Fonction : ……

Les catégories de véhicules pouvant être conduits par l'intéressé·e sont (cochez les cases correspondantes) :

- ☐ Véhicules standards (légers, 9 places, camionnettes, etc)
- ☐ Véhicules spécifiques (poids lourds, véhicules mécanisés,
- ☐ Flotte mutualisée

Le périmètre de conduite autorisé est :

- ☐ Territoire de Vallée Sud-Grand Paris
- ☐ Territoire Ile-de-France

L'agent est amené dans le cadre de ses fonctions à avoir des dispositions particulières : ……
……

La présente autorisation est permanente tant que l'agent ne change pas de même poste. Elle cessera de plein droit en cas de retrait du permis de conduire de l'intéressé·e qui s'engage à en informer la collectivité.

Fait à Bagneux, le ……

Signature de l'autorité territoriale

Signature de l'agent

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

REGLEMENT INTERIEUR D'UTILISATION DES VEHICULES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BAGNEUX

La commune de Bagneux dispose d'un parc automobile mis à disposition des agents de la commune et du CCAS dans le cadre de leurs déplacements en lien avec les activités d'intérêt communal. Certains véhicules de service de cette flotte sont utilisés ponctuellement par les élus dans le cadre de leur mandat avec droit de remisage. Cette flotte municipale intègre différents catégories de véhicules : véhicules mutualisés, véhicules de fonction, véhicules de service, véhicule d'astreinte, poids lourds et engins de la PU, etc.

Le présent règlement intérieur a pour objectif de clarifier et d'encadrer les règles d'utilisation de ces véhicules. Tout agent les utilisant est tenu de signer ce règlement intérieur et s'engage à respecter les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 – CONDITIONS RELATIVES AUX UTILISATEURS

Tout agent public (fonctionnaire, contractuel ou vacataire) y compris du CCAS, ainsi que les apprentis et les stagiaires de la collectivité peuvent utiliser les véhicules municipaux dans le cadre de leurs déplacements professionnels sous réserve de la possession d'un titre de conduite et d'une accréditation délivrée par l'autorité territoriale. Aussi, tout élu de la commune de Bagneux à qui, en raison des activités en lien avec sa délégation, est confié un véhicule de service, doit être accrédité à cet effet par la Maire ou son représentant.

1.1 ACCREDITATION A LA CONDUITE

L'accréditation est nominative, elle indique le service de rattachement, les fonctions de l'agent ainsi que les types de véhicules pouvant être conduits et le périmètre de conduite accordé.

Cette accréditation est délivrée par l'autorité territoriale sur présentation des éléments suivants :

- Une photocopie du permis de conduire en cours de validité ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant que l'agent dispose d'un permis de conduire valide, qu'il n'est pas sous traitement médical pouvant porter atteinte à la capacité de conduire et qu'il s'engager à informer sa hiérarchie de toute mesure affectant la validité de son permis de conduire ;
- Le présent règlement intérieur signé et paraphé sur chaque page.

Chaque responsable de service est chargé de constituer l'accréditation en présence de l'agent, de collecter les pièces justificatives et de les transmettre à sa direction. Cette dernière centralise et vérifie la complétude des dossiers et les transmet à la direction générale pour signature.

Les accréditations sont permanentes et restent valables tant que l'agent est affecté dans le service et la fonction pour laquelle il a été accrédité. La validité de cette autorisation cesse dès que l'un de ce critère se modifie.

L'agent accrédité a l'obligation de tenir immédiatement informé son responsable hiérarchique de toute mesure affectant la validité de son permis, y compris si l'infraction intervient dans la sphère privée.

1.2 SUSPENSION OU RETRAIT DE L'ACCREDITATION

En cas de non-respect du présent règlement, l'administration pourra à tout moment retirer le véhicule et l'accréditation d'un agent si elle le juge nécessaire, notamment en cas de mauvais entretien, d'accidents ou d'infractions répétitifs ou non déclarés, de conduite sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants.

L'accréditation est révoquée en cas de suspension, retrait ou annulation du permis de conduire, le responsable hiérarchique doit le signaler à la Direction Générale et aux gestionnaires du parc municipal.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

Tout chef de service peut prendre des mesures conservatoires et suspensives à effet immédiat dès lors qu'un agent présente des capacités altérées à la conduite. Il doit en informer immédiatement sa hiérarchie (y compris le membre de la direction générale dont il relève) ainsi que la DRH et le secteur Prévention afin que l'agent soit reçu et les mesures nécessaires prises.

ARTICLE 2- CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES VEHICULES

Les règles d'utilisation s'appliquent à l'ensemble des véhicules du parc automobile communal quels qu'ils soient.

2.1 - CATEGORIES DE VEHICULES

Le parc municipal regroupe différentes catégories de véhicules :

- **Les véhicules de fonction**

Conformément à la loi N° 90-167 du 28 novembre 1990 modifiée, relative à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 21 autorise l'attribution d'un véhicule de fonction par nécessité absolue de service aux personnes occupant, notamment, la fonction de Directeur-trice Général-e des services d'une commune de plus de 5 000 habitants.

- **Les véhicules de service**

Les véhicules de service ou métier sont affectés certaines directions dont les agents sont amenés à se déplacer très régulièrement dans le cadre de leurs fonctions (propreté urbaine, régies, restauration, etc..). Les services affectataires doivent organiser une mutualisation en leur sein, afin de garantir le meilleur usage de ces moyens au regard des besoins existants. Cependant, certaines affectations des véhicules métiers pourront être nominativement attribués à un agent, à titre principal et habituel dans le cadre de ses fonctions et missions quotidiennes (afficheur, appariteur, etc.).

- **Les véhicules mutualisés** sont de deux types :

  - **Flotte Garlande**

Une flotte mutualisée de véhicules électriques est disponible dans le sous-sol du bâtiment Garlande pour les agents des bâtiments Garlande et Hôtel de Ville (cf article 4). Ces véhicules ne sont accessibles que pour les agents disposant d'une autorisation spécifique.

  - **Flotte du centre technique municipal**

Le service garage/réservations-transport gère une flotte de véhicules pouvant être empruntés par les services (cf article 5).

A titre exceptionnel, un véhicule peut être prêté si un agent réalise un déménagement le week-end. Une demande écrite doit être adressée à la Direction Générale. Tout agent amené à déménager doit fournir un justificatif à son nom. Le déménagement doit obligatoirement se faire dans le périmètre de la région Ile-de-France.

- **Les véhicules d'astreinte**

Un véhicule d'astreinte est mis à disposition des agents (astreinte technique, astreinte DG ou cadres d'astreinte) assumant des astreintes selon un planning établi, afin de répondre aux interventions à caractère urgent en dehors des horaires de fonctionnement usuels des services.

2.2 EQUIPEMENTS

Tous les véhicules sont équipés :

- d'une copie de la carte grise et de l'attestation d'assurance,
- d'un constat amiable,
- d'un A pour les apprentis conducteurs,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

- d'un carnet de bord pour les véhicules métier,
- d'un triangle et d'un gilet réfléchissant de haute visibilité,
- d'une carte de recharge pour les véhicules électriques.

En cas de perte ou d'absence de l'un de ces éléments, le service réservation-transports doit être immédiatement informé.

2.3 REGLES D'UTILISATION

En qualité d'agent de service public représentant le service public local et l'image de la ville, le comportement à bord d'un véhicule se doit d'être exemplaire ce qui passe notamment par le respect des règles suivantes :

- Ne pas utiliser les véhicules municipaux dans le cadre de déplacements personnels : que ce soit sur le temps de pause, sur des trajets domicile-travail ou pendant les jours de repos. L'utilisation non autorisée de véhicules municipaux engage la responsabilité pleine et entière de l'agent a fortiori en cas d'incidents ou accidents.
- Respecter le Code de la Route : notamment en ce qui concerne les limitations de vitesse et les règles de stationnement. L'agent doit avoir le souci de l'image qu'il donne de la ville et de son personnel de par sa conduite.
- Respecter les règles essentielles de sécurité : porter sa ceinture de sécurité, verrouiller les portières, ne pas utiliser de téléphone portable ou laisser en vue des objets de valeur etc.
- Faire preuve de prudence et d'exemplarité, rester en tout temps maître de son véhicule. En cas de conduite anormale ou de mauvais traitements répétitifs d'un véhicule (coups, accrochages, dégradations répétitives, conduite désinvolte,…), l'agent s'expose à des sanctions.
- Disposer de son permis de conduire sur soi lors d'une utilisation.
- Tenir le carnet de bord à jour (pour les véhicules de service et d'emprunt) : noter à chaque utilisation son identité ; l'heure de prise du véhicule, le kilométrage de départ et d'arrivée; la nature et la durée des missions effectuées en cours de journée ainsi que l'heure de remisage du véhicule.
- Maintenir un état de propreté correct du véhicule (intérieur et extérieur).
- Ne pas fumer, vapoter ou manger dans les véhicules.
- Ne pas laisser d'affaires personnelles ou d'équipements dans les véhicules mutualisés (hors matériel technique);
- Ne pas mettre les véhicules à disposition de toute personne étrangère aux services
- Apposer un A à l'arrière du véhicule dans le cas des jeunes conducteurs.rices.
- Veiller à faire le plein de carburant ou s'assurer de recharger les véhicules électriques.

Durant les périodes de congés, le véhicule de service doit rester à la disposition de la collectivité qui peut, le cas échéant, le mettre à disposition d'un ou de plusieurs autres affectataires.

A savoir que les véhicules municipaux peuvent stationner gratuitement sur tous les emplacements quelle que soit la zone. Ils ne doivent donc pas être stationnés en mairie sur les places réservées aux véhicules personnels des agents.

2.4 ACCIDENTS ET INCIDENTS

En cas d'incident (accrochage, heurt,…) ou d'accident, le responsable direct de l'agent ainsi que le service réservations-transport doivent être informés au plus tard dans les 24h après sa survenue.

Si un tiers est impliqué, le conducteur.rice du véhicule doit établir un constat amiable qui doit être transmis sans délais au service Réservation-Transport. Le constat doit être rempli avec le meilleur soin (schémas, coordonnées des tiers concernés et témoins, compagnie d'assurance, etc.), les circonstances de l'accident figurent, par écrit, au dos du constat. Dans le cas de figure où le tiers :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

- Refuserait de remplir le constat amiable : le conducteur du véhicule devra appeler les services de police, en vue de l'établissement d'un constat d'accident.
- Commettrait un délit de fuite : le conducteur du véhicule devra relever dans la mesure du possible, son numéro d'immatriculation, puis informer sa hiérarchie sous les plus brefs délais, afin qu'une personne disposant de la délégation dépose plainte et que la Commune puisse faire valoir ses droits à remboursement auprès de son assureur.

2.5 CONTRAVENTIONS

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, tout agent conducteur est soumis au droit commun de la responsabilité. Il encourt donc les mêmes sanctions pénales que s'il conduisait son propre véhicule et doit s'acquitter lui-même des amendes qui lui sont infligées.

Les avis de contravention sont transmis aux auteurs des infractions par la Direction des Espaces Publics et de l'Environnement (DEPE). Il reviendra à l'agent de transmettre à la DEPE le justificatif du paiement.

2.6 RESPONSABILITES

Lorsque qu'un manquement au règlement est constaté sans qu'il ne soit possible d'identifier d'agent responsable (carnet de bord non rempli, utilisation d'un véhicule hors périmètre et/ou hors horaires de travail habituels, dégradation inexpliquée, défaut non signalé, discordance entre éléments du carnet de bord et état constaté du véhicule …), il revient au responsable de service de faire la lumière sur les dysfonctionnements constatés et de prendre les mesures qui s'imposent auprès de son/ses équipe(s) pour y remédier.

Cependant, lorsqu'une faute personnelle grave de l'agent existe, la responsabilité de celui-ci se trouve engagée. Dans ce cas, il y a exonération de la responsabilité de la collectivité qui ne saurait être engagée à raison des dommages subis par l'agent de son fait, durant ou en dehors de son service. La collectivité, après avoir assuré la réparation des dommages, se réserve la faculté de diligenter un recours contre l'agent.

Dans l'hypothèse d'un accident, les dégâts matériels ou corporels, subis par les passagers du véhicule, ou de ceux que son conducteur pourra causer à un tiers, seront pris en charge dans les limites des dispositions contractuelles de la police d'assurance de la Commune.

L'accident dont peut être victime l'agent au cours d'un déplacement professionnel est considéré comme un accident de travail, sauf infraction avérée au code de la route ou non-respect des dispositions du présent règlement.

Dans le cas où un agent utilise son véhicule personnel pour des missions professionnelles, cette utilisation se fait sous sa seule responsabilité et doit être déclarée à son assurance.

2.7 SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Les sanctions seront proposées par l'administration, à la suite de l'examen individuel du dossier, en fonction de la gravité ou du caractère récurrent de la faute. Elles pourront s'accompagner de la suspension de l'accréditation à l'interdiction de conduite d'un véhicule municipal.

ARTICLE 3 – ENTRETIEN DES VEHICULES

Le garage municipal assure une visite régulière des véhicules et supervise l'entretien et les contrôles techniques règlementaires.

Les utilisateurs.rices des voitures sont tenus de les maintenir dans un état de propreté correct. Tout le nécessaire de nettoyage est disponible au CTM, il est possible de passer faire le nettoyage du véhicule entre 8h et 16h en prévenant le service garage en amont de sa venue.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

3.1 CARBURANT/RECHARGE ELECTRIQUE

Pour les véhicules essence ou GNV, le plein de carburant se fait au Centre Technique Municipal (52 Avenue Henri RAVERA, 92220 Bagneux) en se présentant au service Réservation-Transport. Pour les véhicules électriques, les agents sont tenus de mettre les voitures en charge une fois les 20 % d'autonomie atteints. Les bornes de recharge sont accessibles grâce aux cartes de recharge nominatives à chaque véhicule.

3.2 CONTROLES TECHNIQUES ET ANOMALIES

Si le véhicule présente une anomalie quelconque (bruit particulier, voyant allumé, etc) ou nécessite des réparations, l'usager veille à informer son responsable hiérarchique qui doit immédiatement prévenir le service Réservation-Transports (reservation.transport@mairie-bagneux.fr) en précisant la plaque du véhicule en question.

Dans le cas des contrôles techniques, le service Réservation-Transports prévient le service détenteur du véhicule d'un contrôle à venir. Le véhicule devra être laissé au CTM à la date indiquée par le service Réservation-Transports. Ce dernier se charge de prendre toutes les dispositions nécessaires aux opérations de contrôle (trajet aller/retour), à l'exception des contrôles hydrauliques, où les chauffeurs présenteront eux-mêmes leurs véhicules attitrés à la date indiquée.

ARTICLE 4 - FLOTTE MUTUALISEE

La flotte mutualisée de véhicules a pour objectif d'obtenir une meilleure exploitation du matériel par une utilisation mieux partagée. Cette flotte soit systématiquement être stationnée dans le parking souterrain du bâtiment Garlande sur les places centrales équipées de bornes de recharge. Les voitures sont réservables grâce à l'application Keematic sous réserve de l'ouverture des droits d'accès.

Les réservations sont individuelles et personnelles, il est interdit de réaliser des réservations à son nom pour un autre collègue. Dans ce cas de figure, s'il y a contravention ou un accident, c'est l'agent dont le nom figure sur la réservation qui sera considéré comme responsable, même s'il n'était pas présent dans la voiture au moment des faits.

L'agent utilisateur est tenu de vérifier l'état du véhicule lors de l'emprunt. S'il constate une dégradation, il doit la prendre en photo pour le signaler aux gestionnaires via l'application Keematic. L'agent se doit de vérifier de la même manière l'état du véhicule à son retour.

ARTICLE 5 - EMPRUNT DE VEHICULES AU SERVICE RESERVATION - TRANSPORT

Pour les agents des établissements communaux annexes mais aussi en cas d'indisponibilité des véhicules de la flotte mutualisée, des voitures peuvent être empruntées au service Réservation-Transports (52, avenue Henri Ravera).

Une demande doit être adressée au garage municipal (reservation.transport@mairie-bagneux.fr) comprenant les horaires, la destination et le nom du conducteur. Une réponse est transmise en fonction des disponibilités. Un état des lieux de départ et de rendu est systématiquement effectué avec le responsable du parc automobile.

Charge au conducteur de compléter le carnet de bord, de faire le plein de carburant au CTM et l'entretien du véhicule prêté. S'il ne peut effectuer le plein de carburant nécessaire ou s'il constate des anomalies, il en avise le gestionnaire du parc auto. En cas de sinistre un constat doit être remis au service transport.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_11-DE

ARTICLE 6 - CAS PARTICULIERS

6.1 ORDRE DE MISSION

Un ordre de mission doit être établi dans les cas suivants :

1) Nécessité de circuler en dehors du territoire défini par l'accréditation
2) Formation hors territoire VSGP (nécessitant ou pas un emprunt de véhicule)

6.2 AUTORISATION DE REMISAGE A DOMICILE EXCEPTIONNEL

Il est possible pour un agent ou un(e) élu(e) de demander un remisage exceptionnel à domicile d'un véhicule en soirée dans les cas suivants :

- Evènement municipal ou évènement exceptionnel ;
- Déplacement en dehors des horaires de travail ;
- Réunion tôt le matin sur un site éloigné de la mairie.

La demande doit être adressée par écrit à un membre de la Direction Générale qui délivrera une autorisation écrite. L'autorisation couvre uniquement les trajets travail-domicile. Ces derniers doivent être de la plus courte distance possible, sans usage privatif du véhicule et sans transport de personnes étrangères à la collectivité.

6.3 ASTREINTE DG ET D'EXPLOITATION ET DE SECURITE

Dans le cadre des astreintes hebdomadaires de sécurité et d'exploitation mises en place par la Ville de Bagneux, les agents et membres de la direction générale peuvent bénéficier d'un véhicule dédié avec possibilité de remisage à domicile.

Dans le cas de l'astreinte technique, la récupération du véhicule s'effectue au garage municipal. Les agents sont tenus de rendre le véhicule pour contrôle après avoir effectué le nettoyage et le plein d'essence. Les agents domiciliés dans une zone géographique au-delà de la limite fixée et effectuant des astreintes (dont notamment les astreintes techniques et les astreintes neiges), sont autorisés à utiliser le véhicule de service au-delà du périmètre défini dans leur accréditation.

DATE ET LIEU :

SIGNATURE :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_12-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_12

Attribution de subventions à diverses associations au titre de la première session de l'Appel à projet citoyen pour l'année 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_12-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_12

Citoyenneté et vie des quartiers

Appel à Projet Citoyen - 1ère session 2025

Objet : Attribution de subventions à diverses associations au titre de la première session de l'Appel à projet citoyen pour l'année 2025

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_12-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2311-7 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

Vu la délibération n° DEL_20181113_07 du Conseil municipal en date du 13 novembre 2018 précisant les conditions d'octroi des financements dans le cadre de l'Appel à projet citoyen ;

Vu la délibération n° DEL_20230131_10 du Conseil municipal en date du 31 janvier 2023 relative à l'évolution du dispositif de l'Appel à projet citoyen ;

Vu la décision de la commission d'attribution de l'Appel à projet citoyen en date du 5 mars 2025 ;

Vu la délibération n°DEL_20240319_28 du Conseil municipal en date du 19 mars 2024 relative à l'approbation de la convention triennale d'objectifs pour les années 2024-2026 entre la commune de Bagneux et l'association Foyers des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » ;

Vu la délibération n°DEL_20240620_23 du Conseil municipal en date du 20 juin 2024 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention triennale d'objectifs pour les années 2024-2026 entre la commune de Bagneux et l'association Foyers des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » ;

Vu la délibération n°DEL_20241217_27 du Conseil municipal en date du 17 décembre 2024 relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention triennale d'objectifs pour les années 2024-2026 entre la commune de Bagneux et l'association Foyers des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que les collectivités territoriales ont le pouvoir de mettre en place des aides financières aux porteurs de projets d'intérêt collectif ;

Considérant que, dans le cadre de l'Appel à projet citoyen, des aides financières sont attribuées aux porteurs de projets d'intérêt général ;

Considérant que les aides financières aux associations porteuses de projet doivent être approuvées par délibération du Conseil municipal ;

Considérant que la collectivité souhaite accompagner les démarches d'initiatives citoyennes ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : attribue des subventions aux cinq porteurs de projets dans le cadre de l'Appel à projet citoyen pour l'année 2025, au titre de la 1ère session, pour un montant global de 8 949 € réparti comme suit :

- 2 832 € à l'association Salina Unie vers'elles, sise 6, Allée Maurice Langlet à Bagneux, au titre du projet intitulé *« Sortie famille à Center parc »* ;
- 417 € à l'association AFA Nature Plastafrika, sise 35, rue Savier à Malakoff (92240), au titre du projet intitulé *« Lutte acharnée contre la pollution plastique »* ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_12-DE

- 2 000 € à l'association Tann'Nature, sise 18 rue de la Meg[illegible] du projet intitulé *«Jardin partagé Tann'Nature »* ;

- 1 900 € à l'association Bagneux au Féminin, sise 21, rue des Cuverons à Bagneux, au titre du projet intitulé *«8 mars journée internationale des droits des femmes»* ;

- 1 800 € à l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo », sise 16, avenue Victor Hugo à Bagneux, au titre du projet intitulé *« Soirée incroyable jeunesse »* ;

Article 2 : approuve l'avenant n°3 à la convention triennale 2024-2026 à conclure avec l'association Foyer des Jeunes Travailleurs Victor Hugo ;

Article 3 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer cet avenant, ainsi que tout document relatif à l'appel à projet citoyen.

Article 4 : les crédits correspondants découlant de l'exécution de la présente délibération sont inscrits au budget communal de l'exercice en cours, et seront imputés chapitre 65 et article 65748.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 6 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

MAIRIE DE BAGNEUX

Signé électroniquement par : Isabelle VERON
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_12-DE

AVENANT N° 3 ANNEE 2025 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS SIGNÉE AVEC L'ASSOCIATION FOYER JEUNES TRAVAILLEURS « VICTOR HUGO » POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU TITRE DE L'APPEL A PROJET CITOYEN 2025

Entre

La Ville de Bagneux
57, avenue Henri Ravera – 92220 Bagneux
Représentée par Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux, autorisée à signer le présent avenant à la convention par délibération du Conseil Municipal en date du 19 mars 2024.

Ci-après dénommée « la Ville »

ET

L'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo »
Siège social : 16 Avenue Victor Hugo 92220 Bagneux
Représentée par Monsieur Didier SAJOUS, Président

Il est convenu ce qui suit :
Préambule :
La convention d'objectifs entre la Ville de Bagneux et l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » a été approuvée par le Conseil Municipal du 19 mars 2024. Cette convention précise les montants du soutien financier que la ville apporte à l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo ».
Il est nécessaire de modifier les termes relatifs à la contribution financière de la commune formalisés par un avenant à cette convention.

L'article 1 (Objet de la convention et engagement de la Ville), l'article 5 (Contrôle de la Ville de Bagneux), l'article 3 (Mention du soutien de la Ville) de ladite convention sont modifiés comme suit :

Article 1 : L'article 1 (Objet de la convention et engagement de la Ville), est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

Versement d'une subvention exceptionnelle au titre de la 3ème commission du dispositif Appel à Projet Citoyen 2024 de la Ville de Bagneux : la subvention versée à l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » est augmentée de 2000 euros, pour son action « *Soirée Incroyable Jeunesse* ».

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_12-DE

Au total et au titre de l'année 2024, la Ville verse à l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » une subvention de 8 100 euros détaillée comme suit :

- Subvention municipale : 4 000 euros
- 2 100 euros au titre de l'Appel à Projet Citoyen 2024
- 2 000 euros au titre de la 3ème commission de l'Appel à Projet Citoyen 2024

Versement d'une subvention exceptionnelle au titre de la 1ère commission du dispositif Appel à Projet Citoyen 2025 de la Ville de Bagneux : la subvention versée à l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » est augmentée de 1800 euros, pour son action « *Fête des voisins conviviale* ».

Au total et au titre de l'année 2025, la Ville verse à l'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » une subvention de 1 800 euros détaillée comme suit :

- 1 800 euros au titre de l'Appel à Projet Citoyen 2025

Article 2 : L'article 5 (Contrôle de la Ville de Bagneux) est modifié par l'ajout, en fin d'article, du paragraphe suivant :

L'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » s'engage à remettre le bilan de son action 2024 « *Soirée Incroyable jeunesse* ».

L'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » s'engage à remettre le bilan de son action 2025 « *Fête des voisins conviviale* ».

Article 3 : L'article 3 (Mention du soutien de la Ville) est modifié par l'ajout, en fin d'article, du paragraphe suivant :

L'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » s'engage à faire mention de la Ville de Bagneux et de l'Appel à Projet Citoyen par l'apposition des logos sur tout support de communication et de promotion de son action « *Soirée Incroyable jeunesse* ».

L'association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo » s'engage à faire mention de la Ville de Bagneux et de l'Appel à Projet Citoyen par l'apposition des logos sur tout support de communication et de promotion de son action « *Fête des voisins conviviale* ».

Article 4 : les autres articles de la convention restent inchangés.

FAIT A BAGNEUX, le 05/03/2025

Pour la Commune de Bagneux,

Madame Marie Hélène AMIABLE,
Maire de Bagneux,

Pour l'Association Foyer des Jeunes Travailleurs « Victor Hugo »**,**

Monsieur Didier SOUJOUS
Président de l'association Foyer Jeunes Travailleurs « Victor Hugo »

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_13-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_13

Mise à disposition gratuite exceptionnelle de l'espace Léo-Ferré pour une soirée de gala en soutien à la population de Mayotte organisée par l'association U2CB.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_13-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_13

Citoyenneté et vie des quartiers

Mise à disposition gratuite de l'espace Léo Ferré à l'association U2CB

Objet : **Mise à disposition gratuite exceptionnelle de l'espace Léo-Ferré pour une soirée de gala en soutien à la population de Mayotte organisée par l'association U2CB.**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_13-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2311-7 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, notamment ses articles 9-1 et suivants en vigueur, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n° DEL_20241217_28 du Conseil municipal en date du 17 décembre 2024 approuvant la revalorisation des tarifs relatifs à la location des salles municipales à partir du 1er janvier 2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que l'association balnéolaise U2CB a souhaité organiser une soirée de gala exceptionnelle à l'espace Léo-Ferré le 15 février 2025 afin de collecter des fonds pour venir en aide aux sinistrés du cyclone Chido à Mayotte ;

Considérant que la Municipalité souhaite encourager cette initiative dans la continuité des crédits déjà votés pour l'aide aux sinistrés ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : accorde la mise à disposition gratuite, à titre exceptionnel et dérogatoire, de l'espace Léo-Ferré à l'association U2CB, le 15 février 2025, pour y organiser une soirée de gala en faveur des sinistrés de Mayotte.

Article 2 : approuve que cette gratuité constitue une aide indirecte exceptionnelle d'un montant de 765 euros en faveur de l'association U2CB.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

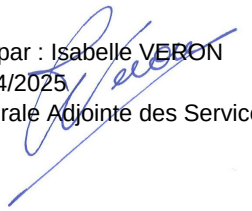
Article 4 : La présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée à l'association U2CB et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_13-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,





Signé électroniquement par : Isabelle VERON
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_14

Approbation de l'avenant n°2 à la convention triennale conclue entre la commune et le CASC pour les années 2024-2026 et versement d'une subvention complémentaire de 10 960 euros au C.A.S.C. dans le cadre de la prise en charge du cadeau offert aux agentes communales lors de la journée internationale du droit des femmes le 8 mars 2025.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_14

Citoyenneté et vie des quartiers

Versement d'une subvention complémentaire au CASC

Objet : **Approbation de l'avenant n°2 à la convention triennale conclue entre la commune et le CASC pour les années 2024-2026 et versement d'une subvention complémentaire de 10 960 euros au C.A.S.C. dans le cadre de la prise en charge du cadeau offert aux agentes communales lors de la journée internationale du droit des femmes le 8 mars 2025.**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-29 et L2121-29-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, notamment ses articles 9-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la circulaire du Premier ministre en date du 29 septembre 2015 portant sur les nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n° DEL_20240319_24 du Conseil municipal du 19 mars 2024 relative à la convention triennale d'objectifs et signée le 21 mars 2024 ;

Vu la délibération n° DEL_20250204_14 du Conseil municipal du 04 février 2025 relative à l'avenant n°1 à la convention triennale d'objectifs et signé le 11 février 2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la municipalité offre chaque année lors de la journée internationale des droits des femmes un soin ou un bon culturel aux agentes de la Commune ;

Considérant que le Comité d'action sociale et culturelle se charge habituellement de commander ces cadeaux symboliques, réglant ces achats par le biais d'une subvention déterminée dans la convention d'objectifs passée annuellement avec l'association ;

Considérant que cette dépense n'est pas prise en compte dans la subvention de fonctionnement annuelle attribuée à l'association le 4 février 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve le versement d'une subvention complémentaire pour un montant de 10 960 € au Comité d'action sociale et culturelle (CASC) de la Commune, association dont le siège est situé 57, avenue Henri-Ravera à Bagneux.

Article 2 : approuve l'avenant n°2 ci-annexé à la convention d'objectifs triennale signée entre la Commune et l'association pour la période 2024-2026 et autorise Madame le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tout document y afférent.

Article 3 : la dépense correspondante découlant de l'exécution de la présente délibération sera imputée au chapitre 65, article 65748, du budget communal pour 2025.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

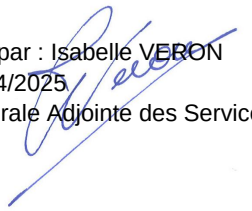
Article 5 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée à l'association et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,





Signé électroniquement par : Isabelle VERON
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

AVENANT N°2
A la convention triennale d'objectifs

Entre :

La Ville de Bagneux, ci-après dénommée « la Ville », représentée par sa Maire en exercice, Marie-Hélène AMIABLE, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil Municipal du 8 avril 2025,

D'une part

Et :

Le « Comité d'Action Sociale et Culturelle des personnels et des établissements publics communaux de Bagneux», ci-après dénommée « CASC », domiciliée au 57 avenue Henri Ravera 92220 BAGNEUX, représenté par Sylviane CINIER, Présidente de l'Association,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La convention triennale d'objectifs entre la Ville de Bagneux et le CASC a été approuvée par le Conseil Municipal du 19 mars 2024 et a été modifiée par l'avenant n°1 approuvé par le Conseil municipal du 4 février 2025.

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, la municipalité offre chaque année un cadeau aux agentes de la commune. Ces cadeaux, culturels ou autour du bien-être, sont pris en charge par la Commune, qui peut les commander par l'intermédiaire du C.A.S.C. Entre l'activité professionnelle et la charge mentale domestique, ce geste symbolique permet aux agentes de s'accorder un moment de détente ou d'accéder à une offre culturelle variée.

Cette dépense vient s'ajouter aux dépenses de fonctionnement habituelles du CASC. Il convient donc d'augmenter la subvention annuelle versée au CASC au titre de l'année 2025 et de modifier en conséquence la convention triennale signée avec l'association pour la période 2024-2026.

Le présent avenant à la convention précise les montants du soutien financier que la Ville apporte au CASC.

Article 1 : L'article 1 de la convention est modifié comme suit :

Le CASC participe à la conduite et à la réalisation des objectifs énoncés ci-dessous ainsi qu'aux actions qui s'y rapportent.

Développement de l'accès à la culture, aux loisirs, au sport et au tourisme parmi les agents territoriaux de Bagneux, actifs et retraités.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_14-DE

Cet objectif se traduit par les actions suivantes :

- organisation de nombreux voyages et sorties ;
- mise à disposition de billets d'entrée et/ou d'abonnements à tarif préférentiel (cinéma, parc d'attraction…) ;
- aide à la location de gîtes et d'hébergement d'hiver, d'été
- chèque Cadhoc pour les agents faisant valoir leurs droits à la retraite, lors de mariage, de pacs et à l'occasion de naissance

Pratiquer l'entraide et la solidarité envers l'ensemble des agents territoriaux de Bagneux, actifs et retraités.

Cet objectif se traduit par les actions suivantes :

- réunion d'un Conseil d'administration représentant le personnel communal dans sa diversité (hommes, femmes, agents de catégorie C, catégorie B, catégorie A, etc.)
- participation financière à des sorties non proposées par le CASC (loisirs, spectacles, évènements sportifs…)

Par ailleurs, à l'initiative de la Municipalité, le CASC prend en charge l'attribution d'un bon d'achat spécial pour tous les agents féminins de la Ville dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars.

La Ville s'engage à soutenir financièrement les actions définies ci-dessus, par le versement d'une subvention de 139 960 euros au CASC soit :

- 129 000 € au titre du fonctionnement de l'association
- 10 960 € au titre du cadeau offert aux agents féminins dans le cadre de la Journée Internationale des Droits des Femmes.

Le montant de la subvention annuelle pourra être réévalué pour les exercices 2025 et/ou 2026 par des avenants à la présente convention.

Article 2 : les autres articles de la convention restent inchangés.

FAIT A BAGNEUX, le ……./……./2025

	SIGNATURES
Madame Marie-Hélène AMIABLE Maire de Bagneux	
Madame Sylviane CINIER Présidente Comité d'Action Sociale et Culturelle des Personnels et des Etablissements Publics communaux de Bagneux (CASC)	

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_15

Approbation des avenants n°1 et n°2 à la convention d'objectifs pour le projet DEMOS

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_15

Culture

Convention d'objectifs pour le projet DEMOS - modification par avenants

Objet : Approbation des avenants n°1 et n°2 à la convention d'objectifs pour le projet DEMOS

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu la délibération n°DEL_20221212_26 du Conseil municipal du 12 décembre 2022 portant approbation d'une convention entre la Philharmonie de Paris, le Département Hauts-de-Seine, l'établissement public territorial (EPT) Vallée-Sud Grans-Paris (VSGP) et la Commune relative à la participation de celle-ci à la mise en œuvre du projet appelé « Orchestre Demos Hauts-de-Seine » ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la commune de Bagneux souhaite démocratiser la pratique culturelle auprès des publics des quartiers prioritaires ;

Considérant que depuis plusieurs année la Commune participe au dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale (Démos) initié par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris en faveur des enfants issus de quartiers relevant de la politique de la ville ou de zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles ;

Considérant que ce projet de démocratisation culturelle, qui a été lancé en 2010 et auquel la commune de Bagneux a été rapidement associée, et qui connaît un important succès, est aujourd'hui piloté au niveau local par le Département des Hauts-de-Seine ;

Considérant que la Commune a souhaité poursuivre ce travail en s'engageant pour une nouvelle session triennale, soit de 2022 à 2025, afin d'accompagner, en lien avec le centre social et culturel (CSC) de la Fontaine Gueffier, et en partenariat avec la Maison de la musique et de la danse de Bagneux, dépendant de l'établissement public territorial (EPT) Vallée Sud Grand Paris (VSGP), un groupe de 15 enfants scolarisés au sein de l'école Marcel-Cachin ainsi que leurs familles respectives ;

Considérant qu'il s'agit de suivre ces enfants, tout au long d'un parcours adapté et selon une pédagogie collective, dans la pratique instrumentale en orchestre ;

Considérant les avenants n°1 et n°2 à la convention d'objectifs du 10 janvier 2023 pour orchestre DEMOS Hauts-de-Seine ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1ee : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer les avenants n°1 et n°2 à convention relative à la mise en œuvre du projet appelé « Orchestre Demos Hauts-de-Seine », ainsi que tout autre document y afférent.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,



Signé électroniquement par : Chloé MELY-DUMORTIER
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

Direction de la culture
Annexe 3 à la délibération n° 1

AVENANT N° 1
à la convention d'objectifs du 10 janvier 2023
POUR ORCHESTRE DEMOS HAUTS-DE-SEINE

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département des Hauts-de-Seine, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département 57, rue des Longues Raies – 92731 Nanterre cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 25 septembre 2023,

ci-après dénommé « **le Département** »,

d'une part,

ET

Collectivité : Etablissement Public Territorial Vallée Sud – Grand Paris
pour l'établissement : Maison de la Musique et de la Danse de Bagneux
dont le siège est situé : 28, rue de la Redoute 92260 Fontenay-aux-Roses
représenté par : Jean-Didier Berger, Président de VSGP

ci-après dénommé « **le conservatoire** »,

d'autre part,

ET

Collectivité : Ville de Bagneux
pour l'établissement : Centre social et culturel Fontaine Gueffier
dont le siège est situé : 57 avenue Henri Ravera 92220 Bagneux
représenté par : Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux

ci-après dénommé « **le centre social** »,

d'autre part,

ET

La Cité de la musique - Philharmonie de Paris, Etablissement Public local à caractère Industriel et Commercial (EPIC) dont le siège social est situé 221, avenue Jean Jaurès – 75 019 Paris – représenté par Olivier Mantei, en sa qualité de Directeur général,

ci-après dénommé « **la Philharmonie de Paris** »,

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La « culture pour tous » est au cœur de la politique culturelle du Conseil Départemental, ambition forte de la Vallée de la Culture voulue par le Département des Hauts-de-Seine. Ainsi, le Conseil départemental encourage particulièrement :

- La rencontre des publics avec une diversité de champs culturels et artistiques.
- L'accès des établissements culturels de son territoire à une qualité d'usage de tous les publics, en n'en excluant aucun, et plus largement à l'égalité des chances et la solidarité par un accès de tous, dès le plus jeune âge, à la culture.
- Les efforts d'élargissement des publics, afin de sensibiliser les publics dits « empêchés », en situation d'exclusion ou de handicap aux pratiques culturelles.

Démos (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale), est un dispositif de démocratisation culturelle centré sur l'apprentissage collectif de la pratique musicale en orchestre. Le projet Démos est soutenu financièrement par le ministère de la Culture dans la cadre d'une convention de subventionnement pluriannuelle, par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), par la CAF, les collectivités territoriales partenaires et par des mécènes.
Initié par la Philharmonie de Paris en 2010, et présent sur le Département depuis 2010, il implique une centaine d'enfants, de 7 à 12 ans, issus de quartiers relevant de la politique de la ville.

Le projet s'est déployé avec un premier cycle de 3 ans autour des Communes d'Asnières, Nanterre, Gennevilliers, Colombes, Bagneux, Châtenay-Malabry et Antony. En 2016, un deuxième cycle a concerné les Communes de Nanterre, Clichy, Villeneuve-la-Garenne, Gennevilliers, Colombes, Bagneux, Châtenay-Malabry et Antony.
Enfin entre 2018 et 2021 le projet a inclus des enfants des Communes de Nanterre, Clichy, Villeneuve-la-Garenne, Gennevilliers, Bagneux et Châtenay-Malabry.

Suite à ces trois premières phases, 7 villes ont souhaité s'engager dans le projet : Antony, Bagneux, Châtenay-Malabry, Clichy, Nanterre, Gennevilliers, Villeneuve- la- Garenne. Pour cette nouvelle cohorte 2022-2025, un nouveau modèle d'organisation de l'orchestre Démos des Hauts-de-Seine est proposé : celui d'un projet multi partenarial au service de la démocratisation culturelle entre le Département, la Philharmonie de Paris et 7 binômes constitués, pour chacune des villes participantes, d'un conservatoire et d'un centre social.

La convention d'objectifs du 10 janvier 2023 pour le projet DEMOS, a pour objet de définir les conditions de participation de la ville de Bagneux au projet « Orchestre Démos Hauts-de-Seine » sur la période 2022-2025 en partenariat avec la Maison de la Musique et de la Danse, le Centre social et culturel Fontaine Gueffier, le Département et la Philharmonie de Paris.

Le présent avenant a pour objet de préciser la répartition des engagements des Parties ainsi que les modalités d'augmentation du montant de la subvention du projet « Orchestre Démos Hauts-de-Seine ».

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

C'EST DANS CES CONDITIONS QU'IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la convention d'objectifs du XX/XX/XXX pour le projet DEMOS, est ainsi actualisé :

1) Le centre social

Le centre social s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions en particulier :

- L'identification et sélection des enfants participant au projet, dans une logique d'ouverture.
- Le recrutement d'un ou plusieurs intervenants sociaux qualifiés et formés régulièrement notamment par le dispositif de formations proposé par la Philharmonie de Paris.
- La nomination d'un référent social chargé de coordonner le projet dans l'établissement, principalement en lien avec le référent musical du conservatoire.
- L'organisation et l'encadrement des ateliers (2 par semaine) au sein de la structure sociale ou dans le conservatoire.
- La participation aux rassemblements de l'orchestre : coordination de la logistique, l'encadrement du groupe et le transport des élèves et de leurs instruments.
- Le suivi régulier avec les familles des enfants.
- La participation des référents sociaux aux comités de suivi.
- La participation des référents sociaux aux temps d'échange d'accompagnement proposées par le coordinateur développement social de la Cité de la Musique – Philharmonie de Paris, en lien avec le coordinateur de l'orchestre.
- L'organisation régulière de sorties culturelles.

2) Le conservatoire

Le conservatoire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions en particulier pour :

- Le recrutement d'intervenants artistiques qualifiés en pratique instrumentale et chorale (mutualisation possible avec d'autres établissements) en lien avec le Département et la Philharmonie de Paris.
- La nomination d'un référent musical chargé de l'organisation des ateliers en lien avec le référent social, le référent pédagogique de l'orchestre et le coordinateur de l'orchestre.
- Le recrutement d'au minimum un musicien professionnel en renfort pour la répétition générale et la restitution (en fonction des besoins pédagogiques identifiés).
- Le remplacement des intervenants en cas d'absence.
- La rémunération et le suivi administratif (planning, feuilles de paie, etc.) pour le référent musical, les intervenants artistiques, les remplaçants et les renforts dans le cadre des ateliers et des rassemblements de l'orchestre Démos Hauts-de-Seine.
- L'organisation et encadrement pédagogique des ateliers.
- La prise en charge de l'entretien du parc instrumental et l'achat de petit matériel.
- La prise en charge de frais annexes tels que l'achat de t-shirt pour le concert de fin d'années ainsi que tout matériel pédagogique nécessaire selon le programme pédagogique.
- L'accueil éventuel d'ateliers dans ses locaux.
- L'accueil au minimum d'un rassemblement de l'Orchestre Démos Hauts-de-Seine chaque année.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

- La prise en charge d'un petit déjeuner/goûter dans le cadre d'une journée de formation ou d'une restitution (remise d'instrument, fête de fin d'année).
- La participation aux comités de suivi.
- L'organisation de temps de restitution et d'échanges entre les élèves Démos et les élèves du conservatoire.
- La création de passerelles avec les élèves Démos et ceux du conservatoire et les cursus permettant de faciliter une éventuelle intégration future.
- Le référent musical, en lien avec le référent social, devra réaliser la collecte des données nécessaires au recensement du groupe Démos et ainsi qu'à l'évaluation nationale du projet, à savoir :
- Les données quantitatives du projet (structures, quartiers, participants, nombre d'heures de pratique musicale, etc.)
- Les données issues de questionnaires transmis par la Philharmonie de Paris. Les données recueillies dans ces questionnaires devront être transmises électroniquement dans les tableaux de résultats prévus à cet effet, à l'issue de chaque phase de collecte.
- Cette collecte de données doit impérativement être transmise au moins une fois par an au coordinateur de l'orchestre qui la transmettra à son tour à la Philharmonie de Paris pour centralisation.

La collecte, l'usage et l'exploitation de ces données devront être en conformité avec la RGPD. Chacune des parties s'engage à procéder aux démarches et déclaration nécessaires.

Le conservatoire devra par ailleurs :

- renouveler la demande de subvention chaque année jusqu'à la fin du dispositif en établissant un bilan intermédiaire au moment de ce renouvellement ;
- remettre au plus tard le 30 juin 2025 un bilan définitif du dispositif (bilan financier, compte de résultat détaillé et annexe ainsi qu'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action) ;
- rendre compte au Département et à la Philharmonie de Paris des actions soutenues au titre de la présente convention et au regard des objectifs fixés aux articles 1 et 2.
- informer, par écrit, documents à l'appui, le Département et la Philharmonie de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention, ainsi que toute modification de cette situation ;
- faciliter le contrôle par le Département et la Philharmonie de Paris de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

3) Le Département

3.1 Équipe projet

Les équipes permanentes du Département et de l'équipe de direction et de coordination de la Philharmonie de Paris collaborent avec les référents de l'Orchestre Démos Hauts-de-Seine :

- Le référent pédagogique de l'orchestre employé par le conservatoire de Bagneux.
- Le coordinateur de l'orchestre employé par le conservatoire de Gennevilliers.
- Les directeurs d'établissements d'enseignement artistique qui sont eux-mêmes en lien avec le référent musical et les intervenants artistiques.
- Les référents sociaux eux-mêmes en lien avec les intervenants des structures sociales.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

Le Département s'engage également à rémunérer le chef d'orchestre sur l'ensemble des rassemblements.

3.2 Dynamique territoriale

Le Département animera des comités de suivi du projet Démos aux côtés de la Philharmonie qui sera composé du référent pédagogique, du coordinateur de l'orchestre ainsi que des référents musicaux et des référents sociaux pour chacune des villes. Cela aura pour vocation de s'assurer du bon déroulé du projet.

Le Département veillera à la bonne organisation des rassemblements d'orchestre par le coordinateur de l'orchestre en lien avec le référent pédagogique.
Il prendra également les mesures nécessaires dans le cadre du concert annuel présenté entre mai et juin à La Seine Musicale :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et rechargement, au montage et démontage, et au service de représentation et que sera prévu le service général du lieu : location, accueil, billetterie, service de sécurité ;
- assurer la logistique pour la mise en place des répétitions d'orchestre et des représentations publiques en lien avec le coordinateur de l'orchestre et le référent pédagogique ;
- réserver des places pour les présentations publiques dans la limite des disponibilités du lieu d'accueil.

Le Département collaborera également à la réflexion collective autour des passerelles afin de permettre aux élèves qui souhaiteraient poursuivre une pratique artistique à la fin du dispositif de pouvoir le faire notamment auprès des établissements participant au projet.

3.3 Production et gestion de données

La Philharmonie de Paris conduit des travaux de recherche et d'évaluation sur la diversité des expériences et des projets Démos. Ces études, qui servent à l'évolution des orientations de Démos, se basent sur des données collectées par les orchestres Démos eux-mêmes, afin que les équipes de recherche puissent travailler sur leur interprétation.

4) La Philharmonie de Paris

4.1 Équipe de coordination nationale

La Philharmonie de Paris est responsable de la coordination nationale du projet. A ce titre, elle procède aux demandes de subventions nationales auprès des pouvoirs publics et aux recherches de mécénat pour le compte du projet. Elle gère le budget global de l'opération et procède aux ajustements nécessités par l'équilibre budgétaire de l'opération en accord avec ses partenaires.

La Philharmonie de Paris affecte à la coordination nationale du projet une équipe nationale composée notamment d'un Directeur délégué au projet et d'un directeur adjoint, de responsables de pôles (coordination territoriale, communication, développement social, pédagogie et administration) ci-après dénommée « l'équipe nationale ».En tant que de besoin après le démarrage du projet, la directrice déléguée aux relations institutionnelles et le directeur du mécénat peuvent être sollicités dans le cadre du projet (notamment pour les évènements officiels ou les démarches institutionnelles).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

L'équipe nationale aura pour rôles principaux :

- L'accompagnement des équipes du territoire et notamment leur formation.
- L'accompagnement et la formation des équipes sociales par un coordinateur de développement social de la Philharmonie.
- La rémunération d'un danseur à l'occasion de rassemblements, à définir selon les besoins du programme artistique.
- La transmission des outils de travail au coordinateur de l'orchestre (sharepoint, classeur indicateur, questionnaire « Mon année dans Démos », fiche RGPD, droit à l'image, etc.).
- La transmission du matériel pédagogique au coordinateur de l'orchestre et au référent pédagogique.
- La veille à la cohérence du projet sur les différents territoires en lien avec le département et le coordinateur de l'orchestre.
- S'assurer de la mise à jour de la collecte des données nécessaires au recensement des orchestres Démos et de leurs modèles ainsi qu'à l'évaluation du projet, qui est à la charge du coordinateur de l'orchestre :

- Les tableaux du « classeur indicateurs » permettant de réaliser une « épidémiologie » des projets, des centres et des participants. Ces données devront être mises à jour tous les six mois sur la plateforme d'échange Sharepoint.
- Les données issues de questionnaires bilan administrés aux participants à l'entrée du projet ainsi qu'en fin d'année pendant toute la durée du projet. Les données recueillies dans ces questionnaires devront être transmises électroniquement dans les tableaux de résultats prévus à cet effet, à l'issue de chaque phase de collecte.

Cette collecte de données doit impérativement être transmise au moins une fois par an.

La collecte, l'usage et l'exploitation de ces données devront être en conformité avec la RGPD. Chacune des parties s'engage à procéder aux démarches et déclaration nécessaires.

4.2 Matériel pédagogique

La Philharmonie de Paris s'engage à fournir le matériel pédagogique (arrangements musicaux, guide pratique, documents audio et vidéo) nécessaire au bon déroulement des ateliers, des répétitions et présentations publiques. Le choix des arrangements musicaux se fera en concertation avec le Département des Hauts-de-Seine.

4.3 Formations

La Philharmonie de Paris s'engage à organiser avec l'équipe projet, l'information et la formation pédagogique des artistes intervenants, du référent pédagogique et du coordinateur de l'orchestre.

La Philharmonie de Paris pourra organiser, si nécessaire, l'information et la formation du personnel relevant du champ social et éducatif.

4.4 Parc instrumental

La Philharmonie de Paris s'engage à acquérir et à mettre à disposition le parc instrumental nécessaire au déroulement des ateliers correspondant à l'achat d'un parc selon la nomenclature standard, étant précisé qu'aucune assurance n'a été souscrite par les parties.

Tout au long de la durée du projet, l'ensemble des instruments demeure la propriété de la Philharmonie de Paris qui prendra en charge les frais de remplacement des instruments.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

A l'issue du projet, chaque instrument sera retourné à la Philharmonie de Paris, aux frais de chaque conservatoire, sauf si :

- L'enfant s'engage à poursuivre son apprentissage musical, il pourra alors lui être cédé à titre gratuit, sous réserve de l'accord de la Philharmonie de Paris.
- Si le projet Démos est renouvelé sur place, les instruments que les enfants n'auraient pas souhaité garder, pourront alors, selon leur état, être mis à la disposition de la nouvelle cohorte d'enfants.

Cas particulier des bassons : Les bassons demeurent la propriété de la Philharmonie de Paris à l'issue du projet. Ils pourront être mis à disposition de l'enfant s'il poursuit sa pratique au conservatoire. Une convention de mise à disposition sera alors conclue entre la Philharmonie de Paris et le conservatoire pour l'encadrer.

4.5 Concert à la Philharmonie de Paris

Dans le cas d'une représentation publique finale à **la Philharmonie de Paris**, celle-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation de la représentation publique finale à Paris, à savoir :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au montage et démontage, et au service de représentation et que sera prévu le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes éventuelles, et service de sécurité ;
- réserver des places pour la présentation publique finale dans la limite des disponibilités du lieu d'accueil.

ARTICLE 2 : L'article 3 de la convention d'objectifs du 10 janvier 2023, pour le projet DEMOS, est ainsi modifié :

Pour la saison 2023/2024 :

Le Département s'engage à verser :
- 10 000€ pour les opérations visées à l'article 1 ;

La Philharmonie de Paris s'engage à verser :
- 10 000€ pour les opérations visées à l'article 1 ;
- 20 000€ pour le référent pédagogique de l'orchestre.

Soit **un total de 40 000€** soit 10 000€ versés par le Département des Hauts-de-Seine et 30 000 € versés par la Philharmonie de Paris.

Les années suivantes, la Philharmonie de Paris et le Département alloueront, sous réserve du vote des crédits correspondants par l'Assemblée délibérante, **une aide financière identique.** Le montant de la subvention accordée sera formalisé par la passation d'un avenant préalablement approuvé par l'organe compétent.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles prévues par la présente convention entraînera le reversement intégral de la subvention au Département et de l'aide à la Philharmonie de Paris.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

Le versement de la subvention départementale et de l'aide de la Philharmonie de Paris pour l'année 2023-2024 sont effectués en une seule fois, après la dernière signature de la présente convention, sur le compte établi au nom du conservatoire et après transmission de ses coordonnées bancaires (RIB/IBAN).
La Philharmonie de Paris s'engage, sous réserve que les conditions précitées soient remplies, à procéder au versement entre janvier et mars 2024.

Le comptable assignataire est le Payeur départemental et l'agent comptable de la Philharmonie de Paris.

ARTICLE 3 : L'article 4 de la convention d'objectifs du 10 janvier 2023, pour le projet DEMOS, est ainsi complété :

Si les différents partenaires souhaitent décliner des documents de communication print et web, ils devront, obligatoirement, être chartés selon le kit de communication mis en place par la Philharmonie de Paris. Ces documents devront être validés par le Département et la Philharmonie de Paris.
Dans le cadre d'évènements publics (restitution de fin d'année, remise d'instruments, etc) ces documents devront aussi être validés par les puissances invitantes.

ARTICLE 4 : Confidentialité et protection des données personnelles

Chaque Partie s'engage à maintenir confidentiels les renseignements, données et documents divers qui lui seraient communiqués par l'autre Partie et dont elle aura connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties ou des documents de nature à être diffusés au public.

La présente obligation de confidentialité s'applique également aux données ou informations qui auront été communiquées à l'une ou l'autre des Parties avant même la signature de la convention. Elle se poursuivra aussi longtemps que les données concernées ne seront pas devenues publiques, sauf accord particulier et exprès de l'une ou l'autre des Parties à une levée de la confidentialité.

Chaque partie est responsable des données à caractère personnel qu'elle traite dans le cadre de ce partenariat notamment en ce qui concerne les données personnelles des étudiants, et déclare être en conformité avec la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et avec le règlement UE 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« RGPD »).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

ARTICLE 5 : Toutes les autres clauses de la convention d'objectifs du 10 janvier 2023 restent inchangées.

Fait à Nanterre, le

Pour le Conservatoire,
Jean-Didier Berger, Président de VSGP
Signature :

Pour le Président
et par délégation
Philippe LAURENT

Pour le Département des Hauts-de-Seine,
Le Président du Conseil départemental,
Signature :

Pour le Centre social,
Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux
Signature :

Pour la Cité de la musique –
Philharmonie de Paris,
Olivier Mantei, directeur général
Signature :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

COBAG - 2025 - 02 - 03

hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT

PACT / Direction de la culture
Annexe 3 à la délibération n° 1

AVENANT N°2
à la convention d'objectifs du 10 janvier 2023
POUR ORCHESTRE DEMOS HAUTS-DE-SEINE

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département des Hauts-de-Seine, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département 57, rue des Longues Raies – 92731 Nanterre cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 23 septembre 2024,

ci-après dénommé « **le Département** »,

d'une part,

ET

Collectivité : Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris (VSGP)
pour l'établissement : Maison de la Musique et de la Danse
dont le siège est situé : 28 rue de la Redoute 92260 Fontenay-aux-Roses
représenté par : Carl Segaud, Président de VSGP
et par délégation par :
pour le compte de l'établissement :

ci-après dénommé « **le conservatoire** »,

d'autre part,

ET

Collectivité : Ville de Bagneux
pour l'établissement : Centre social et culturel Fontaine Gueffier
dont le siège est situé : 57 avenue Henri Ravera 92220 Bagneux
représenté par : Marie-Hélène Amiable
et par délégation par :
pour le compte de l'établissement :

ci-après dénommé « **le centre social** »,

d'autre part,

ET

La Cité de la musique - Philharmonie de Paris, Etablissement Public local à caractère Industriel et Commercial (EPIC) dont le siège social est situé 221, avenue Jean Jaurès – 75 019 Paris – représenté par Olivier Mantei, en sa qualité de Directeur général,

ci-après dénommé « **la Philharmonie de Paris** »,

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La « culture pour tous » est au cœur de la politique culturelle du Conseil départemental, ambition forte de la Vallée de la Culture voulue par le Département des Hauts-de-Seine.

Ainsi, le Conseil départemental encourage particulièrement :

- La rencontre des publics avec une diversité de champs culturels et artistiques.

- L'accès des établissements culturels de son territoire à une qualité d'usage de tous les publics, en n'en excluant aucun, et plus largement à l'égalité des chances et la solidarité par un accès de tous, dès le plus jeune âge, à la culture.

- Les efforts d'élargissement des publics, afin de sensibiliser les publics dits « empêchés », en situation d'exclusion ou de handicap aux pratiques culturelles.

Démos (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale), est un dispositif de démocratisation culturelle centré sur l'apprentissage collectif de la pratique musicale en orchestre. Le projet Démos est soutenu financièrement par le ministère de la Culture dans la cadre d'une convention de subventionnement pluriannuelle, par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), par la CAF, les collectivités territoriales partenaires et par des mécènes.

Initié par la Philharmonie de Paris en 2010, et présent sur le département depuis 2010, il implique une centaine d'enfants, de 7 à 12 ans, issus de quartiers relevant de la politique de la ville.

La cohorte qui a été constituée sur la période 2022-2025 aussi appelée Orchestre Démos Hauts-de-Seine dénombre 7 villes participantes : Antony, Bagneux, Châtenay-Malabry, Clichy-la-Garenne, Nanterre, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne. Cet orchestre est piloté via un nouveau modèle d'organisation : celui d'un projet multipartenarial au service de la démocratisation culturelle entre le Département, la Philharmonie de Paris et 7 binômes constitués, pour chacune des villes participantes, d'un conservatoire et d'un centre social.

La convention d'objectifs du 10 janvier 2023 pour le projet Démos Hauts-de-Seine, a pour objet de définir les conditions de participation de la ville de Bagneux au projet « Orchestre Démos Hauts-de-Seine » sur la période 2022-2025 en partenariat avec la Maison de la Musique et de la Danse et le Centre social et culturel Fontaine Gueffier, le Département et la Philharmonie de Paris.

Le présent avenant a pour objet de préciser la répartition des engagements des Parties ainsi que les modalités d'augmentation du montant de la subvention du projet « Orchestre Démos Hauts-de-Seine ».

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

C'EST DANS CES CONDITIONS QU'IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la convention d'objectifs du 10 janvier 2023 pour le projet Démos, est ainsi complété :

2) Le conservatoire

Le conservatoire s'engage à :

- proposer une date de rassemblement pour accueillir la cohorte selon le planning 2024/2025.

- rémunérer en plus des ateliers, des rassemblements d'orchestre et des concerts, les heures de préparation et de formation de leurs intervenants.

- prévoir un.e/des intervenant.es remplaçant.es pour les ateliers et les rassemblements d'orchestre, concerts compris, selon les besoins pédagogiques identifiés.

4.5 Concert à la Philharmonie de Paris

La Philharmonie de Paris accueillera l'Orchestre Démos Hauts-de-Seine pour une deuxième restitution en plus de celle accueillie par le Département, de sorte à mettre en valeur le travail de la dernière année de la cohorte 2022-2025. A ce titre, la Philharmonie prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation de la représentation publique finale à Paris, à savoir :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au montage et démontage, et au service de représentation et que sera prévu le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes éventuelles, et service de sécurité ;

- réserver des places pour la présentation publique finale dans la limite des disponibilités et selon les modalités définis par le lieu d'accueil.

- déclarer les œuvres aux organismes de gestion collective des droits d'auteur.

ARTICLE 2 : L'article 3 de la convention d'objectifs précitées, pour le projet Démos, est ainsi modifié :

Pour la saison 2024/2025 :

Le Département s'engage à verser :
- 10 000€ pour les opérations visées à l'article 1.

La Philharmonie de Paris s'engage à verser :
- 10 000€ pour les opérations visées à l'article 1 ;
- 17 000€ pour le référent pédagogique de l'orchestre (une partie sera versée à l'EPT VSGP et l'autre partie directement au référent).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_15-DE

Soit **un total de 37 000€** soit 10 000€ versés par le Département des Hauts-de-Seine et 27 000 € versés par la Philharmonie de Paris.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles prévues par la présente convention entraînera le reversement intégral de la subvention au Département et de l'aide à la Philharmonie de Paris.

Le versement de la subvention départementale et de l'aide de la Philharmonie de Paris pour l'année 2024-2025 sont effectués en une seule fois, après la dernière signature de la présente convention, sur le compte établi au nom du conservatoire et après transmission de ses coordonnées bancaires (RIB/IBAN).

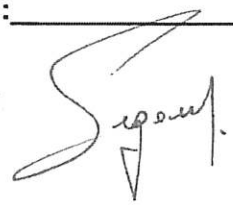
La Philharmonie de Paris s'engage, sous réserve que les conditions précitées soient remplies, à procéder au versement entre janvier et mars 2025.

Le comptable assignataire est le Payeur départemental et l'agent comptable de la Philharmonie de Paris.

ARTICLE 3 : Toutes les autres clauses de la convention d'objectifs précitée et de l'avenant n° 1 du 19 février 2024 restent inchangées et perdurent jusqu'à la fin du dispositif (juin 2025).

Fait à Nanterre, le .....

Pour le Conservatoire,
Président de VSGP
Nom : Carl SEGAUD
Signature :



Pour le Département des Hauts-de-Seine,
Président du Conseil départemental,
Nom :
Signature :

Pour le Centre social,
Maire / Président
Nom :
Signature :

Pour la Cité de la musique –
Philharmonie de Paris,
Directeur général
Nom :
Signature :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_16-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_16

Approbation de l'avenant à la convention relative à la participation financière communale aux frais de scolarité des enfants balnéolais du Groupe Scolaire Saint Gabriel géré par la Fondation des Orphelins Apprentis d'Auteuil

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_16-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_16

Éducation

Participation financière aux frais de scolarité groupe scolaire Saint-Gabriel

Objet : **Approbation de l'avenant à la convention relative à la participation financière communale aux frais de scolarité des enfants balnéolais du Groupe Scolaire Saint Gabriel géré par la Fondation des Orphelins Apprentis d'Auteuil**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_16-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

Vu les articles L442-5-1, L442-5-2, R442-44 et R442-47 du Code de l'Éducation ;

Vu la délibération n°DEL_20221212_30 approuvée en Conseil Municipal le 12 décembre 2022 ;

Vu la convention de partenariat relative à la participation financière communale aux frais de scolarité des enfants balnéolais au sein du Groupe Scolaire Saint Gabriel géré par la Fondation Apprentis d'Auteuil sis à Bagneux ;

Considérant les échanges avec la Fondation Apprentis d'Auteuil ;

Considérant les éléments comptables relatifs aux frais engagés par la commune pour la scolarité des élèves des écoles publiques balnéolaises ;

Considérant la nécessité de réévaluer, par voie d'avenant, le montant de la participation financière de la commune fixée initialement à 616 euros à compter de l'année scolaire 2022-2023 ;

Considérant que cet avenant sera applicable aux années scolaires 2023-2024 et 2024-2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve l'avenant à la convention relative à la participation financière communale aux frais de scolarité des enfants balnéolais du Groupe Scolaire Saint Gabriel géré par la Fondation Apprentis d'Auteuil applicable aux années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, qui fixe les modalités de participation aux dépenses de scolarité des élèves balnéolais sur la base des montants forfaitaires suivants :

- Pour l'année scolaire 2023-2024 :
  - 638 euros par élève élémentaire,
  - 1.138 euros par élève en maternelle.
- Pour l'année scolaire 2024-2025 :
  - 783 euros par élève élémentaire,
  - 1.138 euros par élève en maternelle.

Article 2 : autorise Madame le Maire de Bagneux ou son représentant à signer ladite convention et tout document y afférent et notamment toute convention de meilleur accord.

Article 3 **:** les dépenses seront imputées au chapitre 011 – nature 62878 et les recettes au chapitre 74 – nature 74748 et seront inscrites au budget de l'année en cours.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_16-DE

personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé MELY-DUMORTIER
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_16-DE

Avenant à la CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE BAGNEUX ET LA FONDATION DES APPRENTIS D'AUTEUIL – SAINT GABRIEL

2022-2025

Entre :

La ville de Bagneux

57, avenue Henri Ravera – 92220 Bagneux

Représentée par Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux,

Agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 8 avril 2025

D'une part,

Et :

La Fondation Apprentis d'Auteuil – Saint-Gabriel

21, rue de la Lisette – 92220 Bagneux

Représentée par Madame Martine Guesdon, Cheffe d'Etablissement 1er degré du Groupe Scolaire Saint-Gabriel de la Fondation Apprentis d'Auteuil – Saint-Gabriel

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

La convention de partenariat entre la Ville de Bagneux et la Fondation des apprentis d'Auteuil pour la période 2022-2025 a été approuvée par délibération du conseil municipal n°20221212_30 en date du 12 décembre 2022. Elle détermine le montant forfaitaire de la participation de la commune aux frais de scolarité des élèves balnéolais scolarisés en classes maternelles et élémentaires de l'Etablissement Saint-Gabriel. Elle a fixé ce montant forfaitaire à 616€ par élève et par année scolaire à partir de l'année scolaire 2022-2023. Son article 2 prévoit que « ce forfait pourra être éventuellement modifié à chaque rentrée scolaire, par avenant à la convention ».

Au regard de l'évolution du coût des dépenses engagées par la commune pour la scolarité des élèves balnéolais dans les écoles primaires publiques, et après échanges entre les parties, il est décidé de conclure un avenant à la convention initiale, en vue de fixer le montant de la participation communale pour les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025.

Article 1 : Les montants forfaitaires de participation de la commune aux frais de scolarité des élèves balnéolais scolarisés à l'établissement de la Fondation des apprentis d'Auteuil pour l'année scolaire 2023-2024 sont révisés, et fixés comme suit :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_16-DE

- 638 euros par élève élémentaire,
- 1.138 euros par élève en maternelle.

Article 2 : Les montants pour l'année scolaire 2024-2025 sont révisés, et fixés comme suit :

- 783 euros par élève élémentaire,
- 1.138 euros par élève en maternelle.

Article 3 : La participation financière de la Ville de Bagneux pourra être payée en une seule fois pour l'année scolaire de référence dès signature de cet avenant.

Article 4 : le présent avenant est établi pour les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : Les articles 1 et 2 du présent avenant modifient l'article 2 de la convention initiale ; l'article 3 du présent avenant modifie l'article 5 de la convention initiale ; les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Bagneux, le

Pour la Ville

Madame Marie-Hélène AMIABLE

Maire de Bagneux,

Pour la Fondation Apprentis d'Auteuil
Ecole primaire Saint-Gabriel

Madame Martine GUESDON

Cheffe d'établissement du Groupe scolaire Saint Gabriel

Fondation des Orphelins Apprentis d'Auteuil – Saint-Gabriel

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_17

Approbation d'une convention type entre la Commune et diverses entreprises relative au financement de la 3ème édition de la fête du sport « Bagneux fête le sport »

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_17

Sports

Financement de la 3ème édition de l'événement « Bagneux fête le sport »

Objet : Approbation d'une convention type entre la Commune et diverses entreprises relative au financement de la 3ème édition de la fête du sport « Bagneux fête le sport »

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que la Commune organisera le 7 juin 2025 la 3ème édition de sa fête du sport, intitulée en 2025 « Bagneux fête le sport » ;

Considérant qu'il a été proposé aux entreprises balnéolaises de contribuer financièrement ou en nature à cette manifestation ;

Considérant que ce financement, dédié à l'évènement, nécessitera la conclusion d'une convention de partenariat pour en formaliser les modalités ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve la convention type à intervenir entre la Commune et les entreprises contributrices à la manifestation organisée dans le cadre de la manifestation « Bagneux fête le sport ».

Article 2 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer chaque convention spécifique qui sera conclue avec chacune des entreprises retenues le moment venu, et tout autre document y afférent.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé MELY-DUMORTIER
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

Bagneux

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La commune de Bagneux, représentée par son Maire, Madame Marie-Hélène AMIABLE, domicilié en cette qualité Hôtel de Ville, 57 avenue Henri Ravera, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal en date du 8 avril 2024, conformément à l'article L. 2122-21 du CGCT.

Ci-après dénommée « la commune » ou « le bénéficiaire »

D'une part,

Et

Nom du partenaire……

Forme juridique ……

Numéro SIRET ……

Adresse ……..

Nom de son représentant légal et fonction : ……

Ci-après dénommée « le partenaire »,

D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « Les Parties ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

En 2021, la Ville de Bagneux a réuni l'ensemble de la communauté sportive à l'occasion des « Rencontres du sport » afin de définir la politique sportive municipale. Les conclusions des Rencontres du sport ont pris la forme de 24 engagements, parmi lesquels figure l'organisation d'une grande manifestation sportive.

En 2023, cette fête nommée « Bagneux fête ses jeux » a réuni plus de 4000 habitants. Devant la réussite de cet événement, une 2ème édition a été organisée en 2024.

Au lendemain des Jeux, la question de leur héritage se pose. Ainsi, Bagneux souhaite organiser une 3ème édition, renommée « Bagneux fête le sport », afin d'offrir à la communauté sportive et aux habitants une grande fête populaire.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat établi entre le partenaire et la ville de Bagneux bénéficiaire pour l'action définie ci-dessus, ainsi que les modalités de valorisation des contreparties au soutien apporté par le partenaire consenties par le Bénéficiaire.

Article 2 – Modalités du versement du fonds

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

Le Partenaire s'engage à apporter son soutien au bénéficiaire pour l'événement « Bagneux fête le sport ». Ce soutien peut prendre la forme d'un don en nature ou en argent.

Le cas échéant, la somme devra être versée sur le compte de la ville de Bagneux par virement (RIB communiqué en annexe de la convention).

Article 3 – Apports du bénéficiaire

3.1. Affectation du don

La ville de Bagneux s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

3.2. Communication

Pendant toute la durée de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à faire mention du partenariat avec le partenaire sur des supports de communication liés à l'opération et, notamment à reproduire le logo du partenaire sur des documents écrits relatifs au projet.

Le bénéficiaire s'engage à soumettre au partenaire lesdits documents avant impression, afin qu'il puisse notamment vérifier l'utilisation de son logotype au regard de sa charte graphique.

Le bénéficiaire autorise le partenaire à évoquer son action de soutien dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sur tous supports, sous réserve que les différentes mentions relatives à ce soutien lui soient soumises pour accord. La ville de Bagneux s'engage à faire apparaitre le logo de l'entreprise partenaire.

Article 4 – Réduction d'impôt

A la date de la signature de la présente convention, la ville de Bagneux certifie que ce don entre dans le cadre du mécénat, conformément à l'article 238 bis du CGI, sous réserve de validation par l'administration fiscale. En cas de doute, le partenaire est invité à consulter son expert-comptable ou son service fiscal.

Le Bénéficiaire délivre au partenaire un reçu fiscal suivant le modèle fourni par l'administration fiscale (modèle CERFA 11580*03, disponible sur le site impots.gouv.fr) dès le versement du don.

Article 5 – Obligations déclaratives du partenaire

En application du 6 de l'article 238 bis du code général des impôts, le partenaire qui effectue au cours d'un exercice fiscal plus de 10 000 euros de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue au même article, doit déclarer par voie électronique à l'administration fiscale, à l'aide du formulaire n° 2069-RCI-SD, le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des différents bénéficiaires ainsi que le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie.

La valeur des biens et services reçus en contrepartie à déclarer par le partenaire est récapitulée en annexe de la présente convention

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

Bagneux

Article 6 – Relations avec le partenaire et exclusivité

En vue de trouver des financements complémentaires, nécessaires à la réalisation du projet, Le bénéficiaire peut contracter avec d'autres partenaires pour assurer le financement du projet, dans le respect des règles de concurrence.

Article 7 – Propriété intellectuelle

Il est expressément précisé que le Bénéficiaire demeure le seul propriétaire du projet. Le concept ne doit pas être utilisé par le partenaire pour d'autres fins que celle d'assurer les prestations liées à la Convention. Le partenaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété du Bénéficiaire sur le projet quelle qu'en soit la forme ou la nature.

En cas d'inexécution du projet, la ville de Bagneux s'engage à restituer au partenaire les sommes non utilisées, après déduction des frais engagés.

Article 8 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des Parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente Convention, la Partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la Convention.

Il est entendu par événements de force majeure, des évènements imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente Convention et telle que définie à l'article 1218 du code civil.

En cas de résiliation, le partenaire ne peut plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image du Bénéficiaire et du projet, en liaison avec tout ou partie de celui-ci et réciproquement.

Article 9 – Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé des deux parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 10 – Litige

Tout litige entre les parties résultant de l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une tentative de résolution amiable.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_17-DE

En cas d'échec de cette tentative, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 11 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et prend fin automatiquement et sans formalité préalable au terme du projet le 8 juin 2025. Elle pourra être dénoncée à tout moment après un préavis de deux mois par lettre recommandée.

ANNEXE 1 : RIB de la commune de Bagneux

Fait en 2 exemplaires originaux à Bagneux, le……

Pour le partenaire	Pour la Mairie de Bagneux
Nom du représentant légal, fonction	**Madame Marie-Hélène AMIABLE** Maire de Bagneux

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_18-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_18-DE

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_18

Approbation du groupement de commandes pour la passation d'un marché portant sur la fourniture de mobiliers de bureau avec la ville de Clamart, le Centre Communal d'Action Social de Clamart, l'office public d'habitat Clamart Habitat, l'établissement Vallée Sud - Grand Paris, la société publique locale Vallée Sud Aménagement et la ville de Bagneux

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_18-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_18

Marchés publics et concession de service public

Groupement de commandes

Objet : **Approbation du groupement de commandes pour la passation d'un marché portant sur la fourniture de mobiliers de bureau avec la ville de Clamart, le Centre Communal d'Action Social de Clamart, l'office public d'habitat Clamart Habitat, l'établissement Vallée Sud - Grand Paris, la société publique locale Vallée Sud Aménagement et la ville de Bagneux**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_18-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 relatifs aux groupements de commandes ;

Vu la convention de groupement passé avec la Ville de Clamart (coordonnateur), le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Clamart, l'office Public d'Habitat Clamart Habitat, l'établissement Vallée Sud - Grand Paris, la Société Publique Locale Vallée Sud Aménagement et la Ville de Bagneux, signée par Madame le maire le 7 février 2020 avec une date de fin au 8 juillet 2025 ;

Vu l'accord-cadre portant sur la fourniture, la livraison et l'installation de mobiliers de bureau, incluant l'élaboration de plans d'implantation et le conseil en aménagement conclu le 9 juillet 2021 pour une durée de quatre ans (un an renouvelable trois fois), prenant fin le 8 juillet 2025 avec pour attributaire l'entreprise NEL MOBILIER ;

Vu le bilan positif de l'exécution du groupement de commandes ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que le groupement de commandes permet de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser l'achat de mobiliers de bureau en mutualisant les besoins des membres ;

Considérant que la Ville de Clamart, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, assurera la conduite de la procédure de passation du marché, incluant :

- La définition des besoins auprès des membres du groupement ;
- La rédaction du dossier de consultation ;
- L'analyse des offres et des candidatures ;
- La passation du marché en Commission d'Appel d'Offres (CAO) ;
- La notification des candidats ;
- La gestion des avenants et des éventuelles prestations supplémentaires.

Considérant la nécessité de lancer un nouveau marché pour le mobilier de bureau pour la période 2025-2029 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve la convention de groupement de commandes relative à la fourniture, la livraison et l'installation de mobiliers de bureau, ainsi qu'aux prestations associées (élaboration de plans d'implantation, conseil en aménagement).

Article 2 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à son exécution.

Article 3 : approuve le lancement d'un nouveau marché public sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Article 4 : autorise Madame le Maire à à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de l'accord-cadre portant sur la fourniture, la livraison et l'installation de mobiliers de bureau.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 6 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_18-DE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après [illegible] présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_19

Fourniture et installation de mobiliers Petite enfance, scolaires, périscolaires et restauration

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_19

Éducation

Fourniture et installation mobiliers scolaires

Objet : Fourniture et installation de mobiliers Petite enfance, scolaires, périscolaires et restauration

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L2124-2, R,2124-2 1°, L2125-1 1°, R2162-1 à 2162-6 et suivants ;

Vu le cahier des charges rédigé par la Direction de l'éducation et par la Direction de la petite enfance ;

Vu l'accord-cadre à bons de commande alloti en deux (2) lots ;

Vu la publication réalisée sur le BOAMP et le JOUE du 30 janvier 2025 au n°25-11495 ainsi que sur le profil acheteur, maximilien.fr en date du 06 février 2025 ;

Vu les candidatures et offres réceptionnées du 10 mars 2025 ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres du 20 mars 2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant que ce marché est récurrent et que le besoin en mobiliers scolaires, restauration et périscolaires est constant ;

Considérant la nécessité de fournir des mobiliers adaptés pour les classes, les accueils, la restauration scolaire et les structures de petite enfance de la commune de Bagneux alloti en deux (2) lots suivants :

- Lot 1 : Mobilier scolaire – périscolaire et restauration

- Lot 2 : Mobilier pour la Petite Enfance

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve l'accord-cadre à bons de commande relatifs à la fourniture et installation de mobiliers petite enfance, scolaires, périscolaires et restauration, à passer avec les prestataires suivants :

- Lot 1 : Mobilier scolaire – périscolaire et restauration avec la société NEL MOBILIER
- Lot 2 : Mobilier pour la petite enfance avec la société NEL MOBILIER

Article 2 : L'accord-cadre est passé pour une durée d'un an renouvelable trois fois, soit une durée totale de quatre (4) ans.

Article 3: autorise Madame le Maire ou son représentant à signer l'accord-cadre à bons de commande ainsi que les actes de sous-traitance, actes modificatifs n'entraînant pas une augmentation de plus de 5 % du montant global, ainsi que les éventuels actes relatifs à la résiliation de l'accord-cadre en ce qu'il est alloti en deux (2) lots selon les montants suivants :

- Lot 1 : Mobilier scolaire – périscolaire et restauration

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	50 000,00 €	500 000,00 €
2	50 000,00 €	500 000,00 €
3	50 000,00 €	700 000,00 €
4	50 000,00 €	700 000,00 €
Total	200 000,00 €	2 400 000,00 €

- Lot 2 : Mobilier pour la petite enfance

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	4 000,00€	50.000,00€
2	4 000,00€	50.000,00€
3	4 000,00€	150.000,00€
4	4 000,00€	150.000,00€
Total	16 000,00 €	400 000,00 €

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée à la société NEL MOBILIER sis au 48 avenue de la République 78200 Mantes La Jolie et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé MELY-DUMORTIER
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

ACTE D'ENGAGEMENT

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS PETITE ENFANCE, SCOLAIRES, PERISCOLAIRES ET RESTAURATION

Cadre réservé à l'acheteur

CONTRAT N° | | | | | | | | | | |

NOTIFIE LE .... / .... / ....

Ville de Bagneux
57 avenue Henri-Ravéra
92220 BAGNEUX

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

SOMMAIRE

1 - Identification de l'acheteur 3
2 - Identification du co-contractant 3
3 - Dispositions générales 4
3.1 - Objet 4
3.2 - Mode de passation 4
3.3 - Forme de contrat 4
4 - Prix 4
5 Variantes
6 - Durée de l'accord-cadre 5
7 - Paiement 5
8 - Avance 6
9 - Nomenclature(s) 6
10 - Signature 7
ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS 9

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

1 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : Ville de Bagneux

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances : Mme le Maire

Ordonnateur : Mme le Maire

Comptable assignataire des paiements : Madame la Trésorière Principale

2 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières n° EDUC2501 qui fait référence au CCAG - Fournitures Courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☒ Le signataire (Candidat individuel)

Monsieur **Sylvain BOUVIER**
Agissant en qualité de **Gérant de la société NEL MOBILIER**

■ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale .....
.....
Adresse .....
.....
Courriel [1] .....
Numéro de téléphone .....
Numéro de SIRET .....
Code APE .....
Numéro de TVA intracommunautaire .....

☒ engage la société NEL MOBILIER sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale : **SARL NEL MOBILIER**
Adresse : 14 Boulevard du Général Leclerc - 92000 NANTERRE
Courriel : contact92@nel-mobilier.com
Numéro de téléphone : 01.41.19.68.21

Numéro de SIRET : 443 801 972 000 52
Code APE : 4649Z
Numéro de TVA intracommunautaire : FR 30 443801972

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M .....
Agissant en qualité de .....

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale .....
.....
Adresse .....
.....
Courriel [1] .....
Numéro de téléphone .....
Numéro de SIRET .....
Code APE .....
Numéro de TVA intracommunautaire .....

S'engage, au nom des membres du groupement [2], sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

3 - Dispositions générales

3.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne :

FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS SCOLAIRES, PERISCOLAIRES ET RESTAURATION

Lot 1 : Mobiliers scolaires, périscolaires et restauration

3.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est **: l'appel d'offres ouvert.** Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3.3 - Forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

4 - Prix

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans :
- le bordereau des prix ;
- le(s) catalogue(s) du fournisseur, au(x)quel(s) sera appliqué un rabais

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations y compris les frais généraux. Ils intègrent notamment, le cas échéant, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison, et d'autres frais de déplacement. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes les prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché défini.
Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	50 000,00 €	500 000,00 €
2	50 000,00 €	500 000,00 €
3	50 000,00 €	700 000,00 €
4	50 000,00 €	700 000,00 €
Total	200 000,00 €	2 400 000,00 €

5 - Durée de l'accord-cadre et délais de livraison

La durée de l'accord-cadre ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du CCAP.

Délai de livraison :

Le candidat s'engage à livrer dans un délai qu'il indique, sans toutefois pouvoir excéder 10 semaines à compter de la réception du bon de commande.

Le délai renseigné par le candidat dans son document, exprimé en nombre de semaines, devient le délai de livraison contractuel pour l'ensemble des structures à livrer.

6 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants : **RIB JOINT**

- Ouvert au nom de : **SARL NEL MOBILIER**
  pour les prestations suivantes : **LOT N°1**
  Domiciliation : **SG MANTES LA JOLIE REP (02789)**
  48 AV DE LA REPUBLIQUE - 78200 MANTES LA JOLIE
  Code banque : 30003 Code guichet : 02789 N° de compte : 00020030216
  Clé RIB : 94
  IBAN : FR76 3000 3027 8900 0200 3021 694
  BIC : SOGEFRPP

- Ouvert au nom de :
  pour les prestations suivantes : .....
  Domiciliation : .....
  Code banque : _____Code guichet : _____N° de compte : _____Clé RIB : ____
  IBAN : _____
  BIC : _____

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

7 - Avance

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

☐ NON

☒ OUI

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

8 - Nomenclature(s)

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
39100000-3	Mobilier			
39160000-1	Mobilier scolaire			
39141000-2	Mobilier et agencement de cuisine			

Lot(s)	Objet principal	Libellé objet principal	Objet suppl.	Objet suppl.	Objet suppl.
1	39160000-1	Mobilier scolaire			
	39100000-3	Mobilier			
	39141000-2	Mobilier et agencement de cuisine			

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

9 - Signature

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (~~nous affirmons~~) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (~~nos~~) torts exclusifs que la (~~les~~) société(~~s~~) pour laquelle (~~lesquelles~~) j'interviens (~~nous intervenons~~) ne tombe(~~nt~~) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 à 50 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

(Ne pas compléter dans le cas d'un dépôt signé électroniquement)

Fait en un seul

original à

Bagneux

Date :
NANTERRE, le 10-03-2025

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement [1]

SYLVAIN BOUVIER, Gérant NEL MOBILIER

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR
[ ] Offre de base (retenue par défaut si aucune case n'est cochée)
[ ] Option(s) :

La présente offre est acceptée

A .....
Le .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, habilité par la délibération en date du .....

NOTIFICATION DU CONTRAT AU TITULAIRE (Date d'effet du contrat)

En cas de remise contre récépissé :
Le titulaire signera la formule ci-dessous :
« Reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A .....
Le .....

Signature [1]

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

En cas d'envoi en LR AR :
Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

☐ La totalité du bon de commande n° ..... afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

et devant être exécutée par : .....en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise
☐ sous-traitant

A . . . . . .
Le . . . . . .

Signature

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

Bagneux

ACTE D'ENGAGEMENT

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS PETITE ENFANCE, SCOLAIRES, PERISCOLAIRES ET RESTAURATION

Lot 2 : Mobilier pour Petite Enfance

Cadre réservé à l'acheteur

CONTRAT N° | | | | | | | | | | | |

NOTIFIE LE .... / .... / ....

Ville de Bagneux
57 avenue Henri-Ravéra
92220 BAGNEUX

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

SOMMAIRE

1 - Identification de l'acheteur 3
2 - Identification du co-contractant 3
3 - Dispositions générales 4
3.1 - Objet 4
3.2 - Mode de passation 4
3.3 - Forme de contrat 4
4 - Prix 4
5 Variantes
6 - Durée de l'accord-cadre 5
7 - Paiement 5
8 - Avance 6
9 - Nomenclature(s) 6
10 - Signature 7
ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS 9

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

1 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : Ville de Bagneux

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances : Mme le Maire

Ordonnateur : Mme le Maire

Comptable assignataire des paiements : Madame la Trésorière Principale

2 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières n° EDUC2501 qui fait référence au CCAG - Fournitures Courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☒ Le signataire (Candidat individuel)

Monsieur **Sylvain BOUVIER**
Agissant en qualité de **Gérant de la société NEL MOBILIER**

■ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale .....
.....
Adresse .....
.....
Courriel .....
Numéro de téléphone .....
Numéro de SIRET .....
Code APE .....
Numéro de TVA intracommunautaire .....

☒ engage la société NEL MOBILIER sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale : **SARL NEL MOBILIER**
Adresse : 14 Boulevard du Général Leclerc - 92000 NANTERRE
Courriel : contact92@nel-mobilier.com
Numéro de téléphone : 01.41.19.68.21

Numéro de SIRET : 443 801 972 000 52
Code APE : 4649Z
Numéro de TVA intracommunautaire : FR 30 443801972

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M .....
Agissant en qualité de .....

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale .....
.....
Adresse .....
.....
Courriel [1] .....
Numéro de téléphone .....
Numéro de SIRET .....
Code APE .....
Numéro de TVA intracommunautaire .....

S'engage, au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

3 - Dispositions générales

3.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne :

FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS PETITE ENFANCE

Lot 2 : Mobilier pour Petite Enfance

3.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est **: l'appel d'offres ouvert.** Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3.3 - Forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

4 - Prix

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans :
- le bordereau des prix ;
- le(s) catalogue(s) du fournisseur, au(x)quel(s) sera appliqué un rabais

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations y compris les frais généraux. Ils intègrent notamment, le cas échéant, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison, et d'autres frais de déplacement. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes les prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché défini.
Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	4 000,00€	50.000,00€
2	4 000,00€	50.000,00€
3	4 000,00€	150.000,00€
4	4 000,00€	150.000,00€
Total	16 000,00 €	400 000,00 €

5 - Durée de l'accord-cadre et délais de livraison

La durée de l'accord-cadre ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du CCAP.

Délai de livraison :

Le candidat s'engage à livrer dans un délai qu'il indique, sans toutefois pouvoir dépasser 10 semaines à compter de la réception du bon de commande.

Le délai renseigné par le candidat, exprimé en nombre de semaines, devient le délai de livraison contractuel pour l'ensemble des structures à livrer.

6 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants : **RIB JOINT**

- Ouvert au nom de : **SARL NEL MOBILIER**
  pour les prestations suivantes : **LOT N°2**
  Domiciliation : **SG MANTES LA JOLIE REP (02789)**
  48 AV DE LA REPUBLIQUE - 78200 MANTES LA JOLIE
  Code banque : 30003 Code guichet : 02789 N° de compte : 00020030216
  Clé RIB : 94
  IBAN : FR76 3000 3027 8900 0200 3021 694
  BIC : SOGEFRPP

- Ouvert au nom de :
  pour les prestations suivantes : .....
  Domiciliation : .....
  Code banque : _____Code guichet : _____N° de compte : _____Clé RIB : ____
  IBAN : _____
  BIC : _____

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

En cas de groupement, le paiement est effectué sur [1] :

☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

7 - Avance

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

☐ NON

☒ OUI

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

8 - Nomenclature(s)

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
39100000-3	Mobilier			
39141000-2	Mobilier et agencement de cuisine			
39161000-8	Mobilier pour jardins d'enfants			

Lot(s)	Objet principal	Libellé objet principal	Objet suppl.	Objet suppl.	Objet suppl.
2	39100000-3	Mobilier			
	39141000-2	Mobilier et agencement de cuisine			
	39160000-8	Mobilier pour jardin d'enfants			

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

9 - Signature

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (~~nous affirmons~~) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (~~nos~~) torts exclusifs que la (~~les~~) société(~~s~~) pour laquelle (~~lesquelles~~) j'interviens (~~nous intervenons~~) ne tombe(~~nt~~) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 à 50 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

(Ne pas compléter dans le cas d'un dépôt signé électroniquement)

Fait en un seul

original à

Bagneux Date : NANTERRE, le 10 mars 2025

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement [1]

SYLVAIN BOUVIER, Gérant NEL MOBILIER

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR
[ ] Offre de base (retenue par défaut si aucune case n'est cochée)
[ ] Option(s) :

La présente offre est acceptée

A .....
Le .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, habilité par la délibération en date du .....

NOTIFICATION DU CONTRAT AU TITULAIRE (Date d'effet du contrat)

En cas de remise contre récépissé :
Le titulaire signera la formule ci-dessous :
« Reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A .....
Le .....

Signature [1]

(1) Date et signature originales

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

En cas d'envoi en LR AR :
Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

☐ La totalité du bon de commande n° ..... afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
. . . . . .
. . . . . .

et devant être exécutée par : .....en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise
☐ sous-traitant

A . . . . . .
Le . . . . . .

Signature [1]

(1) Date et signature originales

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_19-DE

ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_20-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_20

Reconduction de la prime exceptionnelle pour les agents du Centre Municipal de Santé

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_20-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_20

Personnel

Prime exceptionnelle pour les agents CMS

Objet : Reconduction de la prime exceptionnelle pour les agents du Centre Municipal de Santé

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_20-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le décret n° 2024-1051 du 21 novembre 2024 relatif aux modalités de répartition de la dotation exceptionnelle attribuée aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre pour la mise en œuvre d'une prime ou d'une revalorisation des personnels employés dans les centres de santé ;

Vu la délibération n° DEL_20231219_38 du Conseil municipal du 19 décembre 2023 portant sur la mise en œuvre d'une prime exceptionnelle pour les agents du Centre Municipal de Santé ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 25 mars 2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

Considérant la volonté de la collectivité de continuer à valoriser au travers de l'octroi de cette prime exceptionnelle l'engagement des personnels du Centre Municipal de Santé ;

Considérant le montant et les modalités de la dotation exceptionnelle comprise dans le décret pour la commune de Bagneux ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : reconduit la mise en œuvre de la prime exceptionnelle pour les agents du Centre Municipal de Santé.

Article 2 : : Pour bénéficier de la prime exceptionnelle, les agents doivent avoir été présents et en activité effective (sauf congés et formations) au Centre Municipal de Santé de janvier 2024 à décembre 2024, au prorata de la quotité de temps de travail pour les postes à temps non complets et les agents à temps partiel. Les bénéficiaires de cette prime exceptionnelle « Prime pour les personnels employés dans les Centres Municipaux de santé » sont les agents publics (fonctionnaires et contractuels) du Centre Municipal de Bagneux, que leurs fonctions soient administratives ou médicales (et paramédicales). Les agents de toutes les filières de la Fonction Publique Territoriale exerçant leur activité au CMS de Bagneux sont concernés.

Article 3 : Le montant de la prime versée est de 2 624 € bruts par Equivalent Temps Plein, cotisations patronales non incluses. Ce montant est proratisé sur la quotité de temps de travail pour les agents à temps non complet et/ou à temps partiel (hors mi-temps thérapeutique). Le versement interviendra en une fois, sur la paie de mai 2025.

Article 4 : Cette prime exceptionnelle est cumulable avec l'ensemble des autres éléments de rémunération des agents, en particulier les primes et indemnités habituelles, ainsi que le cas échéant les variables de rémunérations.

Article 5 : Les dépenses et recettes seront inscrits sur les lignes budgétaires correspondant à la nature de la dépense.

Article 6 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 7 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_20-DE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après [illegible], les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_21-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_21

Approbation de la revalorisation des indemnités forfaitaires de déplacements et frais de mission pour les agents et élus municipaux dans le cadre d'un ordre de mission

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_21-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_21

Personnel

Frais de mission agents et élus municipaux

Objet : Approbation de la revalorisation des indemnités forfaitaires de déplacements et frais de mission pour les agents et élus municipaux dans le cadre d'un ordre de mission

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_21-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu le décret n° 2024-746 du 6 juillet 2024 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux et les indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu la délibération n° DEL_20211214_47 du Conseil municipal du 14 décembre 2021 relative à la prise en compte de la revalorisation des indemnités forfaitaires de déplacement et approbation du barème et des modalités de remboursement des frais de mission aux agents municipaux dans le cadre d'un ordre de mission ;

Vu l'avis de la commission unique municipale du 1er avril 2025 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de déterminer les modalités de remboursement des frais de mission des agents et des élus que la Commune envoie en mission hors de son territoire ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte des revalorisations instaurées aux termes des arrêtés des 14 mars 2022 et 20 septembre 2023 susvisés ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : En cas de déplacement pour les besoins du service à l'occasion d'une mission, d'une tournée, d'une formation ou d'intérim, l'agent ou l'élu municipal bénéficie de la prise en charge des frais de transport, ainsi que du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et des frais d'hébergement.

Des conditions générales d'ouverture du droit à la prise en charge sont à respecter :

➢ L'ordre de mission : ce document doit préciser l'objet, le lieu, la date et le mode de transport utilisé avec, le cas échéant, la classe autorisée. Pour les agents effectuant des déplacements réguliers, l'ordre de mission peut comporter plusieurs missions ; dans ce cas, il doit préciser la durée de validité (durée maximale de 12 mois avec prorogation tacite pour les déplacements réguliers au sein du département de la résidence administrative), la limite géographique ou les destinations autorisées, les classes et moyens de transports.

➢ L'état de frais : ce document doit être joint à l'ordre de mission pour le mandatement des indemnités.

Article 2 : En cas de présentation aux épreuves d'admissibilités ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, hors de ses résidences administrative et familiale, l'agent peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre l'une de ses résidences et le lieu où se déroulent les épreuves. Ces frais ne peuvent être pris en charge que pour un aller-retour par année civile, à l'exception de l'agent appelé à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours après réussite des épreuves d'admissibilité, qui peuvent bénéficier de deux prises en charge. Enfin, ces indemnités ne sont pas versées aux agents qui, appelés à effectuer un stage dans un établissement ou un centre de formation, bénéficient, à ce titre, d'un régime indemnitaire particulier, comme c'est le cas des agents suivant une formation

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_21-DE

organisée par le CNFPT et bénéficiant à ce titre d'une prise en charge.

Article 3 : les déplacements sont remboursés sur la base du tarif d'un billet SNCF en vigueur au jour du déplacement ou sur indemnité kilométrique si la destination n'est pas dotée d'une gare SNCF. Sur autorisation du chef de service et quand l'intérêt le justifie, l'agent peut être autorisé à utiliser son véhicule personnel.

L'agent qui utilise son véhicule terrestre à moteur n'a pas droit au remboursement des impôts, taxes et assurances qu'il acquitte pour son véhicule. Il doit avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

L'agent qui a utilisé son véhicule personnel est remboursé, sur autorisation du chef de service, des frais de stationnement et de péage sur présentation des pièces justificatives, quand l'intérêt du service le justifie et dès lors que ces frais n'ont pas été pris en charge. En toute occurrence, l'agent n'a droit à aucune indemnisation pour les dommages subis par son véhicule.

Article 4 : Les montants forfaitaires de remboursement des frais d'hébergement sont fixés comme suit (pour une nuitée, incluant les frais de petit déjeuner) :

	Commune de moins de 200 000 habitants	**Commune de 200 000 habitants et +**	**Métropole du Grand Paris**	**Paris intra muros**	**Travailleur handicapé en situation de mobilité réduite**
Taux incluant le petit déjeuner	90 €	120 €	120 €	140 €	150 €

Le remboursement forfaitaire pour frais supplémentaire de repas est fixé à 20€.

Article 5 : le montant des indemnités kilométriques est fixé comme suit :

Puissance fiscale du véhicule	**Jusqu'à 2 000 km**	**De 2 001 à 10 000 km**	**Après 10 001 km**
De 5 CV et moins	0,32 €	0,40 €	0,23 €
De 6 CV et 7 CV	0,41 €	0,51 €	0,30 €
De 8 CV et plus	0,45 €	0,55 €	0,32 €

Motocyclette (cylindrée supérieure à 125cm³)	0,15 €
Vélomoteur et autres véhicules à moteur	0,12 €

Le montant des indemnités kilométriques ne pourra être inférieur à la somme forfaitaire de 10€.

Article 6 : ces tarifs seront susceptibles d'être actualisés ou ajustés en fonction des évolutions réglementaires en vigueur.

Article 7 : les dépenses afférentes seront inscrites aux lignes budgétaires correspondant (chapitres 011 et 65).

Article 8 : la présente délibération remplace la délibération n° DEL_20211214_47 du Conseil municipal du 14 décembre 2021 relative à la prise en compte de la revalorisation des indemnités forfaitaires de déplacement et approbation du barème et des modalités de remboursement des frais de mission aux agents municipaux dans le cadre d'un ordre de mission

Article 9 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 10 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_21-DE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_22

Renouvellement de la prise en charge employeur au titre des frais d'abonnement au stationnement pour le personnel communal dans le cadre de la DSP

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_22

Personnel

Frais d'abonnement stationnement du personnel

Objet : **Renouvellement de la prise en charge employeur au titre des frais d'abonnement au stationnement pour le personnel communal dans le cadre de la DSP**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-29 et L 2122-21 ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la délibération n° DEL_20180319_23 du Conseil municipal du 19 mars 2018 portant sur la prise en charge des abonnements au titre du stationnement pour le personnel communal ;

Vu la délibération n° DEL_20241217_38 du Conseil municipal du 17 décembre 2024 portant attribution de la Délégation de Service Public pour la gestion du stationnement payant sur voirie et hors voirie sous forme de concession ;

Vu la délibération n° DEL_20250204_8 du Conseil municipal du 4 février 2025 relative à l'actualisation de la tarification du stationnement payant sur voirie et sur les parkings en ouvrage ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 1er avril 2025 ;

considérant le changement de délégataire en charge de la gestion du stationnement payant sur voirie et hors voirie, ainsi que les montants actualisés de redevance de stationnement payants ;

considérant la volonté municipale de limiter les avances de frais pour les agents communaux ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : continue à prendre en charge, sous condition de critères, de 50 % du montant des abonnements au titre du stationnement payant pour les agents communaux à compter du 1er avril 2025, sur la base des tarifs réservés aux résidents de la Commune.

Article 2 : dit que sont éligibles à cette prise en charge les agents fonctionnaires et contractuels sur postes permanents, les agents remplaçants et occasionnels.

Article 3 : définit les critères de prise en charge comme suit :

sont concernés, les agents de la Commune, dont le lieu de travail principal est situé en zone de stationnement payant et sans parking dédié ;

la liste des agents concernés est établie par la Direction des espaces publics et de l'environnement, après consultation et accord des agents qui remplissent le formulaire dédié, et accord du responsable de service de ces agents ;

l'actualisation de la liste d'agents concernés pourra être réalisée mensuellement, sous réserve de sa transmission à la Direction des ressources humaines au plus tard le 5 du mois de référence ;

les agents concernés ne peuvent prétendre en sus au remboursement du titre de transport.

Article 4 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention à conclure entre la commune et le délégataire fixant le cadre et les modalités de cette prise en charge, ainsi que tout document y afférent.

Article 5 : la dépense découlant de l'exécution de cette délibération sera imputée au chapitre 011 – nature 6042 du budget de l'année en cours.

Article 6 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

Article 7 : la présente délibération sera transmise au préfet [illegible] comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 15/04/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

ACCORD
EFFIA STATIONNEMENT / Ville de Bagneux

ENTRE :

La société **EFFIA Stationnement**, SAS immatriculée au RCS de Paris sous le numéro Paris B 435 272 596, dont le siège est situé au 20, rue Hector Malot 75012 Paris, représentée par Thibault BICHET, Responsable de Zone Île-de-France,

Ci-après désignée « EFFIA »

D'une part,

ET

La Commune de Bagneux, représentée par sa Maire dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 et sise à l'Hôtel de Ville,

Ci-après désigné la « Ville »

D'autre part,

Ci-après communément désignées « la ou les Partie(s) »

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD

Dans le cadre des présentes, les parties conviennent de ce qui suit :

- La Ville prendra en charge 50 % du coût des abonnements voirie attribués aux fonctionnaires municipaux, sous réserve de leur transmission et validation préalable par la Ville. Le montant correspondant sera ensuite reversé à EFFIA sur présentation de facture trimestrielle.

ARTICLE 2 – DUREE

Le présent accord (ci-après dénommé l'« Accord ») prend effet à compter de la date de prise en gestion par EFFIA du stationnement payant sur voirie, soit le 1er février 2025. Il est conclu pour la durée totale du contrat de délégation de service public liant EFFIA et la Ville, soit jusqu'au 31 janvier 2031.

L'Accord peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties, sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre, sous réserve du respect d'un préavis d'un (1) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

Le montant dû à EFFIA au titre de la prise en charge à hauteur de 50 % par la Ville des abonnements voirie dédiés aux agents municipaux sera facturé trimestriellement et indiquera le type de produit concerné ainsi que le nombre d'agents bénéficiaires.

Un tableau récapitulatif trimestriel, transmis par EFFIA avant émission de la facture, présentera les modalités de facturation globale du stationnement sur voirie, incluant le nombre d'abonnements concernés sur la période.

ARTICLE 4 – PRODUITS CONCERNES

4.1 Produits concernés

2 produits sont concernés par cette offre proposée par la Ville :

L'abonnement Service Publique Mensuel : 20 €TTC /mois

- Pris en charge par la ville à 50% donc 10€ par abonnement souscrits sont reversés à EFFIA.

L'abonnement Service Publique Annuel : 180 €TTC/mois

- Pris en charge par la ville à 50% donc 90€ par abonnement souscrits sont reversés à EFFIA.

4.2 Révision des tarifs

Le montant à reverser par la Ville à EFFIA sera déterminé en fonction du tarif de l'abonnement validé par la Ville pour chacun des deux produits concernés, à hauteur de 50 % du montant total de ces abonnements.

Fait à Bagneux, le 07/04/2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_22-DE

En deux exemplaires

Pour EFFIA Stationnement

Monsieur Thibault BICHET
Responsable de Zone IDF

Cachet de l'entreprise et signature :

Pour Ville de Bagneux

Madame Le Maire

Cachet de l'entreprise et signature :

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_23-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_23

Mise à jour du tableau des emplois et des effectifs

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_23-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_23

Personnel

Tableau des emplois et des effectifs

Objet : Mise à jour du tableau des emplois et des effectifs

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_23-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L. 313-1 L 332-8 , L . 542-2 et L.542-3 ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant ;

Vu la délibération n° DEL_20240620_36 du Conseil municipal du 20 juin 2024 portant création du tableau des emplois ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date des 25 mars 2025 et 3 avril 2025 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique en date du 1er avril 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : modifie le tableau des emplois de la commune de Bagneux comme suit :

DIRECTION	EMPLOI/ POSTE	SOLDE CREATION/SUPPRESSION	Temps de travail hebdomadaire de l'emploi créé en ETP Temps Complet	Temps de travail hebdomadaire de l'emploi créé en ETP Temps Non Completss	Catégorie hiérarchique	GROUPE RIFSEEP	CE	Grade (s) ou Cadres d'Emploi Territoriaux rattaché (s) à cet emploi (CE=Cadre d'Emploi)
CMS- Direction de la Santé Publique	Agent d'accueil CMS	-1	1	0	Catégorie C	C 2.2	CE	Adjoints administratifs
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Cardiologue - TNC 26h hebdo	-1	0	0,7	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Dermatologue - TNC 13h hebdo	-1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Endocrinologue - TNC 8h hebdo	-1	0	0,2	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 16h00 hebdo	-1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste -	-1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_23-DE

	TNC 17h hebdo							
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 17h hebdo	-1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 18h hebdo	-1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 19h30 hebdo	-1	0	0,6	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 21h hebdo	-1	0	0,6	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 24h hebdo	-1	0	0,7	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 24h hebdo	-1	0	0,7	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Généraliste - TNC 30h hebdo	-1	0	0,9	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Gynécologue - TNC 5h hebdo	-1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Ophtalmologue - TNC 13h hebdo	-1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Ophtalmologue - TNC 2h hebdo	-1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Ophtalmologue - TNC 4h hebdo	-1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Phlébologue - TNC 6h hebdo	-1	0	0,2	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Pneumologue Allergologue - TNC 9h hebdo	-1	0	0,3	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Rhumatologue - TNC 15h00 hebdo	-1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin traumotologue - TNC 4h hebdo	-1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,7	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,3	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_23-DE

CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,5	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,6	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,6	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,7	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,3	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,9	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,2	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,4	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
CMS- Direction de la Santé Publique	Médecin Territorial	1	0	0,1	Catégorie A	A 3.3	CE	Médecins territoriaux
Direction Citoyenneté Vie quartiers	Agent d'accueil CSC Gueffier	1	1	0	Catégorie C	C 2.2	CE	Adjoints administratifs / Adjoints techniques / Adjoints d'animation
Direction de la Restauration	Responsable de livraison		1	0	Catégorie C	C 1	CE	Agents de maîtrise territoriaux/ Adjoints techniques
Direction de l'Aménagement Urbain	Chargé.e de gestion et relations commerce		1	0	Catégorie B	B 2.1	CE	Rédacteurs territoriaux/ Adjoints administratifs
Direction de l'Aménagement Urbain	Chargé.e d'opérations foncières et immibilières		1	0	Catégorie A	A 4.1	CE	Attachés / Rédacteurs
Direction de l'Habitat	Gestionnaire en charge de l'accueil et du suivi des demandeurs de logement		1	0	Catégorie B	B 2.2	CE	Rédacteurs
Direction des Espaces Publics et Environnement	Chargé.e de mission Développement Durable		1	0	Catégorie A	A 4.2	CE	Attachés / Ingénieurs / Techniciens

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_23-DE

Direction des Espaces Publics et Environnement	Responsable des Espaces Verts		1	0	Catégorie A	A 3.1	CE	Ingénieurs / Attachés / Techniciens
Direction des Ressources Humaines	Chargé.e de mission	1	1		Catégorie A	A 4,2	CE	Attachés/ Rédacteurs/ Ingénieurs/ Techniciens

Article 2 : Les emplois créées pourront être occupés par des contractuel.le.s dont le niveau de recrutement et de rémunération seront définis en référence au grade correspondant à l'emploi créé, et se situeront entre l'indice majoré le plus bas et l'indice majoré le plus haut de la grille indiciaire correspondant à la filière, au cadre d'emploi et au grade du poste.

Article 3 : affecte les crédits nécessaires sur le chapitre 012 du budget communal.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5 : La présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_24-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_24

Maintien à 100% de la rémunération des agents publics pendant les 3 premiers mois de congé de maladie ordinaire

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_24-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_24

Personnel

Rémunération des agents publics placés en congé de maladie ordinaire

Objet : Maintien à 100% de la rémunération des agents publics pendant les 3 premiers mois de congé de maladie ordinaire

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_24-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1 à L. 1111-7, L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;

Vu la loir n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie ;

Vu l'avis de la commission municipale unique, en date du 1er avril 2025 ;

Considérant que le passage du taux de remplacement à 90 % du traitement des agents publics territoriaux placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie pour les trois premiers mois de leur arrêt pénalise lourdement les agents publics et tout particulièrement ceux relevant de la catégorie C, qui bénéficient des rémunérations et plus basses tout en étant davantage exposés aux conditions de travail les plus difficiles, créant de fait une iniquité de traitement des agents dans un contexte de fragilité sociale grandissante ;

Considérant que ces dispositions sont supposées rétablir une égalité entre secteurs public et privé, alors même que dans le secteur privé, de nombreux accords de branche et d'entreprise (qui concernent environ 70% des salariés du secteur privé) permettent de maintenir la rémunération à 100% pendant les arrêts maladie ;

Considérant que ces dispositions encouragent les agents à éviter de recourir à un arrêt maladie au détriment d'une dégradation significative de leur état de santé, et au risque de devoir ensuite s'arrêter sur une période plus longue, avec une pathologie plus lourde ;

Considérant que ces dispositions contribuent à accentuer la crise d'attractivité de la fonction publique, en instaurant un désavantage comparatif supplémentaire pour le secteur public, alors même que la fonction publique fait déjà face à de graves difficultés de recrutement ;

Considérant que ces dispositions sont pénalisantes dans la mesure où les contrats de prévoyance ne prévoient à ce jour pas de compenser cette perte de salaire ;

Considérant que ces dispositions sont contraires à la simplification des procédures administratives, en alourdissant la gestion administrative des arrêts maladie, et en complexifiant le traitement des opérations de paie ;

Considérant que le projet de décret pour la mise en œuvre de ces dispositions, présenté devant le Conseil commun de la fonction publique (CCFP) les 11 et 19 février a fait l'objet d'un vote des organisations syndicales et des employeurs territoriaux ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1e : de maintenir au taux de 100 % le traitement des agents publics employés par la commune de Bagneux placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie durant les trois premiers mois de leur arrêt.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_24-DE

Article 2 : Les crédits budgétaires correspondants sont inscrits au budget de l'exercice en cours, chapitre 012.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_25-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_25

Vœu du conseil municipal pour le soutien de la commune de Bagneux à l'Appel d'Epinay-sous-Sénart relatif à la politique de la ville.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_25-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_25

Administration générale

Vœu - Soutien de la commune à l'Appel d'Epinay-sous-Sénart relatif à la Politique de la ville

Objet : **Vœu du conseil municipal pour le soutien de la commune de Bagneux à l'Appel d'Epinay-sous-Sénart relatif à la politique de la ville.**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_25-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1e : le vœu suivant est adopté :

« La Ville de Bagneux s'associe à l'Appel d'Épinay-sous-Sénart, porté par les associations du bloc communal : Association Ville & Banlieue de France, Association des maires de France, Association des maires d'Île-de-France, France urbaine, Association des petites villes de France, Villes de France et Intercommunalités de France.

Un an après la signature des premiers nouveaux contrats de ville (CIV) et à l'approche d'un nouveau comité interministériel des villes, les associations du bloc communal (France urbaine, Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, Ville & banlieue, Association des petites villes de France, Villes de France, Intercommunalités de France, Association des maires d'Ile-de- France) souhaitent interpeller le gouvernement et renouveler leurs attentes sur la méthode et les contenus des futures politiques de la ville et de cohésion sociale et urbaine.

Nous faisons face à une situation budgétaire et financière critique pour nos communes et intercommunalités, et sans perspectives d'amélioration. Nous craignons particulièrement l'extinction silencieuse de la politique de renouvellement urbain, alors même que les attentes n'ont jamais été aussi grandes pour transformer nos quartiers.

De même, le budget de la politique de la ville a été réduit à 609 millions d'euros pour l'année 2025, alors que nos populations sont déjà vulnérables et que la nouvelle géographie prioritaire a conduit à une hausse du nombre de quartiers et d'habitants concernés par cette politique. Quelles réponses apportera l'État aux 8% de la population qui vivent dans nos quartiers ?

Nous sommes attachés à montrer les forces de nos quartiers et souhaitons, en cette journée, réaffirmer notre engagement pour que les habitants de nos quartiers aient accès aux mêmes droits et services, c'est-à-dire au droit commun qui prévaut sur l'ensemble du territoire national.

Considérant que les inégalités territoriales se creusent et que la situation dans les quartiers se dégrade ;

➜ Nous appelons le gouvernement à se donner les moyens de mesurer et ajuster son intervention en direction des communes populaires grâce à une feuille de route interministérielle obligeant chaque ministère à mesurer l'atterrissage des crédits dans les quartiers prioritaires ou pour leurs habitants.
➜ Nous appelons le gouvernement à assortir, pour chaque ministère, des objectifs chiffrés de réduction de l'inégalité des chances entre les territoires.
➜ Nous appelons le gouvernement à mettre en place un suivi des mesures annoncées lors des Comités interministériels de la Ville afin de dresser un bilan exhaustif des actions menées

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_25-DE

Considérant que l'éducation, l'accès à la culture, au sport et à l'emploi sont des leviers pour donner à chacun la possibilité de s'émanciper comme citoyen et d'accéder à l'autonomie dans ses choix de vie ;

➜ Nous appelons le gouvernement à garantir la qualité du service public de l'éducation dans les quartiers comme sur l'ensemble du territoire national
➜ Nous appelons le gouvernement à aligner la géographie d'éducation prioritaire sur les zonages des quartiers prioritaires de la ville dans un but de cohérence de l'action publique
➜ Nous appelons le gouvernement à appuyer les démarches innovantes mises en place localement en faveur de l'insertion et de l'emploi des habitants des quartiers et assurer l'action en proximité de France Travail
➜ Nous appelons le gouvernement à s'engager en faveur d'un accès pour tous à des équipements culturels et sportifs en proximité dans nos quartiers.

 Considérant l'aggravation des conditions de vie dans nos quartiers et le droit de chacun à vivre en bonne santé, en sécurité et dans des conditions décentes ;

➜ Nous appelons le gouvernement à garantir l'accès aux soins de qualité et en proximité et à soutenir les actions déployées par le bloc communal dans les quartiers, notamment en matière de santé mentale
➜ Nous appelons le gouvernement à mieux soutenir les efforts de mise en accessibilité des logements sociaux et des espaces publics ce qui contribue au bien-être de tous qu'il s'agisse des personnes âgées, celles en situation de handicap ou en perte d'autonomie, des familles...
➜ Nous appelons le gouvernement à agir face à la montée en puissance du nombre de personnes en situation de précarité ou d'extrême pauvreté qui nécessite un meilleur accompagnement financier et technique des initiatives déployées localement et qui ont fait la preuve de leur efficacité. Les CCAS ne peuvent absorber à eux seuls ce flux.
➜ Nous appelons le gouvernement à assumer sa mission régalienne en assurant la sécurité de nos concitoyens dans les quartiers et en confortant les maires dans leur politique de prévention face à l'insécurité du quotidien et l'émergence de nouvelles formes de délinquance.

 Considérant la nécessité de travailler sur le renouvellement urbain de nos quartiers, y compris la mixité sociale et fonctionnelle pour que les habitants des quartiers prioritaires ne soient plus les premières victimes d'une paupérisation des logements et de leur cadre de vie ;

➜ Nous appelons le gouvernement à garantir la livraison des projets engagés dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain NPNRU et à renforcer la participation de l'État en pérennisant des financements pluriannuels et les modalités d'intervention de l'ANRU. C'est une nécessité pour traiter les politiques publiques dans leur ensemble sur le territoire, selon une approche globale, comportant à la fois une vision humaine et une vision urbaine, intégrant finement les enjeux connexes de voirie, de qualité du cadre de vie, de patrimoine, de développement économique, d'écologie, de sécurité.
➜ Nous appelons à préserver son caractère unique d'agence au service d'une politique publique d'intérêt général et national qui a vocation à refaire l'égalité entre les territoires, sans étendre son périmètre aux quartiers situés en dehors de la géographie de la politique de la ville.
➜ Nous appelons le gouvernement à considérer prioritairement la question de la compensation intégrale des exonérations et abattements de taxe foncière sur les propriétés bâties sur les logements sociaux en réhabilitation et en QPV : il est paradoxal que les communes accueillant les populations les plus fragiles soient les moins soutenues alors qu'elles devraient pouvoir renforcer les services qui leur sont destinés.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_25-DE

➜ Nous appelons le gouvernement à anticiper les besoins futurs en [illegible] planifiant un programme pluriannuel d'investissement en faveur de la rénovation des logements, de la lutte contre les îlots de chaleur, contre l'habitat indigne et les copropriétés dégradées.

➜ Nous appelons le gouvernement à se saisir dans la durée des enjeux liés aux quartiers prioritaires et de l'égalité territoriale.

À travers ce vœu, la Ville de Bagneux réaffirme son engagement aux côtés des autres collectivités et associations pour défendre une politique de la ville ambitieuse, à la hauteur des défis rencontrés par nos quartiers ».

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_26-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit avril, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2025, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux., sous la présidence de Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 34
- représentés : 5
- absents : 4

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Jean Pierre QUILGARS, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Madame Laurence SALAUN, Monsieur Rémy LACRAMPE, Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Monsieur Sidi DIMBAGA, Madame Fanny DOUVILLE, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Agnès BALSECA, Madame Léa BIZERAY, Madame Nasséra HENNOUCHE, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Laurent KANDEL à Madame Claire GABIACHE, Madame Elisabeth FAUVEL à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Monsieur Mouloud HADDAD, Madame Justine GORENDS à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Mehdi TEDJANI, Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Monsieur Saïd ZANI, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 39
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250408_26

Vœu du conseil municipal pour renforcer les conditions de réussite de nos enfants et obtenir un lycée ambitieux.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_26-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250408_26

Administration générale

Vœu - Conditions de réussite de nos enfants et obtention d'un lycée ambitieux.

Objet : Vœu du conseil municipal pour renforcer les conditions de réussite de nos enfants et obtenir un lycée ambitieux.

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
ID : 092-219200078-20250408-DEL_20250408_26-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1e : le vœu suivant est adopté :

« La réussite de tous les enfants balnéolais est une priorité municipale. Dans une ville populaire comme Bagneux, cette ambition est essentielle pour créer les conditions de leur épanouissement.

La commune a la chance de pouvoir compter sur des équipes pédagogiques dynamiques, aussi bien dans le premier que dans le second degré, qui ont le souci de favoriser un climat propice à l'apprentissage.
Côté ville, nous accordons une grande importance à nous tenir aux côtés des enseignants, autour de projets culturels, artistiques et nature, ainsi qu'à la qualité des temps péri et extra-scolaires. Nous soutenons la mobilisation des parents d'élèves pour le remplacement des enseignants absents, autour d'une pétition qui a réuni plus de 2000 signatures en février dernier.
Déterminée à agir pour que chaque enfant puisse poursuivre son parcours scolaire à Bagneux, la Ville est mobilisée pour obtenir l'ouverture du lycée d'enseignement général par la Région Ile-de- France à la rentrée 2028.
Le 4 avril, une assemblée citoyenne pour l'éducation « Parlons réussite ! » a été organisée pour favoriser les échanges entre parents, enseignants et élus et enrichir les réflexions sur l'école publique.
Aux côtés des parents et en faveur du service public de l'éducation, les élus réunis en Conseil municipal le 8 avril expriment le souhait que :

- L'enseignement public devienne une priorité gouvernementale, tant d'un point de vue budgétaire que de la formation et de la rémunération des enseignants et personnels ;
- Bagneux bénéficie d'une égalité de traitement avec la garantie du remplacement des enseignants absents ;
- La Région confirme l'ouverture du lycée d'enseignement général à la rentrée 2028. »

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 11/04/2025
Qualité : Directrice Générale des Services